



Lowery

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
Boston Library Consortium Member Libraries

<http://www.archive.org/details/causesclbres25gayo>

CAUSES
CÉLÈBRES

E T

INTÉRESSANTES.

TOME VINGT-CINQUIÈME.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

540 EAST 58TH STREET

CHICAGO, ILL. 60637

TEL. 733-4331

CONTINUATION
DES
CAUSES CÉLÈBRES
ET

INTÉRESSANTES,

Avec les Jugemens qui les ont décidées.

PAR MR. J. C. DE LA VILLE,

*Avocat au Parlement de Paris, & Associé de
l'Académie royale des Belles-Lettres de Caën.*

TOME III.

NOUVELLE ÉDITION.



A AMSTERDAM, & se vend A LIEGE,

Chez { J. F. BASSOMPIERRE, Libraire.
VAN DEN BERGHEN, Lib. à Bruxelles.

M. DCC. LXXV.

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

LIBRARY

1000

1900

1900

1900

1900

1900

1900

1900

1900

1900

1900



CONTINUATION DES CAUSES CÉLÈBRES.

CAUSE

D'ENTRE 1°. *Claude* CHEVALIER , veuve 11 Juil.
let 1659.
de *Christophe* DE AUBRIOT , Ecuyer , Parle-
ment de
Seigneur de Courfrait ; Paris ,

2°. { *Hilaire* , } DE AUBRIOT , enfants
{ *Lancelot* , } de *Christophe* & de grand-
chambre.
{ *Anne* , } *Claude* CHEVALIER :

ET *Françoise* DE AUBRIOT , veuve de *An-
toine* DE BONNEVAL , Ecuyer , Seigneur
de Jouy & de Châtel-Maison.

M. *Guillaume* DE LAMOIGNON ,
Premier-Président.



'AMOUR & la CUPIDITÉ ont été
la source de tous les malheurs
du Héros de cette Cause. La
mauvaise foi & la chicane se sont
réunies pour les perpétuer. Lui-
même , il n'a pas survécu à ses infor-
Tome III. A

tunes ; & si la mort a pu , seule , terminer ses douleurs , elle n'a pas été néanmoins capable de tarir la source des injustices qui la lui avoient procurée.

C'est ce que le récit des faits éclaircira.

Guillaume de Aubriot , Ecuyer , Seigneur de Courfrault , épousa , au commencement du dix-septieme siecle , *Edmée* de Longueau , fille de *Jean* III du nom , Chevalier , Seigneur de Parville , Saint-Michel Clerambaut , & de *Edmée* de Montmiral.

Si Madame de Courfrault étoit ornée de toutes les graces qui peuvent concourir à composer une belle personne dans son sexe , si on eût dit que la nature eût épuisé à plaisir ses dons sur elle ; il faut avouer qu'elle lui avoit aussi départi un fonds inépuisable de tendresse.

En conséquence , Madame de Courfrault traitoit fort humainement un certain M. du Mouriés , qui s'étoit déclaré son amant.

Elle avoit eu de son mari deux enfants , une fille nommée *Françoise* , & un garçon appelé *Christophe*. Ce dernier naquit estropié , il étoit manchot.

Bientôt la présence de son mari avoit contraint Madame de Courfrault & son amant , & bientôt ceux-ci avoient songé à se débarrasser de celui-là. Un surveillant aussi incommode les éclairoit de trop près. Ils s'étoient donc occupés des moyens , & tout bien combiné , il avoit été décidé

entr'eux que le poison étant le plus prompt, le plus honnête, & tout-à-la-fois le moins sujet à inconvénient, il en seroit incessamment donné une dose raisonnable & suffisante à M. de Courfaut, ce qui avoit été exécuté. En conséquence, ce malheureux Gentilhomme, victime de la beauté & du libertinage de sa femme, étoit mort au mois de Septembre 1623. C'étoit du Mouriés qui avoit préparé le poison, & Madame de Courfaut, son amante, l'avoit tendrement présenté & fait avaler à son mari.

Si cette exécrationnelle femme sembloit par son crime être restée la maîtresse de ses plaisirs, elle se trouvoit néanmoins chargée de ses deux enfants. Elle s'en fit élire tutrice, continua à tenir son Fils au college de Montargis, où son pere l'avoit placé, & garda sa fille avec elle.

Feu M. de Courfaut avoit laissé en mourant un frere uterin. On l'appelloit *Jean de Bonneval*. Ce *Jean de Bonneval* étoit également Gentilhomme, il étoit Seigneur des terres de Jouy & de Châtel-Maison, & de plus il se connoissoit en crimes.

Ainsi il ne s'étoit point trompé un seul instant sur la véritable cause & les auteurs de la mort de son frere. Au-lieu néanmoins de songer à la venger, il avoit cru qu'il étoit plus naturel qu'il s'occupât des moyens de la rendre utile, & d'en faire recueillir les fruits à un fils mineur qu'il avoit.

Au mois de Novembre 1624, il avoit donc fait faire à sa belle-sœur deux actes considérables.

Le premier avoit été de mettre *Christophe* de Aubriot, en qualité de novice, dans l'Abbaye des Chanoines réguliers de Saint-Jacques à Provins.

Par le deuxieme, elle avoit cédé à sa fille tous les droits, actions, noms, raisons, &c. qu'elle pouvoit avoir contre ses freres, à raison du partage à faire, entre eux & elle, des biens de leurs pere & mere.

Ces deux opérations finies, M. de Bonneval avoit songé à marier avec Mademoiselle de Aubriot sa niece, ce fils unique dont on vient de parler, & qui étoit par conséquent le cousin germain de cette Demoiselle. Sans doute ce mariage devoit bien rencontrer des difficultés avant son exécution : mais comme M. de Bonneval les avoit prévues, il avoit ordonné à son fils de se comporter, avec sa cousine, de façon à rendre leur mariage absolument nécessaire, & il avoit amené ensuite, sans trop de peine, la mere de Mademoiselle de Aubriot non-seulement à y consentir, mais même à favoriser ce projet.

Il faut savoir que le fils de M. de Bonneval s'appelloit *Antoine*, qu'il entroit alors dans sa vingtieme année, & que son pere l'avoit bien endoctriné. De son côté, Madame de Courfaut avoit donné, en maîtresse de l'art, quelques leçons à sa

filles. Cette fille s'étoit trouvée extrêmement docile , & ce peu de leçons avoit beaucoup profité. Avec de tels maîtres , des écoliers semblables , pour peu de secours qu'ils aient trouvé en eux-mêmes , n'avoient pu faire que des progrès rapides. Aussi Mademoiselle de Aubriot n'avoit-elle pas tardé à renfermer dans son sein le tendre fruit des solides instructions qu'elle avoit reçues de sa mere.

Lorsque les choses eurent été amenées au point où M. de Bonneval les avoit désirées , il s'étoit empressé de recueillir le fruit de ses œuvres : & ç'avoit été dans ces circonstances que le mariage médité par les pere & mere s'étoit accompli entre les enfants , à la grande satisfaction de tous les intéressés.

La joie des noces n'étoit pas encore oubliée , que le Procureur du Roi , à Provins , s'avisa d'en troubler le souvenir par des procédures criminelles.

Il accusa Madame de Courfrault & du Mouriés son amant , celui-ci , d'*avoir composé le poison qui avoit abrégé les jours de M. de Courfrault* ; & celle-là , d'*l'avoir présenté à son mari*.

Des témoins furent entendus , qui appuyerent , par leurs dépositions , l'accusation du Procureur du Roi. Madame de Courfrault & du Mouriés furent arrêtés , constitués prisonniers & interrogés. Les témoins qui avoient été entendus , furent récollés , confrontés , non reprochés , &

ils persisterent dans leurs dépositions. Du Mouriés & Madame de Courfrault demeurèrent atteints & convaincus des crimes que le Procureur du Roi leur imputoit, & ils furent condamnés à être brûlés vifs.

Celle-ci échappa à l'horreur de son supplice. Son beau-frere, son gendre & sa fille lui avoient ménagé les moyens d'une fuite salutaire.

Mais celui-là fut brûlé vif en exécution de la sentence, dont ni lui, ni sa trop indigne maîtresse, ni enfin le Procureur du Roi n'avoient pas interjetté appel.

Sans doute cette femme ne tarda pas à se repentir d'avoir survécu à du Mouriés, & de n'avoir pas exécuté la sentence du Bailli de Provins : car indépendamment de la perte trop réelle de son amant & de sa mort civile à elle-même, elle ne conserva la vie naturelle que fort peu de temps après que du Mouriés l'eut perdue. M. de Bonneval l'avoit à dessein retirée chez lui, &, lorsqu'il avoit été maître de sa personne, il s'en étoit rendu tout-à-la-fois le géolier & le bourreau. Il l'avoit jettée dans une étable, où cette malheureuse, qui avoit évité la main de l'exécuteur de la justice, périt de misere & de faim, sous la garde de son cruel beau-frere.

Ainsi *Françoise* de Aubriot, donataire des droits de sa mere, les avoit apportés par son mariage au fils de M. de Bonneval. Du Mouriés avoit été brûlé, Madame de Courfrault étoit morte civile-

ment & naturellement, M. de Bonneval tenoit dans sa main la moitié des biens de son frere, dont il avoit tant désiré de laisser la propriété à son fils ; & de plus il étoit administrateur de l'autre moitié, parce qu'il s'étoit fait élire tuteur de son neveu, dès que sa mere avoit été condamnée. *Christophe* de Aubriot enfin avoit pris l'habit de novice, Chanoine régulier, dans l'Abbaye de Saint-Jacques à Provins, &, par sa profession, cette moitié des biens qui lui appartenoit, alloit passer sans retour au fils de M. de Bonneval.

Telle étoit alors la véritable situation des affaires des enfants de *Guillaume* de Aubriot, & de *Edmée* de Longueau.

Malgré tous ces succès apparents, M. Bonneval pere n'étoit pas néanmoins sans inquiétude. La prise d'habit de son neveu ne lui paroissoit pas un lien solide. Il pouvoit arriver que ce jeune homme refusât de faire des vœux, qu'il quittât l'habit de novice, & voulût reparoître dans le siecle, qu'il réclamât la moitié des biens de son pere, & peut-être même voulût contester à sa sœur cette donation que lui avoit fait leur mere au mois de Novembre 1624. Tout cela étoit possible, & par conséquent fort à redouter. Tout cela pouvoit par conséquent déranger ses projets, & encombrer le mariage de son fils.

Mais ce qui redoubloit davantage ses inquiétudes, c'est qu'en effet, loin de paroître appelé à la vie religieuse, de Au-

briot s'étoit au contraire fort récrié, avant de prendre l'habit de novice. Il avoit dit assez haut *que son oncle ne le faisoit moine que pour profiter de son bien*, & il avoit protesté *qu'il ne feroit jamais volontairement des vœux*. Il n'avoit pris que par contrainte les marques de la cléricature, & il avoit enfin été jusqu'à maltraiter le barbier qui s'étoit présenté pour lui faire la tonsure.

Il falloit donc que M. de Bonneval veillât sans cesse, afin d'éloigner de lui le malheur que le peu de vocation du jeune de Aubriot, pour l'état religieux, ne lui donnoit que trop de sujets raisonnables d'appréhender.

Heureusement pour M. de Bonneval, il étoit l'ami particulier du Prieur de l'Abbaye de Saint-Jacques de Provins, & il avoit le plus grand crédit dans cette maison, que nous avons dit être, alors, habitée par des Chanoines réguliers.

Ces Chanoines réguliers n'étoient pas fort amis de la régularité. On peut en juger autant par la défense que M. le Cardinal de la Rochefoucault (qui méditoit de les éteindre, pour les remplacer par les Religieux de la réforme qui s'établissoit à Paris) leur avoit fait faire les 31 Mars, 19 Juillet, & 12 Octobre 1623, (après le décès du frere *Louis* de Megrigny, leur dernier Abbé régulier, arrivée l'année précédente), de recevoir des novices & de les admettre à profession, que par ce que l'on va en dire.

En considération de M. de Bonneval, qui payoit d'ailleurs une très-forte pension pour son neveu, le Prieur de Saint-Jacques de Provins adoucit donc à *Christophe* de Aubriot un noviciat, qui n'étoit déjà pas même une épreuve suffisante de vocation. Les Chanoines Prêtres de cette Abbaye vivoient à table ronde & ils y avoient admis de Aubriot qu'ils avoient tiré de celle des novices. Non-seulement encore, ils l'avoient dispensé de l'assistance régulière au chœur; mais de plus ils souffroient qu'il passât tout son temps à chasser. Frere de Aubriot, enfin, par la permission de son Supérieur, avoit des fusils & une meute de chiens.

Il avoit aussi une espece de Précepteur. Ce Précepteur, nommé *Foudreau*, étoit un homme adroit & patelin, que M. de Bonneval avoit lui-même placé auprès de son neveu. *Foudreau* étoit l'homme qu'il falloit à M. de Bonneval. Il parloit beaucoup, & l'on croyoit qu'il le faisoit ingénument & franchement. Avec cet air ingénu & franc, il ne disoit néanmoins que ce qu'il vouloit, & il ne vouloit rien dire qui ne fût fort à propos pour les intérêts de l'oncle de son pupille.

M. de Bonneval avoit promis un bénéfice à cet honnête homme, s'il parvenoit à amener de Aubriot à prononcer ses vœux, & *Foudreau* vouloit se rendre digne de ce bénéfice.

Il avoit en conséquence étudié le carac-

tere de ce jeune homme , & il en étoit venu au point de lire dans son ame ses dispositions les plus secretes. Rien n'échappoit à sa pénétration. A la vérité , il surveilloit son élève avec la plus grande exactitude. Non-seulement il le conduisoit par-tout de l'œil , mais encore il avoit le plus grand soin d'écarter adroitement toute créature qui n'eût pas affirmé devant le jeune homme qu'il n'y avoit rien de si délicieux , dans le monde , que d'être Chanoine régulier de *Saint-Jacques de Provins* ; & lui-même , enfin , il profitoit de toutes les occasions possibles de persuader de Aubriot de sa vocation à l'état religieux , & de la nécessité de la remplir.

A ce si digne homme , se joignoit de temps en temps M. de Bonneval. Mais il donnoit à son neveu des leçons d'un autre genre. Il lui ordonnoit de *se préparer à faire des vœux*. Il lui disoit que *l'Allemagne étoit la dernière partie du monde* , & en même temps il le menaçoit de *l'y reléguer , s'il refusoit de faire profession*.

C'étoit au mois de Mai 1625 que tout ceci se passoit , & de Aubriot , né en 1609 , atteignoit à peine sa seizième année.

Or , de quoi peut être capable , en général , un enfant de cet âge , un enfant d'ailleurs dont la personne étant estropiée , ne laissoit pas à son ame la liberté & le jeu de ses ressorts ? Que ne peut-on pas

lui faire faire , pour peu d'empire qu'on se soit procuré sur lui ? & que ne devoient pas pouvoir sur l'esprit de Aubriot , *en particulier* , deux hommes de la trempe de l'oncle & du Précepteur ? que n'entreprirent-ils pas en effet ?

M. de Bonneval n'étoit pas néanmoins le seul oncle de Aubriot. *Edmée* de Longueau avoit laissé quatre freres & une sœur qui étoient tous vivants. *Jean* , *Christophe* , *Guillaume* , & *Louis* de Longueau , & *Marie* de Longueau , mariée à *Aimé* de Trignac.

Ceux-ci , lorsqu'ils eurent été instruits de l'accident épouvantable arrivé à leur sœur , accoururent à Provins. S'ils furent indignés au récit des traitements que cette malheureuse femme avoit essuyés de M. de Bonneval , ils ne virent pas avec plus de satisfaction ce même homme prêt à recueillir , par le mariage de son fils avec leur niece & par la profession religieuse de leur neveu , le fruit des crimes de leur sœur. Ils désapprouverent également les violences dont il usoit envers de Aubriot , & ils mirent tout en œuvre pour procurer des consolations à cet enfant.

Ils le virent en particulier , & ils eurent avec lui plusieurs conférences. Mais jugeant , par tout ce qu'ils avoient recueilli d'après leurs différentes conversations avec l'oncle & le neveu , & en même temps des bruits publics , que la volonté de l'oncle décideroit sans retour de l'état

du neveu & que le mal étoit fans remede, ils exhorterent affectueusement celui-ci à remplir les vues de celui-là, & à faire des vœux.

Ils lui conseillèrent encore de faire un testament. Ils en dressèrent le projet au cabaret où ils étoient descendus à Provins, & ils le lui firent écrire & signer après le lui avoir fait recommencer deux fois. Le Prieur de Saint-Jacques & *Foudreau* s'étoient relayés par complaisance pour ces tendres parents, afin que le jeune novice l'écrivît sous leur dictée; soit que ces deux hommes partageassent leurs faveurs entre ces oncles maternels & M. de Bonneval, oncle paternel; soit (& ceci est plus vraisemblable) que ces hommes adroits & prévoyants aient cru qu'un pareil testament pût fournir, par la suite, des armes à Messieurs & à Madame de Bonneval contre de Aubriot lui-même.

Quoi qu'il en ait été, par son testament olographe, qui a pour date le 10 Mai 1623, de Aubriot *déshéritoit la femme du fils de M. de Bonneval, sa sœur, & il instituait ses oncles maternels ses légataires universels de tout ce dont la coutume lui laissoit la libre disposition.*

Quelques jours s'étoient à peine écoulés depuis ce testament, que de Aubriot s'avisa de faire confiance à son Précepteur qu'il ne se détermineroit jamais à faire des vœux si on ne lui assuroit pas une pension de 500 livres, & *Foudreau* en informa aussi-tôt M. de Bonneval.

Furieux d'un pareil contretemps, ce dernier écrivit à l'instant à son neveu, & lui ordonna de venir le joindre. Il étoit alors à la campagne, & cette campagne étoit si peu éloignée de Provins, qu'il étoit aisé d'y aller dîner, & d'en revenir encore de très-bonne heure le même jour.

De Aubriot partit de Provins au reçu de la lettre de son oncle. Il se rendit chez lui, & y fut accueilli avec des dehors d'affection.

Après le dîner, l'oncle entra dans le jardin en apparence dans le dessein de s'y promener, & le neveu, sans défiance, l'y suivit. Tous deux, ils y firent tranquillement quelques tours de promenade.

Mais tout-à-coup M. de Bonneval ne se contraignant plus, arme sa main d'un poignard qu'il avoit tiré de sa poche; ses yeux étincellent de colere & de rage, son visage s'enflamme, sa voix se grossit, il leve le bras, & le baissant aussi-tôt sur son neveu avec les transports les plus violents... il lui crie avec fureur qu'il va *le poignarder, s'il ne jure pas à l'instant qu'il prononcera des vœux dès le lendemain.* C'étoit le 27 Mai 1625, que cette scene se passoit.

L'oncle & le neveu étoient alors seuls dans le jardin. Celui-ci, à peine âgé de seize ans, avoit toute la candeur & la foiblesse de son âge. Celui-là, au contraire, dans la force & la vigueur d'un tem-

pérament robuste , avoit de plus la main accoutumée au crime.

Tout ceci se peignit en un instant à l'imagination effrayée du jeune homme , qui se crut déjà poignardé. Tremblant , il tombe aussi-tôt aux pieds de M. de Bonneval , il les embrasse , il pleure ; & , pour désarmer son oncle dont la colere & l'emportement lui paroissoient terribles , & sauver en même temps sa vie , il lui jure qu'il prononcera ses vœux quand il le voudra , & dès le lendemain même s'il l'ordonne.

Sur cette promesse , M. de Bonneval paroît calmer son courroux. Il relève son neveu. Son regard & le ton de sa voix se radoucissent. La sérénité se répand sur son visage. Il embrasse de Aubriot , loue sa résolution , l'exhorte à y persévérer , lui jure à son tour *qu'il ne veut , dans tout ceci , que son bien* , & lui fait concevoir d'ailleurs les espérances les plus flatteuses. Tous deux ensuite ils remontent dans la voiture qui a amené de Aubriot , & ils reviennent ensemble à Provins.

Cependant M. de Bonneval ne ramene pas son neveu en l'Abbaye de Saint-Jacques , il ne le fait pas non plus entrer chez lui. Mais de Aubriot , mais ce garçon que son oncle destine à faire le lendemain une profession solennelle & publique de la vie religieuse ; il le fait descendre dans un cabaret , qui a , encore maintenant , pour enseigne la *levrette*. Là on l'excite à la

débauche, & *Foudreau*, ce digne Précepteur préposé par l'oncle pour veiller dans l'*Abbaye* de Saint-Jacques sur les mœurs du neveu, préside dans le *cabaret* de la *levrette* à cette orgie.

Pendant que de Aubriot passoit ainsi au cabaret la nuit du 27 au 28 Mai 1625, M. de Bonneval ne s'endormoit pas chez lui dans une oisiveté qui pût devenir préjudiciable à ses intérêts. Dès le soir même, il avoit fait faire, sous le nom de de Aubriot, une sommation au Prieur & aux Chanoines réguliers de *Saint-Jacques*, de le recevoir à profession. Il avoit fait dresser le contrat civil des conventions pécuniaires, qui avoient été de longue main arrêtées entre le Prieur & lui, pour l'ingression de son neveu. Il s'étoit ensuite occupé à ordonner les préparatifs de la profession pour le lendemain de grand matin, & il avoit disposé les choses pour que rien n'en retardât la cérémonie.

Tout étant ainsi préparé, il avoit ensuite attendu avec impatience l'heureux moment qui couronneroit ses travaux & que le jour, en venant à paroître, amèneroit avec lui l'instant du sacrifice qu'il lui importoit tant de voir consommer. Il arriva enfin cet instant si désiré par l'oncle & si redouté par le neveu. Foudreau, averti que tout étoit prêt, ordonna à de Aubriot d'achever de vider le verre de vin qu'il tenoit à la main. Il le revêtit d'une soutane & d'un surplis, & en cet

état, il le fit sortir du cabaret, l'amena, ou plutôt le traîna aux pieds des autels, en l'Abbaye de Saint-Jacques, où, tout étourdi encore des vapeurs & des fumées du vin, le trop malheureux de Aubriot prononça tout haut & publiquement des vœux que son cœur avoit toujours désavoués & désavouoit encore dans le secret.

Fier de son triomphe, M. de Bonneval, qui vouloit en conserver la mémoire, en fit aussi-tôt dresser un monument par la rédaction de l'acte de cette prétendue profession qu'il fit signer, conjointement avec le contrat civil dont on vient de parler, au jeune de Aubriot.

Mais il arriva que cet acte ne fut écrit que sur une feuille volante, & qu'il ne fut pas inféré dans les registres de l'Abbaye, avec les professions des autres Religieux.

Au reste, cette cérémonie s'étoit passée avec tant d'indécence, que le Prieur de l'Abbaye en fut lui-même scandalisé, & qu'il en fit les plaintes les plus amères à M. de Bonneval.

L'Abbaye de Saint-Jacques de Provins, depuis le décès du frere *Louis* de Me-grigny, son dernier Abbé régulier, venoit d'être donnée en commande à *Nicolas* Segulier, qui en étoit le trente-septième Abbé, & ne la garda que deux ans & demi environ. Ainsi le Prieur seul avoit l'autorité spirituelle.

Le lendemain, M. de Bonneval ordonna
à

à son neveu de lui écrire que *sa nouvelle condition lui étoit très-agréable*, & il fut obéi.

Mais bientôt après, deux événements imprévus introduisirent sur la scène des changements considérables.

D'un côté, Mr. de Bonneval ne survécut pas long-temps à la profession de son neveu. Content de la fortune qu'il avoit laissée à son fils, il crut mourir en paix. Au fond, il alla recevoir la récompense due à ses crimes.

De l'autre côté, les oncles maternels de de Aubriot se présentèrent aussi-tôt après sa profession, son testament à la main, & ils en demandèrent l'exécution, à leur profit, à *Antoine de Bonneval*, mari de *Françoise de Aubriot*, sœur du Chanoine régulier.

Mr. de Bonneval n'eut pas cette demande pour fort agréable. Il la contesta, & une guerre très-vive s'alluma entre eux-là & celui-ci.

Pendant que les freres de Madame de Courfaut étoient aux mains avec Mr. de Bonneval, son gendre, & que les uns & les autres essayoient de se rendre maîtres des biens de *Christophe de Aubriot*, ce jeune homme entreprit de les mettre d'accord, en gardant pour lui-même un bien qu'il convoitoit encore plus ardemment que sa sœur & ses oncles.

Le 3 Mai 1626, il réclama devant des notaires, tant contre l'émission de ses

vœux, que contre les donations qui les avoient précédées. Il protesta qu'elles étoient l'ouvrage de la séduction, & qu'elles lui avoient été extorquées par violence & par contrainte. Il déserta ensuite l'Abbaye, se dépouilla des habits religieux, en prit de séculiers, & se réfugia à Orléans, chez Jean de Longeau, écuyer, Seigneur de Parville & de Saint-Michel, frere de sa mere, & l'un de ces mêmes oncles maternels en faveur de qui il avoit testé.

On avoit fait entendre à ceux-ci, dans le cours du procès, que leurs prétentions n'avoient pas de fondement raisonnable, que le testament de de Aubriot ne pouvoit pas se soutenir, & ils s'étoient défaits de leurs demandes. Mais lorsqu'ils eurent vu leur neveu, & que celui-ci les eût instruit de ses aventures & de ses desseins, loin de désapprouver sa conduite, ils l'accueillirent avec imitié, ils épousèrent ses intérêts avec beaucoup de chaleur, & Mr. de Saint-Michel l'engagea à demeurer chez lui.

Cependant Mr. & Madame de Bonneval, alarmés par la réclamation de leur frere & beau-frere, furent d'autant plus inquiets sur les événements, qu'ils favoient moins ce que ce jeune homme étoit devenu. A tout événement, ils dénoncerent son évasion à l'Official de Sens, & ce juge, qu'ils avoient eu soin d'exciter, informa, sur le réquisitoire de son promoteur, contre de Aubriot. Il crut, sans doute, avoir

trouvé des preuves concluantes dans la déposition de quelques témoins, car il lança contre le frere de Aubriot un décret de prise de corps, qu'il délivra à M. de Bonneval.

Pendant toutes ces opérations, ce religieux étoit, comme on l'a dit, à Orléans chez Mr. de Saint-Michel.

Mr. de Bonneval en fut instruit. Il s'y transporta, muni de son décret, & bien résolu de le faire mettre à exécution, & de ramener avec lui de Aubriot à Provins.

Il chargea en conséquence un huissier d'Orléans du décret de l'Official de Sens : il lui donna pouvoir de se saisir de de Aubriot, il offrit même à l'huissier de l'accompagner, & s'étant fait escorter par des gens armés, il arriva en effet avec l'huissier & toute cette cohorte à la maison de Mr. de Saint-Michel, il l'investit & tenta de s'emparer, à main armée, de son beau-frere qui y étoit logé.

Mr. de Saint-Michel fort étonné du scandale & de la rumeur que causoit, dans sa maison & à sa porte, une troupe de gens armés qu'il ne connoissoit pas, fut encore plus indigné des violences auxquelles il les vit se livrer. Il entreprit de les faire cesser. Mais, plus il se donnoit de mouvement pour y parvenir, plus, de son côté, Mr. de Bonneval s'efforçoit de les rendre inutiles, en augmentant le trouble & redoublant de violences.

Le Lieutenant-Criminel fut donc requis

& se transporta. Mr. de Saint-Michel lui rendit plainte contre Mr. de Bonneval, & les hommes venus avec lui à dessein de faire des hostilités dans sa maison. Frere de Aubriot se joignit à son oncle, & se plaignit également, contre Mr. de Bonneval & ces mêmes hommes, des mêmes faits de violence.

Mr. de Bonneval & son huissier exhiberent aussi-tôt le décret de l'Official de Sens, dont ils étoient porteurs, & ils requirent le Lieutenant-Criminel de permettre qu'ils le missent à exécution. *Frere de Aubriot, disoient-ils, est un moine apostat, & nous avons ordre de le réintégrer dans son cloître.*

Celui-ci à l'instant articula sa réclamation du 3 Mai 1626, & soutint qu'il n'étoit pas religieux. Il déclara qu'il persistoit dans sa plainte, il en requit acte au Lieutenant-Criminel & il conclut même à ce qu'il condamnât sur le champ Mr. de Bonneval, au nom de mari de sa sœur, & comme détenteur injuste de son bien, à lui payer une provision alimentaire.

Le Lieutenant-Criminel rendit son ordonnance. Il donna acte aux parties de leurs plaintes & réquisitions, mais, par provision, il fit défense à Mr. de Bonneval & à son huissier, d'exécuter le décret de l'Official de Sens. Il décréta même d'ajournement personnel Mr. de Bonneval, & sur la demande en provision de frere de Aubriot, il renvoya les parties à l'audience.

Ce religieux y traduisit aussi-tôt son beau-

frere, & par sentence du 15 Juillet 1626, il le fit condamner à lui payer une provision de 1200 livres.

Cependant Mr. de Bonneval se trouva dégoûté par le mauvais succès de son entreprise. Au-lieu de s'arrêter à Orléans pour y plaider, il quitta cette ville & reprit la route de Provins.

Son départ fit perdre de vue à de Aubriot la provision qu'il avoit obtenue. Il ne leva pas la sentence, & par conséquent cette affaire en resta là.

Au reste, il continua à demeurer en habit séculier chez Mr. de Saint-Michel son oncle.

Deux ans s'étoient à peine écoulés depuis son arrivée à Orléans, qu'il rechercha en mariage une demoiselle du Berry, & qu'il alla en faire la demande, en forme, à ses pere & mere. On ignore comment il en avoit fait la connoissance.

Mademoiselle (*Claude*) Chevalier étoit cette demoiselle. Ses pere & mere tenoient un rang dans la province. Ils comptoient dans leurs alliances un *Cardinal*, un *Archevêque*, Duc de Rheims & Pair de France, & un *Abbé* de Pontigny. Le château de Chambon leur appartenoit, & il étoit le lieu de la demeure de leur fille, qui y vivoit avec eux.

Les propositions de Mr. de Aubriot qui étoient appuyées par ses oncles maternels, furent agréables au pere de Mademoiselle Chevalier, il les écouta. Les articles du

mariage furent arrêtés & le contrat signé, tant par les parents de Mademoiselle Chevalier, que par quantité de personnes de condition. On publia trois bans, & enfin Mademoiselle Chevalier fut épousée le 10 Septembre 1628, dans l'église paroissiale de Chambon dédiée à saint Just. Mais il ne fut pas plus fait registre du mariage du frere de Aubriot qu'il n'en avoit été tenu de sa profession.

En 1628, ce dernier voulut former contre sa sœur une demande *en partage & en nullité de la donation que lui avoit faite leur mere*. Mais ses conseils lui firent entendre qu'il n'y avoit pas en France de nullités de droit : qu'il ne devoit pas lui suffire que ses vœux fussent nuls, qu'il falloit encore qu'il les fît déclarer tels avant d'être recevable à former aucune demande, soit *en partage*, soit *en nullité*.

De Aubriot avoit déjà alors un enfant de son mariage.

Il se pourvut aussi-tôt à Rome & sur l'exposé que nous avons fait, il y sollicita & obtint un bref adressé à l'Official de Sens & au Supérieur de l'Abbaye de Provins, contenant tout à la fois la dispense de ses vœux, & tout à la fois la clause de réhabilitation de son mariage & de légitimation de son enfant.

Ce bref lui imposoit néanmoins la condition de se séparer de sa femme, jusqu'à ce qu'il eût été prononcé sur son état par les juges délégués.

De Aubriot ne perdit pas de temps. Il fit assigner Mr. & Madame de Bonneval devant l'Official de Sens & le Supérieur de Provins, pour voir *ordonner l'entérinement de son rescrit, prononcer la nullité de ses prétendus vœux & en conséquence, qu'il seroit renvoyé & restitué au siecle & en la possession de ses biens.* Au surplus il continua à demeurer avec sa femme.

Les commissaires du Pape appointerent les parties en faits contraires; c'est-à-dire, qu'ils permirent à de Aubriot *de prouver l'articulation de ses faits par une enquête, & à Mr. & Madame de Bonneval de faire, de leur côté, la preuve contraire.*

De Aubriot fit entendre en déposition les personnes qu'il croyoit les plus instruites de son histoire. Mr. & Madame de Bonneval, de leur côté, firent aussi leur enquête. Elle étoit composée de la déposition de quelques gentilshommes & des religieux de l'Abbaye de *St. Jacques de Provins*, qui s'accordoient à dire *que de Aubriot avoit fait son noviciat sans vestige extérieur de contrainte ou d'aversion pour la vie monastique, & qu'au contraire il avoit paru embrasser cet état avec la plus grande satisfaction.*

De Aubriot fut ensuite interrogé. Mais ou il avoit perdu la tête devant ses juges, & il ne répondit pas cathégoriquement; ou bien Mr. & Madame de Bonneval furent mieux servis que lui; ou bien l'enquête de de Aubriot n'étoit pas aussi con-

cluante que celle de sa sœur & de son beau-frere. Car l'Official de Sens & le Supérieur de l'Abbaye de Saint-Jacques de Provins jugerent, le 9 Septembre 1630, qu'il étoit religieux. *Ils le débouterent de sa demande en entérinement du rescrit de cour de Rome, & ils le condamnerent à rentrer dans le cloître.* De Aubriot avoit alors trois enfans : il se pourvut aussi-tôt contre cette sentence par la voie de l'appel comme d'abus, & depuis il convertit son appel *comme d'abus* en appel simple. Le premier eût dû être porté au Parlement, le second alloit au contraire devant le Supérieur ecclésiastique de l'Official de Sens.

Mr. & Madame de Bonneval releverent cet appel simple à Rome. Ils y anticiperent de Aubriot, & se firent expédier un rescrit qui déléguoit l'Official de Laon en Laonnois, pour faire droit aux parties sur l'appel.

De Aubriot appella comme d'abus de ce rescrit. Un arrêt du Parlement du 3 Septembre 1637 sur l'appel comme d'abus mit les parties hors de cour & de procès sans dépens ; & néanmoins ordonna, de leur consentement, qu'à frais communs, il seroit obtenu à Rome un troisième rescrit adressé à l'Official de Paris & au Supérieur du Monastere de Sainte-Génévieve de la même ville, pour juger conjointement l'appel de la sentence du 9 Septembre 1630.

L'arrêt fut exécuté, & le rescrit ob-

tenu. La contestation engagée devant l'Officiel de Paris & l'Abbé de Sainte-Génévieve, de Aubriot fut admis à s'inscrire en faux contre les actes de son baptême (sa sœur & son mari vouloient en faire usage), celui de sa profession & la lettre missive que Mr. de Bonneval l'avoit contraint à lui écrire le lendemain de sa profession, & il proposa des moyens de faux. Et ces moyens, selon lui, consistoient *dans la seule inspection des pieces arguées de faux*. Une sentence du 20 Mars 1640 les déclara pertinents & admissibles.

Mr. & Madame de Bonneval soutinrent au contraire la vérité des actes de baptême & de la profession de leur frere. Ils disoient que *quoiqu'il dût leur suffire qu'ils existassent sans être valablement combattus, & qu'ainsi ils n'eussent pas besoin d'autres preuves; néanmoins ils desiroient être admis à justifier par témoins l'authenticité & la fidélité du registre baptistaire & de l'acte de profession*.

Une sentence du 17 Avril 1640 les autorisa à faire cette preuve.

De Aubriot en interjeta aussi-tôt appel comme d'abus. Il porta ce nouvel appel au Parlement, & fit intimer sa sœur & son beau-frere.

Le 14 Juin 1641, ceux-ci d'abord conclurent à ce qu'il fût défendu à de Aubriot de faire mettre à exécution cette sentence du 15 Juillet 1626, par laquelle le Lieutenant-Criminel d'Orléans lui avoit

adjudgé une provision de 1200 livres : puis prétendant que de Aubriot avoit envahi le Château de Courfrault, qu'il en avoit rompu les portes, brisé les serrures & enlevé les meubles, ils rendirent plainte de ces faits, & demandèrent permission d'en informer tant contre lui que contre ses complices.

De Aubriot, de son côté, forma contre sa sœur, le 17 du même mois, une demande en provision pendant le procès, & le 4 Juillet suivant, un arrêt fit droit sur toutes les conclusions des parties en ces termes :

La cour dit qu'il a été mal, nullement & abusivement jugé. A renvoyé les parties pardevant l'Official & l'Abbé de Sainte-Génévieve à Paris, pour être par eux procédé & jugé conjointement. Et faisant droit sur les requêtes, ordonne que par provision l'appellant aura la somme de 500 livres sans tirer à conséquence. A permis auxdits intimés de faire preuve des faits conzenus en leur requête du 14 Juin, pardevant le Lieutenant-Criminel de Montargis. Surseoira la poursuite criminelle, même l'information, jusqu'à ce que ladite provision soit payée. Sans dépens de la cause d'appel.

Ainsi de Aubriot, Mr. & Madame de Bonneval revinrent plaider devant l'Official de Paris & le Supérieur de l'Abbaye de Sainte-Génévieve.

La cause étoit liée dans ce tribunal,

lorsque la femme de de Aubriot & un curateur créé à leurs enfants demandèrent à être reçus intervenants , & parvinrent à faire admettre leur intervention par une sentence du 29 Novembre 1641.

Mr. & Madame de Bonneval s'en rendirent aussi-tôt appellants. Ils portèrent leur appel à Rome , où ils se firent expédier un rescrit qui déléguoit l'Evêque de Meaux pour le juger.

Tant de longueurs avoient fatigué de Aubriot & sa femme. Ils se pourvurent au Parlement & ils espérèrent qu'ils sortiroient plus promptement d'affaire.

De Aubriot prit requête civile le 23 Janvier 1642 contre les *arrêts* du 3 Septembre 1637 & 4 Juillet 1641. Il se porta encore appellant *comme d'abus* de la sentence de l'Official de Sens du 9 Septembre 1630 , & de celle de l'Official de Paris du 29 Novembre 1641. Enfin , il se fit expédier , en la chancellerie du Palais , des lettres de rescision en tant que besoin étoit ou seroit , contre *tous les consentements & confessions erronées* qu'il avoit pu prêter dans les différentes suppliques qu'il avoit signées pour obtenir des rescrits en cour de Rome.

Les choses en cet état , d'un côté , la femme de de Aubriot intervint le 14 Juin 1643 , & demanda qu'il lui fût permis de déduire son intérêt & ses moyens. D'un autre côté , le 19 du même mois , Georges Chevalier , écuyer , sieur de la Fon-

raine Courfelau, qui avoit été créé curateur aux enfants mineurs de de Aubriot, intervint pareillement pour ses mineurs, & avec lui *François* de Rulon, écuyer, sieur de Trois-Brioux; *Michel* d'Argenlieu, écuyer, sieur Dupleffis; *Jean* de Longueau, écuyer, sieur de Parville; *Charles* le Marié, écuyer, sieur du Pin; *Paul* de Parloue, écuyer, sieur de Sailan; *Philbert* de Villejean, écuyer, sieur de la Tour; & *Claude* de Freta, écuyer, sieur d'Oularville, tous parents paternels & maternels des enfants de de Aubriot, qui *adhéroient aux conclusions que ces derniers avoient prises.*

On en vint à l'audience de la grand'-chambre, & on entama les plaidoeries avec beaucoup de chaleur de part & d'autre.

Mr. Hilaire parla pour de Aubriot.

Mr. Rosée fut l'Avocat de la femme de Aubriot, de leurs enfants & de leurs parents.

Mr. Chenuot défendoit Mr. & Madame de Bonneval.

Monsieur (*Jaques*) Talon, Avocat-Général, portoit la parole pour le ministère public.

Mr. Hilaire entama les plaidoeries & dit : Je parle

Pour *Christophe* de Aubriot, écuyer, Seigneur de Courfaut, demandeur en entérinement de lettres de requête civile, & appelant comme d'abus.

Contre *Antoine* de Bonneval, écuyer,

Seigneur de Jouy, & de Châtel-Maison, & *Françoise* de Aubriot, se disant son épouse, intimée & défenderesse.

En présence de dame *Claude* Chevalier, épouse de celui pour qui je parle, autorisée par justice à la poursuite de ses droits, intervenante & demanderesse.

De *Georges* Chevalier, écuyer, sieur de la Fontaine Courselau, au nom & comme curateur créé aux enfants mineurs de celui pour qui je parle, & de la demoiselle Chevalier son épouse; de *François* de Rulhon, écuyer, sieur de Trois-Brioux, de *Michel* d'Argenlieu, écuyer, sieur du Plessis; de *Jean* de Longueau, écuyer, sieur de Parville; de *Charles* le Marié, écuyer, sieur du Pin; de *Paul* de Parloue, écuyer, sieur de Sailain; de *Philbert* de Villejean, écuyer, sieur de la Tour; de *Claude* Defreta, écuyer, sieur d'Oularville, tous parents paternels & maternels des enfants mineurs de celui que je défends, demandeurs & intervenants.

Mes conclusions tendent à ce qu'il plaise à la cour entériner les lettres en forme de requête civile & de rescision, obtenues par celui pour qui je parle, le 23 Janvier 1642, tant contre deux arrêts rendus à son préjudice en la cour, les 3 Septembre 1634 & 4 Juillet 1641, que contre les consentements & confessions erronées, qu'il auroit pu prêter dans l'obtention des rescrits de cour de Rome. Ce faisant, remettre les parties en tel & semblable état qu'elles

étoient avant lesdits arrêts des 3 Septembre 1637 & 4 Juillet 1641, & leursdits consentements & confessions. Comme aussi recevoir celui, pour qui je parle, appelant comme d'abus de la sentence rendue le 9 Septembre 1630 par l'Official de Sens & le Supérieur régulier de l'Abbaye de Saint-Jacques de Provins, juges délégués par le Pape & de tout ce qui s'est ensuivi, mettre l'appellation & ce dont a été appelé au néant : émendant, dire qu'il a été mal, nullement & abusivement jugé par ladite sentence du 9 Septembre 1630. En conséquence, adjuger à celui pour qui je parle, les conclusions qu'il a prises, & condamner les parties adverses aux dépens.

MESSIEURS,

Je viens aujourd'hui défendre non pas seulement la liberté & l'état du Gentilhomme que vous voyez à vos pieds, non pas seulement la validité & la sainteté d'un mariage qu'il a contracté avec une demoiselle de sa condition, mais encore la légitimité, mais l'état des enfants qui en sont sortis.

Jamais cause ne fut peut-être plus digne de la majesté de votre audience, & de toute l'attention du peuple qui attend avec respect & une vive impatience, l'arrêt que vous allez prononcer.

Mais il faut que je vous rende un compte exact des faits, avant que je vous développe les différents moyens sur lesquels por-

tent entièrement les demandes de celui pour qui je parle.

Mr. Hilaire récita les faits de la cause, & finit en disant :

Vous voyez donc, Messieurs, d'un côté, combien Mr. de Aubriot est fondé en sa demande, & de l'autre, au contraire, combien la prétention de ses adversaires est déstituée de moyens solides & raisonnables.

En effet, s'ils articulent que celui pour qui je parle a fait des vœux, ils n'en rapportent pas la preuve légale & écrite.

Cependant cette preuve est absolument nécessaire. La loi première, *Cod. de fide instrument.* : la loi *Sicut iniquum est quod*, le canon *Legum* 9, question 12; l'article 55 de l'ordonnance de Moulins, & la déclaration rendue sur cette ordonnance le 10 Juillet 1566 (1) en ont imposé la condition la plus absolue.

D'où je conclus que n'y ayant point de preuves du vœu, il n'y a pas de certitude du vœu, & par conséquent qu'il n'y a pas eu de vœu.

S'il n'y a pas eu de vœu, de la part de de Aubriot, la sentence de l'Official de Sens, qui a jugé qu'il étoit religieux & qui l'a condamné à rentrer dans le cloître, est nécessairement abusive, & de Aubriot est fondé dans son appel comme d'abus de cette sentence, & par suite nécessaire, de celle du 17 Avril 1640.

(1) Registrée au Parlement le 23 Décembre 1566.

Que si la sentence du 9 Septembre 1630 est abusive, de Aubriot a donc pu contracter mariage avec la demoiselle Chevalier le 10 Septembre 1626 ; leur mariage est donc inattaquable, il est donc indissoluble, & par conséquent les enfants qui en sont provenus sont légitimes.

Ceci bien établi, allons néanmoins jusqu'à supposer l'existence de ces preuves du vœu ; disons même avec nos adversaires qu'elles existent... Mais !.... le vœu qu'elles en induiroient en sera-t-il plus valable & plus légitime à mon égard ?... je soutiens que non.

Celui pour qui je parle, dans le temps que l'on nous dit qu'il les prononça, étoit mineur de seize ans. Les témoins qu'il a fait entendre dans son enquête ont déposé que, non-seulement il fut contraint, forcé, violenté, mais encore qu'il marqua sa répugnance, d'abord *en réclamant* publiquement contre la violence dont on usoit envers lui, & ensuite *par son refus constant* de s'accoutumer aux exercices réguliers. Mais de plus, le monastere, dans lequel il est dit avoir fait profession, étoit interdit, il avoit reçu des *défenses* de Mr. le Cardinal de la Rochefoucault, de donner l'habit à aucun novice.

Ceci, je le prouve par l'acte de baptême de celui pour qui je parle, par l'enquête sur laquelle a été rendue la sentence du 9 Septembre 1630, & enfin par ces ordonnances mêmes du Cardinal de la Rochefoucault,

foucault, qui contenoient *défenses* aux Religieux de Saint-Jacques de Provins de recevoir des novices, & de les admettre à la profession. J'ai toutes ces pièces à la main.

Or, vous savez, MM., que les canonistes ont placé le défaut d'âge parmi les causes majeures de nullité des vœux. Vous savez également que la profession religieuse faite par le motif d'une crainte aussi capable d'ébranler une personne constante que l'est celle de la mort ou des mauvais traitements, est nulle. Enfin, c'est un principe qui vous est également familier : il faut une égale capacité entre celui qui reçoit le vœu, & celui qui le prononce.

D'ailleurs, en supposant toujours ce vœu, que doit-on penser d'un vœu fait sans probation préalable, sans aucune des épreuves ordonnées par les saints canons & par les maîtres de la vie spirituelle?

Cependant de Aubriot, sous l'habit de novice à Saint-Jacques de Provins, n'en avoit ni l'esprit, ni la conduite, & il étoit autorisé en cela par son Supérieur, qui ne le traitoit pas en novice.

Vous vous souvenez, sans doute, MM., des fusils & de cette meute de chiens permise à celui pour qui je parle dans son prétendu noviciat. Et vous n'aurez peut-être pas oublié non plus que ce fut après avoir passé la nuit au cabaret de la levrette à Provins, qu'on traîna à l'église, dès le matin, ce prétendu novice, afin qu'il parût y

consommer, par une apparence de profession solennelle aux pieds des autels, le sacrifice de sa liberté & de sa fortune.

Or n'y eût-il que l'union de ces différentes circonstances, elles seules sont suffisantes pour vous déterminer à annuler le vœu prétendu fait par de Aubriot.

Si on ajoute à ce que je viens de vous dire, la considération des actes mêmes dont on veut se servir contre mon client, eh ! mais restera-t-il la plus légère difficulté à prononcer en sa faveur ?

Car que témoignent-ils autre chose contre lui, sinon qu'il étoit la proie de sa famille, qui le pressoit & le persuadoit d'être profès pour s'approprier son bien.

D'un côté, Mr. de Bonneval, son oncle paternel, y étoit poussé par le desir du mariage de son fils avec la sœur de ce jeune homme. D'un autre côté, les oncles maternels de Aubriot lui avoient fait faire des dispositions à leur profit. La seule lecture des actes qui les contiennent, justifie qu'ils ne venoient pas de son esprit.

En effet, dans l'un, on lit que ce jeune homme proteste qu'*il ne veut pas être Religieux, si on ne lui fait pas une pension de 500 liv.* L'autre est une lettre qu'on dit qu'il a écrite le lendemain de sa prétendue profession religieuse, & dans laquelle il est énoncé qu'*il est exactement content d'avoir fait des vœux.*

Mais si l'on entre dans l'examen de la capacité de celui pour qui je parle, de de

Aubriot alors âgé de seize ans seulement, estropié de sa personne & manchot ; de de Aubriot qui avoit perdu son pere, & dont la mere criminelle n'osoit plus paroître ; de de Aubriot dont la fortune enflammoit la cupidité de ses parents qui se la disputoient , & qui avoit été placé dans une Abbaye dont la licence & le libertinage étoient portés à leur comble, dans laquelle il y avoit même des femmes logées ; que vous faudra-t-il de plus, MM., pour vous convaincre combien il étoit impossible, en allant jusqu'à supposer la vérité du vœu attribué à de Aubriot, combien, dis-je, il étoit impossible qu'il fût valable . .

. Il doit donc vous paroître constant, que les différentes demandes de celui pour qui je parle, sont fondées sur la justice & l'équité, & par conséquent, je ne doute pas que vous ne lui adjugiez les conclusions qu'il a prises & dans lesquelles je persiste.

Ainsi parla Mr. Hilaire.

Mr. Rosée se leva aussi-tôt & dit : Dans la même cause, je parle

Pour dame *Claude* Chevalier, épouse de *Christophe* de Aubriot, écuyer, sieur de Courfrault, autorisée par justice à la poursuite de ses droits, intervenante & demanderesse ; *Georges* Chevalier, écuyer, sieur de la Fontaine Courfelau, tant en son nom que comme tuteur des enfants mineurs desdits sieur & dame de Courfrault,

intervenant & demandeur. *François* de Rul-
lon, écuyer, sieur de Trois-Brioux; *Michel* d'Argenlieu, écuyer, sieur du Ples-
sis; *Jean* de Longueau, écuyer, sieur
de Parville & de Saint-Michel; *Charles* le
Marié, écuyer, sieur du Pin; *Paul* de
Parloue, écuyer, sieur de Sailan; *Phil-
bert* de Villejean, écuyer, sieur de la
Tour; *Claude* de Freta, écuyer, sieur
d'Oularville. Tous parents paternels & ma-
ternels des enfants mineurs de la dame
de Courfrault, intervenants & demandeurs.

Contre dame *Françoise* de Aubriot,
épouse de *Antoine* de Bonneval, écuyer,
Seigneur de Jouy & de Châtel-Maison;
intimée, défenderesse & demanderesse.

En présence de *Christophe* de Aubriot,
écuyer, Seigneur de Courfrault, appellant.

Mes conclusions tendent à ce qu'il plaise
à la Cour recevoir ceux pour qui je parle,
intervenants en la cause pendant en la
Cour entre le sieur de Courfrault, d'une
part, & les sieurs & dame de Bonneval,
d'autre part. Leur donner acte de ce que
pour moyens d'intervention, ils emploient
le contenu en leurs requêtes, & de ce qu'ils
adherent aux conclusions prises par ledit
sieur de Courfrault, & se joignent à lui
contre les sieur & dame de Bonneval. Leur
donner pareillement acte de ce qu'il n'y a
pas de preuve par écrit du vœu prétendu
fait par le sieur de Courfrault, & qu'ainsi
le sieur de Courfrault n'a fait aucun vœu.
En conséquence adjuger audit sieur de

Courfrault les conclusions qu'il a prises en la cause , & condamner lesdits sieur & dame de Bonneval aux dépens , tant envers ledit sieur de Courfrault , qu'envers ceux pour qui je parle.

MESSIEURS,

Vous avez entendu par le plaidoyer de mon confrere, quel est l'intérêt de ceux dont j'ai l'honneur de vous faire parvenir les demandes. Il vous a développé avec autant de lumière que de sagacité, la légitimité de cet intérêt relatif à la personne de son client. Ainsi, je n'ai que peu de chose à ajouter à ce qu'il a eu l'honneur de vous dire.

La demoiselle *Chevalier*, l'une de ceux que je défends, & ses enfants partagent également cet intérêt avec Mr. de Courfrault. Ou plutôt, MM., l'intérêt de Mr. de Courfrault est celui en particulier de chacun de ceux pour qui je parle.

La demoiselle *Chevalier* est la femme de Mr. de Courfrault. Ces trois enfants que vous voyez à vos pieds, elle les a eus de Mr. de Courfrault, & tous quatre, ils sont dans la bonne foi.

Or dans l'état du mari, celui de sa femme & de ses enfants est tellement compris *en général*, que si *dans l'espece* vous prononciez la validité ou invalidité du vœu prétendu fait par Mr. de *Courfrault*, vous prononceriez en même temps sur la validité

ou l'invalidité du mariage de la demoiselle Chevalier & de Mr. de *Courfrault*, & sur la légitimité ou illégitimité de la naissance de leurs enfants.

Ainsi la demoiselle *Chevalier*, ou plutôt la dame de *Courfrault* & ses enfants, ont l'intérêt le plus sensible, que leur mari & leur pere sorte victorieux d'un combat que la cupidité de ses adversaires a seule engagé entre eux & lui.

Quant aux autres intervenants, ils se joignent à la dame de *Courfrault* & à ses enfants leurs parents.

Ainsi leur intérêt n'a pas besoin d'être expliqué, puisqu'il est le même que celui de mes clients.

Je ne doute donc pas un seul instant que vous n'adjugiez à ceux pour qui je parle les conclusions qu'ils ont prises, & dans lesquelles je persiste pour eux.

Mr. *Chenuot* parla à son tour, en ces termes :

M E S S I E U R S ,

Je suis pour *Antoine* de Bonneval, écuyer, Seigneur de Jouy, & de Châtel-Maison, & Dame *Françoise* de Aubriot son épouse, intimés, défendeurs, demandeurs, & appellants comme d'abus.

Contre frere *Christophe* de Aubriot, Chanoine régulier de l'Abbaye de *Saint-Jacques* à Provins, Diocèse de Sens, demandeur, appellant comme d'abus & in-

timé. Demoiselle *Claude Chevalier*, fille majeure, se disant femme dudit frere de Aubriot. *Georges Chevalier*, écuyer, sieur de la Fontaine Courselau, au nom & comme curateur créé aux enfants mineurs dudit frere de Aubriot & de la Demoiselle Chevalier se disant sa femme; *François de Rullon*, écuyer, & autres intervenants & demandeurs.

Je conclus à ce qu'il vous plaise, sur l'appel comme d'abus interjetté par frere de Aubriot de la sentence de l'Official de Sens & du Supérieur de l'Abbaye de Saint-Jacques de Provins, du 3 Septembre 1630, dire qu'il n'y a abus, & sur la demande dudit frere de Aubriot en entérinement de lettres 1°. de rescision contre ses vœux & confessions par lui prétendus erronés dans l'obtention des différens rescrits en cour de Rome; 2°. de requêtes civiles contre les arrêts de la cour des 3 Septembre 1637 & 4 Juillet 1641, le déclarer non recevable en icelle, ou en tout cas l'en débouter. Ordonner que lesdits arrêts sortiront leur plein & entier effet, selon leur forme & teneur. Comme aussi recevoir ceux pour qui je parle appellants comme d'abus, tant de la sentence du 29 Novembre 1641, par laquelle l'Official de Paris & le Supérieur régulier de Sainte-Géneviève au mont de Paris, ont reçu la Demoiselle *Claude Chevalier*, se disant femme dudit frere de Aubriot, partie intervenante au procès d'entre lui & ceux pour qui je par-

le , que de l'acte de la prétendue célébration du prétendu mariage entre ledit frere de Aubriot d'une part & la Demoiselle Chevalier d'autre part , prétendue faite le 10 Septembre 1628 dans l'Eglise Paroissiale de Saint-Just , Diocese d'Orléans. Mettre l'appellation & ce dont est appel au néant ; émendant , dire qu'il a été mal , nullement & abusivement procédé & jugé ; ce faisant , adjuger à ceux pour qui je parle les conclusions qu'ils ont prises ; & sur la demande à fin d'intervention de la Demoiselle Chevalier & consorts , les y déclarer non recevables , en tout cas les en débouter , & les condamner , ensemble ledit frere de Aubriot , en tous les dépens envers ceux pour qui je parle.

M E S S I E U R S ,

Cette cause que mes adversaires se sont plu à charger d'événements , qu'ils ont rendu fort extraordinaires , est néanmoins infiniment simple en elle-même. Il ne faut que vous faire le récit des faits pour vous en convaincre.

Frere de Aubriot a fait profession de la regle de saint Augustin dans l'Abbaye des Chanoines réguliers de *Saint-Jacques* à Provins , le 28 Mai 1625. Il étoit alors âgé de dix-sept ans.

Un testament qu'il a souscrit en faveur de ses oncles maternels , le 10 Mai 1625 , c'est-à-dire , dix-huit jours avant l'émission

de ses vœux, & une lettre missive qu'il écrivit le lendemain de sa profession au pere du sieur de Bonneval, l'un de ceux que je défends, concourent également à prouver que le sacrifice qu'il fit à Dieu de son existence, non-seulement étoit volontaire, mais de plus qu'il étoit le fruit de la plus solide réflexion.

Le cinquieme Mai 1626, c'est-à-dire un an après sa profession, frere de Aubriot s'étant repenti de l'engagement qu'il avoit contracté, a fait une réclamation devant des Notaires. Sans plus de formalités, il a aussi-tôt quitté l'habit régulier, il a pris la route d'Orléans, où il a été bien accueilli par ses oncles maternels, & il dit que le 10 Septembre 1628, il a épousé la demoiselle Chevalier en la paroisse de Saint-Juft.

En 1629, il s'est pourvu en cour de Rome, contre les vœux qu'il avoit faits le 28 Mai 1625, & l'affaire portée en l'Officialité de Sens, une sentence contradictoire du 9 Septembre 1630, a prononcé que les vœux du frere de Aubriot *étoient valides, l'a débouté de sa demande, & l'a condamné à rentrer dans le cloître.*

Frere de Aubriot a d'abord interjetté appel *comme d'abus* de cette sentence. Depuis il l'a converti en appel *simple*, & sur cet appel, un nouveau rescrit de cour de Rome lui a délégué pour juge l'Official de Laon en Laonnois.

Mécontent du juge qui lui avoit été

assigné, frere de Aubriot, par un appel *comme d'abus* de cette délégation, a porté la cause devant vous, MM., il l'a liée en la grand'chambre où elle a été jugée par un Arrêt du 3 Septembre 1637, qui a mis les parties hors de cour & de procès sans dépens.

Vous ordonnâtes en même temps qu'à frais commun il seroit obtenu en cour de Rome un rescrit adressé à l'Official & au Supérieur de Sainte-Génévieve à Paris, pour juger conjointement l'appel de la sentence de l'Official de Sens du 9 Septembre 1630.

Le rescrit a été obtenu. Frere de Aubriot en a demandé l'entérinement. Il s'est inscrit *en faux* contre les actes de son baptême & de sa profession, & contre une lettre missive. Il a proposé ses moyens de faux, & une premiere sentence du 28 Mars 1640 les a déclarés pertinents & admissibles.

Ceux pour qui je parle ont formé opposition à cette sentence. Ils ont soutenu au contraire *la vérité de ces trois actes*, & ils ont demandé qu'il leur fût permis *de la justifier par témoins*, ce qui leur a été accordé par une autre sentence qui a pour date le 17 Avril 1640.

Frere de Aubriot a interjetté appel *comme d'abus* de ces deux sentences, & il s'est en même temps disposé à mettre à exécution, contre ceux pour qui je parle, celle de provision qu'il avoit surprise au Lieutenant-Criminel d'Orléans le 15 Juillet 1626.

Ceux-ci, par une requête du 14 Juin 1641, d'abord ont sollicité des *défenses*, & sur une déprédation faite par le frere de Aubriot dans le Château de Courfrault, invasion, rupture de portes, ferrures, & enlèvement de meubles, ils ont de plus sollicité & obtenu la permission d'*informer*.

De son côté, le frere de Aubriot vous a supplié, le 17 du même mois, de condamner ceux pour qui je parle à lui payer une provision pour *vivre & se soutenir pendant le procès*.

La cause appointée au parquet y a été réglée entre les Avocats des parties par Mr. l'Avocat-Général Talon. Il a été dit qu'*il y avoit abus*. Les parties ont été renvoyées devant l'*Official & le Supérieur de Sainte-Géneviève*. Ceux pour qui je parle ont obtenu la permission d'*informer devant le Lieutenant-Général de Montargis des faits qu'ils avoient articulés* devant vous, MM., le 14 Juin, & il a été adjugé à frere de Aubriot une *provision de 500 liv. une fois payée, sans tirer à conséquence*.

L'Arrêt est du 4 Juillet 1641.

Ainsi les parties étoient en cause réglée à l'*Officialité*.

Mais la demoiselle Chevalier qui se dit femme du frere de Aubriot & leurs enfants y ont demandé à être reçus intervenants. Une sentence du 29 Novembre 1641 a admis leur requête & les a *reçus parties au procès*.

Mes clients contre qui cette sentence

forme un préjugé considérable, en ont aussitôt interjetté appel. Ils ont obtenu pour juge de leur appel l'Official de Meaux.

Alors, le frere de Aubriot s'est avisé de prendre *requête civile* contre les arrêts des 3 Septembre 1637 & 4 Juillet 1641, & *lettres de rescision* contre tous les aveux & confessions qu'il a pu faire dans les différents rescrits qu'il a obtenus en cour de Rome.

Il a voulu remonter à la source. Il a interjetté appel *comme d'abus* de la sentence rendue par l'Official de Sens le 9 Septembre 1630, & de tout ce qui s'en est ensuivi ; & pour appuyer ses prétentions, il a mendié l'intervention de quelques parents de sa prétendue femme ou de lui, & il les a amenés à prendre parti dans la cause & à adhérer à ses conclusions. Ce sont eux que vous voyez à votre audience.

Ceux pour qui je parle ont suivi la route que le frere de Aubriot leur a tracée. Ils ont pris avec lui la voie de l'appel *comme d'abus* de son prétendu mariage avec la demoiselle Chevalier, & c'est en cet état que la cause se présente devant vous.

Or je soutiens, MM., qu'il y a *abus*, 1°. dans le prétendu *mariage* du frere de Aubriot avec la demoiselle Chevalier ; 2°. Dans la *sentence* de l'Official du 29 Novembre 1641, *qui a reçu cette demoiselle intervenante*.

Je soutiens encore que le frere de Au-

briot est absolument non recevable, tant dans sa demande à fin d'entérinement de sa requête civile & lettres de rescision, que dans son appel *comme d'abus* de la sentence du 9 Septembre 1630.

L'abus du mariage du frere de Aubriot est sensible. Tout homme lié à la religion par des vœux solennels, est inhabile à contracter mariage par la suite.

Or frere de Aubriot a fait profession publique de l'état de Chanoine régulier. Il a voué la chasteté. Son état a été confirmé par une sentence contradictoire de l'Official de Sens & du Supérieur de l'Abbaye de *Saint-Jacques* à Provins. Ce n'a même été qu'après plus de deux ans de profession religieuse qu'il a épousé la demoiselle Chevalier

Ainsi le frere de Aubriot étoit inhabile à contracter mariage. Son mariage étoit contraire à l'esprit de l'Eglise & des saints Canons. Par conséquent il est abusif.

Cela posé, ceux pour qui je parle sont bien fondés dans l'appel qu'ils ont interjeté *comme d'abus* du mariage prétendu contracté par le frere de Aubriot avec la demoiselle Chevalier.

Que s'il y a abus dans ce prétendu mariage, la sentence de l'Official de Paris du 29 Novembre 1641, est infectée du même vice que le mariage en question.

En effet, dès qu'il n'y a pas eu de mariage entre le frere de Aubriot & la demoiselle Chevalier, quel intérêt pouvoit,

avoir celle-ci à intervenir dans le procès de mes clients avec le frere de Aubriot, Chanoine régulier, à demander acte de son intervention, en un mot, à vouloir être partie dans la cause ? Aucun sans doute. Et dans ce cas, la sentence qui a reçu l'intervention de la demoiselle Chevalier est abusive, & l'Official a jugé contre l'esprit de l'Eglise & des Canons, en accordant à une *filles* absolument *étrangere* une action qu'elle ne pouvoit avoir, que comme *femme légitime*.

Mais ceci, MM., va se développer bien davantage, par la discussion des fins de non-recevoir qui naissent en foule, à l'avantage de mes clients, tant contre l'entérinement demandé par le frere de Aubriot de ses requêtes civiles contre les arrêts des 3 Septembre 1637 & 4 Juillet 1641, & de ses lettres de rescision, que contre son appel comme d'abus de la sentence de l'Official de Sens du 9 Septembre 1630.

En effet, si nous nous fixons d'abord à l'appel comme d'abus de cette sentence, aussi-tôt des moyens sans nombre s'élèvent de toutes parts en sa faveur contre le frere de Aubriot, & concourent également à prouver qu'elle a bien jugé.

Sans nous arrêter à les épuiser tous, deux principaux suffiront, MM., pour asseoir le jugement de l'Official de Sens.

Le premier se tire de l'enquête faite par ceux que je défends. Les témoins qu'ils ont produits ont déposé unanimement que

la profession du frere de Aubriot s'est faite à l'ordinaire, qu'ils n'y ont remarqué aucune force ni violence, & que ce garçon n'a pas réclamé devant, ni après ses vœux.

Le second puise son existence dans différents actes qui constatent tous la force de l'intention & la liberté de la volonté du frere de Aubriot. Le testament qu'il fit le 10 Mai 1625 en faveur de ses oncles maternels, doit vous être cité le premier. Le second est la lettre missive qu'il écrivit le lendemain de sa profession au pere de l'un de ceux pour qui je parle, par laquelle il lui marquoit qu'il étoit extrêmement content de son état.

En voilà, sans doute, MM., plus qu'il n'en faut pour vous convaincre, & ces moyens ne sont pas, je pense, susceptibles d'une réplique solide. Aussi de m'attacherais-je pas davantage à les faire valoir. Convenons seulement que, d'après cette enquête & les actes dont je viens de vous rendre compte, il étoit bien impossible que l'Official de Sens se refusât à renvoyer de Aubriot dans son cloître.

La sentence de ce juge ecclésiastique est donc régulière. Elle n'est pas abusive. Elle l'eût été au contraire, si elle n'eût pas renfermé ces dispositions.

Dans cet état, que doit devenir la demande que vous fait le frere de Aubriot, afin que vous entériniez ses lettres de requête civile contre vos arrêts des 3 Septembre 1637 & 4 Juillet 1641, & de rescii-

sion contre les consentemens & aveux, prétendus erronés, qu'il a cependant faits dans ses suppliques au Pape, & sur lesquels il a obtenu les rescrits déclaratoires de la nullité de ses vœux, adressés aux différens Officiaux ?

Si la requête civile est un moyen de droit introduit en faveur de ceux qui ont été parties dans un arrêt pour le faire rétracter, l'exercice d'un pareil moyen dépend néanmoins du concours de certaines conditions qui sont même restreintes à un petit nombre. Autrement, il ne seroit pas possible de conserver le respect dû à vos arrêts, & l'autorité des choses que vous auriez jugées deviendrait incertaine.

Or aucune des conditions ordonnées par la loi pour le succès des requêtes civiles & des lettres de rescision ne se rencontre dans la cause.

Certainement les arrêts attaqués par la requête civile de nos adversaires n'ont pas été rendus soit par une suite de fraude de la part de ceux que je défends, soit parce qu'il ait été retenu par leur fait aucune pièce décisive pour le gain du procès.

Ces mêmes arrêts n'ont pas prononcé sur des choses non demandées ou non contestées. Ils ont statué sur tous les chefs de demande. Ils ne sont pas contraires à aucun des arrêts que vous ayez rendus entre les parties & dans la même affaire. Chacun d'eux ne contient pas des dispositions qui se contredisent. Enfin, les Avocats les ont
com-

communiqués avant le jugement à M. l'Avocat-Général, & toutes les pieces dont mes clients se sont servis dans le procès sont vraies.

Ainsi l'entérinement de ces lettres devient absolument impraticable.

D'ailleurs, quels moyens, MM., le frere de Aubriot pouvoit-il vous présenter, s'il ne vous propose pas ceux-là ? Espere-t-il que, dans une matiere de cette importance, vous vous déciderez par l'exposition qu'il vous a faite, qu'il a *pensé sortir d'embarras, plutôt, par la voie d'appel comme d'abus & de la requête civile.*

Sans doute vous apprécierez à sa juste valeur cette portion de sa défense, & alors, quel cas lui-même fera-t-il de ses demandes que vous allez nécessairement profcrire !

Il vous prie de le restituer, contre les consentements qu'il a prêtés dans ses suppliques devant le Pape, & qu'il prétend *erronés* : mais je vous supplie de juger du mérite de sa priere par la solidité de toutes celles qui l'ont précédées.

En effet, que peuvent opérer les consentements prétendus erronés du frere de Aubriot contre la vérité des faits consignés en l'enquête des témoins entendus par l'Officiel de Sens ? Les premiers peuvent-ils détruire les derniers ? Et le frere de Aubriot est-il recevable d'ailleurs à demander que vous le restituiez contre ces consentements ?

Au reste, je m'apperçois, MM., que cette plaidoierie a plus d'étendue que la cause ne le comporte en elle-même. Je me hâte donc de terminer un discours dont la prolixité n'ajouteroit rien à l'excellence des moyens de ceux pour qui je parle, & je persiste toujours dans les fins de non recevoir que j'ai proposées, & dans mes conclusions.

Mr. Talon, Avocat-Général, prit aussitôt la parole, & dit :

M E S S I E U R S ,

Christophe de Aubriot, de l'état duquel il s'agit, est né, à ce que l'on prétend, au mois d'Octobre 1608. Son pere est décédé en Septembre 1623. Sa veuve ayant été élue tutrice de ses deux enfants, fils & héritiers de leur pere, en Novembre 1624 a fait deux actes considérables.

D'abord elle a mis son fils unique dans le monastere de *Saint-Jacques* à Provins. Elle a ensuite marié sa fille avec le sieur de Bonneval, fils de son oncle paternel & son cousin germain. Et, à l'égard de ses freres, elle a renoncé à toutes les prétentions qu'elle pouvoit avoir contr'eux pour le partage de leurs biens qui n'étoient pas partagés.

Si ces deux actes portent le témoignage que cette femme n'étoit pas la maîtresse dans sa famille, puisque ses freres & beaux-freres, oncles paternels & maternels de ses

enfants y dispoſoient ainſi, ils portent encore le témoignage de ce ſentiment de la conſcience, naturel à ceux qui s'engagent dans les crimes. *Ils appréhendent tout le monde, & pour vivre dans l'impunité, ils ne peuvent être exacts dans la conſervation de leurs biens.*

Et de fait, au mois de Décembre 1624, elle a été accusée d'adultère, de vénérſice & de complicité de la mort de ſon mari. *Du Mouriés* qui l'avoit débauchée, a été exécuté & condamné à mort. Elle-même ne s'eſt garantie de la peine que par un procès-verbal d'évaſion, ſes enfants ayant voulu ſauver la vie de leur mere pour ſauver l'honneur de leur famille.

Le mariage de la ſœur de de Aubriot ayant été fait, pendant ſon noviciat, lorsqu'il a été ſur le point de prononcer des vœux, ſes oncles maternels lui ont fait faire un teſtament olographe reconnu par-devant notaires, par lequel *déshéritant ſa ſœur, il donnoit à ſes oncles tout ce qu'il leur pouvoit donner par la coutume.* Enfin ce garçon a fait profeſſion, ainſi que l'on prétend, le 28 Mai 1625, & ſi ſon acte baptiſtaire eſt véritable, il étoit âgé alors de ſeize ans & huit mois.

Ce teſtament fait de la ſorte au profit des oncles maternels a été diſcuté. Le beau-frere, au préjudice duquel ces pieces avoient été faites, s'en eſt moqué comme de *diſpoſitions futiles*, à défaut d'âge & de puiſſance de celui qui les avoit faites.

En Mai 1626 , un an après sa profession , de Aubriot a protesté *contre son vœu , contre les donations & dispositions* par lui faites , comme *extorquées par force & violence*. A l'instant même , il a sorti de son monastere , & s'est retiré chez un de ses oncles maternels.

On prétend que l'occasion & la cause impulsive de cette sortie a été le *mécontentement* des oncles maternels auxquels les donations faites par ce garçon étoient disputées.

L'Official de Sens a informé de cette sortie , & entendu des témoins qui parlent de la maniere en laquelle le vœu a été fait. Il a ordonné que de Aubriot *réintégreroit le monastere* , & a *décreté* contre lui. Pour l'exécution de ce décret , le beau-frere s'est transporté à Orléans en la maison du sieur de Saint-Michel , assisté d'archers & de personnes armées , & ledit sieur de Saint-Michel s'en est plaint au Lieutenant-Criminel d'Orléans comme d'une *action de violence*.

Ce jeune Religieux , sorti de son monastere au mois de Mai 1626 , ayant été dans le monde deux années & quatre mois , s'est marié au mois de Septembre 1628. Un an après son mariage , il a obtenu un rescrit en cour de Rome pour *annuller son vœu* , avec clause de *réhabilitation de son mariage & de légitimation de ses enfants* , & néanmoins obligation de *se séparer de sa femme*.

Sur l'entérinement de ce bref, les parties ayant contesté & fait enquêtes de part & d'autre, est intervenu sentence au mois de Septembre 1630, par laquelle de Aubriot a été *débouté de l'entérinement de son bref*.

Il a interjetté appel *comme d'abus* de cette sentence, puis il l'a converti en appel *simple*. Deux autres rescrits ont été obtenus, & après sept années, est intervenu arrêt en Septembre 1637, par lequel a été ordonné qu'*il se pourvoiroit en cour de Rome, pour obtenir un rescrit adressé à l'Official de Paris & au Supérieur de Sainte-Genevieve*.

L'arrêt a été exécuté & le bref obtenu. De Aubriot s'est inscrit en faux contre son registre baptistaire & l'acte de sa profession. Il a fourni ses moyens de faux qui ont été déclarés *admissibles* : mais n'en pouvant informer, il a employé pour toutes preuves *l'inspection des pieces & le contenu en son procès*.

Bonneval a défendu au principal & à l'inscription de faux. Il a baillé sa requête à l'Official, & il a dit que *bien les pieces subsistassent, & que n'étant pas valablement combattues elles n'eussent pas besoin d'autres preuves, néanmoins il demandoit à justifier par témoins la vérité du registre baptistaire & de l'acte de profession*.

L'Official de Paris le lui a permis, dont appel *comme d'abus*. La cause communiquée au parquet, arrêt du consentement

des parties en Juillet 1641, mal, nullement & abusivement procédé; les parties renvoyées pardevant l'Official de Paris & le Supérieur de Sainte-Genevieve, & 500 l. de provision adjugées à de Aubriot.

Devant l'Official de Paris, la femme de Aubriot a demandé à intervenir au procès. Le beau-frere l'a empêchée, & l'Official l'a reçue partie intervenante. Appel par le beau-frere, & rescrit de Rome adressé à l'Official de Meaux.

De Aubriot & sa femme, ennuyés de si longues procédures, & pressés par la plus cruelle de toutes les nécessités, qui est celle de la faim, ont pensé pouvoir sortir de tous leurs différends par la voie de la requête civile, de la rescision & de l'appel comme d'abus. Pour cet effet ils se sont pourvus par lettres en forme de requête civile contre les arrêts qui les renvoient en l'officialité, & ont appelé comme d'abus de toutes les procédures qui y ont été faites, même de la sentence de l'Official de Sens.

La femme & les enfants sont parties pour conserver leur état, & d'autre côté, le sieur de Bonneval est appellant comme d'abus de la célébration du mariage de son beau-frere.

Les moyens des demandeurs en requête civile sont doubles.

Le premier, qu'il n'y a point de vœu, parce qu'il n'est point justifié par écrit.

Le second, que s'il y en a, il n'est pas valable ni légitime, il a été fait par un mineur de seize ans, par force, par violence.

ce, par contrainte, & dans un monastere auquel il y avoit interdiction de recevoir aucuns novices : par ainsi incapacité en la personne de celui qui a voué, incapacité en la personne de ceux qui ont reçu son vœu, impression, persuasion, en sa personne, de la part de ceux qui en veulent profiter.

Ainsi la premiere difficulté de cette cause consiste en une question de fait. Savoir, si *Christophe de Aubriot a fait vœu*, si l'acte que l'on en a rapporté est suffisant pour le justifier.

La prétention de de Aubriot est appuyée de l'intervention de la femme & des enfants qui soutiennent que toutes sortes de consentemens & actes approbatifs sont inutiles : que l'ordonnance qui doit être la mesure de la validité au vœu, ne reçoit la preuve du vœu monachal que par écrit, dont les Religieux doivent tenir registre, & l'envoyer aux greffes des justices ordinaires : qu'en causes d'état, in causis liberalibus, les consentemens, enfin les déclarations contraires à la vérité ne sont pas considérables, principalement quand elles font préjudice à un tiers, à la vérité d'un mariage, à la naissance des enfants.

Pour trancher cette difficulté en deux paroles, *Christophe de Aubriot a fait vœu* en l'année 1625. Le contrat fait avec les Religieux a commencé par une sommation de le recevoir à profession. Il a réclamé en l'année 1626 contre son vœu. Il a obtenu un bref en l'année 1629 pour être

dispensé de son vœu. Il a contesté huit années entières sur la validité d'icelui , & après une reconnoissance & confession publique , naturelle & ingénue , faite pendant douze années , l'on lui donne conseil , dans la salle du Palais , de révoquer en doute la vérité qu'il a confessée & avouée , & d'appeller à son secours l'intervention de sa femme & de ses enfants , qui ont intérêt à son état & à l'établissement de sa condition , & à soutenir que toutes sortes de déclarations , de reconnoissances & de confessions sont inutiles dans des affaires de cette qualité.

Cette maxime est véritable en une cause de noblesse , laquelle se justifie & dépend des titres qui sont produits ; en une cause de servitude & de légitimation , dans lesquelles personne n'est assuré de son état par lui-même , mais par la relation & les discours d'autrui.

Mais quand il est question de notre fait particulier , & qu'après l'avoir reconnu par une protestation contraire , par un bref obtenu en Cour de Rome , par l'enquête faite pour justifier la nullité , par une procédure de vingt-cinq années ; parce que son Conseil lui a dit qu'il y avoit à redire à une formalité , révoquer en doute ce qui est contre son propre fait ! ... cette proposition frappe le sens commun & fait tort à une cause , qui d'ailleurs est soutenue & ne manque point de difficultés.

La seconde proposition en laquelle l'on

a soutenu qu'il n'y avoit point de vœu , & que dans l'Abbaye de Saint-Jacques de Provins le demandeur n'en pouvoit pas faire à cause des défenses de Mr. le Cardinal de la Rochefoucault , n'est pas un moyen considérable en cette audience parmi des gens non prévenus.

La réformation des hommes & des monasteres est un ouvrage de piété , un dessein digne de grands personnages , mais qui doit être exécuté avec douceur & mansuétude , dans lequel la charité doit être le fondement de l'œuvre , la violence & la dureté résistant aux peuples & à l'évangile. L'omission des formalités n'importe qu'à Dieu seul. Les vues de sa justice nous sont inconnues , parce que ses connoissances nous sont cachées ; mais elles ne sont pas injustes pour cela.

Mr. le Cardinal de la Rochefoucault a obtenu un bref du Pape & des lettres patentes du Roi , pour réformer tous les monasteres du royaume. Sa premiere ordonnance a été d'ôter aux Religieux qui ne s'engageroient pas dans la réforme , la voix active & passive dans leurs élections , & de leur défendre de recevoir des novices. De cette ordonnance , il y a eu appel interjetté par les anciens Religieux auxquels elle a été signifiée ; mais la difficulté de trouver des juges en a empêché le jugement.

Un jugement de cette qualité à notre sens , est une ordonnance comminatoire &

non pas un jugement définitif. L'appel est non-seulement dévolutif, mais encore suspensif.

Dans une affaire de cette qualité, l'esprit de ceux qui veulent travailler pour la réformation de la conduite des hommes, doit être un esprit d'humanité pour corriger leurs défauts, rétablir la discipline & non pas les chasser des cloîtres & les obliger d'être apostats. En un mot, ces brefs n'ont pas été registrés dans le Parlement, les novices ont été introduits & reçus dans les autres monasteres, & si cette proposition étoit véritable, il faudroit ouvrir la porte à un millier de bons & mauvais Religieux qui ont fait profession publiquement.

Nous établissons donc pour fondement que *Christophe de Aubriot a fait vœu dans le monastere & qu'il l'a pu faire.*

On demande s'il *l'a fait valablement*, & si de cette question *de la validité de son vœu*, la Cour en peut & en veut être juge.

Les défenseurs en requête civile, outre la déposition de leurs témoins, qui disent que cette profession s'est faite à l'ordinaire, qu'ils n'y ont remarqué aucune force ni violence, que ce garçon n'a pas réclamé devant ni après, se servent de quelques actes qu'il a faits, savoir, *des testaments, donations & reconnoissances écrits & signés de sa main, par lesquels lui-même a déclaré son intention & sa volonté, & a disposé de ses biens dans le dessein qu'il avoit d'être Religieux; a sommé les Reli-*

gieux par un acte authentique (qui est le contrat de profession) de le recevoir dans le monastere, & a témoigné par ses lettres missives être content de sa condition.

Il n'est sorti du cloître, disent-ils, que par la persuasion de ses oncles maternels, lesquels voyant qu'ils ne pouvoient profiter de son bien, & que le défenseur qui avoit épousé sa sœur ne leur vouloit pas faire raison des donations qui leur avoient été faites, l'ont tiré du monastere, & retiré dans leur maison par esprit de vengeance, de malice & de séduction.

Au contraire, le demandeur en requête civile établit la défense de sa cause dans la nullité de son vœu & non seulement sur *la déposition des témoins ouïs en son enquête qui parlent de la résistance & contradiction qu'il a apportées, & du refus qu'il a fait de s'accoutumer aux exercices de la vie monastique*, mais encore sur ce que, pendant son noviciat, *il n'a fait aucune épreuve & n'a point été traité en novice, qu'il a porté l'arquebuse, qu'il fut conduit du cabaret de la levrette dans le monastere pour faire profession, que cet acte se fit sans y observer aucune des cérémonies ordinaires, sans y appeller les Religieux de dehors, les Officiers & les Bénéficiers de l'Abbaye.*

Outre plus, il soutient que les actes dont on se veut servir & lesquels il a signés, témoignent qu'il étoit la proie de sa famille, & qu'il étoit *pressé & persuadé d'être no-*

vice par ceux qui vouloient profiter de son bien, &c. Son oncle paternel ayant intérêt, parce que son fils avoit épousé sa sœur.

Ses oncles maternels lui faisoient faire des dispositions desquelles la lecture justifie qu'elles ne venoient pas de son esprit. Les uns lui faisoient faire une protestation qu'il ne vouloit pas être Religieux qu'il n'eût 500 livres de pension ; l'autre lui faisoit écrire une lettre le lendemain de sa profession, pour en induire quelque jour une fin de non recevoir.

En un mot, un jeune homme âgé de seize à dix-sept ans, son pere étoit dé-cédé, sa mere criminelle qui n'osoit paroître, ses oncles paternels & maternels aboyoit après son bien, lui, de sa personne estropié & manchot, mais dans un monastere plein de licence & de libertinage, dans lequel il y avoit des femmes logées, & dans lequel il étoit difficile de faire vœu valablement.

Jugez, MM., quel vœu peut faire un enfant en cet état ! quel sacrifice ! quel acte de piété ! quelle sanctification ! l'Ecclesiastique obligeant les hommes qui ont voué, de s'acquitter fidèlement & diligemment de ce qu'ils lui ont promis.

Mais nous nous arrêtons à ce point, parce que nous n'estimons pas que, dans le jugement de cette contestation, il doive s'agir de *lier* ou *déliar*, d'*absoudre* un homme de son vœu ou de le *retenir* dans icelui.

Vous êtes bien *juges* des fins de non recevoir, *pour* conserver les biens dans les familles, *pour* déclarer un homme non recevable en sa prétention, *pour* vous *opposer* aux usurpations de la Cour de Rome, *pour* déclarer un homme *non recevable* quand il n'a pas réclamé *dans le temps*, quand il a *ratifié* son vœu par quelque acte : ce qui ne se rencontre pas en cette cause. Mais de déclarer un vœu *nul*, prononcer sur la *validité* d'un vœu, *lier* ou *délier*, vous ne l'avez jamais fait.

Nous pouvons bien dire en cette cause & sans préjuger dans le fond, que tous ceux qui se sont mêlés & qui ont participé en cette affaire, sont en faute. Qu'ils ne sont pas innocents, parce qu'ils ont tous été intéressés & ont travaillé pour leurs considérations particulières. Ils ont tendu à leurs fins, & personne n'a considéré la gloire de Dieu, & n'a eu pour objet l'ouvrage de la piété.

Le pere a destiné son fils au monastere parce qu'il étoit mutilé de ses membres & a offert à Dieu le rebut de sa famille. Il l'a voulu faire *moine*, parce qu'il ne pouvoit être *soldat*.

La mere dans la débauche, dans l'infamie de l'abomination de sa vie, n'a pas soigné à la conduite de sa famille.

L'oncle paternel a voulu marier son fils avec la sœur de ce garçon. C'étoit son cousin germain, laquelle par la profession de son frere devenoit son héritiere.

Les oncles maternels ont *obtenu* une *renonciation* de leur sœur à leur succession, comme ils ont extorqué de leur neveu une *donation* de son bien.

Ce garçon est entré dans le cloître par des persuasions humaines, & tout de même il en est sorti avant que d'être absous ni déchargé de son vœu. Il s'est marié. Un an après son mariage, il a réclamé contre son vœu. Son bref l'obligeoit de se séparer à *prætensâ uxore*. Il n'y a pas obéi, & tous les enfants qu'ils a eus sont venus au monde depuis la dispense.

C'est une pensée de Climpiodore, Philosophe Platonicien & Chrétien, lorsqu'interprétant ce passage du premier chapitre de l'Ecclésiaste, *quid habet homo ampliùs de omni labore super quod laborat sub sole*, que ceux qui travaillent *sous le soleil*, desquels les pensées n'ont pour occupation que la terre, qui dans le mystère de la religion, dans l'occupation des choses saintes cherchent leur intérêt, bâtissent sous le soleil, ne sont que *vanité*, *mensonge*, & *abomination* devant Dieu.

Ceux qui travaillent *sur le soleil*, qui ont des pensées de piété véritables, ne déchoient jamais de leur attente ni de la fin de leurs desseins.

Restent deux difficultés qui concernent l'intérêt & la personne de celle que le demandeur a épousée. La *premiere*, pour savoir si elle doit être partie intervenante en la cause en laquelle elle a le principal

intérêt, puisque dans la condition de son mari, la sienne & celle de ses enfants y sont comprises, & que la nullité ou la validité du vœu emporte la validité ou la nullité de son mariage.

Néanmoins nous estimons que c'est contre les regles de la recevoir quant à présent elle, ni ses enfants parties intervenantes ; parce que ce seroit un préjudice notable & un préjudice fait en la cause, en laquelle ne pouvant être partie qu'en qualité de femme & partant de femme légitime, son intervention jugeroit le procès, & décideroit le principal de la cause

Lorsqu'il s'agit des causes civiles ou criminelles, la question de l'état, de la liberté & de l'ingénuité de celui qui agit, doit être examinée la première, & jusqu'à ce qu'elle soit jugée, toutes les autres cessent & reposent Celui qui soutenoit être libre ou que l'on soutenoit être serf, demeueroit autrefois en état de liberté pleine, entiere & absolue, mais provisoire

. Cependant, jusqu'en connoissance de cause, son état lui étoit assuré & la provision lui étoit adjugée, parce qu'autrement il n'eût pas été en état de se défendre.

Ainsi le demandeur en requête civile n'étant pas même absous de son vœu, & sa condition n'étant pas assurée, il n'est pas raisonnable de juger que le mariage

qu'il a contracté soit légitime, ni de recevoir celle qu'il a épousée partie intervenante en la cause sans faire préjudice au fond du procès; comme il ne seroit pas raisonnable de prononcer sur l'appel comme d'abus, jusqu'à ce que la question de l'état ait pu pleinement être décidée.

Partant nous estimons qu'il y a lieu *sur les lettres en forme de requête civile & l'appel, comme d'abus, interjetté par de Aubriot, de mettre les parties hors de cour & de procès. Dire qu'il y a abus en la sentence de l'Official de Paris, laquelle a reçu la Demoiselle Chevalier intervenante, & auparavant faire droit sur l'appel comme d'abus interjetté par le sieur de Bonneval de la célébration du mariage de de Aubriot, ordonner que les parties feront juger leur instance pardevant l'Official de Paris, & cependant adjuger au demandeur une provision alimentaire, telle qu'il plaira à la Cour ordonner.*

Ainsi parla Monsieur Talon.

Le même jour (9 Juillet 1643) le Parlement rendit l'arrêt suivant.

La Cour a reçu & reçoit les parties de Rosée (la Demoiselle Chevalier & les parents paternels & maternels de de Aubriot) intervenantes & appellantes comme d'abus, & faisant droit ensemble sur l'appel comme d'abus de la partie de Hilaire (de Aubriot), aussi sur les lettres en forme de requête civile, a mis & met les parties hors de cour & de procès. Et sur les appellations comme d'abus

d'abus interjettées par les parties de Chenut (les Sieur & Dame de Bonneval) de la sentence qui a reçu la prétendue femme partie intervenante, dit qu'il a été mal, nullement & abusivement jugé, & avant procéder au jugement des appellations comme d'abus de la célébration du mariage, a renvoyé & renvoie les parties pardevant l'Official de Paris pour leur être pourvu sur la validité ou invalidité du vœu & profession. Cependant par provision a adjugé & adjuge à de Aubriot la somme de huit cents livres parisis une fois payée, sans préjudice, au principal, du droit des parties.

Les parties revinrent donc en la Cour Ecclésiastique dans l'état où elles étoient avant la sentence du 29 Novembre 1641.

On y plaida de part & d'autre avec la plus grande chaleur. Chacun des Avocats fit des prodiges d'éloquence pour faire valoir les moyens de ceux qu'il défendoit & emporter le suffrage des Juges. L'Avocat de Mr. de Bonneval parut faire pencher plus d'une fois la balance en faveur de ses clients; peut-être même ces derniers triomphoient-ils d'avance des succès qu'ils avoient cru lire en leur faveur dans les yeux du Commissaire Apostolique.

Mais la vérité perça. Le défenseur de de Aubriot eut le bonheur de la présenter avec tant d'évidence, qu'elle sembloit noyée dans le point des rayons de lumière qu'il avoit rassemblés autour d'elle. Enfin de Aubriot gagna sa cause le 10 Mars 1646.

L'Official qui s'étoit fait assister de MM. Cholet & Chapellier, Avocats, déclara que de Aubriot n'avoit jamais fait de vœu. Il le restitua au siècle. Il infirma la sentence de l'Official de Sens du 9 Septembre 1630, & il condamna Mr. & Madame de Bonneval aux dépens envers leur frere & beau-frere.

Affranchi par cette sentence du joug que l'avarice de son oncle & de son cousin lui avoit imposé, de Aubriot voulut aussi-tôt jouir de sa victoire. Il s'empressa de ratifier aux pieds des autels, à Paris, les engagements qu'il avoit pris avec sa femme devant ces mêmes autels, à Chambord.

Tous deux ils présenterent donc requête à l'Official de Paris le 3 Avril 1646, pour en obtenir la permission de réitérer, en tant que besoin pourroit être, leur mariage, sans appareil de noces, en présence du Curé de Saint-Etienne du Mont, à Paris, ou de tel autre Prêtre ordonné à cette fin; & à l'effet d'éviter tout scandale, être dispensés de la publication des bans & de l'interdit de l'Eglise de célébrer mariage pendant l'octave de Pâques.

Le 7 de ce même mois l'Official leur permit de célébrer de nouveau leur mariage, en tant que de besoin, le lendemain de l'octave de Pâques, & à cet effet il les dispensa de la publication des bans.

Avec la permission & la dispense de l'Official de Paris, dès le lundi suivant, 9 Avril 1646, neuf heures du matin, ces deux

époux réitérèrent leur mariage en l'Eglise de Saint-Etienne du Mont, en présence (est-il dit dans l'acte de mariage) de *Hilaire*, *Lancelot* & *Anne* de Aubriot leurs enfants; de messire *Gerin* Bombard, Prêtre; clerc de l'œuvre & fabrique de cette Eglise, de messire *Gerin* Pellerin, Prêtre; de messire *François* le Roux, Prêtre, bachelier en Théologie & Curé de Tréport; de messire *Blancoby*, Prêtre habitué demeurant au college de Lizieux; messire *Etienne* Gilbert, Prêtre, clerc de Mr. le Curé de Saint-Etienne du Mont, *Durand* Jacquet, Bourgeois de Paris, y demeurant paroisse Saint-Landry, ami desdits; d'*Anian* Cyvadat, ami desdits, Secrétaire de Mr. le Président Champeron, demeurant en l'isle Notre-Dame, paroisse de Saint-Louis.

Fiers de leur victoire, de Aubriot & sa femme, tranquilles sur les événements, & se croyant désormais à l'abri des vexations de leurs persécuteurs, commençoient à jouir du repos que la sentence du 10 Mars 1646 sembloit leur promettre. Mais que cette sécurité fut promptement dissipée! Tout-à-coup de Aubriot & sa femme virent recommencer, avec la même furie, une procédure qu'ils avoient cru éteinte pour jamais.

De Aubriot étoit cité devant l'Official de Châlons sur-Marne & le Prieur de l'Abbaye de Toussaints de la même ville, par Mr. & Madame de Bonneval. Ceux-ci avoient appelé à Rome de la sentence de

l'Official de Paris du 10 Mars 1646. Ils y avoient obtenu le 16 Juillet suivant un nouveau rescrit qui commettoit l'Official de Châlons & le Prieur claustral de l'Abbaye de Touffaints de la même ville pour juger leur appel. Et c'étoit en vertu de l'ordonnance que leur avoient accordé ces juges délégués, le premier Décembre suivant, qu'ils avoient fait assigner devant eux de Aubriot & sa femme.

Si cette citation rouvrit des plaies qui n'étoient pas encore bien cicatrisées, si elle enflamma le zele de de Aubriot ; la considération de sa femme & de ses enfants sembla lui inspirer encore une nouvelle ardeur.

Il *appella* sur le champ *comme d'abus*, tant de ce rescrit que de l'ordonnance rendue par les juges délégués, le premier Décembre 1646. Son appel fut relevé au palais. Il fut communiqué de la cause au parquet avec MM. les gens du Roi, & un arrêt la jugea en ces termes le 28 Mai 1647.

La Cour dit qu'il a été mal, nullement & abusivement procédé ; ordonne que les parties se pourvoient en Cour de Rome pour obtenir un nouveau rescrit, & acte de ce qu'elles ont respectivement consenti pour juges l'Evêque d'Orléans & le Supérieur de l'Abbaye de Sainte-Euverte.

Aussi-tôt, d'un côté, Mr. & Madame de Bonneval se firent expédier à Rome un nouveau rescrit, avec adresse à l'Official d'Orléans & au Prieur de Sainte-Euverte,

& de l'autre côté, ils interjetterent *appel comme d'abus* du mariage réitéré à Saint-Etienne du Mont le 9 Avril 1646 entre Mr. & Madame de Aubriot.

Sur l'appel *simple*, une première sentence fut rendue par les juges délégués le 28 Octobre 1647, & par ce moyen, la cause se trouva liée devant eux.

Sur l'appel *comme d'abus*, il ne fut rien fait au Parlement.

Mais de Aubriot ne vit pas la fin de l'un & de l'autre de ces appels. Tant de combats & de chagrins, sans avoir rien ralenti de son ardeur & de son courage, avoient néanmoins épuisé ses forces. Depuis long-temps, il n'étoit plus que l'ombre de lui-même, & cette nouvelle guerre acheva ce qui étoit déjà si avancé. Elle lui procura la mort sur la fin de l'année 1647.

Ainsi périt à l'âge de trente neuf ans cette malheureuse victime des crimes de sa mere & de la cupidité du reste de sa famille. La fin de sa vie put seule le soustraire à de nouveaux malheurs.

Après son décès, sa veuve fut élue tutrice de leurs enfants, & elle ne montra pas moins de fermeté que son mari.

Dès le 24 Février 1648, elle donna sa requête au Parlement, & conclut à ce qu'il plût à la Cour ordonner que les parties auroient audience sur l'appel *comme d'abus* interjeté de son mariage avec le feu sieur de Aubriot, & qu'en venant plaider sur cet appel, Mr. & Madame de Bonneval

seroient tenus de venir pareillement plaider sur la demande qu'elle faisoit contre eux, au nom de tutrice de ses enfants, à ce qu'ils fussent condamnés à se désister & départir de tous les biens appartenants à son défunt mari, en qualité d'héritier de ses pere & mere, & à lui rendre & restituer les fruits depuis le jour de l'injuste détention. Le tout avec dépens, dommages & intérêts.

Il y eut de part & d'autre une suspension d'armes entre les combattants jusqu'en 1656. Alors Madame de Aubriot voulut rompre la glace, & faire juger. Mais Madame de Bonneval qui avoit perdu son mari dans cet intervalle, & qui vouloit éluder, prétendit que la veuve de Mr. de Aubriot avoit des parents en la grand'chambre du Parlement, en nombre suffisant pour obtenir l'évocation de la cause, de cette chambre en l'une des enquêtes, & elle conclut en conséquence à y être renvoyée.

Un Conseiller commis pour entendre les parties, recevoir leurs dires & en dresser procès-verbal, exécuta sa commission le sept Août 1656. Il fit son procès-verbal des contestations de Madame de Bonneval & de Madame de Aubriot. Il donna acte à chacune d'elles de ses dires, réquisitions & protestations, & il ordonna que la généalogie articulée par Madame de Aubriot & un certificat de Mr. de Vertamont, maître des requêtes, seroient joints

à son procès-verbal, & qu'il en référerait au Parlement.

Un arrêt rendu à son rapport le 7 Septembre suivant, mit Madame de Aubriot & Madame de Bonneval hors de cour & de procès.

Les choses en cet état, il fallut donc plaider en la grand'chambre sur l'appel comme d'abus. La cause ayant été appelée, elle fut remise contradictoirement à un autre jour.

Néanmoins, au préjudice de tout ce qui avoit été fait, Madame de Bonneval que la seule idée de cette plaidoirie grevoit, & qui en redoutoit le choc, Madame de Bonneval, déjà presque vaincue au Parlement, osa espérer un triomphe au Conseil-Privé.

Elle y présenta sa requête, & exposa que les parties ayant été renvoyées en l'Officialité d'Orléans par arrêt de la Cour du 28 Mai 1647, frere de Aubriot, après avoir fait assigner devant l'Official de cette ville feu Mr. de Bonneval, & avoir procédé volontairement devant ce même juge, de qui il avoit obtenu une sentence d'instruction le 28 du même mois d'Octobre 1647, étoit décédé sans qu'il eût été prononcé sur son état par aucune sentence définitive & déclaratoire de la nullité de son vœu, & que par conséquent il étoit mort Religieux.

Que cependant la Demoiselle Chevalier, qui se disoit sa veuve & la tutrice des enfants qu'ils ont eus ensemble, au-lieu, en

tout cas, de se pourvoir pardevant l'Official d'Orléans, & de demander à être reçue à reprendre l'instance pendante & indécise en cette Officialité & délaissée par le décès de son prétendu mari, s'étoit pourvue directement au Parlement de Paris, & par requête du 24 Février 1648, y avoit demandé que les parties eussent audience sur l'appel comme d'abus interjetté de la célébration de son mariage, & que elle (Madame de Bonneval) & ses enfants fussent tenus de se dessaisir des biens qui avoient appartenu à son feu mari, en qualité d'héritier de ses pere & mere, & d'en rendre les fruits avec tous dépens, dommages & intérêts.

D'après cet exposé, elle supplioit Sa Majesté qu'il lui plût ordonner que la Demoiselle Chevalier & ses prétendus enfants & autres qu'il appartiendrait seroient assignés au conseil, pour être avec elle réglé de juges d'entre le Parlement de Paris & l'Official d'Orléans à qui la connoissance en appartenoit, & en cas d'appel, être renvoyés en l'une des chambres des enquêtes du Parlement non suspecte aux parties, & cependant faire défenses à la Demoiselle Chevalier & à ses enfants de faire aucunes procédures, soit au Parlement, soit ailleurs, qu'au conseil, à peine de nullité, cassation des procédures, & de tous dépens, dommages & intérêts.

Sur cette requête, intervint le 23 Mars 1657 l'arrêt suivant.

Le Roi, en son conseil, a ordonné & ordonne que les parties seront assignées au conseil au premier jour, pour être réglées de juges d'entre le Parlement de Paris & ledit Official d'Orléans. Et cependant surseoiront toutes poursuites & procédures, esdites cours, pour raison des différends des parties, jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté en ait été ordonné. Signé, SEGUIER & LALLEMENT.

Comme l'arrêt ne prononçoit pas sur le chef des conclusions que Madame de Bonneval avoit le plus à cœur, parce qu'il concernoit le renvoi de la grand'chambre en l'une des chambres des enquêtes; elle s'avisa de demander la cassation de l'arrêt du Parlement du 7 Septembre 1656, & parvint à faire joindre sa requête à l'instance en règlement de juges. Mais Mr. de Marillac qui en étoit rapporteur, la rejeta de l'instance par une ordonnance du 18 Mai 1657.

Cette ordonnance servit d'aliment à la passion de Madame de Bonneval. Elle en appella, & suivit son appel aux requêtes de l'hôtel au souverain. Une sentence du 24 Juillet 1657 proscrivit bientôt sa nouvelle procédure. *Elle mit les parties hors de cour & de procès.*

Ce premier échec fut aussi-tôt suivi d'un second. Car le Roi *en son conseil*, par arrêt contradictoire du 21 Août suivant, *renvoya toutes les parties au Parlement, pour y procéder suivant les derniers errements.*

Ce renvoi sans aucune indication de laquelle des chambres du Parlement, ayant forcé Madame de Aubriot à supplier le Roi d'interpréter son arrêt du 21 Août 1657 ; Sa Majesté, par autre arrêt du 28 Septembre suivant, *renvoya les parties en la grand'chambre.*

Pendant toute cette procédure, *Hilaire & Anne* de Aubriot étoient devenus majeurs. Le 9 Février 1658, ils reprirent l'instance au lieu & place de leur pere, obtinrent la permission de faire entendre de nouveaux témoins sur la liberté ou le défaut de liberté de leur pere, lorsqu'il avoit prononcé ses prétendus vœux ; & ils firent entendre ces témoins.

Foudreau, cet ancien précepteur du jeune de Aubriot, fut le premier qui déposa.

Mr. de Bonneval pere n'ayant pas récompensé cet homme comme il le lui avoit promis, s'en étoit fait un ennemi, & lorsque celui-ci fut appelé en témoignage, il rendit à la vérité l'hommage le plus scrupuleux, il n'omit aucune des circonstances qui avoient précédé, accompagné ou suivi la profession de de Aubriot.

Les Chanoines réguliers de Saint-Jacques de *Provins*, qui avoient autrefois déposé contre lui, vinrent appuyer alors ce que *Foudreau* avoit dit, en sorte que l'enquête des neveux de Madame de Bonneval se trouva très-concluant.

Munis de cette piece, les enfants de de Aubriot sollicitèrent l'audience, & bien-

tôt les combattants furent en présence ; car la cause se trouvant en état d'être plaidée , avoit été placée au rôle. Ce fut alors qu'un choc très-vif s'engagea entre toutes les parties.

Mr. (. . . .) de Chenuot plaida pour Madame de Bonneval.

Mr. (. . . .) Lambin pour Madame de Aubriot.

Mr. (*Jacques*) Poufflet de Montauban pour les enfants de Mr. de Aubriot.

Mr. (*Olmer*) Talon pour Mr. le Procureur-Général.

Voici ce que dit Mr. Poufflet de Montauban.

Je parle pour *Hilaire, Lancelot & Anne* de Aubriot , enfants & héritiers de feu *Christophe* de Aubriot, Ecuyer, Seigneur de Courfrault , & de Demoiselle *Claude* Chevalier son épouse , au nom & comme ayant repris le procès qui étoit entre leur pere & les Sieur & Dame de Bonneval.

En présence de Dame *Claude* Chevalier, veuve dudit défunt Sieur de Aubriot leur pere, demanderesse & intimée.

Contre Dame *Françoise* de Aubriot , veuve de *Antoine* de Bonneval, Ecuyer, Seigneur de Jouy & de Châtel-Maison , tant en son nom que comme mere & tutrice de ses enfants mineurs , appellante comme d'abus & défenderesse.

Mes conclusions tendent à ce qu'il vous plaise , sur l'appel interjetté par les Sieur & Dame de Bonneval du mariage réitéré

en l'Eglise de Saint-Etienne du Mont à Paris le 9 Avril 1646, entre Christophe de Aubriot, Ecuyer, Seigneur de Courfrault, d'une part, & Dame Claude Chevalier, d'autre part, pere & mere de ceux pour qui je parle, mettre l'appellation au néant; dire qu'il n'y a abus, & condamner les appellants en l'amende & aux dépens. Faisant droit sur la requête de ceux pour qui je parle, condamner la Dame de Bonneval, es noms qu'elle procede, à se désister & départir de la terre de Courfrault & des autres effets de la succession de leur pere, avec restitution de fruits & en tous les dépens, dommages & intérêts de ceux pour qui je parle.

MESSIEURS,

L'événement de la contestation dont il s'agit en cette audience, regarde entièrement l'intérêt de mes parties. Si le mariage de leur mere est un sacrement, ils sont les fruits légitimes d'une amitié sainte. Si, au contraire, c'est un sacrilege, ils sont les ruisseaux impurs d'une source empoisonnée. Si ce mariage est une alliance que la vertu a formée, ils sont héritiers de leur pere & de tous ses biens. Si c'est une société que le crime ait fait naître, ils sont enfants de la terre, mais sans biens & sans héritages.

Ainsi, par l'arrêt qu'ils attendent, ils sont assurés de tirer gloire de leur origine,

ou de rougir de leur naissance ; de succéder aux biens de leur pere comme un présent de la loi qui les considere , ou de plaindre leur pauvreté comme un effet de la fortune qui les outrage.

Ce n'étoit pas assez au sieur de Courfrault , pere de ceux pour qui je parle , d'être sorti de la servitude , & d'avoir épousé leur mere pour avoir un témoin de sa liberté , il falloit encore que son mariage lui donnât des enfants pour la défendre.

Aussi j'ai à vous faire voir, MM., que les vœux que l'on opposoit au pere de mes clients, ou n'ont jamais existé, ou n'existoient plus ; que les fers sous lesquels il a gémi sont tombés, & que l'Esprit de Dieu, comme il fit autrefois , après avoir brisé ses chaînes, l'a conduit jusqu'à la porte des prisons, où il a ouvert les yeux au jour & à la liberté.

En effet , MM. , quoique le pere de ceux que je défends soit mort libre après la sentence de l'Official de Paris , ses enfants n'ont pas néanmoins cette liberté. Il leur reste à faire juger l'appel *comme d'abus* qu'ils ont à combattre. C'est le dernier nœud de la chaîne qui les arrête. Si leur pere en est affranchi , ses fers & ses liens sont encore néanmoins du bruit sur les personnes de ses enfants.

Mais j'espere , MM. , qu'ils sortiront libres de votre audience. L'un d'eux qui est ce gentilhomme que la Cour voit à ses

pieds, qui a toujours servi le Roi dans ses armées, peut bien dire qu'il a combattu toute la vie pour la sienne. Il est temps qu'il vive non-seulement entre des libres, mais aussi qu'il soit libre lui-même. La Demoiselle *Françoise* de Aubriot, & *Antoine* de Bonneval oncle de mes clients, ont été les persécuteurs & les tyrans de leur pere. La main qui nous blesse est accoutumée au crime. C'est elle qui a fait mourir de faim dans une étable notre aïeule qu'elle y avoit renfermée.

Par la suite du même crime, *Jean* de Bonneval, pere d'*Antoine* de Bonneval, s'étant fait élire tuteur du pere & de la tante de ceux pour qui je parle, il a fait épouser celle-ci à son fils, & pour y parvenir, il a fait commencer ce dernier *ab illicitis*, & l'a engagé à partager avec sa cousine germaine le crime concerté d'une incontinence précipitée, pour donner lieu à la dispense nécessaire à cause de leur parenté.

Le sieur de Bonneval a achevé ce que le crime avoit commencé. Le mariage a couronné l'inceste, & les premières horreurs ont été le prix des dernières hontes. A l'égard du fils dont Mr. de Bonneval pere a été tuteur, sa pensée fut de le faire Religieux profès pour faire tomber entre les mains de son fils tous les biens de leur famille.

Pour cet effet, il l'a fait entrer dans l'Abbaye de *Saint-Jacques* de Provins où

il avoit tout crédit & toute autorité. Pour lui donner envie de faire profession, il fut dispensé de l'assistance régulière du chœur, il étoit à la table des Prêtres & des Profès, il alloit à la chasse, portoit un fusil, menoit des chiens, & vivoit avec licence dans un couvent qui s'étoit relâché de la rigueur & de la discipline.

Toutes ces libertés n'ont point fait naître dans le cœur du pere de ceux que je défends le desir du cloître. Quelque éclatante qu'on lui fît sa chaîne, elle lui parut toujours une chaîne. On a beau reblanchir un sépulcre, il est toujours un sépulcre, toujours l'empire de la mort & le séjour des ténèbres.

De Aubriot a fait profession, comme on le prétend, le 25 Mai 1625. C'est l'effet de la force & de la violence qui a été exercée sur sa personne & sur son esprit par *Jean & Antoine de Bonneval*. Aussi fit-il des protestations de cette force le 5 Mai 1626 pardevant notaires; ensuite de quoi il sortit du couvent & se retira dans la maison de ses parents maternels, qui lui servit d'asyle contre la tyrannie de ceux qui le vouloient opprimer, & qui ayant fait violence pour l'enlever, virent aussi-tôt la main du juge qui s'éleva contre eux, du Lieutenant-Criminel qui informa, qui décréta, & qui lui adjugea une provision de 1200 livres.

En cet état, étant libre, & ne se sentant pas lié devant Dieu, ni devant les

hommes, *Christophe* de Aubriot a épousé Demoiselle *Claude* Chevalier leur mere. Sa famille est si ancienne & si illustre, qu'elle compte dans son alliance un Cardinal de Pontigny.

Ce mariage a été célébré dans l'Eglise de *Saint-Just*, paroisse du château de Chambord appartenant au pere de la Demoiselle Chevalier, après la publication des bans, après le contrat de mariage signé de tous les parents & de quantité de personnes de distinction.

Christophe de Aubriot ayant depuis obtenu un rescrit adressé à l'Official de Sens, cet Official a rendu sa sentence le 9 Septembre 1630. Elle le condamna à réintégrer le monastere. Il en a interjetté appel *comme d'abus*, qu'il a depuis converti en appel *simple*, pour raison de quoi il a obtenu un autre rescrit adressé à l'Official de Paris & au Supérieur de Sainte-Genevieve, qui ont rendu leur sentence le 10 Mars 1646, par laquelle ils ont infirmé celle de l'Official de Sens, déclaré sa profession nulle, avec condamnation de dépens contre Mr. & Madame de Bonneval, & cela par l'éclaircissement qu'ils ont pris des faits & des violences exercées sur l'esprit de de Aubriot.

Cette sentence a été rendue avec grande connoissance de cause, puisque par ladite sentence, il paroît que l'Official de Paris avoit pris les avis de Mre. Chapellier Avocat célèbre, & de Mre. Cholet aussi Avocat,

cat, tous deux, personnes de sùffisance & de probité.

Après cette sentence, de Aubriot a réitéré son mariage le 9 Avril 1646, en l'Eglise de *Saint-Etienne* du Mont, sa paroisse, en présence de ses amis & de ses parents, avec la permission de l'Official de Paris.

Les choses étant en cet état, il est décédé en possession de la liberté qui lui étoit acquise par la sentence de l'Official de Paris, & il est étrange qu'après sa mort, sa sœur interjette appel *comme d'abus* de la célébration de ce mariage.

Voilà, MM., sur quoi vous avez à prononcer.

Pour faire voir qu'il n'y a point d'*abus*, je pourrois soutenir que le défunt de Aubriot n'a jamais fait de profession publique. L'acte ne s'en est pas trouvé dans les archives de l'Abbaye de Provins, où les Professions des autres Religieux se rencontroient. Je pourrois encore soutenir qu'il l'a faite avant l'âge de quinze ans, qui est le temps désiré par l'ordonnance & par les constitutions canoniques, puisqu'il a formé inscription de faux contre le registre baptistaire que l'on lui a présenté.

Mais je me borne à soutenir que, quand sa profession seroit véritable, elle seroit nulle par la considération des faits de force & de violence qui ont ravi à de Aubriot toute liberté.

La *premiere violence* procede de la qualité de celui qui l'a faite, qui est Bonneval, qui a obligé son neveu à faire des vœux, ce Bonneval qui avoit fait mourir sa mere, & qui avoit fait épouser sa sœur à son fils par un inceste. Ces exemples des malheurs de sa famille étoient encore présents aux yeux de ce jeune homme. Il voyoit encore les armes & le glaive dans le chemin du méchant, comme parle l'Ecriture-Sainte.

Le *second fait de violence* résulte des menaces que de Bonneval a faites à de Aubrit de le reléguer en *Allemagne*, que ce jeune écolier croyoit être les dernières parties du monde, *s'il ne faisoit pas profession*. Cette prison perpétuelle dont il étoit menacé ne portoit-elle point assez de force & d'impression sur son esprit, pour le résoudre à ne prononcer ses vœux que de bouche & non de cœur, à feindre ce sacrifice pour appaiser son oncle, en un mot, à feindre de mourir pour ne mourir pas ?

Le *troisieme fait de violence* est fondé sur les *soins criminels* que de Bonneval a eus de lui donner un *Précepteur*, non pas pour veiller précisément à la conduite de ses mœurs & pour l'instruire, mais pour le *persuader* incessamment de *faire ses vœux*, pour empêcher l'entrée à tous ceux qui l'en pourroient détourner. Ce jeune garçon à l'âge de quinze ans, menacé par son oncle, persuadé par ce maître, ne pouvoit

pas résister à tant de forces, ni avoir la prudence de l'esprit qui bouche les oreilles & n'écoute pas la voix de l'enchanteur.

Le *dernier fait de violence* a donné le comble à tous les autres. Il est tel, qu'après que Bonneval a eu appris, par les avis du Précepteur, la résistance perpétuelle de de Aubriot pour le cloître, il le rappella en sa maison pour quelques jours (1), & l'ayant mené dans son jardin, *il leva sur lui le bras armé d'un poignard, & le menaça de le faire mourir, s'il ne vouloit pas consentir à faire ses vœux*, & après avoir adouci la dureté de ses menaces & cette réponse de mort par l'image d'une feinte joie & par des promesses chimériques, il le ramena accompagné de ce Précepteur dans la ville de Provins, & au-lieu de descendre dans le *couvent* pour lui rendre son dépôt, ils *descendirent dans un cabaret*, dans une hôtellerie où pend pour enseigne la *levrette*, où toute la nuit, par le commandement & l'ordre de Bonneval, *on fit boire de Aubriot, on le remplit de chair & de sang, on l'engraissa pour l'immoler*. Et le matin, étant tout-à-fait enivré dans le vin, on l'emmena du cabaret au temple, de la table à l'autel, où l'on prétend qu'il fit des vœux ou plutôt qu'il en signa.

Est-il possible qu'en cet état déplorable, où la raison est assujettie à la chair, où

(1) Il ne faut pas dire quelques jours, car c'étoit la veille de sa profession.

les sens commandent à la souveraine, où à peine découvre-t-on l'image de la figure d'un homme, de Aubriot ait pu faire profession? Qu'un jeune homme en cet état, à qui personne n'oseroit confier son sort, puisse offrir à Dieu celui de son cœur? qu'un homme qui ne peut tirer de sa tête que des vapeurs & de la fumée, en puisse faire sortir ce feu nécessaire pour le sacrifier? qu'un homme en qui toutes les lumières de la raison sont éteintes, puisse faire un acte de religion, qui est l'ouvrage de la raison la plus éclairée? qu'un homme parle à Dieu sans savoir la force & la vertu de sa parole? en un mot, selon la pensée de saint Augustin, qu'un homme qui a le poison dans le cœur, puisse avoir des paroles de salut dans la bouche?

Ainsi on ne peut pas s'étonner, si sa profession étant nulle, de Aubriot est sorti du couvent, & s'il a épousé Demoiselle *Claude* Chevalier, & ce mariage peut d'autant moins recevoir d'atteinte, qu'il a été réitéré en 1646 en l'Eglise de Saint-Etienne du Mont.

Après ce mariage & la sentence de l'Officiel de Paris, de Aubriot étant décédé en possession de sa liberté, ses enfants étoient libres & capables de lui succéder.

En effet, MM., par la disposition du droit, il n'est pas permis de révoquer en doute l'état d'un homme mort après les cinq années. Quelquefois même cela n'est pas permis dans l'espace & le terme de

cinq années. C'est la disposition formelle de la loi *ne de statu defunctorum post quinque annos quærat*.

De Aubriot, en un mot, est libre. La mort affranchit toutes choses. C'est la main souveraine qui émancipe de toutes sortes de puissances. Elle ôte l'empire aux maîtres & les fers aux esclaves ; elle rompt toutes les chaînes que le sang astreint & que ferre la loi.

La bonne-foi de la mere de ceux pour qui je parle suffiroit pour établir l'état de ses enfants, quand même il seroit vrai, ce qui n'est pas, qu'elle auroit épousé un Religieux profès.

Elle n'avoit rien appris de cette prétendue profession. Elle demouroit en Berry à soixante lieues de l'Abbaye de Provins, & avoit vu son futur libre. Elle n'a contracté mariage avec lui que sur ces apparences, & quand ce n'auroit été que des apparences, il n'y eut jamais de bonne-foi mieux établie que la sienne.

Il est donc constant dans la cause, que la Demoiselle Chevalier a épousé en la personne du pere de mes clients, non pas un esclave, mais un homme libre ; qu'elle pleure non pas la perte d'un apostat infidele, mais la mort d'un mari légitime ; & que ses trois enfants lui appartiennent, non pas comme les ouvrages du crime, mais comme les fruits de la vertu & les gages d'une amitié pure & sainte.

Ainsi c'est à juste titre qu'elle supplie

la Cour de lui conserver tout l'honneur & toute la dignité de son mariage.

Elle a été femme ; il ne faut point changer de qualité à ce nom. Elle est veuve ; il ne faut point changer d'objet à ses larmes. Elle est mere , il ne faut point faire changer de titre à son amour.

Ses enfants paroissent en la Cour , non pas comme coupables , mais comme persécutés ; non pas comme incertains de leur état ni comme les fruits précipités d'une couche criminelle , mais comme chargés d'injures , mais comme chassés de l'héritage de leur pere , mais comme victimes de l'avarice & du crime de Bonneval , mais comme victimes des tyrans. Pourquoi la Cour ne leur conserveroit-elle pas l'honneur de leur naissance , & ne tariroit-elle pas la source de leur pauvreté & de leurs larmes ?

Sans doute , ils remporteront de l'audience la dignité du nom qu'ils y ont apporté , & la voix forte de l'arrêt qui prononcera leur liberté , percera le tombeau de leur pere pour en consoler les cendres.

MM. de Chenuot , Avocat de Madame de Bonneval , & Lambin , Avocat de Madame de Courfrault , se contenteront de prendre leurs conclusions , qui tendoient :

De la part de Madame de Courfrault , à ce que *sur l'appel comme d'abus , de la réitération faite le 9 Avril 1646 de son mariage avec Mr. de Courfrault , à Saint-Etienne du Mont , l'arrêt à intervenir au*

profit de ses enfants, fût déclaré commun avec elle; en conséquence que l'appellation fût mise au néant, qu'il fût dit n'y avoir abus, & que Madame de Bonneval, es noms, fût condamnée aux dépens.

De la part de Madame de Bonneval, à ce que sur l'appel comme d'abus interjetté par elle de la réitération faite le 9 Avril 1646, à Saint-Etienne du Mont, entre le défunt frere de Aubriot, Chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin en l'Abbaye de Saint-Jacques à Provins, d'une part, & la Demoiselle Chevalier d'autre part, de leur prétendu mariage, il plût à la Cour mettre l'appellation & ce dont étoit appel au néant; émendant, dire qu'il avoit été mal, nullement & abusivement procédé, célébré & réitéré. Ce faisant, déclarer non recevable en leurs demandes, tant la Demoiselle Chevalier que ses trois enfants. Les condamner à se désister de leurs demandes en partage. Maintenir au contraire elle (Dame de Bonneval) en la propriété, possession & jouissance des biens à elle délaissés par ses pere & mere, à quelque titre que ce soit, & condamner la Demoiselle Chevalier & ses trois enfants aux dépens, même en ceux réservés par les arrêts du Conseil.

Comme le plaidoyer de Mr. de Chenuot a été rapporté avec assez d'étendue par Mr. l'Avocat-Général, & que l'on ne veut pas fatiguer les lecteurs par des répétitions, on a jugé à propos de les renvoyer au plaidoyer de Mr. Talon. Ils y

trouveront les moyens de Madame de Bonneval suffisamment détaillés.

Quant à ceux de Madame de Courfrault, ils étoient absolument les mêmes que ceux de ses enfants.

Après que les Avocats eurent cessé de parler, Mr. Talon se leva & dit :

M E S S I E U R S ,

La contestation qui se présente, & sur laquelle vous avez à prononcer, non-seulement est longue & difficile dans sa décision, mais peut paroître extraordinaire par la quantité des circonstances. La multiplicité des événements qui s'y rencontrent nous oblige d'ailleurs à faire cette réflexion, que les choses les plus saintes passent dans une espece de commerce, & produisent des effets absolument contraires à leurs institutions.

L'abus de la profession monastique, principalement dans les couvents non réformés, est la source des apostasies, le Séminaire des Religieux qui vivent dans la licence & le désordre, & s'émancipent à toutes sortes de libertés & d'actions indécentes à leurs professions.

Cela procède du peu de soin que l'on apporte d'ordinaire dans le choix & l'examen des mœurs & de la capacité, & de ce qu'au même temps que l'on concerte toutes les clauses du contrat & toutes les conditions qui regardent le temporel, l'on

néglige d'entrer en connoissance de la vocation, d'observer autant qu'il est possible, si c'est l'*Esprit de Dieu qui souffle* d'une inspiration sacrée & qui agit intérieurement ; ou si celui qui veut entrer dans une profession si austère, est agité par des accès d'une passion injuste & par des mouvements étrangers. Tant il est véritable que toutes sortes de personnes ne sont pas capables de réussir dans les voies de la profession.

Il faut un esprit infiniment épuré pour en concevoir la résolution, & exercer sans peine cette abdication générale de soi-même, en laquelle consiste le lien de la vie monastique.

Le grand nombre de ceux qui se réfugient dans le cloître, les uns par désespoir ou par légèreté ; les autres par un zèle indiscret & sans avoir éprouvé leurs forces ; quelques-uns pour se garantir du travail & vivre dans l'oïveté ; d'autres par des sentiments d'une crainte servile, par respect & par obéissance, est ce qui porte la confusion dans la solitude, qui fait regner l'ambition & le desir de commander dans les lieux séparés du commerce du monde, qui produit les cabales & les partialités qui dégénèrent dans des contestations curieuses, qui paroissent formelles en cette audience. Ces considérations nous doivent rendre faciles à ouvrir la porte à ceux qui se sont involontairement consacrés, & à écouter favorablement leurs plaintes

lorsqu'ils réclament juste. Il est souvent plus aisé de déplorer la misère de leur condition que de subvenir à leurs infortunes, parce que les ordres généraux & la police de l'état résistent à leurs prétentions. Mais au moins elles nous peuvent retenir en balance & dans une suspension d'esprit raisonnable pour examiner, sans préoccupation, les moyens de droit & de faux qui sont articulés de part & d'autre, & ne les pas condamner sur la seule proposition. Ce qui semble d'autant plus nécessaire en cette cause, qu'ayant reçu divers préjugés, elle attend aujourd'hui un jugement définitif, lequel dépend de partie du récit des choses qui se sont passées, telles qu'elles résultent des pieces qui nous ont été communiquées.

Elles nous apprennent que *Christophe* de Aubriot (dont la condition est en controverse & sert de matiere à un différend qui dure depuis trente années, &) a passé successivement dans toutes les juridictions Ecclésiastiques & séculières, sans avoir pu recevoir, jusqu'à présent, sa décision, est né (à ce que l'on prétend) au mois d'Octobre 1608. Son pere est décédé en Septembre 1623. Il a laissé deux enfants pour héritiers dans sa famille, auxquels la mere ayant été élue tutrice par le suffrage des parents, il s'est passé en même temps deux ou trois actes considérables qui marquent que cette Demoiselle avoit peu de liberté parmi les siens, qu'elle se laissoit conduire

par des mouvements & des impressions étrangères.

Le premier a été qu'elle a consenti à mettre son fils unique dans le monastere de *Saint-Jacques* de Provins. Ensuite elle a agréé le mariage de sa fille avec le Sieur de Bonneval, fils de l'oncle paternel, & cousin germain de celle qu'il devoit épouser; & pour y parvenir plus aisément, l'on a commencé par des habitudes peu honnêtes & une fréquentation illicite.

Enfin elle a renoncé, au profit de ses freres, aux successions qu'elle pouvoit espérer, & aux biens qui lui étoient déferés, & dont le partage étoit encore indivis.

Ce procédé extraordinaire, qui est peu conforme aux sentiments communs de la nature, à la tendresse d'une mere pour les siens, & à l'application que les moins intéressés apportent en ces occasions pour ménager les avantages légitimes de leurs fortunes, porte les témoignages d'une agitation violente, d'une conscience craintive, troublée par la prévention de son crime, par les sentiments & la connoissance intérieure de sa faute, & le péril d'en être recherchée.

Il justifie cette vérité, que ceux qui s'engagent à mal faire, qui vivent dans le désordre & la prostitution ne peuvent maintenir l'autorité domestique, ni défendre ce qui leur appartient avec exactitude, obligés de rendre des déférences aveu-

gles & de céder même, dans des choses justes, pour conjurer l'orage & se procurer l'impunité.

Aussi l'événement n'a fait connoître que trop clairement quels étoient les motifs de cette conduite. Au mois de Décembre 1624, cette femme accusée, & nous osons dire convaincue, d'adultère, de vénérice & de complicité de la mort de son mari, après avoir été condamnée à une espee de prison perpétuelle, à être renfermée le reste de ses jours dans un monastere, & que du Mouriés, auteur de sa débauche & coupable des mêmes crimes, les avoit expiés par la mort, par un supplice public; elle ne s'est soustraite à la peine, pour se garantir de la rigueur de la justice, que par des procès-verbaux d'évasion, auxquels ses enfants & ses proches ont également contribué, pour se mettre à couvert de l'opprobre & de la honte dont ils étoient menacés.

C'est en cet état que le mariage de la sœur ayant été accompli pendant que son frere achevoit son noviciat; lorsqu'il a été sur le point de faire profession, ses oncles maternels, jaloux de voir passer tout le bien de la famille, par cette alliance, dans la branche & en la possession du cousin paternel, ont engagé leur neveu à faire en leur faveur un testament olographe, reconnu pardevant notaires, par lequel déshéritant sa sœur, il donne à l'un d'eux tout ce dont la coutume lui laisse la dis-

position ; & quelques jours après , c'est-à-dire le 28 Mai 1625, il a été reçu à la profession à l'âge de seize ans & huit mois , si son extrait baptistaire est véritable.

La validité de ce testament , qui contenoit des dispositions si avantageuses pour les parents maternels , a été contestée par le beau-frere. Il a soutenu qu'elles pêchoient dans le principe , & que le défaut d'âge & de puissance en la personne du testateur , les rendoient inutiles.

Ce différend étant encore indécis au mois de Mai 1626 , le jeune homme a protesté , devant notaires , contre l'émission de ses vœux & contre les donations qui les avoient précédés , comme étant l'ouvrage de la séduction & des actes extorqués par violence & par contrainte.

Cette protestation n'est pas demeurée secreta. Car en même temps il est sorti de son monastere , & a trouvé retraite dans la maison de ses oncles , qui dans le desespoir de ne pouvoir profiter de la libéralité qu'ils s'étoient procurée , & dans l'indignation de s'en voir arracher le fruit , ont contribué à ce que l'on prétend , à lui inspirer des sentiments contraires à sa vocation , à lui donner des pensées du siecle auquel il avoit renoncé , & à lui faciliter par leur suffrage les voies de son rétablissement dans la condition séculiere.

L'Official de Sens , sur la dénonciation du beau-frere , a informé de la fuite de *Christophe* de Aubriot hors de son Ab-

baye, & entendu des témoins, qui parlent de la forme en laquelle ses vœux ont été faits & des dispositions qui ont précédé & suivi sa profession. Sur cette information, l'Official ayant ordonné qu'il réintégreroit le monastere, & à cet effet décrété contre lui, le Sieur de Bonneval, pour l'exécution de cette ordonnance, s'étant transporté en la maison du Sieur de Saint-Michel, assisté de plusieurs personnes armées, ce gentilhomme s'en est plaint au Lieutenant-Criminel d'Orléans, & en a fait informer comme d'une injure & d'une violence publique.

Mais ces poursuites de part & d'autre étant demeurées sans exécution, ce Religieux sorti de son monastere ayant vécu dans le monde & conversé pendant deux années en habit & en qualité de séculier, il a contracté mariage avec Demoiselle *Françoise* (2) Chevalier au mois de Septembre 1628.

Un an après, il a obtenu en Cour de Rome un bref pour annuler son vœu, avec clause de réhabilitation de son mariage & de légitimation de ses enfants, & en même temps obligation de se séparer, jusqu'à ce qu'il eût été prononcé sur son état par les juges délégués.

Sur l'entérinement de ce rescrit, les parties ont contesté devant l'Official de Sens, & fait respectivement leurs enquêtes, sur lesquelles est intervenu sentence au mois

(2) Il faut dire *Claude*.

de Septembre 1630, par laquelle *Christophe* de Aubriot a été jugé Religieux, renvoyé dans son monastere, & débouté de l'entérinement de son bref.

Il a interjetté appel de ce premier jugement qu'il a premièrement qualifié *comme d'abus*, & après converti en appel *simple*. Deux rescrits ont été obtenus : & après sept années de procédures, arrêt a été rendu du consentement des parties en Septembre 1637, qui a ordonné qu'elles se pourvoiroient à Rome pour obtenir un nouveau rescrit adressant à l'Official de Paris & au Supérieur de Sainte-Genevieve.

En exécution de cet arrêt, les parties ayant plaidé devant les Commissaires délégués, de Aubriot s'est inscrit en faux contre trois pieces ; c'est-à-dire, son registre baptistaire, l'acte de sa profession & une missive écrite le lendemain & approbative de ses vœux ; & ayant eu l'avantage que ses moyens de faux ont été déclarés pertinents & admissibles, il a été obligé, n'en pouvant informer, d'employer pour toute preuve l'inspection de ces pieces & le contenu au procès.

Bonneval, au contraire, a donné sa requête à l'Official de Paris, & exposé qu'encore que les pieces arguées de faux subsistassent d'elles-mêmes, & que n'étant pas valablement combattues, il fût inutile de rechercher des preuves étrangères pour en établir la créance ; néanmoins, pour lever toute sorte d'ombrage & de scrupule,

il demandoit permission de justifier par témoins la vérité de l'extrait baptistaire & de l'acte de profession, laquelle lui ayant été accordée par l'Official, a servi de matière à un nouvel appel *comme d'abus*, sur lequel la cause une seconde fois communiquée au parquet, arrêt par appointé en Juillet 1641, qui prononce *mal, nullement, & abusivement*, renvoie au principal les parties devant les juges délégués, l'Official & le Supérieur de Sainte-Genevieve; & adjuge à de Aubriot une provision de cinq cents livres.

En cette instance, la femme & ses enfants ont demandé à être reçus parties intervenantes, & l'Official ayant cru leur intervention raisonnable & l'ayant admise, Bonneval en a premièrement interjetté appel & obtenu un rescrit adressant à l'Official de Meaux.

Mais en cet état, de Aubriot & sa femme ennuyés d'une si longue poursuite & des difficultés qu'ils voyoient naître tous les jours dans le tribunal de l'Officialité, pressés d'ailleurs par la plus dure de toutes les nécessités, & réduits dans une espèce de mendicité, s'imaginèrent que leurs différends pouvoient être jugés en une audience.

Dans ce dessein, ayant obtenu lettres en forme de requête civile contre les arrêts qui renvoyoient à l'Officialité, ils ont interjetté appel *comme d'abus* de toute la procédure, même de la sentence de l'Official de Sens.

Les

Les intimés étant intervenus pour conserver leur état, le Sieur de Bonneval, de sa part, ayant interjetté appel *comme d'abus* de la célébration du mariage de son beau-frère, & de l'ordonnance qui recevoit la femme partie intervenante, la cause plaidée avec appareil sur la question de la vérité & de la validité du vœu; arrêt le 9 Juillet 1643, qui, sur les lettres en forme de *requête civile* & sur l'appel *comme d'abus* de de Aubriot, met les parties hors de cour & de procès, & sur l'appel de Bonneval de la sentence qui reçoit la femme intervenante, dit *mal, nullement, & abusivement*, & avant faire droit sur l'appel *comme d'abus* de la célébration de mariage, ordonne *que les parties feront diligence à faire juger l'instance pendante en l'Officialité.*

Ainsi cet arrêt ayant remis à la connoissance de l'Eglise l'examen de la validité du vœu & du lien spirituel, l'affaire y a été instruite pendant trois années, & enfin décidée par sentence du 10 Mars en l'année 1646, qui *infirme celle de l'Official de Sens, entérine le rescrit obtenu par de Aubriot, déclare sa profession nulle & le remet en tel état qu'il étoit auparavant.*

En conséquence, le 9 Avril, en vertu d'une requête répondue de l'Official, il a réitéré son mariage, avec l'intimée, dans l'Eglise de Saint-Etienne du Mont.

Bonneval a interjetté appel de cette sentence, & ayant eu un rescrit qui commit-

toit l'Official de Châlons, de Aubriot en a interjetté appel *comme d'abus*, sur lequel les parties ayant communiqué au parquet, le 28 Mai 1647, arrêt de leur consentement, a ordonné qu'elles se pourvoient à Rome pour obtenir une délégation à l'Official d'Orléans & au Prieur de Sainte-Euverte.

En exécution de ce rescrit, quelques légères procédures ayant été faites & des assignations posées, de Aubriot est décédé sur la fin de l'année 1647.

Sa veuve élue tutrice, a donné sa requête au mois de Février 1648, & demandé que le Sieur de Bonneval fût obligé de venir conclure sur son appel *comme d'abus*, & d'être maintenue en la possession de tous les biens qui avoient appartenus à son défunt mari.

Cette demande ayant formé une espece de conflit & un règlement de juges au Conseil, assez mal fondé, l'affaire, par arrêt contradictoire, a été renvoyée en cette grand'chambre, & consiste dans l'examen des appellations *comme d'abus* & de la requête.

Pour connoître si elles sont en état d'être définitivement déterminées, & quelle doit en être la résolution, l'appellante établit moins les moyens de son appel *comme d'abus* & le titre de sa défense sur le défaut des formalités & manquement des cérémonies extérieures observées & dans la célébration & réitération du mariage con-

tentieux, que sur la qualité de la matiere & l'incapacité résultante de la personne des contractants.

Et bien qu'elle soutienne que le premier acte dont l'extrait & la preuve par écrit n'est point rapportée, & lequel a été industrieusement supprimé, à cause des nullités essentielles qui s'y rencontroient, n'ait pu être valablement suppléé par une célébration postérieure, clandestine, sans publication de bans, en conséquence d'une permission de l'Official de Paris, duquel l'office & la délégation étoient finis, puisqu'il avoit rendu sentence définitive, & plus encore sans avoir appelé son collègue, ou écouté les parties intéressées ; si est ce qu'elle reconnoît qu'entre deux personnes libres & maîtresses de leurs actions, cette défectuosité seroit peu considérable pour donner atteinte à la vérité & à l'existence d'une conjonction publique suivie des fruits & bénédictions du mariage, l'un & l'autre des contractants étant demeuré en possession apparente de leur état jusqu'au moment où la mort les a séparés.

Mais elle soutient que celui qui s'est une fois dévoué au culte de la Divinité par une consécration légitime, est séparé du commerce des hommes, & réduit dans une espece de servitude également nécessaire & indispensable. Car si cette proposition est véritable, que des (3) professions qui engagent au célibat, c'est-à-dire

(3) Il faut suppléer le mot *deux*.

l'attachement aux autels & aux ordres sacrés, l'entrée dans le cloître & l'exercice de la vie monastique, *l'une* desirer la continence pour satisfaire aux préceptes de l'Eglise & à la pureté d'un ministère si auguste, comme une condition étrangère & surabondante que le temps & des considérations chrétiennes & politiques ont introduites; & que, dans *l'autre*, elle est essentielle & inséparable de l'oblation volontaire de soi-même, & composant la meilleure partie de la promesse & de l'alliance qui se contractent, l'on ne peut s'en départir sans infidélité & sans prévarication.

C'est dans cette pensée que les plus savants Canonistes nous apprennent qu'il est plus aisé, & moins contraire à la police de l'Eglise, de dispenser, pour le mariage, ceux qui sont entrés dans le sacerdoce & qui ne sont liés tout au plus à la chasteté que par un vœu tacite ou présumé; qu'il n'est facile de lâcher la bride à des personnes qui en ont fait une espèce de stipulation publique, à la vue des hommes & des anges, & qui ont abandonné leur liberté par des paroles formellement prononcées & auxquelles on peut dire en une parole, *vox tua ligavit te*.

Aussi les Conciles & les Ordonnances prévoyant le désordre & la confusion qui pourroient naître de ces sortes d'apostasies, si elles étoient tant soit peu tolérées, n'ont oublié aucune exactitude pour mettre l'état des hommes qui abandonnent le siècle

en quelque forte de certitude, & donner le repos à leurs familles qui prennent le plan de leurs établissemens sur le fondement de ces retraites. Aussi, pour ôter toute sorte d'ambiguité, l'âge autrefois incertain & diversement déterminé par les canons, a été fixé dans un nombre d'années que l'on a estimé suffisamment capable de connoissance & de discernement. Le noviciat a pareillement reçu ses bornes ; & cette épreuve si nécessaire pour mesurer les forces de ceux qui se préparent au combat, n'est plus à présent arbitraire. Même les professions tacites & présumées sont maintenant inconnues, & ont été abrogées par les loix Ecclésiastiques & civiles.

Il est inutile de justifier qu'un Religieux a porté l'habit, fait les fonctions, exercé les austérités de la regle pendant plusieurs années, si l'on ne rapporte une preuve par écrit de l'émission de ses vœux. Toutes fortes d'équipollents & de dépositions des témoins sont trop foibles pour établir la vérité d'un acte si important. Mais après toutes ces précautions, par lesquelles l'on a cru devoir arrêter l'instabilité humaine, & donner des liens à l'impétuosité des affections qui ne s'éloignent pas toujours dans le changement de condition, ce qui étoit libre & volontaire devient nécessaire & indispensable dans son exécution. Et outre qu'après un certain intervalle, il n'est pas permis de réclamer ; les reserits de Cour de Rome ne peuvent même réhabi-

liter du laps de cinq ans ceux qui sont demeurés dans le silence.

Il ne faut pas pourtant s'imaginer que l'interstice des années soit la seule fin de non recevoir qui puisse être opposée en cette matiere. Il y a des approbations expresses, des consentemens généraux qui se lisent dans la suite de plusieurs actes, où résultent, de la conformité & du rapport, des circonstances ramassées, plus puissantes pour persuader que toutes sortes d'arguments & de conjectures.

En un mot, si la violence n'est telle qu'elle puisse étonner un homme constant; si l'impression & les menaces dont on se plaint ne sont pas capables d'abattre le courage, d'émouvoir un esprit intrépide, & de donner de la terreur à ceux qui font profession de générosité, si les faits n'en sont pas précisément articulés, revêtus de probabilités & appuyés sur des témoignages irréprochables, des dépositions également exemptes de faveur & d'acceptation; toute autre espece de preuves est imparfaite, & doit être rejetée comme produite par des sentimens injustes & des pensées d'inquiétude ou de légèreté.

Car, sans exagérer le préjudice que l'Eglise souffre dans ces changements; les sacrileges, & les profanations des mysteres les plus augustes qui suivent d'ordinaire cet abandonnement de la vie religieuse, le libertinage & le relâchement de la discipline que ces mauvais exemples causent

dans les cloîtres, & le scandale, au dehors, d'un concubinage ou d'un adultère public, sont bien souvent le motif & le premier pas des dérèglements.

La profession est un acte mixte, laquelle contient non-seulement un engagement de conscience, mais aussi une espèce de contrat civil & une renonciation tacite à toutes sortes d'avantages & de droits successifs, par le bénéfice de laquelle le droit est acquis incommutablement à la famille; parce que les ordres monastiques composant une forme de république & de gouvernement séparé dans l'Etat, possédant des biens immenses, exempts de toutes sortes de charges & jouissant sans inquiétude & sans travail des choses nécessaires à leur subsistance, même souvent avec abondance, ceux qui choisissent cette vie comme la plus sûre & la plus douce, qui s'émancipent & se dégagent par-là de tous les devoirs d'un citoyen, qui ne peuvent être chargés de la tutelle de leurs proches, ou obligés à subvenir à l'indulgence de leurs parents, à leur fournir des aliments & à soulager leur misère, sont exclus par quelque sorte de compensation de toutes les prérogatives du sang & de la naissance, comparés à des esclaves qui perdent par la mort civile les privilèges d'agnation & de parenté, & qui par la voie d'adoption changent de nom, & passent dans une famille & une terre étrangère. Cette abdication étant un acte légitime, réciproque

& synallagmatique , ne reçoit ni jour ni condition. Il se consume à l'instant de l'émission publique des vœux , & après qu'il est une fois accompli & revêtu de toutes ses formes , la persévérance est nécessaire & l'on ne peut plus s'en défendre par le repentir ou la révocation.

Ainsi malheur à ceux qui se persuadent que les Moines , après leur profession , ont encore cinq années pour délibérer , pendant lesquelles , s'ils sont accueillis d'inquiétude ou de chagrin , si leur condition leur paroît dure & ennuyeuse , ils peuvent par des protestations se délier de leurs vœux & en éluder l'exécution.

Ces pensées pleines d'erreurs , d'impureté & de libertinage , choquent les véritables maximes de la religion. Hé ! tant s'en faut que cette proposition trouve son fondement dans les déterminations du dernier Concile , duquel les résolutions , appuyées sur les vestiges des anciens Canons qui entendoient procurer la réformation , ont été favorablement embrassées ; qu'au contraire , on a travaillé à restreindre la liberté immense & effrénée que la licence du siècle avoit introduite , de réclamer en tout temps , en établissant une prescription légale qui confirme ce qui étoit nul dans son origine , & par un nouveau consentement & une ratification présumée , couvre & ratifie tout ce qui pouvoit paroître défectueux & imparfait.

Mais , au surplus , l'on n'a rien insinué

de la rigueur & de l'exactitude de la loi dans la discussion des preuves nécessaires ; & si les protestations & rescrits obtenus dans les cinq ans levent bien la fin de non recevoir & sont capables de proroger l'action , elles ne rendent pas néanmoins la plainte légitime , si d'ailleurs les autres circonstances ne concourent , si la force ou la contrainte ou les moyens de nullité qui résultent du défaut de l'âge ou d'un noviciat imparfait , ne sont pas justifiées par des pieces publiques & authentiques.

Ces notions communes & générales supposées , l'application n'en est pas difficile. Parce qu'encore que le défunt pere des intimés n'ait épargné aucun moyen pour détruire la vérité ou la validité de sa profession , qu'il ait passé jusqu'à l'inscription de faux qui est le remede des causes désespérées , & dénié sa propre signature , qu'il ait accusé d'antidate & de supposition son registre baptismal & le journal de son pere ; ces contestations ne subsistent plus , & ne doivent pas faire d'impression dans l'esprit ayant été solennellement condamnées par l'arrêt de 1643 , dans lequel & lors de la plaidoierie bien que l'on soutînt que les levres de *Christophe de Aubriot* n'avoient jamais prononcé de vœux , & que les lignes qui en portoient le témoignage ne pouvoient être que l'ouvrage de sa main ; que sa femme , intervenante , prétendit que toutes sortes d'actes approbatifs étoient inutiles en une matiere aussi

délicate, & ne devoient point être considérés à son préjudice : si est-ce que ces ombrages furent aisément dissipés par le seul récit du fait & de la procédure.

Comme de vérité, pour peu que l'on fasse réflexion que de Aubriot a demandé d'être admis à faire profession, qu'il s'est passé *un contrat* entre le monastere & ses parents, auquel il a souscrit & qui contient les conditions de sa réception, qu'il a écrit une lettre à son beau- (4) frere le lendemain de sa profession, qu'il a protesté un an après contre l'émission de ses vœux, obtenu un rescrit pour en être dispensé, & plaidé pendant dix années sur ce fondement, qui se peut imaginer qu'il soit demeuré dans l'erreur, s'agissant de son propre fait, & ait été si long-temps incertain de sa condition? Le sens commun & l'évidence du fait résiste à cette prétention. Et si les reconnoissances contraires à la vérité, les confessions fausses doivent au moins avoir de la vraisemblance, & être appuyées sur des conjectures probables, cette proposition est destituée de toute sorte d'apparence, & ne peut passer que pour un conseil de palais étouffé dans le sein même où il a pris naissance.

Et bien que cette inscription ait été renouvelée en l'Officialité par un excès de chicane, elle n'a pas trouvé un succès plus favorable dans le tribunal Ecclésiastique.

Ainsi la vérité de l'émission des vœux ne

(4) C'est une erreur de fait : il faut dire *son oncle*.

pouvant être disputée après des préjugés si précis, les moyens de nullité qu'on articule se réduisent à deux, c'est-à-dire, aux défenses prononcées par défunt Mr. le Cardinal de la Rochefoucault, de recevoir des Religieux dans l'Abbaye de Provins; & à l'examen des faits de force & de violence.

A l'égard du premier, sans entrer dans la question de l'utilité de cette ordonnance, sans discuter quelle est la voie la meilleure & la plus avantageuse pour parvenir à la réformation des Ordres monastiques; si la douceur & la mansuétude ne sont pas plus conformes à l'esprit de l'évangile, que la rigueur & la dureté: il suffit de dire que les brefs ensuite desquels ces ordonnances ont été rendues, n'avoient pas été autorisés par lettres patentes enregistrées en la Cour. Aussi à la signification, ces Religieux en ont interjetté appel, lequel sans doute est suspensif en cette occurrence; d'autant plus que ces défenses ne doivent être considérées que comme des peines comminatoires, des exhortations à des Religieux de rentrer dans leur devoir & d'accepter la réforme, mais non pas comme des décrets qui emportent la nullité de ce qui peut être fait au préjudice.

Que si les ordinations faites par Acatius, séparé de la communion de l'Eglise Romaine & suspect d'hérésie, ont été confirmées par l'aveu même du Pape Anastase, & si l'on a estimé que le vice & le défaut de puissance en la personne d'un Evê-

que ne devoit pas passer plus avant, ni faire préjudice à ceux qui avoient reçu l'imposition des mains par son ministère; & si le Pape Nicolas Premier consulté par les Evêques de France sur la condition de ceux que les cor'évêques, excédant leurs fonctions, avoient promus aux ordres contre la détermination des Conciles de Meaux & de Paris, répond qu'il est juste qu'ils s'abstiennent à l'avenir de semblables entreprises, qu'ils se contiennent dans une juste modération, sans passer les bornes du pouvoir qui leur est confié, mais qu'il ne faut pas chasser de l'autel ceux qui de bonne foi ont été établis; mais si les Prêtres & les Diacres consacrés par Meletius hors de son territoire dans une province étrangere, n'ont été astreints qu'à recevoir une simple bénédiction, au rapport de Socrate; il est véritable qu'il y a certaines choses que l'on ne peut approuver, mais que l'utilité, le repos & la quiétude publiques obligent de tolérer, & dans lesquelles l'observation exacte de la discipline seroit la source du désordre & de la confusion.

En effet, si ces ordonnances doivent être exécutées dans toute leur étendue, il faut ouvrir la porte des cloîtres, donner la liberté, voir même, expulser une infinité de Religieux, lesquels ou dans l'ignorance ou la simplicité, ou dans la confiance de leurs droits, & peut-être dans l'intention de se préparer une ouverture de restitution, ont

pris l'habit & fait profession pendant plusieurs années dans la plupart des monastères de l'Ordre de Cîteaux. Aussi lors de l'arrêt de 1643, ce moyen ne fut pas considéré comme une difficulté solide en la cause, & capable d'en suspendre le jugement.

Quant à la violence, l'on soutient que les faits n'en sont pas recevables, ni justifiés.

Le soupçon d'intimidation peut bien tomber avec vraisemblance en la personne d'un pere qui exerce avec empire l'autorité domestique dans sa famille. Son visage irrité est capable d'imprimer la terreur, & cette crainte, fondée dans le respect que la nature nous imprime, est également juste & excusable.

Mais il est difficile de se persuader qu'un jeune homme, maître de ses actions, dans la province de sa naissance & au milieu de ses proches, ait souffert violence pour changer de condition; & qu'en cet état le secours ordinaire lui ait manqué, qu'il n'ait pas imploré l'assistance du Magistrat ni protesté en secret, & que ces Religieux parmi lesquels il conversoit tous les jours, n'aient reconnu aucune marque de résistance ou de contradiction. Car ils ont été entendus dans une information, & déposent qu'il *a fait son noviciat sans aucun vestige extérieur de contrainte, ou d'aversion pour la vie monastique; qu'il paroît au contraire embrasser avec satisfaction l'emploi auquel il étoit destiné.*

En effet, outre que sa profession a été publique & accompagnée des solemnités ordinaires, elle se trouve précédée d'un testament olographe, par lequel *il dispose de ses biens sur le fondement de sa profession*, & qui ne peut être soupçonné de captation, moins encore de la part du pere des appellants que l'on ne doit pas accuser d'en être l'auteur, puisqu'il se trouve exhéredé.

Cette piece considérée dans toutes ses parties est une conviction certaine que de Aubriot agissoit en pleine liberté, que son choix a été volontaire, puisqu'il s'y est disposé lui-même par des actes médités dans son cabinet.

L'on ajoute la lettre missive écrite au Sieur de Bonneval le lendemain de la profession qui marque *combien sa condition lui étoit très-agréable*.

Cela présupposé, quand il feroit véritable que ce Religieux n'auroit pas eu toute la ferveur dans son noviciat; si ressentant dans son cœur quelques oppositions du sang & de la chair, il les a vaincues, soit par l'assistance d'une inspiration supérieure ou des considérations humaines; s'il a forcé ses inclinations, ne se croyant pas capable par la disposition de sa personne de vivre dans le siecle avec honneur; ce n'est pas une ouverture légitime de restitution, parce que dans les choses spirituelles de cette nature, dans le vœu & le sacrement, il faut faire une grande différence entre l'unction intérieure, la grace qui descend d'en-

haut & consume l'holocauste, & le lien d'obligation qui se contracte, soit à l'égard de l'Eglise, ou de la société civile.

Le premier surpasse la connoissance des hommes. Celui seul qui verse ses bénédictions sur leur tête, en fait la mesure & la dispensation; il pénètre les replis de la conscience, & voit à découvert quels en sont les sentiments, si les intentions sont droites & sincères, & l'ame suffisamment préparée pour recevoir les mystères.

L'autre dépend de certaines cérémonies légales & Ecclésiastiques, par l'observation, ou négligence desquelles on en mesure la valeur : & l'engagement en étant une fois parfait & achevé, la liaison devient indissoluble. Et bien que celui qui s'est imposé ce joug, soit privé des consolations spirituelles qui en adoucissent l'amertume & le rendent supportable; néanmoins il doit faire de nécessité vertu, & ne se peut pas dispenser de la régularité, sous prétexte que ces forces sont inégales, ou qu'il manque de courage pour achever sa carrière.

Aussi les Hébreux, dans l'énumération des défauts personnels qui rendoient les Prêtres incapables de donner la bénédiction au peuple, ne considéroient que les vices extérieurs.

Par exemple, celui qui balbutioit, & dont la parole n'étoit pas libre, ceux qui avoient quelques taches apparentes au visage, quelques difformités dans les orga-

nes du coprs, qui étoient coupables d'un homicide quoiqu'involontaire, & convaincus d'avoir sacrifié aux idoles & adoré, par contrainte, des divinités étrangères, encore même qu'ils eussent expié leurs péchés par la pénitence, & ceux, en un mot, qui étoient notés d'intempérance publique, devoient être exclus de cette fonction.

Le surplus des autres imperfections, l'ignorance, la mauvaise réputation, n'étoient pas considérables, parce que le Prêtre n'étant l'économe, le dispensateur & le canal par lequel Dieu répand la plénitude de ses trésors, il faut regarder la source dont ils sont dérivés, plutôt que l'instrument qui les épanche.

Et si l'on desire quelques qualités en la personne de ceux qui les distribuent, c'est pour satisfaire à la bienséance, à l'opinion particulière, pour conserver de la vénération, & non par une nécessité précise.

Que si l'intimée (5) se veut prévaloir de la bonne foi; outre qu'il n'est pas aisé à croire qu'elle ait ignoré l'état de celui avec lequel elle a contracté mariage, cette action est d'ailleurs assez sérieuse pour faire que les parties intéressées s'informent avec curiosité même des moindres circonstances de la vie l'une de l'autre : En telle sorte qu'une ignorance si grossière ne pourroit être excusable.

Mais

(5) La demoiselle Chevalier;

Mais d'ailleurs les enfants qui sont les fruits de cette conjonction, sont nés depuis le rescrit obtenu, qui contenoit une condition précise de séparation.

Quant à la sentence de l'Official de Paris, c'est un jugement sujet à être rétracté par une autorité supérieure, & dont l'effet est suspendu par l'appel.

En cet état, bien que la partie principale soit décédée, le procès n'est pas éteint par sa mort. Ceux qui ont intérêt qu'il soit jugé libre, le doivent soutenir.

Ainsi, en termes de droit, la question incidente de pécule, ou de la succession transmise en la personne des héritiers, leur impose la nécessité de défendre la condition de leurs parents auxquels ils succèdent. Voir même un esclave, autrefois, n'étoit pas reçu à provoquer sa liberté qu'il n'eût un défenseur pour répondre des dommages & intérêts pendant sa vie, & continuer la contestation après son décès.

Le titre de droit *ne de statu defunctorum post quinquennium quærat*, marque assez que l'on pouvoit en tout temps disputer l'état d'un homme décédé. Ce qui n'a pas été aboli, mais restreint dans certaines bornes, & dans les temps d'une prescription légitime. A plus forte raison quand le différend a commencé du vivant, & qu'il se résout à une question civile, au partage d'une succession.

Auparavant, MM., que d'expliquer la
Tome III.

défense des intimés (6) & les raisons sur lesquelles ils appuient leurs prétentions, il semble en quelque façon nécessaire d'établir la *compétence* ; d'examiner si nous sommes *juges* du différend des parties, & pourquoi, l'ayant renvoyé en l'Officialité, il retourne une seconde fois en cette audience, au-lieu de se terminer dans la juridiction ecclésiastique ; en un mot, si s'agissant de la validité d'un vœu, l'on peut, sans mettre la main à l'encensoir & usurper les droits de l'Eglise, en entreprendre le jugement.

Pour cela, il est préalable de connoître quelle est la nature de ces engagements, & quelles en sont les suites & les devoirs.

Les Docteurs de la jurisprudence hébraïque nous enseignent que les Israélites distinguoient trois sortes de vœux ou professions solennelles, lesquelles étant faites & jurées par principes de religion, étoient réputées obligatoires, & desquelles il étoit difficile de se départir : savoir le *vœu*, l'*anathême* & le *nazareat*.

Le premier avoit deux branches, c'est-à-dire, le *vœu de consécration*, quand un particulier offroit une partie de son patrimoine pour le culte du temple & de l'autel, pour l'employer à la construction d'un édifice public, d'un bâtiment servant à l'usage des Prêtres, ou pour servir aux sacrifices.

(6) Ce sont les enfants de de Aubriot & de la demoiselle Chevalier.

L'autre, un *vœu d'abstinence*, *votum interdicti*, lorsqu'un homme, par piété, s'interdisoit l'usage & la jouissance, pour un certain intervalle, d'un bien qui lui appartenoit. Par exemple, celui qui promettoit de vivre quelques jours dans la continence à l'égard de sa femme. Ce qu'ils concluoient en ces termes : *Ecce tu es mihi, sicut mater mea*. Et pendant qu'ils s'étoient préfixé cet arrêt, le devoir légitime du mariage devenoit une action criminelle.

Ainsi le corbeau dont il est parlé dans l'évangile, est une donation par forme de vœu qu'un fils faisoit de ses biens au profit du temple, pour exhériter son pere.

L'anathême se divise pareillement en deux parties.

Dans l'une, ils se devoient eux-mêmes.

Dans l'autre, leurs ennemis.

De-là, nous lisons dans Josué que, quand une ville assiégée & prise d'assaut étoit abandonnée au pillage, il étoit défendu d'en profiter, & les meubles devoient être consumés par le feu. C'étoit anathême & malédiction d'en retenir & appliquer à son usage.

Les autres offroient à Dieu, par une espece d'abandonnement & de sacrifice, ou leur personne pour le salut public, ou quelque portion de leur famille & de leurs biens temporels. C'est ce qui est marqué au Lévitique : *Omne quod Domino consecratur sive homo, sive animal, non vendetur, nec redire poterit; sed sanctum Domino vocabitur*.

Tel fut le vœu de Jephté, qui tomba par l'événement sur la tête de la fille.

La dernière espèce, qui est celle du *nazareat*, expliquée au livre des Nombres (7), a beaucoup de rapport & de conformité avec la personne de nos Religieux. *Sive vir, sive mulier, cum fecerint votum ut sanctificentur, & se voluerint Domino consecrare.* Il ajoute les cérémonies nécessaires pour y parvenir, & les obligations qu'ils contractoient envers Dieu.

Mais comme ces différentes sortes de vœu produisoient dans l'exécution beaucoup de difficultés que nous appellons des cas de conscience, il falloit s'adresser aux Prêtres pour être éclaircis & assurés dans les scrupules qui se rencontroient.

La fonction des Prêtres ou des Docteurs de la Loi, en cette occasion, s'appelloit *solvere, aut ligare*, parce qu'ils prononçoient aux hommes s'ils étoient absous & dispensés de leurs vœux, ou attachés à les observer, & de quelle façon ils les devoient accomplir. De sorte que, quand le Fils de Dieu a confié à ses Apôtres la puissance de *lier* ou *délier* sur la terre, il leur a parlé selon l'usage du pays & la manière de ceux avec lesquels il conversoit. Il les a rendus maîtres & directeurs des consciences, dispensateurs de la juridiction intérieure qui s'exerce dans le tribunal de la confession; mais ne leur a donné aucune puissance ni autorité dans les affaires temporelles.

Or, comme il est plus aisé de promettre que de satisfaire, & que ceux qui se sont légèrement engagés se flattent eux-mêmes, pour se faciliter la voie qu'ils desirerent, c'est-à-dire, pour être déchargés de l'observance de leurs vœux, il y avoit un proverbe chez les Hébreux, *qu'il est moins pénible d'attacher un nœud bien serré & de le rendre indissoluble, que le délier avec adresse.*

Comme, de vérité, l'énonciation solennelle d'une promesse sacrée produisant deux fortes d'obligations, l'une envers Dieu, l'autre à l'égard des hommes; comme il faut être infiniment prévoyant, retenu, & difficile dans le principe, quand il est question d'abandonner ses biens & sa liberté, & de faire un holocauste de sa volonté & un sacrifice de son corps par un célibat perpétuel, l'on doit apporter une grande circonspection pour prononcer la nullité d'un engagement public, soit de la part de Dieu, qui ne souffre point d'illusion, ou du côté des hommes, auxquels le droit de succéder est acquis par la loi, par une mort civile, peu différente, en cette occasion, de la mort naturelle.

Aussi tous les Peres de l'Eglise ont condamné de prévarication ceux qui s'étant consacrés à Dieu & choisi l'exercice d'une vie retirée, abandonnoient leurs premiers desseins pour retourner dans le siècle. Saint Paul le remarque à l'égard des vierges qui s'étoient destinées à la continence. Ha-

bentes damnationem quia primam fidem irritam fecerunt.

Il faut pourtant avouer qu'il n'y a point d'exemple, ni d'autorités qui prouvent que les mariages des Religieux faits au mépris du vœu de continence, aient été estimés invalides dans les dix premiers siècles de l'Eglise.

Il est vrai que l'on a toujours désapprouvé cette chute & ce relâchement, mais avec une différence notable.

Saint Cyprien, saint Epiphane, & saint Jérôme, considérant la fragilité de la nature humaine, ont cru que si l'ardeur de la concupiscence étoit si puissamment allumée qu'il fût difficile de l'éteindre, il étoit plus expédient d'user d'indulgence, de permettre le mariage, & tolérer une conjonction légitime & honnête, que de réduire des malheureux dans le désespoir, & porter les choses par la rigueur dans une dernière extrémité, dans la honte & l'infamie d'une habitude furtive & vicieuse.

D'autres se sont élevés contre l'apostasie, & persuadés que ce crime devoit être sévèrement puni.

Et, sans dissimulation, telle est la disposition d'une infinité de Conciles qui détestent ces mariages précédés du vœu de chasteté, qui enjoignent une longue pénitence aux Moines qui les ont contractés, les obligent même de se séparer, pour y être reçus, sans néanmoins prononcer la dissolution ou la nullité du lien.

Difons plus, peut-être que les premiers Conciles n'ont pas défapprouvé le fentiment de faint Cyprien.

Mais comme les constitutions univerfelles & les Canons qui fe publient, doivent maintenir l'honnêteté publique & la vigueur de la difcipline, & que les hommes penchent aifément à la licence s'ils ne font pas retenus par la févérité; ils fe font expliqués, & leur fânction a été énoncée en termes généraux & prohibitifs, laiffant à l'arbitrage & à la prudence des Evêques d'en tempérer la dureté avec modération & connoiffance de caufe. Cependant toutes ces loix ne contiennent point de décret irritant. Si l'Eglife a perpétuellement abhorré ces mariages, elle a été long-temps à croire qu'elle ne pouvoit pas, ou ne devoit pas les annuler.

En effet, faint Auguftin, agitant cette matiere, ne peut pas approuver la comparaifon de ceux qui traitent ces conjonctions d'adulteres, par la reflemblance du mariage temporel & de la liaifon qui fe contracte envers Dieu par des engagements fpirituels. Et quoiqu'il convienne de la grandeur du péché, & que ces actions ne peuvent être exercées dans le fond de la confcience, il foutient pourtant que les effets extérieurs en font tous différens.

Ainfi le Pape Innocent Premier parlant de ceux qui avoient été mariés avant leur baptême, & qui s'étant retirés dans la folitude avoient paffé enfuite à de fécondes

noces, il ne veut pas qu'ils puissent être promus aux ordres à cause de l'empêchement de la bigamie. Ce qui fait connoître que l'on ne doutoit pas de la validité de leur second mariage, mais seulement que ce qui avoit précédé la régénération du baptême devoit être considéré comme un obstacle au sacerdoce. Ce qui se peut encore expliquer par le Canon XIX du Concile (8) d'Ancyre qui imposoit la peine des secondes noces, c'est-à-dire l'exclusion de la cléricature à ceux qui préféroient le mariage à la virginité qu'ils avoient vouée.

Nous lisons dans les épîtres de saint Grégoire, que *Venantius* ayant quitté le monastère, dans lequel il avoit fait profession, par la persuasion de ses amis, fut non-seulement élevé dans les grandes charges, mais même contracta un mariage qui fut suivi de la naissance de plusieurs enfants.

Il est vrai que ce grand Pape lui représenta la sévérité des jugements de Dieu, & l'exhorta de rentrer en lui-même. Mais ayant persévéré dans l'état séculier jusqu'à la fin, son bien passa à la personne de ses enfants sans aucune contradiction.

De-là, nous voyons que saint Bernard, quoique de son temps l'on commençât peu-à-peu à introduire une jurisprudence con-

(8) Concile général de tout l'Orient, tenu à Ancyre, métropole de la Galatie, entre les années 313 & 319, après Pâques. Il se trouva composé de 118 Evêques, au moins, & on y fit vingt-cinq canons.

traire, demeurait en suspens, à cause de l'autorité de ces grands personnages. Et étant consulté sur cette matière il confesse qu'il n'est pas sûr à un Religieux de quitter celle qu'il a épousée depuis l'émission de ses vœux sans son consentement, ou sans l'ordre de l'Evêque. *Non videtur tutum illam, non consentientem, dimittere, nisi prius episcopalis autoritas accesserit, vel consilium, vel imperium.*

Mais ce qui est tout-à-fait convainquant, c'est que les anciens Canons ne font point de différence en le mariage des Religieux, & des Filles qui se sont donné l'habit & imposé le voile, de leur autorité privée, & de celles qui l'avoient reçu des mains de l'Evêque & du Supérieur légitime. Et néanmoins tous les Théologiens nous enseignent qu'il n'y a que le vœu seulement qui donne atteinte au mariage, que la chasteté promise en secret est bien un obstacle, mais par dessus lequel on peut passer impunément.

De la vérité & de la certitude de ces observations, qui ne doivent rien diminuer de la police présente, mais seulement marquer les traces & les vestiges des choses qui se sont passées, l'on en peut induire cette conséquence; que l'incapacité au mariage de la part de ceux qui ont fait vœu de chasteté, est un établissement humain & de droit positif, utile, bienfaisant, & nécessaire, aussi-bien que le retranchement des successions.

Mais les canonistes empêchés d'expliquer de quelle sorte sont survenus les obstacles nouveaux, & s'ils sont compatibles avec les regles qu'ils nous proposent, concernant la forme & la matiere du Sacrement établi par le Fils de Dieu, & que les puissances de la terre, sans excepter celle de l'Eglise, ne peuvent altérer; disent que c'est par la voie d'*inhabilité*; & que rendant les Religieux incapables de s'obliger par une prohibition légale, l'on a ruiné le contrat civil qui est la base & le fondement du mariage.

Or, ces mêmes Docteurs sont forcés d'avouer que le mariage étant l'action principale de la société, dépend de la juridiction séculière de ceux qui gouvernent les peuples, lesquels ont droit d'en étendre ou diminuer la liberté selon qu'ils le jugent convenable pour le bien de leurs sujets & la tranquillité de l'empire.

Et sans rechercher plus loin des preuves de cette proposition, quand dans le dernier Concile (9), l'on résolut de *con-*

(9) C'est l'*assemblée* d'Evêques, &c. ouverte à Trente le 13 Décembre 1545, sous la présidence des Cardinaux del Monté Evêque de Palestrine, *Marcel Corvin*, Prêtre, & Polus, Diacre, legats du Pape Paul III, fermée le 3 Décembre 1563, sous la présidence de trois légats du Pape Jules III, & confirmée par ce Pape le 6 Janvier 1564. Sa doctrine, quant aux dogmes, est universellement approuvée en France. En Espagne, en Portugal, en Pologne, & dans le Royaume de Naples, à Venise, & en Flandres, il est regardé comme un Concile général & œcuménique.

damner les mariages clandestins qui jusqu'alors avoient été réputés valables, quoiqu'illicites; l'un des plus célèbres Théologiens soutint que l'on le pourroit faire aisément par déclaration d'inhabilité, sans blesser la subtilité des scholastiques, ni rien ajouter à l'essence d'un acte d'institution divine.

Cet avis reçu avec applaudissement & embrassé par l'événement d'une résolution conforme, fut combattu par aucuns de ceux qui discutoient ces matieres sous cette seule considération, *que c'étoit soumettre aux Princes la connoissance & le jugement des causes du mariage; & que le Concile, jaloux de son autorité, ne devoit pas faire cette brèche à la puissance ecclésiastique.*

Cet inconvénient pourtant ne prévalut pas. Et un des Docteurs envoyés par le Pape, remontra avec beaucoup de prudence & de vigueur, que les Evêques ne devoient pas trouver étrange si le mariage, étant une fonction qui tire son origine du droit naturel, étoit régi par les loix humaines, & si les Souverains en ordonnoient comme d'une partie de la police, pouvant, de leur part, joindre ce qu'ils estimoient *bienfaisant & nécessaire* pour en augmenter la *décence & la sainteté.*

Car bien qu'il soit véritable que l'observation exacte du célibat en la personne des Religieux procede d'une loi ecclésiastique, c'est-à-dire, d'un canon du Concile

de Latran (10), tenu en 1139; si est-ce que chacun fait que les synodes œcuméniques étant composés de tous les fideles, les Princes y assistants ou en personne, lorsqu'ils y ont présidé, ou par le ministère de leurs ambassadeurs; ces assemblées générales possèdent une autorité mixte, & leurs décisions, même pour la police, sont reçues avec respect dans toutes sortes de juridictions, & servent de loi, ou de raison & de motifs puissants pour se résoudre.

Ainsi nous voyons que nos ordonnances ont transcrit, en plusieurs endroits, les résolutions du dernier Concile (11). Ce qui justifie qu'il y a beaucoup de matieres dont la connoissance & l'examen se partagent diversément dans les tribunaux suivant l'objet qui les détermine, & les différents effets qu'elles sont capables de produire.

Il n'en faut point de plus fort argument que ce que nous lisons dans les formules de Marculphe, que, lors de la naissance de la monarchie, & sous la premiere race de nos Rois, il étoit défendu de recevoir la tonsure, & de s'engager dans les autres ordres sacrés sans leur permission expresse. Prohibition que les Conciles de France n'ont pas désapprouvée, quoiqu'elle semblât assujettir le sacerdoce à une espece de

(10) Dixieme concile général convoqué à Rome, au Palais de Latran, le 18 Avril 1139. Mille Evêques environ le composèrent, & il y fut fait trente canons.

(11) De Trente.

servitude, & diminuer la dignité de l'Eglise dans le choix de ses ministres ; sachant bien que les sujets ne peuvent disposer de leur personne, ni changer de condition, sans l'aveu & le consentement du Prince & du Magistrat.

Ainsi le Pape Grégoire-le-Grand, ayant reçu l'édit de l'Empereur Maurice qui défendoit à ses soldats d'abandonner leurs emplois, & de passer dans la milice spirituelle, il le fit publier aussi-tôt, pour marque d'obéissance ; & ensuite lui écrivit des lettres soumises & respectueuses, par forme de remontrances, pour obtenir la révocation d'une loi si rigoureuse, ne prétendant pas avoir le droit d'en empêcher l'exécution.

De-là, il paroît que si l'on considère le vœu comme un engagement spirituel, une obligation d'exercer des austérités ; pour savoir s'il peut être suppléé par d'équipolence, s'il doit être accompli en forme spécifique, ou s'il est susceptible de dispense comme les vœux du pèlerinage de la Terre-sainte, ou de quelques dévotions particulières qui se traitent à Rome, à la pénitencerie, par des brefs adressés *discreto viro* ; chacun doit interroger sa conscience, consulter son Evêque ou son Pasteur qui sont les juges de cette matière.

Mais du moment qu'il s'agit du pouvoir & de la capacité de succéder, de la validité d'un mariage & de la condition des enfants, il faut avoir recours à l'autorité royale & à l'édit du préteur.

En effet, quand un rescrit est obtenu après les cinq ans, vous le déclarez, MM., abusif. Si une profession faite avant l'âge ou par un fils, contre le consentement de son pere, étoit disputée par voie d'appel *comme d'abus*, vous ne feriez pas de difficulté d'y prononcer, étant fondés dans l'ordonnance qui prescrit le temps légitime. Ce qui fait voir clairement que la connoissance du vœu à l'égard des effets civils, est toute politique; & si on en laisse la discussion à l'Officialité, c'est autant par tolérance que par droit, & pour conserver aux Ecclésiastiques une partie de cette juridiction que les Empereurs leur avoient autrefois communiquée & dont depuis ils avoient si notablement abusé; que parce qu'ayant plus de pratique & de connoissance de ces questions difficiles & épineuses, on les maintient sans envie dans la possession de les décider, qu'ils ont exercée depuis plusieurs siècles.

Et quoiqu'ils ne prononcent pas directement sur la validité du vœu, néanmoins par une bonne correspondance, leur jugement sert de mesure dans le partage des successions.

Mais quand cette raison est dissolue par une autorité souveraine; quand la mort en a rompu les chaînes & que ce qui concerne la conscience a été jugé sans appel dans un tribunal supérieur; quelle peut être la fonction du juge de l'Eglise, & sur quoi a-t-il droit d'appliquer son ministe-

re? Ordonnera-t-il à un Religieux qui est descendu dans le tombeau, de retourner dans son monastere? lui doit-il enjoindre des mortifications ou imposer des peines canoniques?.... La seule lumiere naturelle résiste à cette proposition.

Et si nous avons quelques exemples rares & singuliers de personnes excommuniées après leur décès; ce sont des cas extraordinaires, contraires à l'usage de l'Eglise, & desquels on ne peut tirer aucune conséquence.

Ainsi, en cette cause, les procédures de l'Officialité n'ayant plus de matiere, de fondement, ni de subsistance, reste la question des biens, la qualité de veuve, le titre d'héritiers & de légitimes en la personne des enfants, dont on ne peut douter que l'examen & le jugement n'appartienne naturellement à la juridiction royale.

Ces maximes établies, les (12) intimés réduisent leurs défenses non pas à soutenir que leur pere n'ait jamais fait de profession, ni à insister sur la fausseté du registre baptistaire & sur le défaut de son âge, bien que ces pieces, en la forme en laquelle elles ont été rapportées, ne soient pas sans suspicion.

Ils prétendent avoir des moyens plus solides, & que *Christophe* de Aubriot étant décédé en possession de son état, après le jugement de l'Official, ils succèdent à un

(12) Ce sont la veuve de de Aubriot & leurs enfants.

homme libre qui n'avoit aucune tache en sa personne qui leur puisse être objectée.

Et s'il est véritable qu'un accusé, même condamné par sentence, n'est point réputé coupable s'il meurt pendant l'appel, & laisse ses biens à ses héritiers sans être sujets à confiscation, quelque conviction qui se rencontre dans le procès; c'est un avantage pour la famille qui ne lui est point envié.

A plus forte raison s'il avoit obtenu son absolution des premiers juges, & que l'appel fût interjetté par son accusateur.

Les questions de servitude & d'ingénuité sont de même nature, & l'on prononce toujours favorablement pour la liberté. Car encore que dans le titre *ne de statu defunctorum*, il y ait un temps préfini pour décider ces sortes de causes, & intenter le procès même après la mort, & que la nécessité de le retenir retombe sur les héritiers; cela se doit entendre lorsque l'affaire est entière.

Mais quand le juge a interposé son ministère, & qu'il a rendu sentence, bien qu'elle puisse être rétractée, & que l'appel en soit reçu du vivant de celui dont l'état est en balance; tout cela est éteint & fini par la mort, & c'est le cas auquel la force des choses jugées est plus puissante que la vérité même. *Ingenuum accipere debemus, etiam, eum de quo sententia lata est, quamvis fuerit libertinus.*

Aussi Mr. Cujas a fort bien observé que
cette

cette regle de droit, *res judicata pro veritate habetur*, n'étoit pas générale, & se devoit restreindre dans l'espece particuliere d'un homme affranchi, par sentence, de la servitude.

Mais quand les choses ne seroient pas terminées par ce préjugé, & que les intimés abandonneroient ce premier avantage, ils soutiennent que leur pere ayant réclamé dans les cinq ans, on ne leur peut opposer aucune fin de non recevoir, soit du chef de l'ordonnance, soit de la disposition canonique; de sorte que c'est une vérité constante que les professions forcées ont été perpétuellement réprouvées; & nous n'avons jamais autorisé la disposition du Concile de Toledé qui ne demandoit, pour faire un Religieux, *que la seule destination du pere, sans aucune marque de la volonté particuliere de celui qui étoit offert, auquel elle ôtoit la liberté de se plaindre.*

Au contraire, nos Conciles françois firent que ceux qui sont ainsi présentés soient interrogés, après qu'ils seront en un âge légitime, pour savoir s'il veulent persévérer, suivant la pensée de l'écriture, qui nous apprend que Dieu *n'agréé point des sacrifices involontaires, ni des victimes forcées; que chacun doit opérer suivant la destination & les sentiments de son cœur dans l'emploi qu'il s'est préparé, sans nécessité, sans répugnance & sans chagrin.*

Un pere de l'Eglise remarque fort bien

que Noé ne reçut dans l'arche que les animaux qui s'y réfugierent librement par une efpece d'infinct & d'infpiration naturelle.

En effet, les Théologiens ont obfervé que quoique la volonté de l'homme ne puiſſe être violentée dans fon principe, & que cette partie de nous-mêmes, qui fert de guide à toutes les autres, ne reconnoiſſe point d'empire étranger; néanmoins l'eſprit eſt ſuſceptible de deux fortes de contraintes: l'une, dans laquelle il donne des ſignes apparens d'une approbation feinte & ſimulée, ſes levres prononçant des paroles que fon cœur & ſa conſcience démentent; l'autre, quand troublé par quelques agitations puiſſantes, par la crainte d'un péril prochain & d'un mal formidable, on ſe réſout, pour éviter pis, & ne pas retomber dans une plus fâcheuſe extrémité, à embraffer un parti commode.

Ces fortes d'actions conſidérées dans la ſubtilité des philoſophes, ſont *volontaires*, mais non pas *libres*, parce qu'elles manquent d'indifférence & d'agrément, & que la violence ne conſiſte pas ſeulement dans la force actuelle, la réſiſtance & l'imprefſion s'exercent ſur les organes corporels par la voie de la douceur; mais plus encore dans la terreur & l'appréhenſion qui groſſiſſent les objets & repréſentent des monſtres qui éblouiſſent les yeux, jettent les hommes hors de leur affiette naturelle à proportion de la force de leur ame, & de la foibleſſe ou de la capacité de leur génie.

Ainsi étant justifié par l'enquête, que *Christophe* de Aubriot n'a jamais eu d'inclination à la vie monastique, qu'il a passé son noviciat sans vaquer aux exercices de la régularité, que l'on n'a oublié aucun artifice pour l'engager dans le cloître, soit en lui donnant toute la satisfaction possible, le faisant manger à la table des Prêtres, & le dispensant des observances même les plus essentielles à la règle, même en lui accordant tous les jours permission d'aller à la chasse; ayant logé avec lui un Professeur séculier, non pas pour l'instruire aux bonnes-lettres ou à la piété, mais pour lui persuader la douceur & la béatitude de la vie religieuse; après cela, on ne doit pas trouver étrange si un jeune homme âgé de seize ans, sortant du collège de Montargis, n'a pu résister à ces captations, étant d'ailleurs prouvé qu'il a donné des indices de son aversion & aux Religieux de l'Abbaye & aux personnes du dehors qui y avoient accès; qu'il a dit plusieurs fois que ses oncles le vouloient faire Moine pour profiter de son bien, mais qu'il n'y consentiroit jamais; qu'il ne pouvoit souffrir de porter les marques de la cléricature, & qu'il a maltraité celui qui lui vouloit faire la couronne.

Ce qui nous remet en mémoire l'usage de l'Eglise grecque, en laquelle, après avoir interrogé ceux qui se présentoient à la profession, *s'ils n'étoient point poussés par une induction étrangere, & leur avoir*

fait remarquer l'importance de cette action, en laquelle un Ange du Ciel descendoit pour recevoir la promesse qu'ils contractoient envers Dieu ; après leur avoir souhaité dans ce renouvellement, un nouveau génie tutélaire, ils leur coupoient les cheveux en signe de la soumission de leur esprit, & de la servitude à laquelle ils alloient se dévouer ; mais avec cette précaution, que le postulant présentoit lui-même les ciseaux à son Supérieur.

Que si l'on considère davantage que ce pupille assiégé de toutes parts, ne pouvoit espérer aucun secours de sa famille ; sa mere condamnée & réduite dans la dernière infortune ; ses oncles également intéressés à faire réussir ce complot, l'un du chef de son fils héritier *ab intestat*, les autres pour profiter du legs qu'ils avoient extorqué de sa facilité & de la foiblesse de son âge ; si l'on y joint les menaces de l'envoyer en *Allemagne, qu'il a cru, volontiers, être l'extrémité du monde*, & plus encore la forme extraordinaire en laquelle cette profession a été faite, les officiers de la maison & les Religieux résidents dans leurs bénéfices n'ayant point été convoqués ; & lui directement amené du cabaret (dans lequel on l'avoit revêtu d'une soutane & d'un surplis) à l'Eglise & à l'autel ; que c'est en cet état & dans ces circonstances où, l'on prétend qu'il a prononcé ses vœux & signé l'acte de sa profession, en laquelle ne paroissant aucun vestige de liberté, mais

au contraire une obsession perpétuelle, & de sa part une résistance absolue, vaincue par des menaces réitérées; il soutient (ou ceux qui le représentent) qu'il n'y eut jamais de sujet plus légitime de restitution.

Que si l'on ajoute à cela les défenses de Mr. le Cardinal de la Rochefoucault & sa prohibition de donner l'habit; d'une part, on sera convaincu qu'au préjudice de ces défenses, il ne s'est pu contracter aucune liaison réciproque; & de l'autre part, le dérèglement de cette Abbaye ne montrera que trop la justice & la nécessité de ces défenses.

Que si l'on objecte le testament & la lettre missive comme étant des actes approbatifs, la marque d'une volonté énie & d'une pleine liberté; ils répondent au contraire que c'est la consommation de la fraude, & que la qualité de celui auquel cette lettre est écrite fait assez voir qu'il l'a souhaitée comme une précaution qu'il s'est préparée pour éluder la plainte de la violence dont il se sentoît coupable, & se garantir du retour de son beau-frere (13) dans le siècle, qu'il prévoyoit infallible, & dont il étoit menacé; & que s'il y a eu de l'impression exercée pour parvenir à la profession, il n'a pas été mal aisé de dicter sept ou huit lignes à l'effet d'accomplir le dessein & d'achever cet ouvrage d'iniquité.

Le testament est de même nature, si ce

(13) Il faut lire *neveu*.

n'est qu'il découvre plus clairement le concert de tous les proches, & la cabale d'une famille entiere pour perdre un jeune homme, & s'enrichir de ses dépouilles.

Car d'alléguer que l'on a suivi les sentimens du pere, lequel à cause de ses infirmités & de sa mauvaise disposition, qui dégénéroit dans une difformité notable, & le rendoit incapable des exercices ordinaires aux personnes de sa naissance, l'avoit destiné pour l'Eglise; cette excuse est peu remarquable, n'étant pas d'ailleurs justifiée. Parce qu'encore qu'il appartienne aux peres de veiller à la collocation de leurs enfans, de leur choisir une condition sortable, de les appliquer à des emplois différens par une prévoyance pieuse, légitime & raisonnable; qu'ils soient les maîtres de leur fortune, même de leur religion jusqu'à un certain âge, néanmoins ces pensées domestiques, ces directions d'un chef de famille ne peuvent être autorisées qu'en tant que la conduite est innocente, lorsque la matiere obéit, & qu'il n'y a point de résistance précise & actuelle de la part du sujet.

Néanmoins il est difficile d'approuver la politique de ceux qui, dans les sentimens d'une prudence humaine & intéressée, jettent leurs enfans dans le cloître parce que leur corps est contrefait & leurs membres inutiles, ou qu'ils manquent de génie pour réussir dans une autre profession, en un mot, qui suivent l'exemple qui se prati-

que dans le commerce de la monnoie , & travaillent à débiter celle qui est de mauvais aloi , conservant l'autre qu'ils estiment être d'un plus haut titre & frappée au meilleur coin.

Que si ces voies du sang & de la chair ne peuvent être tolérées en la personne des peres en qui la tendresse naturelle nous fait présumer ne prendre que des conseils avantageux pour leur postérité ; à plus forte raison à l'égard des collatéraux qui n'ont aucune autorité légitime ; qui agissent souvent par des ressorts secrets & cachés & non pas pour l'avancement de leurs pupilles , & dont les déportements doivent être infiniment suspects , quand leur action a pour motif l'avidité du gain & l'espérance d'une succession.

Quant à nous, MM., puisque la nécessité de notre ministère nous oblige de nous déterminer & d'expliquer notre sentiment dans une controverse si importante, nous croyons d'abord pouvoir faire cette observation , *que le moyen le plus assuré de maintenir les grandes regles est de ne les pas étendre indifféremment à toutes sortes d'especes , & de ne pas leur donner une application qui les rende injustes & les détruise dans la suite des temps par un effet contraire , mais de demeurer fermes & inébranlables dans les bornes que la loi nous prescrit.*

Car si , d'un côté , la sûreté des familles , l'ordre public & la police de l'état

engagent les Magistrats à résister aux prétentions des Religieux qui réclament contre leurs vœux ; si en conséquence on desire de la prévoyance & de la fermeté pour se défendre des artifices & des mouvements de compassion qui surprennent d'ordinaire les ames foibles en ces occasions ; d'autre part, l'on peut craindre avec raison que la puissance légitime des peres ne dégénere en une tyrannie fâcheuse ; que les autres n'abusent du dépôt qui leur est confié & ne trahissent la protection qu'ils doivent à leurs pupilles ; & que des parents ne se prévalent de l'autorité domestique qu'ils exercent dans leur famille, pour jeter dans le cloître ceux dont la demeure dans le siecle leur est incommode, pour forcer leurs inclinations & surprendre leur facilité ; & que l'abus ne passe jusqu'à l'excès, si l'utilité apparente est certaine, & si toutes sortes de voies de se plaindre sont interdites.

Et comme il est de la prudence de se prémunir d'une incrédulité sage, pour ne se pas persuader trop aisément des faits qui sont avancés, & subsister au contraire dans une juste défiance, d'autant plus qu'il arrive d'ordinaire que ces actions n'ont autre principe que la débauche, la légèreté & le libertinage qui naissent de l'oisiveté ; il semble pareillement raisonnable de ne se pas également attacher à cette opinion, *que l'on doute d'entrer dans le détail de l'examen des circonstances particulieres,*

puisque l'expérience & le récit des choses passées nous enseignent qu'il n'y a que trop d'exemples funestes de violences exercées, soit par les peres animés d'un esprit de prédilection contre leurs enfans, ou par des collatéraux qui travaillent pour s'assurer la jouissance d'une succession opulente.

Ainsi séparons ce qui est absolument inutile en la cause, & ce qui ne méritoit pas de part & d'autre d'être relevé, comme les nullités du mariage de l'intimée avec de Aubriot, que l'on a voulu combattre par le défaut de formalités; le manquement des cérémonies nécessaires pour consommmer le sacrement, mais qui ne peuvent avoir d'application en l'espece d'une conjonction publique entre personnes libres & majeures, lesquelles ont persévéré jusqu'au dernier soupir de la vie, ayant d'ailleurs reçu une nouvelle bénédiction dans une paroisse de cette ville de Paris, en laquelle ils avoient établi leur domicile, & par le ministère de leur propre Pasteur.

L'inscription de faux est à peu près de cette nature, & n'a pas un fondement plus solide, de sorte que sans en discuter les preuves suffisantes, & en supposant même la profession véritable & faite en l'âge légitime, il faut voir si le défunt s'est déterminé librement à cette action, ou s'il s'est laissé conduire ne pouvant résister à la violence d'un mouvement étranger; parce qu'en un mot ayant protesté & s'étant pourvu en justice dans les cinq ans, l'on

ne lui peut opposer aucun obstacle légitime qui produise une fin de non recevoir de la part des appellants.

Les témoins entendus dans les enquêtes se peuvent diviser en deux classes, par la diversité de leur condition & la différence des faits exprimés par leurs dépositions.

Les uns sont étrangers, habitants de la ville de Provins, ou gentilshommes voisins, qui ont eu par occasion connoissance des choses qui se sont passées devant & après la profession de de Aubriot, & qui disent qu'il est sorti du monastere à la sollicitation de ses oncles, qui, jaloux de ne pouvoir partager ses dépouilles, l'ont retiré dans leurs maisons & lui ont donné successivement protection, s'étant opposés à main armée, & à force ouverte, aux ordres de la justice & à l'exécution des décrets décernés contre lui.

Les autres sont les Religieux de l'Abbaye, & si nous en croyons leur récit, le défunt a souhaité avec chaleur de prendre l'habit, d'être agrégé dans ce monastere, & pendant le noviciat, il a vaqué aux exercices & aux fondions ordinaires sans intermission, avec des démonstrations extérieures de joie & de satisfaction, des témoignages de zele & de ferveur & d'une vocation éprouvée; attendant avec impatience le jour destiné à sa profession, sans qu'il ait paru aucun vestige d'induction & de contrainte.

Ils ajoutent, en avouant en même temps

que la régularité n'étoit pas si étroite, ni la discipline si exacte; que ce novice, suivant l'exemple des autres Religieux, s'occupoit souvent au divertissement de la chasse & à d'autres récréations, plus convenables aux personnes séculières qu'à ceux qui s'engagent dans le cloître.

Mais le reproche universel contre la déposition de tous ces témoins, c'est qu'ayant concouru à la réception d'un Religieux par leur suffrage, ils ne pouvoient pas avec bienséance, un an après, détruire leur ouvrage, & alléguer leur propre turpitude en reconnoissant d'avoir prêté leur ministère & contribué par une connivence & une dissimulation criminelle, à l'injure & à l'oppression d'un malheureux, qui sont les suites nécessaires de la violence.

Aussi plusieurs d'entr'eux ont parlé dans un langage différent. Et après être demeurés dans le silence dans la première information, comme si les faits dont ils étoient interrogés leur eussent été inconnus; enfin ils ont rendu les témoignages & l'honneur qu'ils devoient à la justice & à la vérité.

En effet, les intimés rapportent deux enquêtes faites en divers temps, & composées de dix-sept témoins, la plupart officiers de l'Abbaye, outre deux Religieux.

Ils observent que le défunt *avoit peu de propension à la vie monastique; qu'il se plaignoit que le Sieur de Jouy son oncle vouloit l'engager dans le cloître, & qu'il*

n'y prêteroit jamais son consentement, ayant assez de bien de patrimoine pour vivre à son aise & sans incommodité; que pour le résoudre aisément à surmonter cette résistance intérieure, l'on lui promettoit d'entretenir un cheval & de lui payer une grosse pension; (& ce qui ne peut être révoqué en doute, c'est) qu'un nommé Foudreau avoit été préposé à sa conduite en qualité de précepteur, avec assurance d'un bénéfice, s'il le pouvoit induire à la persévérance jusqu'à l'émission de ses vœux.

Il est encore constant & bien justifié que la veille de la profession, de Aubriot fut amené de la maison de son oncle dans l'hôtellerie de la levrette de la ville de Provins, en laquelle ayant passé la nuit dans le divertissement & la crapule, le lendemain, revêtu d'une soutane & d'un surplis, il fut amené à l'Eglise & conduit en cet état aux pieds des autels, & que cette action toute sérieuse, pleine de sainteté & de vénération, se passa avec tant d'indécence, que le Prieur (quoiqu'il favorisât le dessein des parents) ne se put empêcher d'exprimer son étonnement d'un procédé si irrégulier, & de se plaindre qu'on ne lui avoit pas laissé aucun intervalle pour assembler le chapitre & prendre le suffrage des Religieux; ce qui lui paroissoit d'autant plus étrange, qu'ayant remarqué dans l'esprit & dans les sentiments du jeune homme peu de disposition à un engagement perpétuel, il avoit peine à concevoir quelle

pouvoit être la cause & le motif de ce changement si imprévu.

Que si nous en voulons croire le précepteur, aux soins & à la diligence duquel le Sieur de Jouy avoit confié son pupille, *les artifices n'étant pas suffisants, l'on a passé jusqu'à la violence, & les menaces d'un traitement si rigoureux ont enfin consommé ce que l'adresse & la persuasion avoient légèrement ébauché & dont ils avoient jeté les premiers fondements.*

Il est vrai que ce témoin entendu par deux fois est si différent à lui-même, que cette contradiction jointe avec le déplaisir qu'il n'a pu diffimuler, de n'avoir pas reçu la récompense qu'il s'étoit promise, doit rendre sa déposition également suspecte & reprochable.

Que si ces faits ne sont pas absolument convainquants, ni du nombre, ni de la qualité de ceux que les Docteurs & les Canonistes desireroient pour détruire un contrat public & anéantir une promesse solennelle, ils méritent pourtant considération, & joints aux autres circonstances qui naissent du fond & des entrailles de la cause, ils en peuvent produire la décision.

La première résulte de ce que le défunt a prononcé ses vœux à l'âge de seize ans. Car bien que le terme soit légitime, approuvé par les canons & les ordonnances qui permettent à un jeune homme de disposer de sa personne, & d'engager sa liberté, en même temps qu'elles le rédui-

sont en tutelle de ses proches, & qu'elles lui défendent d'aliéner la moindre portion de ses héritages; il faut reconnoître que dans les premières années l'esprit n'ayant pas encore acquis de maturité ni de teinture des affaires du monde, est infiniment susceptible de captation & de surprise.

Ainsi un enfant traduit du collège à un monastère, où, malgré les austérités, on l'engage insensiblement dans le piège, il n'est pas besoin d'une violence extrême pour forcer ses inclinations, & l'action n'en est pas moins involontaire, quoique la faiblesse de la matière & du sujet soit incapable d'une forte résistance & d'une longue contradiction.

Sur ce fondement, la loi prononce la restitution sans connoissance de cause & sur le titre de l'âge. Ainsi nous osons dire que la jeunesse, l'ignorance & la simplicité de celui qui se consacre, doivent être considérées, en ces rencontres, pour déterminer la mesure, la valeur & l'obligation de son vœu.

Un père de l'Eglise a cru que Dieu examine & qu'il met à la balance la qualité, la condition & le prix des âmes qui s'appliquent à son service; c'est-à-dire, que le vœu reçoit son estimation selon la capacité de la personne, la diversité du sexe & des années.

Les Septante qui ont expliqué ces paroles du Prophète : *Intret in conspectu tuo postulatio mea*, les ont rendues dans leur version

par d'autres plus significatives... comme s'il disoit à Dieu : *faites réflexion sur la dignité, le rang & l'élévation de celui qui s'humilie*. Car encore qu'il n'y ait point d'acception ni de différence que celle de la grace, du mérite & de la vertu, que la disproportion qui se rencontre entre le Ciel & la terre fasse cesser toute sorte d'inégalité & d'incompétence qui paroissent à nos yeux, il faut pourtant avouer que la résolution religieuse d'un Prince qui quitte sa couronne & méprise les grandeurs & les délices du monde, est plus méritoire & plus chrétienne que le dessein d'un homme noirci de crimes ou accablé de dettes, qui fuit le siècle pour se soustraire à la justice ou à la persécution de ses créanciers, & trouver une retraite à sa mauvaise fortune ou à son désespoir.

Ainsi un jeune écolier dans la seizième année de son âge, qui se laisse conduire dans un cloître par la destination de ses proches, qui prend l'habit sans savoir ce qu'il fait & en avoir médité les suites, qui poursuit sa réception pour complaire au maître des novices, & récite son vœu tel qu'il lui a été donné par écrit ou qu'il l'a appris par cœur, & dont il ignore la conséquence ; cette action n'est pas un ouvrage qui vienne d'en haut & qui en attire les bénédictions. Ce procédé n'a rien de conforme à l'institution de la vie monastique, & ne peut être obligatoire devant les hommes, non plus que dans le for de la

conscience. La raison en est rendue dans ces paroles communes, mais toujours réelles, de l'Ecclésiaste : *Non est voluntas in insipientibus, & non est beneplacitum Deo in stultis.*

La seconde observation regarde l'état de l'Abbaye de Saint Jacques de Provins, dans le temps de la profession. Le dérèglement étoit tel que la clôture & l'observance régulières étoient tous les jours impunément violées. Les mortifications, l'assiduité à l'Eglise absolument inconnues. Le noviciat une simple cérémonie plutôt qu'une épreuve sévère, & encore interrompue par des voyages fréquents. Aussi nous ne remarquons point que l'on soit entré dans l'examen de la vocation & le discernement des mœurs. Nous ne voyons aucun soin des dispositions intérieures, des préparations nécessaires dans un acte si auguste, mais seulement beaucoup de sollicitude de la pension. Un novice à la table des Profès, pendant son année de probation, & ensuite réduit avec les novices depuis sa profession, par la cessation du paiement de sa pension.

Toute cette conduite irrégulière marque qu'il n'a pas été difficile d'user de surprise & d'intimidation, & que les Religieux qui devoient être les premiers inspecteurs, ne sont pas exempts du soupçon d'y avoir contribué par leur dissimulation, dans l'espérance de quelque utilité temporelle.

Dans un couvent réformé, dans un lieu où

où la discipline est en vigueur, la force & la violence ne sont pas aisément présumées. Il est difficile de tromper une communauté entière & bien réglée, & d'obtenir son suffrage & son consentement. Mais des Religieux dont la meilleure occupation est la chasse & le cabaret, qui vont rarement au chœur, en se dispensant du surplus de la règle, ont peu d'application pour la direction de leurs novices.

Ainsi nous considérons les défenses de Mr. le Cardinal de la Rochefoucault, non pas comme un obstacle à la profession ou comme un décret irritant, mais comme un témoignage que ceux qui ont pu mériter sa censure & mépriser ses défenses ont été capables de quelque chose de pis.

Que si l'on ajoute que dans la même année de sa profession il a réclamé, non point par des protestations secrètes, mais par une retraite & un abandonnement public; c'est une conjecture puissante de la violence exercée pour obtenir son consentement, puisque, selon le Prince des philosophes, la meilleure indication pour juger si une action est libre & volontaire, si au contraire elle procède d'un principe étranger, d'ignorance ou de contrainte, est d'observer & de connoître si elle paroît accompagnée de joie, suivie d'agrément & de persévérance, ou si la tristesse & l'amertume présentes dégénèrent & se résolvent aussi-tôt dans le repentir.

Telle a été la pensée des Conciles & des

Ordonnances, lorsqu'ils ont établi une prescription légale, & fermé la bouche aux Religieux qui ont négligé de se plaindre pendant cinq ans, persuadés que l'on ne pouvoit présumer aucune impression après une approbation tacite, naissante de la demeure dans le monastere, de la répétition, & de l'exercice de plusieurs actes de la vie monastique, & d'un silence continué.

Et bien que dans les derniers jours, aussi bien que dans les premiers moments de cet intervalle, il soit également permis de réclamer, & que la fin de non recevoir ne puisse être opposée qu'on n'ait agi dans le cours du temps prescrit; & si est-ce que dans une question de fait & de conjecture, la promptitude & l'impatience à retourner dans le siecle n'est pas une remarque inutile : & paroissant clairement que le défunt a témoigné du chagrin & de l'aversion pour le cloître, devant & après sa profession, ces obstacles & ces difficultés n'ont pu cesser que par l'effort d'une autorité puissante & l'interposition d'un agent étranger.

Mais ce qui offense la pudeur & les bonnes mœurs, & ce qui ne peut être dissimulé, est le concert & la cabale de toute une famille, dont les membres ont tous également contribué à cette action par des ressorts & des motifs différents. Car par la condamnation de la mere, telle que nous l'avons expliquée, les oncles étant les maîtres & les arbitres de la fortune de leur

neveu, le Sieur de Bonneval sensiblement intéressé à la perte de son pupille, pour éviter l'incommodité d'un partage & rendre son fils héritier universel, met toutes choses en œuvre, & n'épargne aucun artifice pour parvenir à ce dessein : il assiege son esprit par le ministère d'un précepteur, par l'entremise du Prieur & des Religieux, & par des promesses avantageuses.

Les oncles maternels, bien-loin de secourir leur neveu, & de lui donner conseil & protection en cette extrémité, lui suggèrent un testament qui fut apporté tout écrit dans l'Abbaye après l'avoir concerté dans le cabaret, & qui lui fut dicté deux fois mot à mot par le Prieur & son précepteur.

Et tant s'en faut que cette piece soit une ratification des vœux, & une marque de la volonté libre de celui qui les a prononcés, qu'au contraire étant l'ouvrage de la séduction, prouvée par l'enquête même de Bonneval, il résulte de ce un enchaînement de fraude & de surprises qui justifient la facilité de ce jeune homme, & l'empire que ses proches exerçoient sur sa personne, dont ils ont notablement abusé.

Que si les anciens ont considéré quatre choses dans leurs sacrifices; c'est-à-dire, la personne du sacrificateur, la rectitude de ses intentions, la forme de l'oblation, & la qualité de l'hostie; nous voyons dans la conduite de cette affaire un oncle & un tuteur qui immole son pupille & son ne-

veu, & le dévoue pour procurer l'avantage de son fils, & soutenir la grandeur de sa maison.

Les solemnités, la dignité & la forme extérieure du sacrifice n'ont pas été plus religieusement observées. La victime, d'ailleurs, étoit défectueuse contre l'usage & la coutume inviolable de l'antiquité qui les vouloit exemptes d'imperfection & de tache.

Cet holocauste ayant été traîné plutôt que conduit aux pieds des autels, nous ne pouvons croire que l'offrande en ait été ni sainte, ni volontaire.

Que si l'on joint à ces considérations la sentence de l'Official, soit comme un jugement ecclésiastique que la mort a confirmé, & qui ne peut plus, aujourd'hui, recevoir d'atteinte dans aucun tribunal; ou comme un avis & une consultation de personnes intelligentes, précédés d'un examen & d'une connoissance autant exacte que la matiere le pouvoit desirer; & si l'on ajoute que lors de l'arrêt de 1643, l'affaire fut renvoyée en l'Officialité, dans cette vue, qu'elle ne manquoit pas de difficultés importantes & solides, ce qui peut passer pour une espece de préjugé, étant d'ailleurs difficile d'avoir des preuves plus claires de la force & de la violence, parce que, dans ces rencontres, ceux qui s'engagent à mal faire évitent la lumière pour chercher les ténèbres & le secret; l'on ne doit pas appréhender que l'événement de

cette cause préjudicie au droit public, & aux maximes de sévérité introduites pour la sûreté des familles, & que ce soit un premier pas pour autoriser le relâchement de la discipline.

Les circonstances du fait (telles qu'il feroit difficile de trouver un exemple semblable), dans toutes ses parties, en peuvent effacer le soupçon, & nous portent à croire qu'il est juste après tant de traverses & d'incidents, après trente années de procédures, dans toutes sortes de juridictions, d'assurer l'état d'une femme & la condition de ses enfants, & de donner du pain à des personnes également innocentes & misérables, & qui ayant expié, *par une longue pénitence*, la faute de leur pere, se présentent pour recueillir les restes infortunés de son naufrage.

Dans ces circonstances & par ces considérations, *nous estimons* qu'il y a lieu de recevoir la Dame veuve de Bonneval appellante *comme d'abus*, en adhérant à ses premières appellations; & y faisant droit, mettre sur toutes les appellations *comme d'abus*, les parties hors de cour & de procès; & sans s'arrêter à sa requête, ayant égard à celles de la Demoiselle Chevalier & des enfants d'elle & de feu *Christophe* de Aubriot, les maintenir en la possession de tous les biens appartenants à leur défunt pere avec défenses de les y troubler, & condamner la Dame veuve de Bonneval à leur rendre & restituer les fruits.

Le plaidoyer de Mr. Talon fit le plus grand effet sur l'esprit des Magistrats. Il leur parut difficile de résister à l'autorité des moyens qu'il avoit mis en avant, & ils n'hésiterent pas à suivre ses conclusions.

En conséquence Monsieur le Premier-Président prononça l'arrêt suivant. Il a pour date celle du 11 Juillet 1658.

LA COUR a reçu & reçoit la partie de Chenuot, appellante comme d'abus, la tient pour bien relevée; sur toutes les appellations, a mis & met toutes les parties hors de cour & de procès. Et sans avoir égard à la requête de ladite partie de Chenuot, ayant égard à celle des intimés, les a maintenus & gardés, maintient & garde en la possession & jouissance de tous les biens de Christophe de Aubriot, avec restitution de fruits & dépens.

Ainsi fut enfin terminé ce procès qui se soutenoit depuis trente années avec tant de chaleur.

Madame de Bonneval en paya les dépens, & restitua les jouissances aux enfants de son frere. Mais elle ne rendit pas à celui-ci la vie qu'elle lui avoit abrégée. N'eût-elle pas bien mérité de la perdre, elle-même, avec son procès.





C A U S E

D'ENTRE 1°. *Michelle* PEUCHET, femme 7 Sept.
1763.
Grand-
Conseil
du Roi.
de *Pierre* SAGET (dit DE LAUNAY) &
avant, se disant la veuve du frere *Balthazar* CASTILLE, acolyte du Diocèse de
Treves, & Religieux-profès de l'*étroite*
observance de Cîteaux, en l'Abbaye
d'Orval, pays de Luxembourg, Diocèse
de Treves.

2°. *Reine-Michelle* CASTILLE, fille mi-
neure dudit feu frere CASTILLE & de
Michelle PEUCHET, d'une part ;

ET le Révérend Dom *François* LE BLOY,
Abbé (1) de Clairvaux, au Diocèse de
Langres, l'un des quatre premiers Pe-
res de l'Ordre de Cîteaux, & Supérieur
immédiat de l'Abbaye d'Orval, au pays
de Luxembourg, Diocèse de Treves,
d'autre part.

M. *Guillaume* CASTANIER D'AURIAC,
Premier-Président.

MALHEUR *sans doute à celui par qui*
le scandale entre dans le monde. Mais
s'il en est d'inévitables, s'il en est même
que l'ignorance, l'impéritie & quelquefois
un faux zele doivent nécessairement en-

(1) Il est le cinquantieme Abbé de Clairvaux, &
le quarante-neuvieme depuis saint Bernard.

fanter; ceux de cette dernière espèce peuvent-ils raisonnablement être imputés comme des crimes à leurs auteurs? C'étoit là le point de la question à juger en 1763.

L'esprit de vindication dans un oncle, & peut-être un défaut d'expérience dans le Procureur-Général de Clairvaux (dont le ministère étoit excité d'ailleurs & par son devoir & par les ordres de son Supérieur), ont donné l'être à cette Cause. Ils ont créé le procès dont on va lire l'histoire, & ils ont fait, sans contredit, à l'honneur de l'Ordre de Cîteaux, une de ces plaies dont la cicatrice s'efface difficilement.

On doit, néanmoins, bien se garder d'attribuer à cet Ordre respectable les fautes matérielles du particulier qui représentoit l'Abbé de Clairvaux & sa filiation. S'il lui en est échappé quelques-unes, la religion nous exhorte à croire qu'elles n'ont été, en lui, que la suite nécessaire de la foiblesse attachée à l'humanité, & qu'il a eu, toujours, des intentions droites & pures.

Le 2 (a) Février 1724 une fille naquit & fut baptisée à Mouzay, village du Dio-

(a) Le 2 Février (1724) je soussigné, Curé de Mouzay, ai baptisé une fille, née le même jour, de Jean-Baptiste Peuchet & de Jeanne Pierzon, ses père & mère, mariés ensemble. On a imposé à cette enfant le nom de Michelle. Le parrain a été Pierre Marcadel, la marraine Michelle Soumics, qui ont signé au présent registre.

Registres des baptêmes de la paroisse de Saint-Pierre à Mouzay, Diocèse de Treves.

cese de Treves, de la province de Clermontois, & de la prévôté de Stenay. Cette enfant qui étoit destinée à être, un jour, l'héroïne de cette Cause, eut pour pere & mere *Jean-Baptiste Peuchet & Jeanne Pierzon*, & fut nommée *Michelle*.

Peuchet étoit un bon & honnête tisserand du lieu.

En 1734, ce tisserand envoya sa fille à Paris, & l'adressa à un de ses cousins qui faisoit la profession de boulanger dans la rue de la Mortellerie. *Louis* Langlois étoit ce cousin. Il reçut la jeune Peuchet, la garda chez lui, & l'éleva.

Lorsqu'elle fut parvenue à l'âge de dix-neuf à vingt ans, il la plaça chez le sieur *François Vora*. Le sieur Vora étoit un marchand de toiles qui demouroit cloître Sainte-Opportune.

Assez près de la maison de ce sieur Vora, & dans la rue Saint-Denis, étoit celle de la veuve d'un sieur Cotelte, marchand de soies, qui avoit pris, pour tenir les livres de son commerce, le nommé *Balthazar* Castille, & lui avoit donné toute sa confiance.

Ce Castille, fils de *Georges* & de *Marie* Niques, étoit né à Luxemboug le 14 Septembre 1692, & avoit pris l'habit de Moine, à Orval, le 29 Octobre 1713, à l'âge de vingt-un ans, un mois & quinze jours.

Orval est une Abbaye fameuse de l'Ordre de Cîteaux, dans la filiation de l'Ab-

baye de Clairvaux. Elle est située sur les confins du Diocèse de Treves, dans les Pays-Bas, à l'extrémité septentrionale du Luxembourg, au milieu d'une forêt, à deux lieues de Montmédy. Elle fut donnée aux Moines de l'Ordre de Cîteaux, le 8 Mai 1131, par Alberon, Evêque de Verdun.

Dans l'origine, & en 1070, elle avoit été bâtie par des Bénédictins venus de la Calabre.

Des Chanoines réguliers avoient succédé, en 1124, à ces Moines, mais ils n'avoient eux-mêmes gardé cette maison que jusqu'en 1131, temps auquel la colonie de Moines de Cîteaux, dont on a parlé, y fut introduit en leur place.

Dom *Charles* de Bentzerade (a), Abbé d'Orval, réforma cette Abbaye le 25 Mars 1674. Actuellement on y pratique l'étroite

(a) *Charles* de Bentzerade, né à Epternac, de parents nobles, reçut l'habit de novice à Orval le 11 Juillet 1635, & y fit profession le 12 Juillet de l'année suivante. Le 30 Janvier 1666, il fut élu coadjuteur de son Abbé, avec Brevet de future succession. Le 15 Mars 1668, il prit possession de cette Abbaye, vacante par le décès de son prédécesseur, & le 8 Avril suivant, il fut béni à Treves. Après avoir introduit, en 1674, la réforme dans son Abbaye, Dom *Charles* de Bentzerade supprima les orgues dans son Eglise. Quinze ans après, il rétablit le travail des mains, & il ordonna qu'à l'article de la mort les Religieux seroient désormais placés sur la cendre & sur la paille pour y rendre les derniers soupirs. Cette loi y est observée actuellement avec beaucoup d'exactitude.

Ce fut en cet état d'humilité & de pénitence que lui-même exhala son ame à Dieu dans les bras de ses Religieux, le 12 Juin 1707.

observance de Cîteaux, gardée dans les fameuses Abbayes de Sept Fonds, en Bourgogne; & de la Trappe, au Perche, qui sont, comme l'Abbaye d'Orval, du même Ordre, & de la filiation de Clairvaux.

Le premier Novembre 1714, le frere Castille avoit prononcé solennellement, dans l'Eglise de cette Abbaye, les vœux ordinaires de l'Ordre de Cîteaux & il avoit voué la stabilité pour ce monastere. Il étoit alors âgé de vingt-deux ans, un mois & dix-huit jours. L'acte de sa profession avoit été inscrit sur les registres de la maison. Il est vrai que Castille ne l'avoit pas signé; ce n'étoit point encore l'usage à Orval d'exiger des novices & des profès la signature, sur les registres, des actes de leur vêtüre & de leur profession.

Plusieurs chapitres généraux de l'Ordre de Cîteaux en avoient bien fait une loi positive dès long-temps auparavant; mais ni l'Abbé d'Orval, qui existoit en 1714, ni ses prédécesseurs, n'avoient rien changé à l'ancien usage, qui étoit de ne pas signer. Ce ne fut qu'en 1716 qu'ils commencerent à exécuter les statuts des différents chapitres généraux dont on vient de parler.

Quoi qu'il en soit, le frere Castille avoit reçu la tonsure & les quatre Ordres mineurs, comme profès, de l'Ordre de Cîteaux, en l'Abbaye d'Orval. Il avoit fait toutes les fonctions d'un Religieux profès, & l'on trouve qu'il avoit signé, en sa qualité de Moine d'Orval, deux délibérations

capitulaires des 14 Mai 1721 & 3 Août 1722, en ces termes : *F. Balthazar* Castille, *clericus*.

En 1725, la Cour de Rome exigea des Moines d'Orval la soumission pure & simple à la constitution *Unigenitus*.

Dom *Augustin* van Eckhout, Abbé régulier de Grimberg, (a) Ordre de Prémontré, fut subdélégué par le délégué apostolique, pour visiter cette Abbaye, y faire accepter la bulle, & la faire souscrire en chapitre, par tous les Religieux.

Le Commissaire apostolique ne rencontra pas à Orval cette obéissance aveugle & universelle dont il s'étoit peut-être trop flatté. Il voulut employer la vigueur, & il ne réussit qu'à échauffer les têtes. Bientôt il souleva les Moines qu'il n'avoit pas pu persuader.

Quinze d'entr'eux, dont Castille étoit l'un, préférèrent le parti de la fuite à celui de la signature de la bulle, & sans plus de façon, dans la nuit du 21 Septembre 1725, fête de saint Matthieu, au lendemain 22, ils escaladerent les murailles de leur monastere & se sauverent à la faveur des ténèbres. Douze étoient Moines de chœur, & se nommoient, *Jean-Sébastien* Poncin (celui-ci avoit été Prieur), *Antoine* Pierot, *Charles-Louis* Henrard, *Jean-*

(a) *Augustin* van Eckhout prit possession de l'Abbaye de Grimberg, Ordre de Prémontré, au Diocèse de Malines, le 23 Décembre 1716. Il en fut le quarante-cinquième Abbé.

Jacques Hoffremont, Jean-François Florent, Michel-Bernard Metzgers, Jean-Joseph Tilens, Jean-Georges Kleffier, Balthazar Castille (a), Jean-Laurent Benard, Barthelemy Thiriart & Jean-Benoît Benard. Les trois autres étoient des freres convers dont voici les noms; *Nicolas Perney, Henri Harlet, Gerard le Boffy.*

Dom *Etienne* Henrion étoit alors Abbé régulier d'Orval. Il avoit succédé à dom *Charles* de Bentzerade.

Cette apostasie de quinze Religieux, dans le cours d'une visite apostolique, pouvoit d'autant moins rester cachée, que les dix premiers de ces Moines déserteurs avoient été compris, comme présents dans les scrutins qui avoient précédé leur départ, & que le procès-verbal de la visite devoit nécessairement être revêtu, aux derniers scrutins, de la souscription de tous les Moines qui avoient assisté aux premiers.

Ainsi l'Abbé d'Orval ne pouvoit & ne devoit ni ignorer, ni laisser impuni leur fuite.

Dom Henrion instruisit en conséquence un procès contre ses quinze Moines; & après les formalités prescrites par les loix de Cîteaux, il prononça solennellement contr'eux, en chapitre, sa sentence. Elle est du 25 du même mois de Septembre 1725. Elle condamnoit ces Moines, fugitifs, aux pénitences décernées, par les constitutions de l'Ordre, contre les apostats.

(a) C'est le héros de la cause.

Ces constitutions font homologuées au grand-conseil.

L'Abbé de Grimberg termina sa visite apostolique le 28 Septembre 1725, & il en dressa son procès-verbal le même jour. Il contenoit plusieurs articles.

Mais par le XVII^e. il lançoit d'office, contre les quinze fugitifs, une nouvelle sentence, qui tomboit par conséquent encore sur le frere Castille.

Or, non-seulement la sentence du Visiteur apostolique confirmoit celle de l'Abbé d'Orval; mais de plus (a) elle enjoignoit

(a) *Extractum è processu verbali, seu decreto visitationis apostolicæ factæ in Monasterio Aureavallis, Ordinis Cisterciensis, Diocæsis Trevirensis, per Rm. D. abbatem Grimbergensem, Ordinis Præmonstratensis, S. Sedis apostolicæ subdelegatum, sub data 28 Septembris anni millesimi septingentesimi vigesimi quinti.*

A R T. XVII.

Quoniam verò, in ipso visitationis cursu, cum gravi contemptu utriusque supremæ potestatis, furtivâ & nocturnâ fugâ, ex monasterio se proripuerunt quindecim religiosi, sequentes : nimirum, *Joannes-Sebastianus* Poncin, ex-prior, *Antonius* Pierot, *Carolus-Ludovicus* Henrard, *Joannes-Jacobus* Hoffremont, *Joannes-Franciscus* Florent, *Michaël-Bernardus* Metzers, *Joannes-Josephus* Tilens, *Joannes-Georgius* Kleffer, *Balthazar* Castille, *Joannes-Laurentius* * Benard, *Bartholomæus* Thiriart, *Joannes-Benedictus* Benard, monachi chorales; & *Nicolaus* Perney, *Henricus* Harlet, *Gerardus* le Boffy, fratres conversi; quorum decem priores in scrutinio comparuerant : declaramus quod pœnas, à constitutionibus ordinis, in hujusmodi fugitivos decretas, & ab amplissimo domino abbate hujus monasterii, in capitulo, contra eosdem prænominatos fugitivos prolatas, approbemus, & in quantum opus con-

* Il en sera parlé dans la suite sous le nom de Longprey.

& ordonnoit , d'office , à cet Abbé , sous peine de suspension à divinis , & de tout exercice de sa dignité , à encourir ipso facto , & dont elle réservoir au Pape , de ne recevoir aucun des apostats , en question , s'ils demandoient jamais à rentrer , sans avoir consulté le Saint-Siege ou son Inter-nonce en Flandres ; quand bien même ils seroient porteurs de lettres , soit de l'Abbé de Cîteaux , soit de celui de Clairvaux , soit de tout autre Supérieur de l'Ordre.

Cependant des quinze Moines dont on a parlé , treize se refugierent en Hollande. Les freres Jean-Laurent Benard & Balthazar Castille dirigerent leurs pas vers Paris. Celui-ci étoit seulement constitué dans les

firmemus : ac insuper eidem amplissimo domino abbati , auctoritate apostolicâ , sub pœna suspensionis à Divinis , & ab omni executione officii sui abbatialis , ipso facto incurrendâ , summo Romano Pontifici pariter reservatâ , mandamus & præcipimus , ne ullum prædictorum fugitivorum , si qui vel si quis fortè redire vellent , vel vellet , ad monasterium admittat , inconsultâ sanctâ sede , aut ejus , in Belgio , internuntio , etiamsi advenirent muniti , vel quispiam adveniret munitus litteris RR. DD. generalium Cisterciensis aut Clarævallisensis , vel cujuscumque superioris aut superiorum ordinis. Poterit nihilominus præfatus D. abbas illos , vel illum in aliquo , extra monasterium , loco retinere in pane doloris & virgâ pœnitentiæ , crimen notoriæ hujusmodi ac scandalosæ fugæ persoluturos , vel persolutum , quousque sancta sedes , de illis edoc-ta , decernat quid agendum sit.

Pro extractu , suo originali conformi , hâc die duodecima Augusti anno millesimo septingentesimo quinquagesimo , per infrascriptum religiosum , custodem archiviorum monasterii Aurævallis.

F. Henricus Burmeister.

quatre Ordres mineurs. Celui-là, au contraire, natif de Saint-Dizier, étoit Diacre.

Arrivés à Paris, ils se séparèrent. Dom Benard prit le nom de *Longprey*, & se logea d'abord dans la rue *Geoffroi-Lafnier*, où il occupa, long-temps, une chambre dans la même maison qu'une Dame de Lage dont il fera ci-après parlé.

Il transféra ensuite son domicile dans une maison (a) de la rue Saint-Antoine, au-dessus de la vieille rue du Temple, du côté de la place Baudoyer. Il y vécut, jusques en 1750 (toujours assisté de sa famille & sous le nom de *Longprey*) dans la retraite & les exercices d'une véritable & solide piété.

Pour le frere Castille, comme il n'avoit pas les mêmes ressources à espérer de ses parents, il n'étoit pas possible qu'il embrassât le même genre de vie. Aussi résolut-il d'abord de se placer chez un négociant. Pour cela, il changea son nom de *Castille* en celui de *Deschamps*, & courut plusieurs magasins. Il demeura chez un sieur Darboulin qui faisoit le commerce de vins, & enfin chez *Marie Anne* du Chastellier (b), veuve du sieur *Jean Cotellet* (c), mar-

(a) Où pendoit pour enseigne l'Epée royale.

(b) Née à Paris sur Saint-Mery, en 1701, mariée sur la même paroisse en 1720, & morte sur Saint-Jacques de la boucherie, à Paris, au mois de Mars 1764, l'âge de soixante-trois ans.

(c) Mort en Août 1728, sur la paroisse de Saint-Jacques de la boucherie.

marchande de soies , *aux trois Moines* , rue Saint-Denis , près l'apport Paris. La veuve *Cotelle* , à qui le frere *Castille* avoit été présenté comme un bon Religieux qui , ayant souffert persécution de la part de son Abbé , avoit été obligé de *fuir dans un autre lieu* , l'avoit reçu chez elle en 1740. Elle lui avoit donné l'emploi de tenir sa caisse & les livres de son commerce , & le frere *Castille* avoit exercé cet état pendant cinq années seulement.

Tel étoit donc le frere *Balthazar Castille* , acolyte , du Diocèse de Treves , & Moine de l'Abbaye d'Orval , sous l'extérieur d'un simple teneur des livres d'un négociant , & sous la dénomination de sieur *Deschamps*. On a dit que , dans cet état , & en cinq années de temps , il étoit parvenu à amasser une somme de plus de 46000 liv.

Le voisinage des maisons du sieur *Vora* & de Madame *Cotelle* procura au sieur *Deschamps* , en 1744 , l'occasion de connoître *Michelle Peuchet* , dont on a parlé plus haut.

Michelle Peuchet étoit jeune & brune. Une taille riche & avantageuse relevoit les graces de sa personne , & , jointe aux agréments d'une figure douce , ingénue en apparence , & agréable , sans être belle , lui composoit un mérite qui la faisoit aisément distinguer parmi les autres filles de son âge & de sa condition.

Deschamps ne vit point impunément

Michelle Peuchet. Il ressentit bientôt le pouvoir de ses charmes. Un trait parti des yeux de cette fille l'atteignit & le blessa profondément au cœur ; & ce pauvre Moine qui, par des principes de conscience bien ou mal entendus, avoit fui son Abbaye & apostasié, pour se soustraire à la signature d'une bulle qu'il n'avoit point fait vœu de signer ou de ne signer pas ; *Deschamps*, ou plutôt le frere *Castille*, s'arrêta fortement au plaisir qu'il ressentoit dans la vue & les conversations de *Michelle* Peuchet, avec qui il étoit obligé, par vœu, d'être chaste. Il étouffa en lui jusqu'au plus léger scrupule, & parvenu à fouler aux pieds toute considération, il osa bien épouser cette fille.

Leur mariage fut publiquement célébré, à Saint-Gervais, à Paris, le lundi (a) 21 Décembre 1744. Un ban avoit été publié à Stenay, à Saint-Jacques de la boucherie & à Saint-Gervais à Paris, & les Archevêques de Paris & de Treves avoient dispensé les futurs époux de la publication des deux autres bans. Les pere & mere

(a) Le lundi, 21 Décembre 1744, Balthazar *Castille*, bourgeois de Paris, de la paroisse de Saint-Jacques de la boucherie, âgé de cinquante-deux ans, fils de défunt *George Castille* & *Marie Niques* ; & *Michelle Peuchet* âgée de vingt-deux ans, de cette paroisse depuis six mois, rue de la Mortellerie, fille de *Jean-Baptiste Peuchet* & de *Jeanne Pierçon*, ont été mariés, & ont reçu la bénédiction nuptiale, &c.

Registres des mariages de la Paroisse de Saint-Gervais, à Paris.

de la Peuchet avoient donné leur consentement à son futur mariage, & le sieur Vora, chez qui elle avoit demeuré, comme on l'a dit, en fut un des principaux témoins.

Si jusques-là *Michelle* Peuchet n'avoit connu le frere *Castille* que sous le nom de *Deschamps* ; aux dates de la publication des bans & à celle du mariage, ce dernier lui apparut, nécessairement, sous ses véritables noms de *Balthazar* Castille ; car ce fut ainsi qu'il signa l'acte de son mariage sur les registres de la paroisse.

Alors, il étoit âgé de cinquante-deux ans, trois mois & sept jours. *Michelle* Peuchet au contraire avoit seulement vingt ans, dix mois & dix-neuf jours. Ainsi le frere *Castille* étoit plus âgé que la fille qu'il épousoit, de trente-un ans, quatre mois & dix-huit jours.

Un contrat de mariage avoit précédé la cérémonie. Il a pour date le 6 du même mois de Décembre. Robineau l'ainé (a), notaire à Paris, l'avoit reçu.

Dans ce contrat, le frere *Castille* y est intitulé par ses véritables noms. Il y est nommé *Castille*, & non pas *Deschamps*. (Ainsi à la date du 6 Décembre 1744, *Michelle* Peuchet connoissoit encore son futur époux, sous ses véritables noms.)

Ce n'étoit pas que la Peuchet pût lui apporter, par elle-même, aucune dot. Elle n'avoit rien. Mais sous le nom d'un Abbé

(a) A pour successeur actuel Mrs. *Félice*, rue de la Vieille-Draperie, vis-à-vis le Palais.

André, chapelain de la Sainte-Chapelle à Paris, & frere de la femme d'un *Jean* Peuchet, dont on aura occasion de parler, le frere *Castille* lui donnoit une somme de 10000 livres (qui parut) réellement délivrée par l'Abbé *André*, de l'emploi stipulé, de laquelle Robineau se chargea, & qui (par une clause qui paroîtroit singuliere dans toute autre occasion) devoit revenir au futur époux (au préjudice même des parents de la Demoiselle Peuchet), dans le cas où elle le prédécéderoit sans enfans.

Le frere *Castille* faisoit montre, dit-on d'une somme de 36000 liv. que son travail lui avoit acquis, & qu'il avoit, dit-on encore, conservée par son économie.

Comme il avoit été convenu qu'il y auroit communauté entre les conjoints, le frere *Castille* avoit déclaré que des 36000 livres dont on vient de parler, *il en entreroit 10000 liv. en communauté, & que le surplus lui seroit propre & aux siens.* Il avoit douairé sa femme de 300 liv. de rente, & de plus, il lui avoit ordonné un préciput de 3000 livres.

Tels avoient été les préliminaires de ce mariage.

Au reste, le frere *Castille* avoit eu grand soin de cacher ses projets & ses démarches à la veuve du sieur Cotelte, & à dom Bernard. Ni l'un ni l'autre n'eussent pas été disposés à les approuver. Des personnes qui connoissoient parfaitement ce dernier, ont assuré qu'il avoit souvent dit, depuis,

que s'il en eût été instruit, il se fût opposé à la célébration de ce mariage, soit en son nom personnel, soit en celui de l'Abbé d'Orval, quelques risques qu'il eût dû courir par l'événement d'une pareille démarche.

Aussi dès qu'il eut appris ce qui s'étoit passé, réprimanda-t-il vivement *Castille*. Ce fut, à la vérité, à quoi il se borna. Car s'il lui remontra, avec une sainte véhémence, toute l'énormité de sa faute; il pensa qu'il devoit néanmoins respecter la bonne-foi (toujours présumable) de *Michelle* Peuchet. Ainsin'estimant pas qu'il lui fût permis, à cause de celle-ci, de relever le prétendu mariage de celui-là, il se contenta de gémir en secret sur le sort de l'un, & garda le silence qu'il croyoit devoir à l'autre.

Le 22 Février 1745, la femme du frere *Castille* accoucha d'un fils qui fut baptisé à Saint-Paul à Paris, & fut nommé *Balthazar-Claude-Michel* Castille. Elle logeoit, dans la rue de Jouy, dans la maison d'une Demoiselle Carrette.

S'il faut croire que, jusqu'à ce temps, elle n'avoit pas connu la condition de l'homme à qui elle avoit donné sa foi; il ne fut pas possible qu'elle parût alors l'ignorer plus long-temps.

Voici comment, & par quelle occasion elle en fut instruite.

Aussi-tôt après son mariage, il avoit pris fantaisie au frere *Castille* d'aller respirer

l'air de son pays. Il étoit en conséquence parti pour Luxembourg, & s'étoit arrêté à Sedan, chez ce *Jean Peuchet* dont on a parlé.

Peuchet, oncle paternel de la femme du frere *Castille*, étoit notaire ou tabellion de la justice de Villette, près Sedan. Il demouroit néanmoins à Sedan même.

Ce Peuchet avoit accueilli, avec amitié, le frere *Castille*, dès qu'il s'étoit annoncé à lui comme le mari de sa niece. Il l'avoit engagé à se délasser chez lui, pendant quelques jours, des fatigues de son voyage, & l'y avoit fait consentir.

Le frere *Castille* avoit laissé, dans son pays, un frere qui étoit parvenu à se procurer la cure de Bertrix. Bertrix est un village voisin de Sedan.

Or, pendant le séjour de *Castille* dans cette dernière ville, Peuchet y rencontra, par hasard, le Curé de Bertrix. Il crut lui faire plaisir, & lui apprit que son frere étoit actuellement chez lui. Il lui en parla avec transport, & comme d'un fort galant homme, qu'il étoit très-charmé de connoître. En un mot, il lui témoigna toute la satisfaction qu'il ressentoit du mariage de son frere avec sa niece, & de la bonne affaire que celle-ci avoit faite en épousant celui-là. Il finit par l'inviter à venir voir son frere, & à accepter sa soupe.

L'étonnement & le silence du frere de *Castille*, à cette nouvelle, furent tels, qu'ils trahirent le mari de *Michelle* Peu-

chet.... L'un & l'autre furent remarqués par l'oncle, qui cherchant à en pénétrer les causes, continua avec le Curé de Bertrix une conversation dont il vouloit tirer parti, & ne quitta pas celui-ci qu'il n'eût été enfin instruit, par lui, que *Balthazar* Castille, qui avoit épousé sa niece, étoit *un moine fugitif & apostat* de l'Abbaye d'Orval.

Sans doute si, à l'instant de cette découverte, & conduit seulement par l'esprit de religion & de piété, *Jean* Peuchet eût, sur le champ, déferé ce Moine apostat & concubinaire à son Abbé, s'il eût procuré à celui-ci les moyens de reprendre celui-là, & d'arrêter sur le champ une plus longue profanation du Sacrement de mariage; sans doute, on le répète, sans doute, Peuchet, peut-être, eût paru, dans la suite, à l'abri de tout reproche, & seulement exercer une œuvre de justice & de religion.

Mais des motifs aussi purs n'animerent jamais Peuchet. Au contraire, il garda alors un silence si profond sur ce qu'il venoit d'apprendre par le Curé de Bertrix, que *Castille* partit de Sedan sans aucun soupçon, que l'oncle de sa femme eût une aussi parfaite connoissance de son état.

Après un petit séjour dans cette ville, le frere *Castille* dégoûté de son projet d'aller à Luxembourg, & d'ailleurs les couches, *imprévues*, de sa femme le rappelant à Paris, il y revint aussi-tôt.

Mais des bruits sourds l'y suivoient,

& perçoient insensiblement. Non seulement ils parvinrent jusques à lui, après son retour ; mais sa femme même eut l'oreille frappée, par différents avis, que son mari étoit *Moine de l'Abbaye d'Orval*. Celui-ci songea, dès-lors, pour éviter de tomber entre les mains de son Abbé, à se retirer en province, & il partit, en effet, précipitamment avec sa femme pour la Franche-comté, où il arriva en Juillet 1745. Il avoit laissé à son départ sa procuration générale à la Demoiselle Carrette (a) qu'il connoissoit depuis long-temps, à l'effet (entr'autres choses) *de toucher la rente des 10000 livres qui composoient la dot de sa femme*, & il avoit prié dom Bernard d'avancer au nourricier de son fils les mois de nourrice qui pourroient lui être dus, dans le cas où, par l'événement, il ne trouveroit pas d'occasions assez promptes, pour lui en faire parvenir le montant.

La promptitude de ce départ ne lui avoit pas apparemment laissé la liberté d'arrêter ses comptes avec la Dame Cotelle, cette négociante dont il avoit tenu les livres. Car il arriva à Poligny, son reliquataire de 10000 liv., qu'il lui fit, à la vérité, remettre depuis par le sieur Abbé André. Mais il paroît que cette remise ne fut effectuée que le 20 Septembre 1745 seulement. Au moins la quittance que cet

(a) *Magdelaine Carrette*, mariée sur *Saint-Paul*, à Paris, en 1752, avec le sieur *Canet*, bourgeois de Paris. Elle demeure actuellement en la ville de Mantes.

Abbé en retira, au profit du frere *Castille*, devant Mre. Robineau & son confrere, notaires à Paris, porte t-elle cette date.

Mais pendant que ce Religieux soldoit ainsi avec son commettant, au mois de Septembre, il ne se ressouvenoit apparemment pas, ni sa femme non plus, qu'ils avoient aussi des comptes avec la nourrice de leur fils, qu'il étoit également pressant qu'ils soldassent. Peut-être aussi se fioient-ils trop sur dom Benard.

Quoi qu'il en soit, cette nourrice, après avoir attendu en vain son paiement pendant quelques mois, prit en mauvaise part un oubli qu'elle crut pouvoir tendre à la frustrer de ses salaires. Elle reporta l'enfant à la sage-femme qui le lui avoit procuré; & cette sage-femme à qui vraisemblablement le frere *Castille* & sa femme n'avoient pas fait plus part de leur translation de domicile qu'à la nourrice, & qui par conséquent en ignoroit le lieu, porta à son tour le petit *Castille* à dom Benard.

Il faut croire, ou que ce bon Religieux ne vit apparemment en lui que le fruit précoce d'un mariage réprouvé; ou qu'il n'étoit pas extrêmement curieux d'obliger son confrere. Car, s'il refusa de payer la nourrice, on dit qu'il lui conseilla encore, ainsi qu'à la sage-femme elle-même, d'abandonner l'enfant.

Son pernicieux avis ne fut suivi que trop à la lettre. *Balthazar-Claude-Michel* *Castille* fut exposé dans la rue Saint-An-

toine, & y eût couru le plus grand risque de sa vie, si des gens charitables ne l'eussent pas ramassé, & porté au commissaire de la Fosse, qui, par son procès verbal du 25 Octobre 1745, ordonna qu'on le recevroit aux Enfants-trouvés. Il y fut en effet reçu, & inscrit le même jour, sous ses véritables noms. On les avoit trouvé écrits dans l'acte de baptême que sa nourrice & la sage-femme avoient enveloppé parmi ses langes.

Cet enfant est décédé depuis le 2 Février 1747.

Cependant le frere *Castille* quitta Poligny & transféra sa demeure à Lons-le-Saunier. Sa femme l'y suivit, & y accoucha de son second enfant le 22 Avril 1746. C'étoit une fille qui fut baptisée, le même jour, à Saint-Desiré (a), & nommée *Reine-Michelle*.

De Lons-le-Saunier, le frere *Castille* & sa femme allerent demeurer à Geneve, & ils y étoient en 1748.

Etoit-ce l'appréhension d'être découvert

(a) Le 22 Avril 1746, a été baptisée Reine-Michelle, fille du sieur Balthazar Castille, de Luxembourg, diocèse de Treves, & de Demoiselle Michelle Peuchet, de Mouzay, même Diocèse, actuellement domiciliée à Lons-le-Saunier; laquelle a eu pour parrain le sieur Ignace Rouget, Echevin de l'hôtel de ville dudit Lons-le-Saunier, & pour marraine Demoiselle Reine Voland, veuve du sieur Gabriel Tauraux, marchand. Signé, Reine Voland, Rouget, Petit-Jean, prêtre.

Registres de la Paroisse de Saint-Desiré, à Lons-le-Saunier.

& conduit à Orval qui occasionnoit ces fréquentes transigrations du frere *Castille* & ces ébranlements de sa famille ? ou bien étoit-ce cette inquiétude d'esprit qui agite ceux qui en sont travaillés, & leur fait desirer à chaque instant de voir des terres nouvelles & des choses qu'ils n'aient pas encore apperçues ?

C'est ce qu'on n'entreprendra pas de décider.

Quoi qu'il en ait été, comme il n'avoit pas encore été fait emploi, en 1748, de la dot de la femme du frere *Castille*, *Jean-Baptiste Peuchet* son pere (après avoir exposé à Mr. le Lieutenant civil du Châtelet de Paris, 1°. que sa fille & son gendre s'étoient absentés sans qu'il fût le lieu de leur retraite, 2°. que l'emploi des 10000 livres n'étoit pas encore fait); demanda à ce magistrat la permission de les faire assigner par-devant lui, à leur dernier domicile connu, même au domicile de Mr. le Procureur-Général, ensemble les sieur *Abbé André*, & *Robineau* notaire, pour voir ordonner l'emploi en question, & y être présents si bon leur sembloit.

Mr. le Lieutenant civil permit d'assigner, & les exploits ayant été donnés en conséquence; d'un côté, le notaire comparut & soutint que le pere de la Dame *Castille* n'avoit pas d'action : d'un autre côté, l'Abbé *André* se joignit au sieur *Peuchet*, contre le notaire. Mais Mre. de Vitry, procureur du frere *Castille* & de sa fem-

me, s'étant rangé du côté de Robineau, cette affaire ne fut pas jugée, & n'eut pas de suite.

Un séjour oisif de près de quatre ans & demi, soit en Franche-Comté, soit à Geneve, & les différents voyages du frere *Castille* & de sa femme, ayant dissipé presque la totalité de leur fortune, *Castille* prit la résolution de solliciter de l'emploi dans les fermes générales. Il revint à Paris, comme dans le lieu où il lui seroit plus facile de réussir à s'en procurer. Il y ramenoit sa femme & avec elle leur fille; & il rapportoit, de toute sa fortune, une somme de 2400 livres qu'il partagea, à leur arrivée, entre sa femme & lui. Il logea ensuite l'une & l'autre chez la Demoiselle Carrette.

Cette Demoiselle ne se soucia pas longtemps de garder ces hôtes. Elle pria bientôt une de ses parentes qui avoit une chambre dont elle pouvoit disposer, de les recevoir chez elle en pension, & le prix en fut convenu & accordé à 48 liv. par mois, pour la nourriture & le logement de la mere & de la fille.

Catherine Denis, femme d'*Etienne de Lage* (a) étoit cette cousine. Mere de six

(a) *Catherine Denis*, mariée sur Saint-Gervais à Paris, le 10 Février 1738, à *Etienne de Lage* (né à Juigny en Champagne, & mort à Paris sur Saint-Jean en Greve, le 19 Janvier 1768) étoit alors comme elle l'est encore maîtresse couturiere. Elle demeure actuellement rue du Martroy, vis-à-vis le portail de Saint-Jean, en Greve, à Paris.

enfants, elle les élevoit & ne subsistoit, avec eux, que du travail de ses mains. Son mari, valet-de-chambre de Mr. Thoinard (a), l'un des fermiers généraux du Roi, étoit en possession depuis plus de vingt-cinq ans de la confiance de son maître. Comme il la méritoit à tous égards, il ne la perdit que lorsque celui-ci mourut.

Dès que le frere *Castille* eut pourvu à la pension de sa femme & de sa fille, il en chercha une pour lui. Il fut adressé au sieur Loloquinze, qui consentit à le recevoir chez lui, pour le prix de 48 liv. par mois.

Le sieur Loloquinze étoit un peintre, qui occupoit un logement, dans la maison d'un notaire, rue Saint-Antoine, à Paris, assez près de l'Eglise paroissiale de Saint-Gervais.

Le frere *Castille* fut son pensionnaire pendant à-peu-près six mois. La vie qu'il y mena fut très-retirée. Il sortoit rarement & ne voyoit sa femme que les soirs & chez la Dame de Lage.

La connoissance de cette dernière ne fut pas inutile au frere *Castille*. Comme *Michelle* Peuchet avoit instruit cette femme des motifs de leur retour à Paris, elle l'a-

(a) *Barthelemy* Thoinard, l'un des fermiers généraux du Roi, né à Orléans le 4 Décembre 1683, avoit épousé *Marie* de Saint-Pierre, dont il a eu plusieurs enfants, & est mort, en sa terre des Gafchetieres près de Beaugency, le 7 Novembre 1752, étant écuyer, Seigneur de Cendrey, Ligny, Monfusain, & autres lieux, & baron du Vouldx & de Mornay.

voit en même temps priée d'engager son mari à les aider de ses bons offices auprès de Mr. Thoinard. Sur les instances de sa femme, le sieur de Lage s'étoit intéressé en faveur du frere *Castille*. Il avoit prié, avec chaleur, son maître d'accorder un emploi à ce *Castille*; & celui-là lui avoit promis de faire expédier à celui-ci la commission du premier des emplois qui vaqueroient à sa disposition.

C'est, à la vérité, le premier service que le frere *Castille* & sa femme aient reçu de la Dame de Lage. Mais par combien d'autres, plus essentiels, cette Dame ne s'est-elle pas acquies, par la suite, des droits sur toute leur reconnoissance, & en général sur tous les cœurs humains, sensibles & bienfaisants qui liront cette cause.

Quoi qu'il en soit, le frere *Castille* n'osoit plus paroître à Paris. Il vivoit, comme on l'a dit, séparé d'avec sa femme. Il ne se permettoit de la voir que rarement, & encore enveloppoient-ils toujours leurs entretiens dans les ombres de la nuit & des ténèbres.

Dans ces entrefaites, Peuchet vint à Paris. Il ne tarda pas à être instruit que *Castille* y étoit de retour avec sa femme. Parvenu à découvrir le logis de cette dernière, il lui fit une visite. L'amitié & l'empressement de revoir sa niece le conduisoient moins auprès d'elle, que le dessein de lui emprunter quelque argent.

Rien n'étoit plus naturel que l'envie de

Peuchet. Il semble qu'il eût fallu seulement qu'il la manifestât avec honnêteté.

Or, tout au contraire, il se présenta chez sa niece avec un air de hauteur & des tons cavaliers qui, joints à l'impuissance où celle-ci se trouvoit de prêter, l'indisposèrent, & même la révolterent. Elle reçut en conséquence fort mal la proposition de Peuchet. Et comme elle ne ressentait pas d'ailleurs pour lui une tendresse bien forte, elle lui défendit de plus mettre jamais les pieds chez elle, & le chassa.

Outré, furieux, & plein de ressentiment, Peuchet accabla d'injures la fille de son frere. Il la menaça de la faire repentir de son procédé. Il lui jura qu'il feroit arrêter son prétendu mari, Moine fugitif & apostat de l'Abbaye d'Orval, & qu'il sauroit bien le faire conduire à son Abbaye & revêtir de son froc.

Les menaces de Peuchet ne furent pas vaines. Il s'adressa à l'Abbé de Clairvaux, lui dénonça l'apostasie & de dom Benard, (qu'il ne connoissoit que sous le nom de *Longprey*) & du frere Castille. Il lui révéla l'endroit de leur résidence & le prétendu mariage de ce dernier avec *Michelle* Peuchet sa niece. Puis parlant de ces 10000 livres restés dus à la Dame veuve Cotelle, comme d'une affaire qui n'étoit pas encore finie, il ajouta qu'elle poursuivoit, vigoureusement, le frere Castille pour raison de ce vol, & que la fin de ce depositaire infidele ne pouvant être que mal-

heureuse, porteroit à tout l'Ordre de Cîteaux, dans la personne du frere Castille, le plus grand déshonneur.

L'Abbé de Clairvaux renvoya le délateur à l'Abbé d'Orval, Supérieur de Castille. Mais cet Abbé qui craignoit la dépense, rejetta la délation de Peuchet, qui, de son côté, ne se rebuta pas.

Econduit par l'Abbé d'Orval, il revint à la charge auprès de celui de Clairvaux. Le sieur Guyot de Villiers, juge de l'Abbaye d'Orval, appuyoit ses démarches. Tous deux, ils ne cessent de représenter à l'Abbé de Clairvaux 1°. *Combien il étoit scandaleux qu'il laissât, plus longtemps, vivre un de ses Religieux dans le concubinage, à l'ombre d'un prétendu mariage; 2°. que son silence le rendoit complice des crimes du frere Castille son Moine.*

Ils vainquirent enfin sa répugnance & le déterminèrent à écrire à l'Abbé d'Orval. Par sa lettre, celui-là rendoit compte à celui-ci de ce qui s'étoit passé, & il ajoutoit que Peuchet, oncle de la prétendue femme de Castille, *offroit de faire les frais de la capture, non-seulement de Castille, mais encore de Longprey.*

Alors, dom Albert étoit Abbé d'Orval.

Cependant, d'un côté, Michelle Peuchet accouchoit, à Paris, de son troisième enfant que l'on y baptisoit à Saint-Jean en Greve, le 19 Juillet 1750, que l'on nommoit *Hipolite-Louis*, & que l'on donnoit en nourrice à la femme de *Nicolas-Louis*

Noël,

Noël, vigneron à Celles en Brie. D'un autre côté, *Jean Peuchet* sollicitoit une lettre de cachet pour faire enfermer sa niece à Sainte-Pélagie.

Il exposoit pour cela qu'il étoit son oncle paternel. *Que cette fille tenoit une très-mauvaise conduite. Qu'elle vivoit dans un commerce scandaleux avec un homme qui se nommoit Balthazar Castille, & lui avoit fait plusieurs enfans. Qu'elle habitoit actuellement dans un lieu de prostitution. Enfin que ce Castille étoit un Moine de l'Ordre de Cîteaux, Profès en l'Abbaye d'Orval, qui avoit apostasié. Que néanmoins ayant caché son état, en 1744 ce Religieux apostat avoit épousé, au mépris des Sacrements, la niece de lui Peuchet, âgée de vingt-deux ans. Et comme son motif, continuoît à dire Peuchet, étoit d'empêcher la continuation d'un crime si noir, voilà pourquoi il sollicitoit la lettre de cachet qu'il supplioit le Roi de lui accorder.*

Le même jour, dom *Joseph* Mayeur, frere de l'Abbé de Clairvaux, & Procureur-général tant de cette Abbaye que de sa filiation, sembloit appuyer le mémoire de Peuchet. Car il réclamoit, de la part de l'Abbé de Clairvaux, les deux Moines fugitifs de l'Abbaye d'Orval, *Jean-Laurent Benard* (sous le nom du frere de Longprey), & *Balthazar Castille*.

Tout ceci se passoit dans l'intervalle & de la date de la lettre que l'Abbé de Clairvaux avoit écrite à celui d'Orval, & de

la date de la réponse de l'Abbé d'Orval à celui de Clairvaux. C'est-à-dire, jusqu'au 12 Août 1750.

Ce jour-là , l'Abbé d'Orval répondit à l'Abbé de Clairvaux en ces termes :

M.

.
Quant au grand sujet d'affliction que vous m'annoncez, par votre dernière, de deux apostats qui se réclament de notre maison, j'ai examiné les protocoles de profession de plus de quatre-vingts ans. Je trouve que frere Balthazar Castille, né à Luxembourg l'an 1692, a fait profession à Orval l'an 1714 le premier Novembre, lequel s'est évadé furtivement de notre monastere, avec plusieurs autres, dans le mois de Septembre 1725, selon qu'il conste par l'article 17 de la visite apostolique, dont je joins ici copie, afin que votre révérendissime paternité puisse juger ce que je peux faire dans le cas présent.

Pour le second, qui s'appelle Longprey, nous ne le connoissons aucunement, & c'est bien mal à propos qu'il se dit Profès d'Orval, puisque personne de ce nom n'a fait profession à Orval depuis plus de quatre-vingts ans, que je peux prouver par les monuments qui existent ici. Ainsi celui-là ne nous regarde point.

Quant à frere Balthazard Castille, si vous trouvez à propos que je le reçoive pour éviter le scandale, je le garderai dans un lieu sûr à portée de notre maison. Si les parents de sa prétendue femme veulent le faire conduire jusqu'à notre ferme de Blanchampagne, qui est à trois lieues de Sedan, pour éviter les difficultés qui pourroient se rencontrer à Sedan de ma part; si vous le trouvez bon ainsi, Mr., je vous supplie de faire connoître vos intentions à Mr. le Prieur des Rosiers à Paris, afin qu'il en parle aux parents qui se sont offerts de faire conduire à Sedan ledit frere Balthazard Castille.

Pardonnez-moi tous les embarras que notre maison vous a donnés jusqu'à présent. Je ferai tout mon possible pour qu'elle vous donne plus de satisfaction dans la suite, ayant l'honneur d'être, avec un profond respect,

M.

Votre, &c.

Signé, F. Albert, Abbé d'Orval.

Orval, le 12 Août 1750.

Sur cette lettre, l'Abbé de Clairvaux fit expédier à son Procureur-Général les pouvoirs nécessaires pour faire arrêter les freres Castille & Longprey, dès qu'il auroit obtenu les ordres du Roi nécessaires.

Ces pouvoirs, sont ainsi conçus, à l'égard du frere Castille.

Nous frere Pierre Mayeur, Docteur en

théologie de la faculté de Paris, Abbé de Clairvaux, au Diocèse de Langres, l'un des quatre premiers peres de l'Ordre de Cîteaux, & Supérieur immédiat de l'Abbaye d'Orval, pays de Luxembourg, Diocèse de Treves.

A notre Révérend confrere Mr. le Prieur des Rosiers, Procureur-Général de la filiation de Clairvaux, au college saint Bernard de Paris, &c.

Ayant appris que frere Balthazar Castille, Religieux de notre Ordre, & Profès de notre Abbaye d'Orval en 1714, natif de Luxembourg, âgé de cinquante-huit ans, se seroit évadé furtivement, en 1725, de ladite Abbaye à l'insu de ses Supérieurs, & qu'il seroit pour le présent en la ville de Paris, & convaincu de faits qui mériteroient la punition corporelle de la justice séculiere, & étant obligés de conserver l'honneur de l'Ordre, nous vous commettons, de notre autorité, avec l'humble priere de Mr. l'Abbé d'Orval, pour faire arrêter & conduire ledit frere Castille dans l'Abbaye d'Orval, pour y être puni suivant les constitutions de notre Ordre. Et, pour ce, nous prions tous ceux qui sont à prier de vous favoriser de tout ce qui regarde la présente commission ; vous permettons de prendre main-forte à la justice séculiere, en cas de besoin. Ordonnons au surplus audit frere Castille, sous les peines & censures portées par l'Ordre, de vous reconnoître pour son véritable & légitime Supérieur.

Donné en notre château de Morvaux le 26 Août 1750, sous notre seing manuel, celui de notre Secrétaire, avec l'impression du sceau de nos armes. Signé P. Mayeur, Abbé de Clairvaux : & plus bas, signé F. Grenet, Secrétaire.

Tout ceci ne put pas être exécuté si secrètement que le frere Castille n'en fût instruit. La scene qui s'étoit passée précédemment entre sa femme & Peuchet, le porta à croire sans peine les bruits qui s'en répandoient déjà sourdement de toutes parts. Il chercha donc son salut dans la fuite, & alla se cacher à Celles, en Brie, chez la nourrice de son dernier enfant. Il croyoit bien fermement que ses ennemis n'iroient pas l'y chercher.

Le 10 Septembre 1750, dom Mayeur & Peuchet conclurent entre eux ce traité qui est devenu si fameux, par la suite, dans la cause.

Dom Mayeur cédoit & transportoit à Peuchet tous les biens meubles & immeubles qui pourroient appartenir au frere Balthazard Castille, quelque part & en quelques pays qu'ils fussent situés. Mais à condition qu'il se chargeroit des frais nécessaires, tant pour obtenir les ordres du Roi, que pour tous les autres frais de capture & de conduite tant du frere Castille que du frere Longprey en l'Abbaye d'Orval, & d'en faire le remboursement sur le vu des quittances du sieur Meunier, inspecteur de police, chargé des ordres du Roi. Et à la

charge encore que Peuchet ne pourroit frustrer la nommée Peuchet sa niece, prétendue femme dudit frere Castille, des sommes excédentes celles que lui (dom Mayeur) auroit déboursées ; lesquelles sommes excédentes resteroient à ladite Michelle Peuchet pour en disposer en faveur de ses enfants, ou comme bon lui sembleroit. Il s'engagea de plus à garantir & faire agréer ce traité, &c.

Ainsi dom Mayeur n'abandonnoit à Peuchet que la dépouille du frere Castille.

Au même instant le Procureur-Général de Clairvaux fit sa soumission par écrit d'exécuter la commission qu'il avoit reçue de son Abbé le 26 Août précédent, & il s'engagea à faire conduire les freres Longprey & Castille en l'Abbaye d'Orval dès l'instant qu'ils auroient été arrêtés en vertu des ordres du Roi.

Ces ordres suivirent de près. Ils furent expédiés le 18 du même mois de Septembre. Mais par des raisons qu'on ignore, l'exécution en fut différée jusqu'au 4 Novembre suivant.

A la date de ce jour, & sur les neuf heures du soir, le Commissaire de Rochebrune & l'Exempt Meunier se transporterent chez la Dame de Lage. La maison qu'elle habitoit fut aussi-tôt investie. L'Exempt entra avec le Commissaire, exposa à cette Dame les ordres qu'il avoit reçus d'arrêter Castille, & déclara, en même temps, à la femme de ce Moine qu'il l'arrêtoit

aussi de la part du Roi. Il l'arrêta effectivement, & le Commissaire l'interrogea aussitôt sur le lieu de la retraite du frere Castille.

Le silence ou les réponses de cette femme, qui ne furent pas catégoriques, n'ayant apparemment pas procuré au Commissaire les éclaircissements qu'il avoit attendus, il ordonna que *Michelle* Peuchet seroit fouillée, & il fit sur l'heure même, exécuter son ordonnance. Castille avoit écrit la veille à sa femme. Cette lettre fut trouvée sur elle, & indiqua ainsi le lieu de la retraite de son mari.

Après une pareille découverte, à laquelle il étoit impossible de remédier, la femme de Castille prit la liberté d'interroger à son tour le Commissaire & l'Exempt. Elle savoit que son mari étoit le seul coupable. Or elle vouloit qu'ils lui disent par quelle raison, puisqu'il paroissoit que c'étoit Castille, seul, qu'ils eussent ordre de chercher & d'arrêter, on se faisoit d'elle. Mais elle apprit bientôt qu'elle étoit également comprise dans les ordres du Roi, parce que 1°. elle menoit un mauvais commerce avec ce Castille, Moine Bernardin, & apostat, qu'elle donnoit faussement pour son mari; 2°. sa conduite n'étoit pas plus réglée, d'ailleurs, avec d'autres hommes. 3°. Enfin elle se trouvoit actuellement dans un lieu de prostitution.

A ce propos, si peu flatteur & en même temps si *infidèle*, la Dame de Lage, qui se trouva présente, s'écria aussitôt. Elle

protesta contre l'injure qui lui étoit faite, & la calomnie sur laquelle on avoit nécessairement surpris la religion du ministère. Elle implora la protection du Commissaire de Rochebrune pour en obtenir la réparation, & le pria de faire parvenir aux Ministres les témoignages de la pureté de ses mœurs & de sa probité.

Sa candeur, l'air d'innocence & l'honnêteté qui accompagnoient sa réclamation, firent ouvrir les yeux au Commissaire de Rochebrune. Il reconnut aussi-tôt la Dame de Lage pour être née dans son voisinage, & de parents qui, dans un état médiocre, à la vérité, étoient néanmoins distingués par un genre de vie à l'abri de toute critique. Sa probité à elle-même ne lui étoit pas moins bien connue que ses parents. Il ne l'avoit, pour ainsi dire, jamais perdue de vue depuis son enfance, & il ne pouvoit pas comprendre comment on avoit eu, cependant, la hardiesse de la dépeindre au Ministre comme une femme de mauvaise vie, & qui faisoit servir sa maison à la débauche & à la dissolution.

Il résolut donc de lui procurer une satisfaction qu'il croyoit lui être due. Mais afin de constater, de manière à ne laisser pas même de doute sur son compte, l'atrocité de l'injure calomnieuse dont elle se plaignoit avec tant de sujet ; il ordonna qu'il en feroit référé sur le champ à Mr. Berryer. Mr. Berryer étoit alors Lieutenant-Général de police.

Le référé devoit être favorable à la Dame de Lage, & il le fut aussi. Le procès-verbal qui en fut dressé, lui rendit, au rapport du Commissaire, la plus ample justice. S'il ne changea rien néanmoins au sort de la femme du frere Castille; si l'ordre du Roi fut exécuté, & si cette femme fut conduite & écrouée à sainte Pélagie pour y être détenue & renfermée &c.; du moins *Reine-Michelle* Castille sa fille, qui se trouvoit auprès d'elle lorsqu'elle fut arrêtée, demeura-t-elle à la garde de la Dame de Lage, & ne subit-elle pas le sort de sa mere? Mr. Berryer jugea qu'elle devoit être confiée à cette Dame.

Michelle Peuchet écrouée à sainte Pélagie, & en possession d'une des cellules de cette maison, sous le nom de *sœur Leonard*, Meunier courut du même pas à Celles en Brie, y trouva le frere Castille, l'arrêta, l'amena à Paris, le déposa au Fort-l'Evêque, & l'y écroua en vertu des ordres du Roi.

Il se saisit également de la personne de dom Benard qu'il déposa pareillement au Fort-l'Evêque; & le lendemain dom Mayeur & l'Exempt étant montés chacun dans une chaise de poste double, dom Mayeur avec dom Benard, & Meunier avec le frere Castille prirent ensemble le chemin de l'Abbaye d'Orval.

Dom Benard & le frere Castille furent remis à l'Abbé d'Orval qui les fit revêtir de leurs habits de Moines, & leur imposa

à tous deux la pénitence convenable à leurs fautes.

Il en coûta à l'Abbaye d'Orval, pour la capture & la conduite de ces deux Moines fugitifs, une somme de trois mille & quelques livres. Peuchet se trouvoit hors d'état de la déboursér.

Il y eut cela de singulier dans cette affaire, que 1°. dom *Benard*, qui n'avoit été désigné & indiqué aux Abbés de Clairvaux & d'Orval que sous le nom de *Longprey*; que dom Benard, dit-on, fut arrêté avec le frere Castille en vertu d'ordres du Roi, comme Religieux d'Orval, quoique son Abbé eût dénié qu'il fût son Moine. 2°. Par le hasard le plus capricieux, l'ordre du Roi pour arrêter *Longprey*, Moine d'Orval, ne porta pas à faux; puisque dom Mayeur apprit de la bouche de cet individu dans la route de Paris à Orval, que si l'on s'étoit trompé en l'arrêtant sous le nom de *Longprey*, au moins l'erreur ne tomboit que sur le nom, parce qu'il étoit aussi véritablement Moine d'Orval, que Castille l'étoit; qu'il étoit fugitif comme ce dernier, & que, comme lui, il avoit été compris & dans la sentence de leur Abbé du 25 Septembre 1725, & dans celle du Visiteur apostolique du 28 du même mois sous ses noms véritables de *Jean-Laurent Benard*.

Pendant toute cette opération, Mr. Thoinard, qui l'ignoroit, faisoit expédier, pour le frere Castille cette commission d'un em-

ploi (pour la Bourgogne) qu'il avoit promise au sieur de Lage.

Lorsque le frere Castille avoit été arrêté, il devoit au nourricier de son dernier fils une somme de 28 liv. qu'il s'étoit trouvé dans l'impuissance de lui payer, & pour sûreté de laquelle, il lui avoit laissé sa montre en nantissement. Il ne faut pas croire pour cela que ce paysan en fût devenu plus riche. Le mouvement de cette montre étoit renfermé dans une modeste boîte d'argent fort usée, & si cet homme l'eût vendue pour se procurer son paiement, assurément le produit de la vente ne l'eût pas complété. Cette montre rapportée depuis à la femme de Castille, & vendue à son profit (par l'entremise du sieur Saget, actuellement son second mari) au sieur Desmarets, employé à la compagnie des Indes, n'a été payée que 30 livres. Au reste, trois semaines auparavant que le frere Castille eût été arrêté, sa femme lui avoit envoyé 96 livres que la Dame de Lage lui avoit prêtées, parce qu'il avoit déjà consumé les 1200 livres qui lui restoit.

Si on est entré dans ce détail, ç'a été autant parce qu'il a semblé pouvoir exclure cette articulation de richesses en or & en papiers, prétendus, trouvés sur le frere Castille à l'instant de sa capture, & avoir été remis à dom Mayeur par l'Exempt Meunier; que parce que d'ailleurs on fait profession d'être vrai, & d'écrire impartialement l'histoire de cette cause.

Revenons-y. A l'instant de la capture de *Michelle* Peuchet, le Commissaire de Rochebrune apposa les scellés sur les malles qui contenoient les effets de cette femme & du frere Castille. Il les apposa également sur ceux de dom Benard.

Peu de temps après, la Dame de Lage, cette généreuse amie du frere Castille & de sa femme, se présenta à sainte Pélagie. Elle vouloit voir la sœur Léonard, & lui procurer des consolations. Mais ce fut inutilement. La Supérieure lui en refusa la permission. On a dit même qu'elle poussa le zele jusqu'à la maltraiter par des propos outrageants.

Aux termes du traité fait le 10 Septembre 1750 entre dom Mayeur & *Jean* Peuchet, celui-ci se croyoit aux droits des Abbés & Religieux d'Orval. Mais dom Mayeur qui s'étoit engagé à le faire ratifier, avoit négligé ce dernier point. Peuchet avoit manqué, comme on l'a vu, à la premiere des conditions qu'il avoit souscrites, qui étoit de faire conduire les freres Castille & Benard à Orval. Et le Procureur-Général de Clairvaux, de son côté, s'étoit cru dégagé de ses engagements avec cet homme. La passion seule dominoit celui-ci. Il en vouloit seulement aux biens de sa niece. Celui-là n'avoit donc pas cru qu'il convînt à l'état & au caractère de l'Abbé de Clairvaux d'être l'instrument de la vengeance & encore plus de la cupidité.

D'ailleurs cet Abbé, sur le rapport de

dom Mayeur, n'avoit pas, de lui-même, jugé à propos d'avouer son Procureur-Général. Au contraire, il lui avoit adressé le 17 Décembre 1750 les ordres qu'on va lire dans la commission qui suit.

„ Nous, F. Pierre Mayeur, Docteur
 „ en théologie de la faculté de Paris, Abbé
 „ de Clairvaux au Diocèse de Langres,
 „ l'un des quatre premiers Peres de l'Or-
 „ dre de Cîteaux, & Supérieur immédiat
 „ de l'Abbaye d'Orval, pays de Luxem-
 „ bourg au Diocèse de Treves.

*A notre Révérend confrere, Mr. le Prieur
 des Rosiers, Procureur-Général de la filia-
 tion de Clairvaux, au college de Saint-Ber-
 nard de Paris, &c.*

*Informés que nous avons été, que nous
 aurions obtenu des ordres du Roi & fait
 arrêter les frere Castille & Longprey, Moi-
 nes de l'Abbaye d'Orval, vous auriez, pour
 la sûreté de leurs effets & meubles, im-
 ploré le secours du ministère public & de-
 mandé l'assistance des Magistrats pour ap-
 poser les sceaux sur les portes de leurs cham-
 bres, leurs armoires & appartements, en
 qualité de Supérieur immédiat de l'Abbaye
 d'Orval, à qui lesdits meubles sont rever-
 sibles, & appartiennent de droit; nous vous
 constituons pour notre Procureur-Général
 & spécial, pour réclamer en notre nom,
 & en celui de l'Ordre, lesdits effets & meu-
 bles, &c.*

Donné en notre college de Saint-Bernard, à Paris, le 17 Décembre 1750, sous notre feing manuel, & celui de notre Secrétaire, avec l'impression du sceau de nos armes. Signé P. Mayeur, Abbé de Clairvaux : Et plus bas, F. Grenet, Secrétaire.

Dès que le Procureur-Général de Clairvaux eut reçu les ordres de son Abbé, il demanda aussi-tôt à Mr. le Lieutenant civil, 1°. *la permission de faire lever promptement les scellés apposés sur les effets des freres Castille & Longprey; 2°. à être envoyé en possession de ces mêmes effets, & il obtint une ordonnance, qui lui permettoit de faire lever les scellés & l'envoyoit en possession.*

Peuchet averti de la démarche de dom Mayeur, l'estima bien fondée à l'égard de dom Benard. Mais il ne pensa pas de même en ce qui touchoit les effets de Castille. Il crut que la conduite du Procureur-Général de Clairvaux donnoit atteinte à la foi des traités, & bien résolu de les faire valoir, il entreprit de s'opposer judiciairement à l'ordonnance de Mr. le Lieutenant civil, au chef seulement qui concernoit les effets de Castille.

Il présenta donc, sur le champ, sa requête à ce magistrat, y joignit le double du traité en question & après avoir exposé que les scellés ayant été mis sur les deux malles appartenantes au frere Castille & à sa prétendue femme Peuchet, il étoit nécessaire qu'il fût procédé à la levée d'iceux; que

rien ne pouvoit empêcher la justice de sa demande, puisqu'il étoit oncle paternel de ladite Peuchet, mais encore parce qu'il étoit au lieu & place des Abbé & Religieux d'Orval, suivant le traité dont il joignoit la copie, par lequel étoit justifié que l'Abbé d'Orval n'avoit aucun droit sur les biens de Castille, & encore moins sur ceux de sa niece; il conclut à ce que, vu sa requête, & le traité y joint, la levée des scellés fût ordonnée être faite à sa requête, & que l'Exempt Meunier & Mre. de Vitry, Procureur, chargés de plusieurs papiers & contrats, seroient tenus de les rapporter, & de se purger, par serment, qu'ils n'en retenoient aucuns autres.

A cet instant, dom Mayeur & Peuchet se divisèrent, & ne se réunirent plus.

On a plaidé, comme un fait, que Peuchet avoit sollicité, par un mémoire, adressé au Ministre le 17 Janvier 1751, l'exportation de sa niece dans nos colonies, & on a ajouté que le Procureur-Général de Clairvaux avoit appuyé la demande de Peuchet.

S'il est vrai que dom Mayeur se soit prêté à cette manœuvre, s'il est vrai qu'il ait fait des démarches pour fortifier & accréditer la demande de Peuchet, enfin, pour provoquer l'exportation de *Michelle* Peuchet dans les colonies; sans doute ce Religieux, sans doute le Procureur-Général de Clairvaux a excédé les bornes de son ministère & de son état. Mais seroit-il donc raisonnable de le croire, après qu'on a fait

tant d'efforts dans cette cause, de la part de *Michelle* Peuchet, elle-même, pour prouver que la commission de l'Abbé de Clairvaux à son Procureur-Général, du 17 Décembre 1750, & la requête de celui-ci à Mr. le Lieutenant civil, afin de levée des scellés, avoient divisé & dom Mayeur, & Peuchet, plusieurs jours avant le 17 Janvier 1751?

Quoi qu'il en ait été heureusement, pour la sœur *Léonard*, ses persécuteurs, si Peuchet n'étoit pas seul, car sous quel autre nom pourroit-on les présenter, ses persécuteurs ne furent pas écoutés. La Dame de Lage, la généreuse Dame de Lage vint encore à son secours. Elle avoit été instruite à temps de leurs démarches, & cette femme si respectable, non-seulement s'y étoit opposée; mais, de plus, soutenue par le crédit de ses protecteurs, elle avoit su déconcerter le funeste projet de l'oncle de la sœur *Léonard* & de son associé, au cas qu'il en eût un; elle les avoit fait éconduire, & enfin elle avoit eu le bonheur d'intéresser en faveur de cette infortunée femme, & de sa fille, la bonté du cœur du ministre, qui avoit respecté ses malheurs & appréhendé d'y ajouter.

Ce fut dans le temps que tous les esprits étoient en fermentation à ce sujet, & le 30 du même mois de Janvier, que le Commissaire de Rochebrune leva les scellés qu'il avoit apposés sur les effets du frere Castille, & de sa femme. Un substitut du substitut,

titut, au Châtelet, de Mr. le Procureur-Général, dom Mayeur, & la femme de Peuchet, chargée de la procuration de son mari, assisterent à cette opération.

On inventoria d'abord les effets qui se trouvoient dans la malle destinée à serrer les hardes & les linges à l'usage de la sœur *Léonard*. Ils consistoient en six douzaines de serviettes, quinze nappes, vingt-deux chemises de femme, sept corsets avec leurs manches, treize mouchoirs de poches, treize paires de bas de soie, huit taies d'oreillers, dont deux étoient garnies de mousseline, trois coëffures de dentelles en plein, cinq autres bonnets à dentelles, neuf paires de manchettes à deux rangs de mousseline, seize cornettes, quatre coëffes de mousseline, treize jupons, & six robes, dont une de damas des Indes, une de satin bleu garnie, une de taffetas citron, une de taffetas, une de taffetas bleu, une autre de toile de coton, & autres effets.

Une seconde malle fut ensuite ouverte. Elle contenoit, avant l'apposition des scellés, les effets appartenants au frere Castille, & de plus un paquet de papiers en nombre de trente-six pieces.

Comme l'Exempt Meunier avoit été chargé de ces papiers, qu'on en avoit tirés le 4 Novembre 1750, il les représenta au Commissaire lors de la levée de ses scellés, & il en fut composé six liasses, dont on fit la description. Le Commissaire s'en chargea, & le 29 Mai suivant, il les remit à

Mre. de Vitry, Procureur, qui avoit la procuration de la sœur *Léonard*.

Ces papiers étoient, contrat, & acte de célébration de mariage, extraits de baptême, procédures, & enfin le billet de 1650 liv. fait, sous un nom étranger, au profit du frere Castille, par le Curé de Bertrix son frere.

Les effets de ce Moine furent également inventoriés, & (à l'exception des papiers) ils furent laissés à la garde des sieur & Dame de Lage qui s'en chargerent.

Dom Mayeur & la fondée de procuration de Peuchet signerent tous deux le procès-verbal d'inventaire.

Mais, pendant qu'à Paris, d'un côté, on se préparoit à discuter ainsi les meubles & effets du frere Castille, dans la rue de la Verrerie; &, d'un autre côté, que sa femme, enfermée à Sainte-Pelagie, étoit réduite à déplorer ses malheurs & à maudire la malignité de son étoile; le frere Castille & dom Benard, de leur côté, ne s'étoient pas endormis à Orval. Ils s'y étoient occupés des moyens de se procurer la liberté, & de se soustraire, à leur état, par une nouvelle fuite. Ils n'avoient pas ensuite tardé à mettre leur projet à exécution. Ils avoient franchi les murs de l'Abbaye d'Orval. Ils s'en étoient échappés une seconde fois, le premier jour de Janvier 1751, & ils prenoient le chemin de la premiere poste, pour revenir à Paris.

Malheureusement une chute, dans la-

quelle le frere Castille s'étoit dangereusement blessé à la tête, contraignit ces deux Moines à s'arrêter dans un village qu'ils avoient rencontré, au plus, à deux lieues d'Orval. Benard, pressé d'échapper à ses ennemis, y avoit laissé, dans un cabaret, le pauvre Castille que la perte de son sang avoit mis hors d'état d'aller plus loin. Quant à lui, après avoir troqué ses habits religieux contre ceux d'un chartier de l'aubergiste, il avoit laissé à son camarade trois louis d'or pour qu'il s'en aidât comme il pourroit. Il s'étoit fait ensuite conduire à la premiere poste, y avoit pris des chevaux, & avoit continué sa route jusqu'à Paris, où il étoit arrivé sain & sauf. (a)

Castille n'avoit pas eu la même fortune. Car des hommes que l'Abbé d'Orval avoit mis à la suite de ces deux Moines fugitifs, ayant découvert leurs traces, le découvrirent lui-même dans son cabaret, le firent transporter à Orval, & le remirent une seconde fois à son Abbé.

Le malheureux Castille venoit d'écrire,

(a) Dom Jean-Laurent Benard mourut à Samoreaux, village du Diocèse de Sens, à deux lieues de Fontainebleau, & y fut inhumé le 28 Décembre 1754, sous le nom de *Laurent* Durand. L'Abbaye d'Orval a recueilli sa cotte morte. On peut à ce sujet consulter 1°. un acte de notoriété souscrit, au profit de cette Abbaye, par la veuve de Mre. Regnault, notaire au Châtelet de Paris, & Mre. Corbeil, Procureur au Parlement de Paris, devant Mre. Miller (qui en a la minute) notaire à Paris le 9 Juin 1756. 2°. Un arrêt rendu, au Parlement de Paris, au profit de l'Abbé d'Orval, le 26 Juillet 1756.

peu d'instant avant d'être arrêté, à la Dame de Lage. Il la prioit de venir à sa rencontre, à la Villette, le samedi de la semaine suivante, parce qu'il espéroit y arriver ce jour-là par le carrosse de Sedan.

Cependant Peuchet visitoit souvent sa niece à Sainte-Pelagie. Piqué contre dom Mayeur, il se tournoit du côté de la Peuchet, & lui conseilloit de se pourvoir *en cassation de son mariage, afin qu'on lui adjugeât ses reprises & conventions matrimoniales*. Il s'étoit même fait donner la procuration de son pere, afin d'interjetter, en son nom, appel, comme *d'abus*, de la célébration du mariage de sa fille.

Les démarches de Peuchet donnerent de l'inquiétude à dom Mayeur, qui vouloit prévenir un éclat. Il fit des tentatives, auprès de la sœur *Léonard*, afin de l'engager à prendre le voile, & à prononcer des vœux. Mais la ferme résistance qu'il éprouva de sa part, redoubla bientôt ses appréhensions. Sur-tout, une requête présentée, par Peuchet, le 17 Avril 1751, comme fondé de la procuration du pere de cette femme, lui causoit les plus mortelles tranfes.

Par cette requête, Peuchet avoit demandé *que le mariage de sa niece fût déclaré nul, & que ses reprises & conventions matrimoniales lui fussent adjugées*.

Heureusement, pour dom Mayeur & l'ordre de Cîteaux, le frere Castille étoit mort. La douleur d'avoir été arrêté & séparé de sa femme, une fluxion de poitrine,

les suites de sa chute du premier Janvier 1751, & si l'on veut encore, le chagrin d'avoir été repris pour la seconde fois & remis à son Abbé; la réunion enfin de toutes ces causes, dont une seule suffisoit, l'a-voit conduit au tombeau le 27 Mars (a)

(a) Acte mortuaire du frere *Balthazar* Castille.

I. M. BERNARDUS.

Anno 1751, die 27 Martii mensis, obiit in monasterio beatæ Mariæ de Auræ avalle, strictioris observantiæ ordinis Cisterciensis, Diœcesis Trevirensis, sacramentis sanctæ matris ecclesiæ ritè præmunitus, dilectus nobis, in Christo, frater Balthazar Castille, acolytus, Luxemburgensis, anno ætatis 59, professionis Religiosæ 36.

(*Pro cujus animâ, vestras precamur orationes, tum ex debito confraternitatis, tum ex caritate. Et orabimus pro vestris.*)

Requiescat in pace.

» Je souffigné, Religieux-profès, Prêtre, de l'Or-
 » dre de Cîteaux, Prieur titulaire du Prieuré des Ro-
 » fiers, au Diocèse de Reims, & Procureur-Général de
 » l'Abbaye de Clairvaux & des maisons qui en dé-
 » pendent, demeurant au college Saint-Bernard; cer-
 » tifie à tous ceux qu'il appartiendra, que le certifi-
 » cat en billet mortuaire de l'autre part, est vérita-
 » ble, & qu'il m'a été envoyé, par le Révérend Abbé
 » d'Orval, dans une lettre en date du 13 Août 1751,
 » que je suis en état de représenter, pour l'avoir en
 » main. Je certifie en outre que ledit billet mortuaire
 » est d'usage dans l'Ordre, & que la personne y dé-
 » nommée est frere *Balthazar* Castille, mari de *Mi-
 » chelle* Peuchet, qui fut arrêté le 4 Novembre 1750,
 » en vertu d'une lettre de cachet, & reconduit en
 » l'Abbaye d'Orval, par moi souffigné, qui délivre
 » le présent certificat à sa veuve, pour lui servir &
 » valoir ce que de raison, auquel foi doit être ajou-
 » tée, & au has duquel j'ai apposé le sceau ordinaire
 » de mes armes. A Paris, en notre college, le 31 Jan-
 » vier 1754. Signé,

F. Joseph Mayeur.

N iij

suivant. Il étoit alors âgé de cinquante-huit ans , six mois & 13 jours , dont il avoit passé seulement six ans , trois mois & six jours dans l'état de son prétendu mariage avec *Michelle* Peuchet.

Cependant Peuchet , qui n'étoit pas encore instruit , le 16 du mois de Juillet 1751 , de la mort du frere Castille , pressoit vivement sa niece de se joindre à lui , pour faire prononcer la nullité de son mariage. Mais dom Mayeur , certain que Castille n'existoit plus , quoique l'Abbé d'Orval ne lui eût pas encore fait parvenir l'acte de son décès , dom Mayeur chercha à parer le coup. Il écrivit , 1°. à la Supérieure de Sainte-Pelagie , le 18 du même mois , qu'il la conjuroit d'empêcher la *Demoiselle Peuchet* de donner sa procuration à son oncle , pour se pourvoir en cassation de son mariage , parce qu'aussi-tôt qu'il auroit reçu l'extract mortuaire de Castille il lui en donneroit avis ; 2°. à Mre. de Vitry , procureur de la sœur *Léonard*. Il lui rendoit compte , en ces termes , de sa démarche auprès de la Supérieure de Sainte-Pelagie. *Il y a quelques jours que j'écrivois à la Supérieure de Sainte-Pelagie , & la priai de dire à Madame Peuchet de ne point donner sa procuration à son oncle*

NB. Ç'a été sur cet acte que 1°. *Michelle* Peuchet , veuve du frere *Balthazar* Castille , a épousé sur Saint-Jean en Greve , le 12 Février 1754 , *Pierre* Saget , dit , de Launay , 2°. *Reine-Michelle* Castille sa fille a été épousée , sur Saint-Eustache , à Paris , le 29 Avril 1765 , par *Jean-François-Joseph* Varnier.

pour se pourvoir en cassation de mariage, parce que j'espérois incessamment de recevoir l'extrait mortuaire de son mari. Aussi-tôt que je l'aurai reçu, je vous en donnerai avis, & nous prendrons les mesures convenables.

Les démarches de dom Mayeur réussirent. La mort du frere Castille, qui fut enfin connue de Peuchet, acheva d'ailleurs d'opérer la tranquillité que le Procureur-Général de Clairvaux cherchoit à procurer à son ordre.

Le 26 Septembre 1754, *Hipolite-Louis* Castille, le plus jeune des enfants du frere Castille & de *Michelle* Peuchet, mourut. C'étoit à lui qu'on avoit donné pour nourrice la femme de *Nicolas-Louis* Noël, vigneron à Celles.

Hipolite-Louis étoit resté entre les mains de cette femme jusqu'au 21 Janvier 1751. A ce temps, elle & son mari l'avoient apporté à Paris. Ils s'étoient adressés, pour être payés de leurs nourritures, à la Dame de Lage, cette tendre & véritable amie de la sœur *Léonard*. Mais ayant appris d'elle la détention, à Sainte-Pelagie, de la mere de leur nourrisson, & qu'inutilement ils solliciteroient la permission de la voir, s'ils n'étoient pas autorisés d'un ordre du Roi; ces bonnes gens effrayés de tant de difficultés, avoient désespéré de les vaincre.

Ils avoient préféré de s'adresser à Peuchet, oncle de la sœur *Léonard*. Ils lui

avoient présenté le fils de sa niece, lui avoient demandé le paiement de leur salaire, & avoient offert de lui remettre son petit neveu.

Mais Peuchet ayant refusé net de se charger de l'enfant & de payer la nourrice, Noël & sa femme avoient porté le petit Castille au Commissaire Grimperel. Celui-ci, par son procès-verbal, avoit ordonné que le fils de Castille seroit porté aux Enfants-trouvés. Cette ordonnance avoit été exécutée. L'enfant y avoit effectivement été reçu le même jour, & le bureau l'avoit donné, pour être continué à nourrir, à *Marie-Jeanne* l'Epine, femme de *Pierre* Caulet, laboureur, demeurant à Vilnay.

Telles avoient été les aventures de ce dernier enfant du frere Castille & de sa femme.

Si la Dame de Lage ne le garda pas au mois de Janvier 1751, ce n'est point que la générosité de ses sentiments pour la sœur *Léonard* eût souffert aucune altération. Incapable de varier, cette femme étoit toujours la même pour son amie. Ni le temps, ni les malheurs de celle-ci n'avoient rien opéré, contr'elle, sur l'esprit de celle-là. Mais la Dame de Lage étoit elle-même (comme on l'a dit plus haut) mere de six enfants, alors & actuellement, vivants. Elle leur devoit la préférence, & comme elle ne les faisoit subsister, & ne subsistoit elle-même que de son travail, il n'étoit pas possible qu'elle grossît le nom-

bre de ses convives , de l'enfant du frere Castille , sans diminuer la subsistance des siens propres & leur faire une injustice. D'ailleurs cet enfant seroit tombé totalement à sa charge. Enfin , & ceci tranche , son mari ne la laissa pas la maîtresse de suivre les mouvements de son cœur.

On se souvient , sans doute , que les effets de Castille & de sa femme étoient restés à la garde des sieur & Dame de Lage , aux termes du procès-verbal de levée des scellés du 30 Janvier 1751.

Or Peuchet entreprit de les vendre à son profit , & il y reussit. Mais , pour les retirer des mains des sieur & Dame de Lage , il avoit supposé que sa niece lui en avoit donné le pouvoir , & qu'elle lui avoit confié sa quittance , qu'il leur remit.

Dans le fait , cette quittance étoit supposée. La femme de Peuchet l'avoit écrite. Elle avoit contrefait la signature de la sœur *Léonard* , & elle avoit daté cette prétendue quittance du 8 Septembre 1750.

Cependant , chargé envers la communauté de Sainte-Pelagie de la pension de la sœur *Léonard* , Peuchet n'en avoit encore payé , depuis le 4 Novembre 1750 , jusqu'au 27 Janvier 1753 , qu'une somme de 352 liv.

L'inexactitude de l'oncle procura le salut de la niece. Les administrateurs de Sainte-Pelagie se pourvurent contre Peuchet. Ils le traduisirent devant Mr. Berruyer , Lieutenant-général de police , & le

27 Mars 1753, ils firent prononcer une sentence de Police qui le condamnoit à payer.

Il avoit été plus facile à ces administrateurs d'obtenir des condamnations contre Peuchet, qu'il ne devoit leur être aisé de les faire mettre à exécution. Car ce notaire étoit devenu totalement insolvable.

Sa misère, en même temps qu'elle fit naître les plus grandes inquiétudes sur le paiement des pensions de sa niece, porta la Supérieure à examiner de plus près le mérite de la détention de cette prisonnière.

La conduite sage & honnête de celle-ci, ouvrit les yeux à celle-là. On causa avec la sœur *Léonard*. On lui fit des questions, auxquelles elle répondit convenablement. On faisoit, à la fois, des informations sur son compte. Enfin, on crut voir qu'elle étoit innocente, & que son innocence devoit triompher.

Heureusement encore, pour elle, dans le même temps, la Dame de Lage, l'infatigable Dame de Lage, faisoit joindre aux démarches de la Supérieure de Sainte-Pelagie la réclamation de quelques-uns des parents de la sœur *Léonard*. Le Ministre faisoit révoquer l'ordre du Roi qui retenoit *Michelle* Peuchet captive. Les fers de cette malheureuse étoient brisés. Il étoit ordonné qu'elle seroit mise en liberté. Et tout cela étoit l'ouvrage de la Dame de Lage.

Mais il étoit, toujours dû à Sainte-Pelagie 800 livres pour le restant des pensions.

Le paiement en étoit indispensable. Peuchet étoit devenu absolument insolvable, & la sœur *Léonard* n'avoit pas le sol.

Dans cette position embarrassante, elle proposa à la Communauté de Sainte-Pelagie d'accepter le transport qu'elle feroit, à son profit, d'une obligation dont Mr. ****, Mrs. des requêtes, lui devoit le montant. On l'écouta. Le transport fut passé, &, à ce prix, on ouvrit les portes à la sœur *Léonard* au mois de Juillet 1753, & on la rendit à la Dame de Lage.

On dit à la Dame de Lage, parce que, cette respectable amie, qui n'avoit jamais abandonné la veuve de Castille, qui avoit partagé ses douleurs, qui s'étoit frayé même un chemin, jusqu'à son cachot, pour la voir, & lui porter des consolations que celle-ci sembloit n'avoir plus droit d'espérer de qui que ce fût sur la terre; la Dame de Lage, dit-on, 1°. avoit été avertie, par ordre du ministère, du temps précis de la sortie de son amie. 2°. Elle étoit accourue, en conséquence, à Sainte-Pelagie, à l'heure qu'on lui avoit indiquée. 3°. C'avoit été à elle, enfin, que la sœur *Léonard* fut remise.

Il n'est pas de cette cause de s'occuper à dénombrer combien de différents sentiments de joie, d'alégresse, & de surprise, occupoient tour-à-tour l'ame de la Dame de Lage. Ces sentiments, il est plus aisé, d'ailleurs, de les ressentir que d'en faire le tableau. Ainsi on laisse aux lecteurs, dont le

cœur sensible aura nécessairement suivi , avec plaisir, la Dame de Lage dans toute sa conduite avec la femme de Castille , le soin de les analyser.

La Dame de Lage ne s'en tint pas à ce qu'elle avoit fait. Elle ramena chez elle , comme en triomphe , la veuve du frere Castille. Elle lui rendit le logement qu'elle y habitoit avant ses malheurs , & ne s'occupa que du soin de les lui faire oublier. L'intérêt sans doute ne guidoit pas cet être bienfaisant. Castille n'existoit plus , & sa veuve n'avoit rien.

Depuis un an , environ , la maison de cette Dame receloit un jeune garçon , que la Providence avoit destiné , dès le commencement , à consoler *Michelle* Peuchet , & à succéder , dans son cœur , au défunt frere Castille.

Pierre Saget , dit de Launay , né le 21 Juillet 1730 , & baptisé à Vitry sur Seine le 31 du même mois , étoit ce garçon.

A l'aide d'un emploi médiocre dans un des bureaux de la compagnie des Indes , il dévorait , dans le réduit ténébreux d'un petit cabinet , & dans l'amertume de son cœur , les chagrins cuisants , & l'infortune qui sont les suites les plus ordinaires d'une naissance que le mariage n'a pas précédée.

Le récit des aventures de la Dame Castille avoit réveillé ce jeune garçon de son abattement , & avoit fixé son attention. Il avoit connu qu'il n'étoit ni le seul , ni le plus à plaindre des hommes , & il avoit

oublié ses malheurs, pour ne s'occuper plus que de ceux de cette femme. Mais, au même instant, il s'étoit senti fortement atteint d'un desir violent de connoître la personne dont la singularité des aventures avoit opéré, en lui, un aussi grand changement, & bientôt, ce desir étoit dégénéré en une passion d'une espece dont il est, ordinairement, peu d'exemples.

On sait que les malheureux s'entrecerchent. Ils se repaissent, avec avidité, de l'histoire & des événements extraordinaires qui peuvent servir d'aliment à leur douleur.

Il en avoit été ainsi à l'égard de Saget. Ce jeune homme n'avoit entendu qu'avec délices le récit qu'on avoit fait, en sa présence, des infortunes de la veuve de Castille. Il en venoit jusqu'à se pâmer, lorsque quelqu'un contoit, devant lui, les différentes circonstances dans lesquelles la veuve de ce Moine avoit fait montre de tant de fermeté & de courage. Les aventures de cette femme étoient compliquées, & la sienne, à lui, étoit fort simple. La veuve Castille avoit supporté sa mauvaise fortune avec constance; & lui, il se trouvoit accablé du poids de la sienne. D'où il concluoit que *Michelle* Peuchet avoit une ame d'une trempe supérieure. Qu'elle étoit une femme véritablement forte. Ainsi, tout ce qu'il avoit entendu & entendoit continuellement publier d'elle, piquoit davantage sa curiosité.

Il étoit bien impossible , au reste , que Saget , tel qu'on l'a dépeint , & que tous ses amis le connoissent , fût dans une autre situation.

Avant que la niece de Peuchet eût obtenu son élargissement , les souhaits de ce jeune garçon s'étoient bornés seulement à la voir. Il se fût estimé heureux d'en être simplement connu.

Mais à l'instant , qu'après avoir été mise en liberté , elle fut rentrée dans la maison de la Dame de Lage ; que Saget l'eût vue , & qu'elle eût connu Saget ; alors ce garçon donna l'effort à ses desirs. Incontinent ils n'eurent plus de bornes , & ils s'accroissoient , encore , par la facilité que le pauvre Saget trouvoit à la voir souvent , à lui parler , à s'entretenir avec elle.

Ce que les différentes conversations , tenues en l'absence & sur le compte de *Michelle* Peuchet , avoient effleuré dans Saget , l'instant de la présence de cette femme l'avoit achevé.

Il chercha donc à lier une connoissance plus particuliere avec elle. Mais il se sentit bientôt consumé par l'ardeur de devenir son mari. Il est vrai que la physionomie de cette femme présentoit , alors , un mélange tout-à-fait intéressant d'innocence , de peine , d'une noble douleur , d'une tristesse profonde , & d'une parfaite résignation.

Quoi qu'il en ait été , Saget avoit saisi la premiere occasion , commode , pour faire

à la veuve de Castille le compliment qu'il lui avoit préparé depuis long-temps sur son retour, & celle-ci avoit trouvé qu'il ne s'en étoit point trop mal acquitté. Un air de sagesse, de candeur, d'ingénuité, de franchise & de bonne-foi, répandu dans toute la personne de Saget, l'honnêteté qu'il avoit su mettre dans ce qu'il avoit dit; enfin, la figure, la taille, la jeunesse, que veut-on de plus, l'ensemble de l'homme, peut-être, encore la nécessité d'un second mariage, tout, en un mot, avoit concouru à servir, dans l'esprit de la veuve du frere Castille, ce garçon qui l'aimoit si éperdument.

Faut-il, après cela, s'étonner qu'il ait conclu, dans une deuxieme ou troisieme conversation, ce qu'il avoit ébauché avec tant de succès dans la premiere?

Au surplus, il s'étoit présenté en consolateur. Heureusement pour lui, bientôt la Dame Castiste n'avoit plus eu besoin de consolation. Plus heureusement encore, elle avoit oublié le défunt moine Castille, & son cœur, elle l'avoit donné tout entier à lui, Saget, jeune, plein de vie, & qui avoit déclaré ne vouloir vivre désormais que pour elle, & avec elle, & compter pour rien la vie sans elle.

Cependant la fortune de Saget se trouvoit bornée, comme on l'a dit, au seul produit de l'emploi médiocre dont il a été parlé. Celui qu'on lui avoit dit être son pere augmentoit, à la vérité, ce pe-

tit revenu de quelques louis dans l'année. Mais notre jeune homme comptoit, beaucoup plus, sur l'avancement prompt que sa bonne conduite pourroit lui mériter, que sur les secours paternels. Ainsi, c'étoit à son emploi seul, & à ses espérances, qu'on devoit réduire l'avoir de l'amant de la veuve de Castille.

Ce qu'il possédoit, au reste, il l'offroit de belle grace, avec sa main, à *Michelle* Peuchet. Il lui eût offert, avec le même empressement, la plus immense fortune, s'il en eût été le propriétaire, & celle-ci se contentoit de ce que possédoit Saget, & l'acceptoit.

A la vérité elle rencontroit, dans ce futur mari, un homme jeune & bien fait, d'une figure intéressante & épris de ses charmes, enfin, amoureux de sa personne, & en état de la faire subsister avec sa fille.

Il ne lui restoit, à elle, que les débris de sa dot de dix mille livres. Sur ces dix mille livres, six mille livres étoient perdus sans ressource. Les autres quatre mille livres on a dit qu'ils avoient été employés peu solidement. Ainsi elle n'avoit rien, ou du moins très-peu de chose. De plus, elle étoit chargée de sa fille, &, par conséquent, elle devoit s'estimer fort heureuse de sa trouvaille. Pouvoit-elle même raisonnablement aspirer à quelque chose de plus ?

Dès que Saget eut été agréé par la veuve du frere Castille pour son mari, il s'occupa sérieusement, aussi-tôt, du soin d'accélérer

célérer son bonheur. Un tuteur lui fut créé, & sous son autorité, Mr. Andriéu, notaire à Paris, dont Saget avoit été le clerc, dressa & reçut le contrat du futur mariage. Enfin, le 12 Février 1754, *Pierre Saget*, dit de Launay, & *Michelle Peuchet*, veuve du frere *Balthazar* Castille, furent mariés en l'Eglise paroissiale de Saint-Jean en Greve, à Paris (a). *Michelle Peuchet*, qui se marioit, comme la veuve du sieur *Balthazar* Castille, bourgeois de Paris, ne représenta point d'autre acte de sa mort, que celui que dom Mayeur lui avoit délivré, & qu'on a lu à noté de la page 197.

La nouvelle mariée étoit alors âgée de trente ans & dix jours. Son mari, au contraire, n'avoit que vingt-trois ans, sept mois & vingt-un jours; par conséquent,

(a) L'an 1754, le douzieme jour du mois de Février, après un ban publié en cette Eglise, & en celle de Saint-Berthelemi, sans opposition: vu de Mr. l'Archevêque, la dispense des deux autres, en date du 11 de ce mois, signée de Faraman, Vicaire-Général, & plus bas de la Touche, insinuée & contrôlée le même jour, signée Gervais; les fiançailles célébrées le samedi précédent; ont été mariés *Pierre Saget*, dit de Launay, demeurant rue de la Verrierie, de cette Paroisse, fils de *Marie-Madelaine Saget*, d'une part: & *Michelle Peuchet*, demeurant dites rue & Paroisse, depuis plus d'une année, veuve, majeure, de *Balthazar* Castille, Bourgeois de Paris; vu le certificat de mort de l'autre part, &c.

Registres des mariages de la Paroisse de Saint-Jean en Greve, à Paris.

NB. Le certificat de mort est celui du frere Castille, tel qu'on l'a lu à la noté de la page 197.

il étoit plus jeune qu'elle de six ans, quatre mois & dix-neuf jours.

La Dame Saget & son mari ne s'occupèrent pendant long-temps que du soin de s'aimer. On a lieu de penser qu'ils étoient alors bien éloignés de croire qu'ils pussent jamais exercer aucune action raisonnable contre l'Abbé de Clairvaux & les Moines de sa filiation.

Mais comme on se lasse de tout, & qu'il n'est guere possible de toujours aimer avec une égale force, le même objet ; qu'enfin il faut bien, quelquefois, se distraire d'une douce habitude par une situation violente & agitée ; pourquoi ne seroit-il pas croyable qu'un procès, avec l'Abbé de Clairvaux, eût été regardé par les sieur & Dame Saget comme une récréation nécessaire à deux personnes qu'un amour a unies trop paisiblement pendant quelque temps, afin de goûter après, avec plus de délices, les douceurs de ce premier amour.

On ignore si ce qui va suivre eut pour cause la réflexion précédente. L'on sait seulement qu'au bout de quelques années d'amour & de mariage, Saget & sa femme s'aviserent de réfléchir sur l'enlèvement & la mort du frere Castille ; sur la détention de la sœur *Léonard* à Sainte-Pelagie, & sur la disparition de *Balthazard-Claude-Michel*, & d'*Hypolite-Louis* Castille. Le besoin enhardit leurs réflexions. Nos époux se familiarisèrent avec elles. Après les avoir

bien rebattues pendant quelque temps, ils se crurent fondés à les réaliser.

Ils sollicitèrent donc auprès de l'Abbé de Clairvaux des dommages & intérêts, tant pour raison de la détention de la veuve de Castille, que pour raison de la mort de son mari, & de la soustraction de leurs deux enfants. Mais les choses ne succédèrent pas au gré de leurs desirs. L'Abbé de Clairvaux les éconduisit, & rejetta leurs demandes. Ce n'étoit pas un principe d'inhumanité qui causoit son refus. Il craignoit que les enfants du défunt frere Castille ne voulussent métamorphoser par la suite ce qu'il eût bien désiré alors faire pour leur mere & pour eux, par esprit de compassion, en une approbation & une reconnaissance de la solidité des prétentions de *Michelle Peuchet* & de son second mari.

Cet Abbé, au reste n'étoit plus dom *Pierre Mayeur*. Ce dernier étoit mort, & dom *François* le Bloy avoit été élu pour lui succéder.

Saget & sa femme prirent le parti de s'adresser à Mr. l'Archevêque de Paris. Ils présentèrent à ce Prélat, dans un long mémoire, le tableau de l'enlèvement de *Castille*, mari de la Dame Saget; sa conduite & sa mort à Orval; en un mot, la perte de ses deux enfants, (dont elle disoit qu'elle ignoroit l'existence,) & de sa dot à elle-même.

A la lecture du mémoire, le Prélat fut attendri. Néanmoins s'il fut touché, il

voulut être instruit. Il manda le Procureur-Général de Clairvaux.

Dom Mayeur n'exerçoit plus cette commission depuis la mort de l'Abbé de Clairvaux son frere. Dom Jobart l'avoit remplacé.

Celui-ci se rendit chez Mr. l'Archevêque, & y prit lecture du mémoire de Saget & de sa femme, par ordre de ce Prélat, qui exigea encore de lui qu'il en avouât ou déniât les faits.

Le Procureur - Général de Clairvaux avoua, sans détour, à Mr. l'Archevêque de Paris, que le frere Castille, Moine de l'Abbaye d'Orval, avoit épousé *Michelle* Peuchet. Que ce Moine, dénoncé à l'Abbé de Clairvaux par l'oncle de sa prétendue femme, & réclamé par l'Abbé d'Orval, lui avoit été rendu après qu'on l'avoit eu arraché des bras de sa femme, en vertu d'ordres du Roi, sollicités par l'Abbé de Clairvaux. Que la Peuchet, elle-même, avoit aussi été arrêtée en vertu des mêmes ordres, que Peuchet son oncle avoit obtenus, contre elle, & qu'elle avoit été conduite à Sainte-Pelagie, où elle avoit été détenue pendant trois ans. Sur le reste du contenu au mémoire, il déclara ne pouvoir pas s'expliquer davantage, parce qu'il n'étoit point à sa connoissance.

A ce récit du Procureur-Général de Clairvaux, le Prélat estima que l'Abbé d'Orval devoit quelques dédommagements à la femme du sieur Saget. Il voulut en écrire à l'Abbé de Clairvaux, & pria en

même temps dom Jobart de monter au secrétariat, & d'y laisser le modele de la lettre qu'il croyoit qu'il fût convenable d'écrire à cet Abbé.

Dom Jobart ne laissa pas ignorer à la Dame Saget ce qui venoit de se passer entre Mr. l'Archevêque & lui. Il adressa en conséquence à cette Dame la lettre que voici.

Paris, le 18 Août 1762.

Mr. l'Archevêque paroît bien décidé, Madame, à s'intéresser pour vous. Il a désiré que je lui confirmasse les faits avancés sur le placet. Je lui ai dit qu'une partie, & même la plus essentielle, étoit de ma connoissance. Il m'a prié de monter au secrétariat pour faire moi-même le modele de la lettre qu'il étoit à propos d'écrire à Mr. l'Abbé de Clairvaux. Je connois trop le bon cœur de cet Abbé pour ne pas assurer qu'il fera auprès de celui d'Orval tout ce qui dépendra de lui. Je desire bien sincèrement que ces démarches soient plus utiles que les premières. Je me féliciterois d'y avoir contribué pour quelque chose. J'ai l'honneur d'être, &c. Signé Jobart.

Mr. l'Archevêque de Paris écrivit en effet à Mr. l'Abbé de Clairvaux. Mais cet Abbé n'ayant fait d'autre réponse à la lettre du Prélat, sinon qu'il écriroit lui-même à l'Abbé d'Orval; & ce dernier n'ayant jugé à propos de rompre le silence qu'il paroïssoit s'être imposé, que pour faire offrir définitivement à la Dame Saget une

modique somme de 200 livres qu'il avoit fait déposer entre les mains du précédent Curé de Saint-Sauveur à Paris; les sieur & Dame Saget, qui virent s'évanouir, par la modicité de cette somme, toutes les espérances qu'ils avoient conçues, traduisirent en justice l'Abbé & la filiation entiere de Clairvaux.

Le 30 Décembre 1762, ils présentèrent leur requête à Mr. le Lieutenant civil au Châtelet de Paris; & en vertu de son ordonnance du même jour, le 7 Janvier 1763, ils firent assigner devant lui, au parc civil, les Abbés & Religieux de la filiation de Clairvaux, dont dépend l'Abbaye d'Orval.

Dom le Bloy, Abbé de Clairvaux, Supérieur immédiat, (comme on l'a dit,) de l'Abbaye d'Orval, fit évoquer au grand-conseil, le 10 du même mois, la demande des sieur & Dame Saget. Cette évocation étoit fondée sur des Lettres patentes du mois de Mars 1719, confirmatives des privilèges de l'Ordre de Cîteaux.

Dom *Albert* n'étoit plus Abbé d'Orval en 1763. Dom *Menne* remplissoit le siege de cette Abbaye.

La cause portée à l'audience du grand-conseil, deux Avocats fameux se présentèrent pour défendre les parties.

Mr. (*Jean-Baptiste*) Gerbier (*a*) plaidoit pour les sieur & Dame Saget.

(*a*) Avocat fameux, qui en a prêté le serment au Parlement de Paris le 8 Juillet 1745. Il est fils de Mre. *Jean-Baptiste* Gerbier de la Massillaye, qui, après avoir été reçu Avocat au Parlement de Bretagne, à Rennes,

Mr. (*Louis*) Doucet (*a*) étoit l'Avocat de l'Abbé de Clairvaux.

Mr. (*Pierre*) (*b*) Arnauld de la Briffe portoit la parole pour le ministère public.

Mr. Gerbier parla le premier, & dit :

Dans cette cause, je suis pour le sieur *Pierre* Saget de Launay, bourgeois de Paris, & la Demoiselle *Michelle* Peuchet sa femme, auparavant veuve du sieur *Balthazard* Castille, bourgeois de Paris; tant en leur nom que comme stipulant pour *Reine-Michelle* Castille, fille de ladite *Michelle* Peuchet & dudit *Balthazard* Castille, qui sont demandeurs.

Contre dom *François* le Bloy, Abbé de Clairvaux, & les Religieux de sa filiation, qui sont défendeurs.

Mes conclusions tendent à ce qu'il plaise au conseil condamner les Abbé de Clair-

le 24 Mai 1723, & s'y être acquis la plus grande réputation de lumières & de probité, transporta ensuite son domicile, sa famille & sa fortune à Paris, se fit inscrire sur le tableau des Avocats du Parlement séant en cette capitale, le 18 Mai 1739, & y exerça la profession d'Avocat avec distinction & les éloges du public & de ses confrères.

Il étoit remarquable sur-tout par une grande modestie, & par la facilité de la communication.

(*a*) A prêté le serment d'Avocat au Parlement de Paris, le 11 Juillet 1735, & est mort, à Paris, avec la réputation d'un Avocat d'une profonde érudition, & d'une modestie qui avoit peu d'exemples.

(*b*) Fils de *Louis*, Commissaire départi en la généralité de Caen, & de *Madelaine* Thoynard, fille de *Barthelemi* Thoynard, fermier-général, & de *Marie* de Saint-Pierre son épouse, dont on a parlé précédemment,

vaux & Religieux de sa filiation, dont dépend l'Abbaye d'Orval, 1° à rendre ou à faire rendre à ceux pour qui je parle, Hippolite-Louis Castille leur fils, que les Bernardins ont fait enlever au mois de Novembre 1750, ou à déclarer où il est actuellement; en cas de décès, à en justifier dans le jour, à compter de l'arrêt à intervenir. Comme aussi, que dans le même délai, ils seront tenus de justifier à ceux pour qui je parle de la prétendue profession dudit Balthazard Castille, pour ce fait ou à faute de ce faire, être pris tel parti qu'il appartiendra : en tout cas, les condamner solidairement 1°. à payer à ceux pour qui je parle, savoir, la somme de 10000 livres apportées en dot audit défunt sieur Castille par Michelle Peuchet, l'une de mes clients, avec les intérêts, à compter du 4 Novembre 1750, jour de son enlèvement. A leur payer pareillement 300 livres du douaire à elle constitué du passé & à l'avenir. 2°. Les pensions de ladite Reine-Michelle Castille, à compter dudit jour, à raison de 600 livres par an. 3°. 40000 livres pour les aliments desdits enfants. 4°. Attendu les vexations exercées contre la Demoiselle Peuchet, l'une de ceux pour qui je parle, 20000 livres de dommages & intérêts, ou telle autre somme qu'il plaira au conseil fixer; 5°. aux dépens.

On est dans l'impuissance de donner ici le plaidoyer de Mr. Gerbier, parce que cet Avocat ne l'a pas fait imprimer, &

que d'ailleurs il plaide plus communément de mémoire, & sur son seul extrait. Mais on a cru devoir substituer à ce morceau, d'éloquence sans doute, le mémoire qui fut imprimé dans la cause.

Mr. Loiseau de Mauleon (a), autre Avocat, en est l'auteur. Il ne l'a fait paroître qu'après la plaidoierie de Mr. Doucet. Ainsi on ne doit pas être étonné de trouver répandue dans tout le corps de son mémoire la réplique aux moyens de l'Abbé de Clairvaux, qu'on ne devoit s'attendre à lire qu'après le mémoire de Mr. Doucet. Mais tel est le malheur de cette cause, que, comme on l'a dit, d'un côté, Mr. Gerbier n'a pas fait imprimer son plaidoyer; & d'un autre côté, étant dans l'habitude de plaider sans autre préparation par écrit que celle de son extrait, il n'a laissé aucune des ressources qu'on pourroit imaginer pour se procurer soit le manuscrit original, soit la copie de ce qu'il a dit.

Voici le mémoire de Mr. de Mauleon.

„ LA FICTION a-t-elle jamais rien ha-
 „ sardé de plus étonnant sur la scene, que
 „ ces révolutions imprévues qui ont attiré
 „ depuis deux ans l'attention & la curio-
 „ sité du public? Et le vrai n'a-t-il pas
 „ été beaucoup au-delà du vraisemblable?
 „ „ Ainsi parloit l'illustre d'Agues-

(a) *Alexandre-Jérôme Loiseau de Mauleon, Avocat au Parlement de Paris, où il a prêté serment, le 8 Juillet 1751.*

seau à la vue des questions célèbres qui, sur la fin de l'autre siècle, s'agitoient au barreau. Nous pouvons aujourd'hui répéter ce que disoit autrefois ce grand homme, puisque d'incroyables événements se sont reproduits parmi nous depuis peu d'années.

Mais entre ces causes singulieres que les passions des hommes ont fait naître, en est-il de plus extraordinaire que celle qui nous amene aux pieds de la justice? Deux époux vertueux, estimés, heureux par leur mutuel amour, suivoient paisiblement la route des devoirs, quand tout-à-coup le plus terrible orage fond sur leurs têtes, & précipite leur innocence dans un abyme de maux inouis. Un citoyen, mari & pere, est arraché sans formalités & sans titres, à la société, à sa femme, à ses fils. On l'enchaîne, on le plonge dans des prisons lointaines, où l'attendoient le supplice & la mort. L'épouse est traînée dans ces lieux d'humiliation, destinés à punir la débauche & à venger les mœurs. Quelles mains ont frappé ces grands coups? Un Moine avide, un Moine déjà connu par ses infidélités dans son Ordre, un Moine dont sans doute les passions cachées allumoient l'inhumaine cupidité, voilà l'auteur de ces affreux désastres. Mais dans quels pièges a-t-il enveloppé sa proie? Frere de son Supérieur, il prend de lui des pouvoirs; calomniateur audacieux, il surprend au Ministre des ordres, en lui peignant l'hom-

me qu'il vouloit perdre comme un apostat débauché, sa femme comme la complice impure de son libertinage, ses enfants comme les fruits du crime.

Habile à remuer les ressorts de l'artifice & de l'autorité, il se flattoit qu'une éternelle nuit couvriroit tant de perfidies sous ses ombres. Mais tôt au tard le jour de la justice arrive. Il est enfin venu ce moment tant souhaité par la plus infortunée des femmes.

Que d'intérêts cette cause rassemble ! quels spectacles affligeants elle présente ! On y verra la nature outragée, la religion compromise, le droit des gens violé, la vertu déshonorée & mise aux fers, l'avarice, ou d'autres vices plus secrets, triomphants, l'usurpation & la violence masquées des noms de justice & d'ordre, la majesté des tribunaux profanée par les fureurs de la vengeance, tous les fléaux accumulés sur une famille irréprochable ; & pour comble de honte, c'est des lieux saints que sortiront ces tristes exemples. A Dieu ne plaise que nos lecteurs, malignement avides du récit des excès que les Ministres de l'autel ont commis, en fassent rejaillir le scandale sur leur auguste ministère.

F A I T.

Catherine-Michelle Peuchet naquit à Stenay le 2 Février 1724. *Jean-Baptiste* Peuchet son pere étoit fabricant. Sa mere

se nommoit *Jeanne Pierzon*. Ses pere & mere l'envoyerent à Paris chez un parent, officier mouleur de bois, nommé *Louis Langlois*, & dont la femme vit encore. De quelque agrément extérieur que la nature eût doué la jeune *Peuchet*, ses parents n'avoient pas lieu de craindre que son séjour dans cette ville lui devînt funeste, puisqu'au frivole éclat de la figure, elle joignoit des qualités plus réelles, celles d'une ame droite & vertueuse. Un homme, nommé *Castille*, qui avoit lié, depuis long-temps, connoissance avec le sieur *Langlois*, prit du goût pour sa jeune parente. Connu depuis trente ans, dans le monde, pour un homme de bien, estimé de tous les négociants dont il avoit tenu les livres, il avoit amassé, par son travail & son économie, une somme de 36000 liv., & sa fortune ne pouvoit qu'augmenter. Il l'offrit à la Demoiselle *Peuchet*, & lui déclara son penchant pour elle. Quoiqu'il fut d'un âge bien supérieur au sien, elle fut flattée de cet aveu. Des qualités qu'une fille moins honnête se fût contentée d'estimer, lui inspirerent un véritable retour. Ce sentiment, qui forme les passions, ne s'étoit point encore éveillé en elle. Elle aimoit pour la premiere fois, & s'attacha au sieur *Castille* avec toute la vivacité d'une premiere inclination.

Le sieur *Langlois* qui ne vit rien que de sortable dans cette union, en écrivit le projet aux pere & mere de la Demoiselle

Peuchet. Ceux-ci envoyèrent leur consentement & leur procuration ; & , par contrat du 6 Octobre 1744, on arrêta les clauses du contrat de mariage. Il fut convenu qu'il y auroit communauté de biens ; que des 36000 liv. qu'avoit Castille en deniers comptants, dettes actives, actions de rentes, & autres effets mobiliers, il y en entreroit 10000 liv. ; que le surplus seroit stipulé propre au futur, & aux siens. Il doua sa femme de 300 liv. de rente, lui assigna un préciput de 3000 liv. La Demoiselle Peuchet, de son côté, apporta en dot une somme de 10000 liv. qui lui fut donnée par le sieur André, chapelain de la Sainte-Chapelle, son oncle. La tradition réelle lui en fut faite entre les mains de Robineau notaire, qui se chargea de la dot jusqu'à l'emploi. Les bans furent ensuite publiés dans les paroisses des deux parties. Le mariage fut célébré le 26 Décembre à Saint-Gervais, & l'acte de célébration rédigé en présence des témoins nécessaires.

Castille continua encore quelque temps l'emploi de teneur de livres. En 1745, il partit pour la Franche-Comté, où l'on lui présentait un poste plus considérable. Il laissa, en partant, une procuration à la Demoiselle Cazette à Paris. L'étendue de cette procuration est une nouvelle preuve de la fortune qui étoit constatée par son contrat de mariage. Il y donne les pouvoirs " les „ plus amples de recevoir le prix des ven-

„ tes, cessions, & transports qu'il pourroit
 „ faire; de recevoir tous arrérages & ca-
 „ pitaux de rentes, accroissements d'icel-
 „ les, d'en faire l'emploi par obligations,
 „ contrats de constitutions, ou acquisitions
 „ de fonds; de faire, contre ses débiteurs,
 „ toutes poursuites, contraintes & saisies;
 „ constituer Procureur, plaider, transi-
 „ ger, faire remises, accorder délais, &c. „
 Leur séjour, en Franche-Comté dura en-
 viron cinq années. Ils n'en sortirent que
 pour revenir à Paris, où l'appui d'un des
 fermiers-généraux du Roi venoit de leur
 procurer une commission plus avantageuse
 pour la Bourgogne. Ils attendoient le mo-
 ment de partir. C'est ainsi que la bonne
 conduite de Castille le mettoit en état d'é-
 lever avec succès sa famille. Il avoit eu
 de son mariage trois enfants. L'ainé étoit
 mort jeune; le second étoit une fille, née
 le 22 Avril 1746; le dernier étoit un fils
 né le 19 Juillet 1750.

Tandis que ces deux époux jouissoient
 du bonheur de leur union, des fruits dont
 elle avoit été couronnée, & du calme qui
 accompagne les devoirs, un Religieux mé-
 ditoit, dans le fond de son cloître de trou-
 bler cette paix domestique, & forma la
 trame la plus noire que la méchanceté hu-
 maine ait jamais ourdie. Le frere Mayeur
 (c'est le nom de ce persécuteur) étoit frere
 de l'Abbé de Clairvaux. Ce lien de pa-
 renté lui donnoit du crédit dans son or-
 dre. Il s'en prévaloit jusqu'à se permet-

tre des actions qui auroient attiré sur tout autre les plus rigoureux châtimens. La nécessité où nous sommes de faire connoître l'artisan des malheurs que nous déférons à la justice, nous force à raconter un fait qui répandra du jour sur une cause, dont cet homme n'a travaillé qu'à éloigner toute lumière. C'est un fait que jamais les Bernardins n'oseront nier. On leur en porte formellement le défi.

Le Prieur des Chatelliers avoit fait tenir, il y a environ dix ans, au frere Mayeur qui étoit à Paris, un fond de dix mille livres, pour rembourser un créancier auquel cette maison devoit une rente de 500 liv. Le Prieur croyoit ce remboursement fait depuis plusieurs années. On devine aisément quelle fut la surprise du créancier, lorsque, sur la lettre par laquelle il demandoit sa rente, le Prieur lui fit réponse qu'elle lui avoit été remboursée depuis deux ou trois ans. Les plaintes de ce créancier furent publiques. Il étoit trop intéressé à ne pas passer pour un homme capable de répéter une créance éteinte. Le Prieur éclaircit l'énigme, & découvrit que c'étoit dom Mayeur qui avoit diverti les fonds qu'il lui avoit fait tenir à Paris pour ce remboursement.

La douleur & l'embarras de ce Prieur furent extrêmes. Comme il comptoit que ce remboursement avoit été fait, il avoit emprunté le même principal des Religieuses de la Visitation de Poitiers, voisines de

son Abbaye : en sorte que cette maison est encore aujourd'hui chargée de deux rentes, quoiqu'elle n'ait emprunté que le capital d'une des deux.

On voit par-là jusqu'à quel point dom Mayeur abusoit de son titre de frere de l'Abbé de Clairvaux, qu'il l'employoit à dissiper les biens de son ordre. A quel usage les appliquoit-il ? C'est un mystere que nous ne voulons point pénétrer. Nous ne voulons ni faire naître, ni arrêter les conjectures : mais toujours est-il vrai qu'appuyé par son frere, qu'assuré de l'impunité, craint & blâmé par ses collegues, il se livroit à des procédés, que ceux-ci ne taxoient d'*usurpation*, de *banqueroute*, que pour adoucir les termes, par égard pour les liens du sang qui l'unissoient à son Supérieur.

Ce fut cet homme si ardent à s'enrichir des dépouilles d'autrui, que la fortune de Castille tenta. Il savoit que Castille s'étoit procuré par ses travaux une situation commode. Il savoit aussi que Castille *avoit* autrefois *habité dans l'Abbaye d'Orval*. Il ne lui en fallut pas davantage pour jetter ses plans. Il est vrai *qu'il y avoit vingt-cinq ans que Castille avoit quitté ce monastere* ; qu'il ne s'étoit point engagé dans les ordres, que *ses Supérieurs n'avoient fait aucunes recherches de sa personne* ; que leur silence absolu durant tant d'années, & malgré la publicité de tous ces actes de citoyen, annonçoit qu'il n'avoit point fait
une

une profession régulière. Mais Mayeur se garda bien d'éclaircir ce fait important. Son rôle étoit de supposer des vœux en forme ; & sans examen , ou plutôt contre toute vraisemblance , il part de cette hypothèse hasardée , pour élever son édifice d'iniquité.

Il lui falloit avant tout des pouvoirs de son Supérieur. L'Abbé de Clairvaux étoit son frère : il les obtint sans peine. Un second pas , moins facile à franchir , étoit de surprendre au Ministre des ordres. Que fait dom Mayeur ? il expose au Magistrat constitué pour la manutention de la police , que *Balthazar* Castille est un apostat ; la Demoiselle Peuchet , une fille de mauvaise vie ; leurs enfants , les fruits de la débauche ; la maison qu'ils habitoient , un lieu de prostitution. Ces faits graves sont attestés au Magistrat par un Religieux , par un Prêtre , par un Procureur-Général de sa filiation , par un homme chargé des pouvoirs des deux Abbés de Clairvaux & d'Orval. Peut-il penser que , revêtu de caractères aussi dignes de foi , ce Moine le trompe & calomnie. Il se hâte donc de réprimer des scandales qu'il croit réels. Des ordres particuliers sont surpris à la religion du Prince. Un Exempt de police , nommé Meunier , dont le Mayeur avoit fait choix , est chargé de l'exécution.

Ce fut la journée du 4 Novembre 1750 que dom Mayeur & l'Exempt destinerent à cette fatale expédition. La Dame Castille relevoit à peine de ses couches. Elle étoit

seule , ou du moins n'avoit que sa fille ainée auprès d'elle. L'enfant qu'elle venoit de mettre au monde étoit en nourrice au village de Celles en Brie. Castille étoit allé voir cet enfant. Son absence facilitoit à l'Exempt ses captures. Il profite de cette circonstance , sans doute épiée , pour éviter l'éclat. Il entre chez la Dame Castille & l'arrête. Quel est mon crime ? dit cette femme toute troublée. C'est , répondit-il , votre commerce avec un Moine que vous donnez pour être votre époux. A cette réponse , la Dame Castille jette des cris & s'évanouit. La Dame de Lage sa voisine est frappée du bruit ; elle accourt. Quel spectacle pour les yeux d'une amie ! Elle s'abandonne à toute la colere de l'amitié & de la conviction ; jure à l'Exempt qu'il se méprend , que cette femme a l'estime publique , qu'elle la connoît , qu'elle en répond , qu'ils outragent la plus pure innocence , que le Prince ni ses Ministres ne commandent point l'injustice. Meunier s'occupe , durant ces clameurs qu'il dédaigne , à mesurer des yeux les lieux destinés au pillage de dom Mayeur. Puis il donne ordre à ses archers de se saisir de la Dame Castille , qui à peine revenue à elle-même , leur demande dans quelle prison ils la conduisent. Ils lui nomment un de ces lieux faits pour punir les prostituées. Elle éprouve à ce nom une révolution nouvelle , & c'est dans cet état qu'on l'entraîne à Sainte-Pelagie.

Le lendemain, le même Exempt se transporte à Celles en Brie, escorté de nombreux satellites. Castille étoit à Montsano, paroisse de la Celle. Ils l'arrêtent, le saisissent, le dépouillent, l'enchaînent, & le mettent en dépôt dans un couvent, d'où, deux jours après, on le transfère hors du royaume à l'Abbaye d'Orval. Quant à l'enfant, des ordres de la police le font placer aux Enfants-trouvés, où il meurt neuf mois après.

Tout réussissoit à Mayeur. Le pere, la mere & un des fils étoient déjà ses prisonniers. La fille ainée n'avoit point été prise, & il vouloit anéantir cette famille entière. Il va lui-même dans la maison, où cette enfant étoit restée à la garde de l'amie de sa mere. Dès que la Dame de Lage l'apperçoit, elle dérobe l'enfant à sa vue. Mayeur lui demande où elle est, qu'il veut la voir, l'emmener avec lui, qu'elle n'est pas faite pour demeurer dans un tel lieu, qu'il faut l'élever à l'hôpital parmi les pauvres. La Dame de Lage irritée de l'insulte, lui fait sentir qu'il offense; que cette fille est en sûreté chez elle, qu'elle n'a garde de s'en dessaisir, que ce seroit, si on la lui livroit, qu'elle courroit des risques. Le Moine insiste, elle le repousse, & conserve l'enfant à sa mere.

C'étoit bien à la réquisition de l'Abbé de Clairvaux que Castille avoit été pris, *puisque le seul Abbé de Clairvaux avoit pu revendiquer Castille*, puisque lui seul avoit

pu donner des pouvoirs au procureur de sa filiation pour sévir contre Castille. Aussi l'Abbé de Clairvaux est-il convenu à l'audience " qu'il avoit, ce sont ses termes, „ sollicité des ordres contre son Moine. „ Mais voici l'expédient que dom Mayeur avoit imaginé pour étendre ses injustices sur la femme & l'enfant de Castille.

On avoit fait venir de Villette près Sedan, un oncle de la Demoiselle Peuchet, qui étoit le tabellion de ce village. Cet homme plus bas par ses sentimens que par son état, s'étoit laissé séduire à l'appât des promesses de l'associer à la dépouille de sa niece, s'il vouloit seulement prêter son nom contr'elle. Il étoit pauvre. L'offre l'avoit flatté, & il entra dans le complot. Il étoit arrivé de soixante lieues pour attester le libertinage d'une niece qu'il ne connoissoit pas. Comment le véritable auteur de l'intrigue se flattoit-il de se cacher à l'ombre de ce personnage emprunté? comme s'il étoit vraisemblable que la dénonciation d'un tel homme eût pu déterminer le Ministre à décerner des ordres. Chacun sent que lorsqu'il présenta son libelle, il eût été honteusement chassé, s'il n'eût été soutenu d'un chef & d'un procureur d'ordre, bien autrement dignes de confiance par leur caractère & leur rang, que ce notaire obscur, qu'ils n'avoient admis à la fraude que pour en rejeter sur lui tout l'odieux, si par malheur elle venoit à percer.

Quoi qu'il en soit , nous produisons la copie du traité d'association rédigé entre Peuchet & le Mayeur. Cette copie dont l'original doit être dans la main des Moines , est écrite toute entière de celle de Peuchet. Dom Mayeur, Procureur-Général de Clairvaux s'y dit chargé des pouvoirs de dom Mayeur, Abbé de Clairvaux son frere. Par ce traité , où il s'érige en propriétaire de la fortune entière de Castille. " Il cede & transporte à *Jean Peuchet* tous les biens meubles & immeubles qui peuvent appartenir à frere *Balthazar* Castille, quelque part qu'ils soient situés, à condition de faire les frais nécessaires pour la capture & l'exécution des ordres du Roi. „ On va voir comment il tint parole à Peuchet. L'un & l'autre assisterent en conséquence de ce traité à l'inventaire qui fut fait par le Commissaire de Rochebrune, en vertu d'un nouvel ordre du Roi. Cet ordre portoit *que le procès-verbal seroit fait en présence de frere Joseph le Mayeur, Procureur-Général de la filiation de Clairvaux, & de Jean Peuchet.* Mais il s'en fallut de beaucoup que ce procès-verbal d'inventaire ne contînt un état fidele de tout ce que Castille & sa femme avoient laissé chez eux, lors de leur détention. Ce n'étoit point en effet pour perdre le fruit de ses travaux que Mayeur s'étoit si vivement agité. Il n'avoit requis une apposition de scellé que pour couvrir sa marche sous l'extérieur des

formes, de même qu'il ne s'étoit associé Peuchet que pour le faire servir d'instrument à ses fins.

Aussi les scellés n'avoient-ils été mis que le 6 Novembre, c'est-à-dire, deux jours après l'emprisonnement de la Dame Castille. Ce retard étoit contre toutes les règles. Il eût fallu les apposer au moment même. Et l'on avoit abondamment tiré parti de ce délai pour détourner, entr'autre chose, tous les livres & l'argent comptant. D'ailleurs le principal objet de la fortune de Castille étoit son porte-feuille. Plusieurs personnes le lui connoissoient. Il contenoit des billets sur particuliers, des effets royaux, & notamment pour 20000 liv. d'actions de la compagnie des Indes. Son genre de vie, qui lui donnoit de continues relations avec des banquiers, lui avoit fait préférer de tout temps cette sorte de biens. Son contrat de mariage fournit la preuve que sa fortune consistoit dès-lors en papiers & autres effets de pareille nature. Très-attentif & rempli d'ordre, pour peu qu'il s'absentât, il portoit ce porte-feuille avec lui. Il l'avoit porté dans son voyage de Montfano, & l'avoit sur lui quand l'Exempt Meunier l'arrêta. Meunier le remit lui-même au frere le Mayeur. C'est un fait que la partie nous charge d'articuler expressément & dont elle s'engage à faire preuve.

Après tant de déprédations, il n'est pas étonnant que ce qui s'est trouvé sous les

scellés se soit réduit à peu de choses. Le procès-verbal du Commissaire fait d'abord mention d'une malle dans laquelle il rapporte avoir trouvé les effets qui suivent :

„ Six douzaines de serviettes, cinq nap-
 „ pes, quinze draps, vingt-deux chemises
 „ de femme, sept corsets avec leurs man-
 „ ches, treize mouchoirs de poche, treize
 „ paires de bas de soie, huit taies d'o-
 „ reillers, dont deux garnies de mousseli-
 „ ne, trois coëffures de dentelles en plein,
 „ cinq autres bonnets à dentelle, neuf pai-
 „ res de manchettes, à deux rangs, de
 „ mousseline, seize cornettes, quatre coëf-
 „ fes de mousseline; une robe de damas
 „ des Indes, une robe de satin bleu gar-
 „ nie, treize jupons; une robe de taffe-
 „ tas citron, une robe de taffetas, une
 „ robe de taffetas bleu, une robe de toile
 „ de coton & autres effets, &c. „ Cette
 garde-robe ne montoit pas, sans doute, à
 une forte somme. Convenons pourtant qu'à
 juger par les proportions, une femme ainsi
 vêtue ne devoit pas être dans la misère.
 Quant à la modicité de l'ameublement, on
 sent que deux époux, qui n'étoient point
 fixés à Paris, mais qui, arrivant de la Fran-
 che-Comté, étoient prêts de partir pour
 la Bourgogne, ne devoient point avoir un
 mobilier considérable.

Le Commissaire fait ensuite la descrip-
 tion d'une autre malle contenant les ef-
 fets du mari à peu-près en même quantité.
 Il appose ensuite ses scellés sur un paquet

de papiers, dont il forme six liasses contenant trente-six pieces. Ce sont contrat de mariage, acte de célébration, extraits de baptême, procédures. Le seul titre actif qui s'y trouve est une obligation au profit de Castille de 1650 liv. par un de ses freres, Curé à Bertrix. Les six liasses demeurèrent déposées entre les mains du Commissaire : quant aux effets, les sieur & Dame de Lage, chez qui Castille & sa femme demeuroient, s'en chargerent. Enfin les Bernardins & le notaire Peuchet signerent tous deux ce procès verbal. Peuchet se présenta quelques jours après pour vendre les effets de Castille. Il supposa frauduleusement un pouvoir de sa niece, dont il fit contrefaire la signature par sa femme. En vertu de ce pouvoir, qu'il remit au sieur de Lage, pour lui servir de décharge, & que sa veuve a encore entre les mains, il fit vendre les effets du mari. La Dame de Lage, plus prudente, garda ceux de la femme, pour les lui remettre lorsqu'elle sortiroit de Sainte-Pelagie.

La Demoiselle Peuchet ignoroit si elle étoit condamnée à languir le reste de ses jours dans cette humiliante captivité. Elle ignoroit aussi la destinée d'un mari, d'un fils & d'une fille qu'elle aimoit tendrement. Ses inquiétudes sur leurs maux, mêlés aux sentimens de ses propres souffrances, déchiroient jour & nuit ses entrailles. Elle succomba sous des tourmens supérieurs aux forces de la nature. Elle eut une ma-

ladie violente, causée par un coup de sang, qui la mit à deux pas du tombeau. Le sieur Desvignes qui la traita, attribua son mal aux assauts qu'elle avoit éprouvés dans un temps où toute révolution est mortelle. Dans cet état d'infirmités & de chagrins, elle étoit livrée à elle-même. Tout accès étoit interdit aux consolateurs, aux amis. Son Procureur même ne put entrer qu'une seule fois pour affaire. La Dame de Lage ayant un jour tenté de la voir : „ Quel intérêt, Madame, lui dit la Supérieure, pouvez-vous prendre à une fille „ qu'on a enlevée chez une femme de „ mauvaise vie ? „ Quel coup ce propos dût porter à celle même chez qui la Dame Castille habitoit ? Mais nous avons assez des douleurs qu'éprouva la Dame Castille dans cette affaire, sans y mêler les infortunes des autres.

Mayeur & Peuchet avoient seuls la liberté de visiter leur captive ; mais chacun d'eux venoit lui donner des conseils bien différents : car ces deux hommes s'étoient brouillés. L'intérêt qui les avoit unis, les avoit bientôt divisés. Peuchet ne tarda pas à reconnoître que le Mayeur le jouoit, & ne lui laissoit d'autre fruit de toutes ses bassesses, que la honte de les avoir commises. Non-seulement celui-ci ne gagnoit rien au marché, mais le Mayeur, qui seul profitoit de tout, avoit eu l'art de le faire charger, par les ordres du Roi, du paiement des pensions de sa niece. Peuchet

avoit déjà payé 352 livres , il ne favoit comment se dégager d'un embarras qui alloit le réduire à l'aumône. Il craignoit , d'un côté , que s'il avouoit au Magistrat de la police , qu'il n'avoit joint ses calomnies à celles des Bernardins que par cupidité , pour partager le butin avec eux , il ne fût sévèrement puni de sa trahison. D'un autre côté , il croyoit fermement que les Bernardins n'avoient dressé leurs batteries , que d'après la preuve complete des vœux solennels de Castille. Il conseilla donc à sa niece d'attaquer son mariage par la voie de l'appel comme d'abus. “ Dès que les
 „ Magistrats auront jugé l'abus , lui disoit-
 „ il , vous sortirez d'un lieu où la seule
 „ apostasie de votre mari vous retient. „

Ce que Mayeur craignoit le plus au monde , c'étoit de la voir sortir de ce lieu. Son plus vif intérêt étoit d'étouffer ses justes plaintes sous l'épaisseur des murs qui l'enfermoient. Il mit donc en œuvre ce que la séduction a de plus puissant & de plus faux pour la déterminer à se faire Religieuse. Révoltée de ses continuelles instances : “ c'est , lui dit-elle un jour avec
 „ colere , parce que mon époux m'a juré
 „ une foi engagée à la religion que selon
 „ vous , tant de maux sont tombés sur nos
 „ têtes ; & c'est vous-même qui me pres-
 „ sez d'engager à la religion la foi jurée
 „ à mon époux : allez , vous n'êtes qu'un
 „ imposteur , qui jouez , au gré de vos
 „ passions , & des autels & de mes peines.

Le Mayeur étoit furieux de ne pouvoir la déterminer à se vouer au cloître. Il se sentoît perdu, si l'avis de l'oncle prévaloit, puisque le voile qui couvroit ses iniquités alloit être déchiré. Nous ignorons ce que, dans cette extrémité, il manda à l'Abbaye d'Orval. Mais nous voyons, par la lettre qu'il écrivit le 18 Juillet 1751 à la Supérieure de Sainte-Pelagie, qu'il la conjuroit d'empêcher la Demoiselle Peuchet de donner sa procuration à son oncle pour se pourvoir en cassation de mariage; parce qu'aussi-tôt qu'il auroit, ajoutoit-il, reçu l'extrait mortuaire de Castille, il lui en donneroit avis. En effet, cet extrait de mort arriva peu après. La Dame Castille vit par cet acte que le 27 Mars 1751, au bout de quatre mois de prison, Castille avoit expiré dans les bras de ses persécuteurs. Quels soupçons cette déplorable nouvelle fit naître dans son cœur! que de craintes cette mort prématurée lui inspira sur la destinée de ses deux enfants! N'essayons point de rendre les impressions diverses de douleurs, d'indignation, d'effroi, de désespoir, dont ce cœur tendre fut pénétré.

Cependant Peuchet ne payoit point. Deux années venoient de s'écouler, sans que la Supérieure de Sainte-Pelagie eût rien touché. Les administrateurs de cette maison présentèrent requête au Lieutenant-Général de Police le 27 Janvier 1753. Le 27 Mars suivant intervint sentence, qui

condamna Peuchet au paiement. Peuchet étoit hors d'état de satisfaire à la sentence : les Religieuses ne vouloient plus garder une pensionnaire qui leur étoit à charge ; leurs poursuites firent examiner de plus près sa conduite. On en reconnut trop tard l'innocence, & il fut facile à ses parents d'obtenir enfin, après trois ans, sa liberté.

N'oublions point d'ajouter un dernier trait aux calamités sans nombre qui accablèrent la Demoiselle Peuchet durant sa détention. Robineau qui s'étoit rendu dépositaire de sa dot jusqu'à l'emploi, lui avoit fait faire, avant son enlèvement, des transports de différentes parties de rentes & obligations, & entr'autres d'une rente de 300 livres au principal de 6000 livres, constituée sur le sieur Desfageres. Celui-ci avoit déclaré que le principal avoit servi au paiement de sa charge, ce qui rendoit la Dame Castille créancière privilégiée sur cet office. Le sieur Desfageres le vendit dans l'intervalle des trois années que la Demoiselle Peuchet fut détenue à Sainte-Pelagie ; en sorte qu'elle ne put former opposition au sceau des provisions, & par-là perdit son privilège. Il ne lui restoit donc pour tout débri de sa fortune que deux obligations ; l'une sur le Curé de Bertrix son beau-frère, & l'autre sur Mr. Desjardins, maître des requêtes. Mais il étoit dû à Sainte-Pelagie 800 livres pour restant de ses pensions ; & elle fut obligée de transporter les deux obligations à cette communauté, pour

qu'elle eût à prendre là-dessus son paiement. C'est à ce prix qu'elle en sortit, & fut enfin rendue à la société vers la fin de l'année 1753.

Un jeune homme, nommé de Launay, logeoit, depuis un an, dans la maison de la Dame de Lage. Le sieur de Launay, recommandable par une droiture & une sensibilité peu communes, écoutoit souvent le récit des revers qu'avoit essuyé la Demoiselle Peuchet. On lui comptoit comment les manœuvres d'un Religieux cupide & inhumain, avoient enlevé tout-à-coup à une femme mariée de bonne foi, sous le sceau de toutes les formalités de l'Eglise, sa liberté, son honneur, sa fortune, son mari, ses enfants.

A peine fut-elle dégagée de ses liens, qu'elle revint à sa première demeure. Ce n'étoit point une femme coupable, à laquelle l'embarras du crime fût craindre de rencontrer les yeux des témoins de sa punition. Elle revint avec toute l'assurance de la vertu, chez la Dame de Lage, son amie, où ses connoissances s'empressèrent de la dédommager, par un accueil plein de tendresse, des outrages qu'elle y avoit soufferts. Quand le sieur de Launay eut vu cette femme, dont les malheurs l'avoient déjà si souvent ému, il fut frappé de l'intérêt qu'un mélange attendrissant d'innocence, de résignation & de peines répandoient sur sa physionomie. Il se sentit à l'instant pénétré de la noble envie d'ap-

porter quelques rayons de consolation & de joie dans une ame depuis si long-temps oppressée sous tous les genres d'affliction possibles. Ses facultés étoient bornées, mais il avoit un emploi à la compagnie des Indes, & la Dame Castille n'avoit rien. Ses malheurs, sa reconnoissance, son amour furent toute la dot qu'elle apporta à son second mari.

Les premières démarches des sieur & Dame de Launay furent celles que dictent l'honnêteté & la décence. Ils s'adressèrent directement à l'Abbé actuel de Clairvaux, pour l'engager à prévenir le scandale d'une contestation judiciaire, & à réparer volontairement des malheurs qui étoient évidemment l'ouvrage de son prédécesseur, puisque dom Mayeur, Procureur-Général de Clairvaux, n'avoit été l'instrument de tant d'infortunes qu'avec les ordres & les pouvoirs de dom Mayeur, propre Abbé de Clairvaux. Trompés par ses promesses, trompés par celles de ses agents, les sieur & Dame de Launay ont espéré long-temps. Voyant que leur attente étoit vaine, ils s'adressèrent à un Prélat dont la recommandation devoit être un nouveau titre auprès des Moines. Cette médiation n'eut pas plus de succès. Mr. l'Archevêque de Paris, qui s'en étoit chargé, ne reçut d'autre réponse de l'Abbé de Clairvaux, sinon qu'il écriroit à l'Abbé d'Orval. Enfin, après neuf années de patience, de délais, de sollicitations, de promesses, ils se sont

vus forcés de recourir à l'autorité de la justice.

Ils ont donné requête le 30 Décembre 1762, au sieur Lieutenant civil, & ont fait assigner les Abbé & Religieux de la filiation de Clairvaux, en la personne de leur Procureur-Général à Paris. Le frere Leblois, aujourd'hui Abbé de Clairvaux, s'est présenté sur cette assignation comme Supérieur immédiat de l'Abbaye d'Orval; & a fait évoquer cette affaire au grand-conseil, en vertu de l'attribution dont il jouit.

Tel est l'état où s'est offert une des plus tristes causes, dont le sanctuaire de la justice ait encore retenti. Des juges integres & éclairés se sont placés sur leur tribunal, un orateur célèbre (a) s'est présenté, & a mis sous la protection de ses talents l'innocence & les malheurs de la Dame de Launay. Une multitude innombrable de tout rang, de tout sexe, étoit accourue pour l'entendre. Avec quelle énergie & quel succès ce défenseur a fait connoître & les maux dont il demandoit vengeance, & les auteurs de tous ces maux ! Dans quel point de lumiere, tendre & véhément tour-à-tour, il a montré & les blessures mortelles d'une épouse digne d'un meilleur sort, & les mains ennemies qui lui ont porté ces coups funestes ! Que de preuves il a développé sur ce complot formé entre le Moine & l'oncle, pour usurper les

(a) Mre. Gerbier.

biens & enchaîner la liberté de cette femme ! Soit que la douce persuasion s'insinuât dans les âmes, soit qu'il subjuguât les esprits par une conviction impérieuse, la faveur publique l'appuyoit ; & l'assemblée, ou indignée, ou attendrie, prévenoit en silence ses sentiments & ses pensées.

Présente à ce touchant spectacle, la Dame de Launay respiroit enfin ; l'espérance & la paix se rétablissoient dans son cœur : & si la peinture de ses infortunes lui faisoit répandre des larmes, elle éprouvoit en secret quelque joie à voir celles que le public mêloit aux siennes.

L'intérêt passe bientôt du barreau dans les cercles. Chacun s'irrite de l'avarice des Moines, & plus encore des moyens employés pour la satisfaire. Ne pensez pas, disent les uns, que si Castille eût été pauvre, on l'eût repris ; ce sont ses biens & non ses fautes qui ont excité Claivaux contre lui. Trop heureux d'être délivré des sujets qui s'évadent, les monastères ferment d'ordinaire les yeux sur leur fuite ; & ce zèle dont ils font aujourd'hui parade, n'est qu'un prétexte à leur cupidité. Se peut-il, s'écrient les autres, que les Religieux aient déposé toute justice, jusqu'à tromper le meilleur des Rois, pour armer sa sévérité contre une femme calomniée par eux ? Eh ! qui d'entre nous sera sûr désormais de son sort, si l'on punit le citoyen sans le juger ? Etoit-ce un crime à cette femme d'avoir ajouté foi à un homme qui se don-
noit

noit pour libre ? Et n'est-ce pas plutôt un crime aux Moines d'avoir induit l'autorité du Prince à traiter en vile prostituée une femme dont les loix protégeoient la bonne-foi & le mariage ? C'est ainsi qu'occupé des indemnités dues à une épouse si injustement malheureuse , tout Paris faisoit des vœux pour son triomphe.

Effrayés de voir l'humanité entière intervenir en sa faveur , les Religieux de Clairvaux se sont fait entendre à leur tour. Quels moyens ont-ils fait valoir ? ont-ils prouvé qu'il n'eût point régné d'association entre le Moine & l'oncle ; que Mayeur n'étoit point complice de Peuchet ; que les ordres n'avoient point été sollicités par tous les deux ? Il étoit trop évident que Mayeur avoit tout conduit , pour que les Bernardins réussissent à l'en disculper. Qu'ont-ils fait ?

Hors d'état d'établir la solidité de leur cause , ils ont voulu ralentir l'intérêt qui entraînoit les esprits vers la nôtre ; peu confians sur les vraies questions du procès , ils se sont arrêtés à flétrir du moins les personnes. Si le raisonnement ne pouvoit rien contre les droits de la Dame de Launay , la malignité qui peut toujours nuire , a publiquement attaqué son honneur. Ils l'ont peinte comme une femme hardie , qui ne s'étoit parée des dehors de la vertu que pour donner une scène au public. Ils ont dit : nous allons lui arracher son masque , & publier ses crimes. Quels

forfaits ont-ils donc révélés ? Ont-ils prouvé qu'en donnant sa main à Castille, elle eût connu les liens qui l'attachoient au cloître ; mais qu'emportée par l'ivresse d'une passion sacrilège, elle se fût rendue, aux pieds des autels, volontaire complice du parjure d'un apostat ? Ou, s'ils n'ont pu la convaincre de mauvaise foi dans son engagement, ont-ils fait voir qu'elle eût placé des étrangers dans le lit nuptial ?

C'est en vain qu'acharnés à la perdre, ils ont fouillé dans les replis de sa vie passée : quel désespoir pour eux de n'avoir vu qu'une femme de bonne-foi, qui croyoit libre l'homme auquel elle s'étoit unie ? Quel désespoir de n'avoir vu qu'une femme fidelle qui avoit gardé toujours la foi jurée à son époux ? Et, quand le résultat de leurs malicieuses recherches n'auroit dû leur inspirer que de la compassion & de l'estime pour elle, ils persévèrent dans le projet de la déshonorer. Ils n'ont pas honte de rappeler une ancienne foiblesse que le Sacrement effaça : car si la Demoiselle Peuchet céda trop tôt aux empressèments de Castille, il étoit son époux lorsqu'elle mit au monde son premier enfant.

Au récit de ce commerce prématuré, les auditeurs, selon leurs différents caractères, reçurent des impressions diverses. Ce ne fut pas, nous le savons, la plus saine partie du public qui retira à cette femme la sensibilité qu'elle lui avoit accordée. Les esprits justes virent dans l'acharnement des

Moines à rechercher sa vie, que rien n'étoit échappé à leur haine. Aussi, plus touché de tant d'années de vertus qu'ils n'avoient pu flétrir, que révolté d'un moment de fragilité, excusé par les circonstances, l'homme équitable apprécia le genre de la faute, & n'en plaignit que plus cette femme d'être en butte à des Religieux si cruels.

Ce furent là les réflexions des gens sensés ; ce furent sans doute celles de nos juges, plus prudents que le commun des sages. Mais les sages forment-ils jamais le grand nombre ? La multitude aussi extrême qu'inconstante dans ses suffrages, s'indigna d'apprendre cette nouvelle ; elle se crut compromise d'avoir si précipitamment donné sa faveur : un confus mouvement d'amour-propre l'intéressa à s'en venger par l'excès de l'opinion contraire. La révolution fut soudaine, & par-tout l'on entendit ces mots : “ La cause a bien changé „ de face. „

Oui, sans doute, elle en a changé ; mais pourquoi ? C'est que ce nouvel outrage fait à la Dame de Launay n'est qu'un malheur de plus qui rend sa cause plus favorable & plus touchante. C'est que les dommages qu'elle a droit d'attendre doivent croître en proportion des nouveaux torts qu'elle vient d'essuyer. De quel droit, en effet, les Moines de Clairvaux ont-ils retracé dans l'audience un tort si complètement réparé, & perdu depuis si long-temps dans

l'oubli? Ont-ils pu dire : " Castille a pris
 „ avec la Demoiselle Peuchet des libertés
 „ antérieures à leur union : donc la De-
 „ moiselle Peuchet en épousant Castille ,
 „ a su qu'il étoit Moine? „ Une consé-
 quence aussi absurde eût révolté. De quel
 droit ont-ils donc divulgué un fait si étran-
 ger de tout point à leur cause? Il est vi-
 sible que cet épisode n'a été, de leur part,
 qu'une insulte purement gratuite , faite
 pour affliger l'ennemi qu'ils ne pouvoient
 vaincre. Que si la Dame de Launay ne dé-
 daignoit les récriminations, & qu'animée
 de l'esprit de vengeance, elle fouillât à son
 tour, soit à Clairvaux, soit à Orval, dans
 les secrets du monastere; croit-on qu'elle
 n'auroit point à dévoiler de plus odieux
 mysteres? Mais elle déteste & abandonne
 aux Moines ces moyens réprouvés par la
 décence comme par l'équité.

Seulement elle prie qu'on juge, sur leur
 hardiesse à exposer de pareils moyens au
 grand jour, de la carrière, qu'ils se seront
 donnée dans leurs pieces furtives. Car si la
 majesté des tribunaux, si l'affluence impo-
 sante des spectateurs, si le zele de deux dé-
 fenseurs attentifs, si rien n'a pu réprimer
 tant d'audace; à quelle diffamation est-il
 à croire qu'ils se sont livrés dans ces voies
 obliques & tortueuses, où nul censeur ne
 les gênoit? qu'ils sont heureux que, par
 des vues qu'il ne nous appartient pas d'ap-
 profondir, on nous ferme aujourd'hui ces
 bureaux, qui autrefois se sont ouverts pour

eux ? La calomnie a eu le droit de s'y faire entendre contre une femme injustement punie : & quand cette femme demande qu'on lui livre ses dénonciateurs, on lui défend, le croira-t-on ! l'accès des lieux où le corps du délit est déposé. Des motifs supérieurs d'ordre public rendent sans doute ce refus nécessaire : n'en murmurons pas. Mais quelle ressource nous reste-t-il dans une position si étrange ? Plus l'autorité nous a été sévère, plus la loi ne doit-elle pas nous être indulgente ? N'est-ce pas à elle à nous venger de l'abus que l'on a fait des règles ? N'est-ce pas à elle à nous permettre de convertir nos présomptions en preuves, non pas pour établir que c'est Clairvaux qui a surpris des ordres, lui-même l'avoue, nos preuves sur ce point sont acquises ; mais pour soutenir que Clairvaux a chargé ses libelles des plus punissables noirceurs.

Mais, disons-le, quelques maux que ces pratiques sourdes aient attirés sur la Dame de Launay, les horreurs de sa prison n'égalèrent pas ce qu'elle a souffert à l'audience, quand elle a vu l'intérêt public s'affoiblir & faire place à une prévention trop aveugle. Elle a frémi, sur-tout, de la présence de son nouvel époux. Il étoit à l'audience auprès d'elle, & voici le plus affreux de tous les traits que les Moines lui aient lancés. C'est sous les yeux de son mari que les cruels l'ont osé diffamer. Ses vertus domestiques faisoient le bonheur de

cet homme rempli pour elle de tendresse & d'estime. Cette paix seroit-elle troublée ? des jours sereins se changeroient-ils en orage ? Les Moines auroient-ils porté dans son ame la jalousie & le soupçon ? car quel poison dans le cœur d'un époux ! quelle arme dans ses mains que la connoissance de pareilles fautes ? C'est donc trop peu pour les Moines d'avoir fait perdre à cette femme son premier mari, s'ils ne lui ravissent la confiance & l'amour de celui-ci, s'ils ne jettent le divorce entre eux deux, s'ils n'empoisonnent le reste de leurs jours, s'ils ne les rendent malheureux l'un par l'autre. Ecartons ces sinistres présages. Non, n'appréhendons point que le sieur Launay s'inquiete ou se prévale jamais d'une chute, sitôt expiée par des mœurs si constamment pures. La douleur profonde de sa femme, sa vive crainte qu'il ne s'alarmât d'une foiblesse qu'elle lui cachoit par des vertus, ne la lui ont rendue, s'il étoit possible, que plus chère. Ce citoyen estimable, qui, né pauvre, ne s'est uni à elle que pour soulager sa misère, en partageant avec elle & sa fille les fruits modiques de son travail, n'est pas homme à lui causer de nouveaux maux, pour servir contre lui-même la vengeance des Moines. Qu'elle se rassure, il a trop fait pour elle, pour couronner tant de bienfaits par l'injustice.

Mais ce n'est pas seulement l'estime de son mari que la Dame de Launay doit con-

server. Elle ose se flatter de reprendre, dans l'opinion publique, une place qu'elle n'auroit point dû perdre. Discutons à présent sa défense. La seule peinture de ses infortunes suffiroit sans doute pour exciter la vengeance des loix. Développons cependant ses moyens; ils consistent en deux proportions.

Premièrement, quand Castille auroit été véritablement Moine, la bonne-foi de son épouse auroit dû la mettre à l'abri des vexations exercées contr'elle.

Secondement, les Religieux de Clairvaux ne prouvant pas que Castille fût Moine, leurs cruautés envers sa femme & lui, sont des crimes que la loi doit punir. Voilà le plan de ce mémoire.

M O T I V S.

La premiere de toutes les loix, c'est que les torts doivent être réparés. Toutes ces décisions, dont le détail remplit nos livres, ne sont que des dérivations de ce principe fondamental, que l'on doit rendre ce que l'on a fait perdre. Lors donc qu'un homme, injustement lésé, demande qu'on le dédommage de ses pertes; qu'a-t-il besoin de parcourir les annales de la jurisprudence, puisqu'il réclame un axiome écrit dans ce pur fonds d'équité primitive, d'où sont tirées toutes les autres loix? C'est donc une vérité constante, que si les Moines de Clairvaux ont causé des

dommages à la Dame de Launay, ils lui doivent des indemnités.

Un autre principe aussi certain que le premier, c'est que la bonne-foi de l'un des deux conjoints soutient l'état du mariage; cette maxime gravée dans tous les cœurs, l'est aussi dans nos loix : *Si per errorem & ignorantiam*, dit la loi *Ælia sentia*, *contractæ essent nuptiæ, erroris causâ probatâ, apud consilium justî fiebant liberi, & civitate donabantur, & in parentum potestate veniebant.*

Cette bonne-foi si respectée faisoit encore que si une femme s'étoit trompée sur la condition de son mari, & qu'elle eût épousé un esclave dans la pensée qu'il étoit libre, elle ne perdoit aucun des avantages acquis par son contrat de mariage, & elle avoit son privilège sur les biens de l'esclave. C'est la disposition de la loi : *si cum dotem, 22, ff. soluto matrim.*

C'est toujours cette même bonne-foi qui déterminâ les Empereurs Lucius & Marcus à confirmer le mariage incestueux d'un oncle avec sa niece, & à assurer l'état des enfants. *Movemur*, disent ces Empereurs, dans la loi *qui in provicia. ff. de ritu nuptiarum*; *movemur quod ignorans juris in matrimonio avunculi tui fuisti, & diuturnitate temporis & numero liberorum.*

Le christianisme s'est empressé d'adopter les décisions de ces sages jurisconsultes, elles forment depuis long-temps notre jurisprudence. Mais pour choisir entre

une foule d'exemples, que nous pourrions citer, chacun fait ce trait célèbre de notre histoire, que Philippe Auguste répudia la fille du Roi de Danemarck, pour épouser Marie, fille du Duc de Moravie. Le Prince eut de celle-ci des enfants : son premier mariage lui donna des scrupules & des inquiétudes sur les enfants de cette seconde femme. Il consulta le Pape Innocent III, ce souverain Pontife jugea que la bonne-foi de la mere à laquelle on avoit caché la premiere union, couvroit tous les défauts de la seconde ; que cette bonne-foi venoit au secours des enfants, assuroit leur état & celui du mériage. *Justam ejus sobolem decrevit ; bonam matris nobilissimæ fidem liberis auxilio esse , non indignum existimans.*

En effet, la volonté seule fait le crime. Il résiste à la loi naturelle qu'une femme ou qu'un homme soit la victime d'une ignorance invincible. Punir l'un des deux d'avoir ignoré ce qu'il n'a pu savoir, ce seroit une absurde injustice. Cette femme qu'on a trompée, n'est-elle pas assez malheureuse, sans qu'on lui fasse porter la peine d'un crime qui n'est pas le sien ? & si ses enfants sont en même temps les fruits de l'imposture du pere, & de la bonne-foi de la mere, n'est-il pas dans les regles d'une justice étroite, que les enfants qui naissent innocents de la faute d'un pere coupable, profitent en naissant de la bonne-foi d'une mere innocente ? Dieu a regardé,

disoit un ancien Auteur en parlant de ces fortes d'unions, Dieu a regardé le mariage du côté de la femme fidelle, & le Sacrement a eu toute sa force. En un mot, c'est un principe incontestable que la bonne-foi soutient le mariage. Mais est-ce une femme de bonne-foi que les Moines de Clairvaux ont persécutée? C'est ce point de fait qu'il faut prouver : or tout concourt à l'établir.

Castille avoit déposé depuis vint-cinq ans ces caractères qui séparent du monde les Religieux. Il vivoit dans le siècle, il y vivoit sous les habits du siècle. Ses vêtements, ses relations, ses emplois, tout annonçoit un citoyen libre. Et si, de ces marques extérieures, nous pénétrons aux qualités personnelles, estimé de ses protecteurs, placé dans des postes de confiance, fidele à ses engagements, Castille n'avoit point l'ame d'un apostat. La croyance publique étoit donc que Castille étoit libre, étoit laïc, appartenoit au siècle ; la société civile le comptoit parmi ses membres. Or ce que tout le monde croit, on a droit de le croire : *jure creditur*, dit Godefroy, *quod communiter creditur*. Clairvaux ne pouvoit donc reprocher à la Dame Castille son erreur. Que disons-nous? c'étoit elle-même qui la pouvoit imputer à Clairvaux.

Si, en effet, les Moines eussent suivi leurs statuts, leur eût-il fallu tant d'années pour découvrir & redemander aux Magis-

trats un fugitif? Tout Supérieur de monastere doit faire recherche exactement & chaque année de ses Religieux : *Fugitivos & ejednos ex ordine suo, requirant sollicitè annuatim.* Voilà la regle, les Bernardins l'ont-ils pratiquée.

Ils laissent vingt-cinq ans s'écouler entre la sortie de Castille & leurs perquisitions. Celui-ci, durant ce long espace de temps, ne change point son nom, n'habite point des retraites obscures, parcourt des provinces remplies de monasteres de la regle de saint Bernard : car la Champagne & la Franche-Comté sont tellement semées de maisons de cet ordre, qu'un voyageur peut aisément, le même jour, dîner dans l'une & souper dans l'autre. On s'en rapporte sur ce point aux itinéraires des Bernardins eux-mêmes. Ainsi c'est presque au milieu d'eux que *Balthazar* Castille vit & porte le même nom qu'il avoit à Orval, & ils demeurent durant vingt-cinq années dans la plus profonde inaction. C'est donc à leur négligence que sa femme pourroit imputer l'erreur qui a fait le malheur de sa vie. Ce seul point de vue suffiroit, dans la précision même de la loi, pour les rendre garants du dommage.

Ce long silence des Bernardins persuade à Castille qu'il peut enfin compter sur une liberté, dont il jouit depuis si long-temps & sans troubles. Il contracte publiquement le plus sacré des engagements, ses bans sont solennellement publiés, des témoins

attestent qu'il est libre : quelle femme se fût méfiée jamais d'apparences si imposantes ! Et c'est lorsque Castille est devenu mari & pere , lorsqu'une épouse légitime vit près de lui dans la plus grande sécurité , lorsque des gages de leur mutuelle union lui rendent ces liens plus étroits & plus chers , lorsque les Moines ne pourront plus le frapper qu'ils n'immolent du même coup quatre victimes ; c'est alors que la fortune de ce couple heureux les réveille. Ce qu'ils n'eussent point fait par devoir , ils le font par l'ardeur du gain.

Retracerons-nous l'association qui a régné entre dom Mayeur & Peuchet ; tout ne prouve-t-il pas ce complot ? N'étoit-ce pas dans le même instant que les deux ordres avoient été provoqués , avoient été obtenus , avoient été exécutés ? Le Ministre des uns n'avoit-il pas été le Ministre des autres ? Le Moine & l'oncle n'avoient-ils pas donné leur pouvoir au même Commissaire ? Le même Exempt n'avoit-il pas été choisi par tous les deux ? N'avoient-ils pas assisté l'un & l'autre à la levée des scellés ? L'un & l'autre n'avoient-ils pas eu le privilege de visiter sa prisonniere ?

Qui méconnoîtroit à ces traits le plus parfait accord ? ou plutôt , si l'on réfléchit sur l'obscur état de Peuchet , sur l'ingence de ce tabellion de village , sur sa profonde ignorance des mœurs de sa niece ; qu'en suite on pese le crédit que prêtoient à Mayeur son caractère de Prêtre & de pro-

cureur d'ordre, & le pouvoir spécial dont son Abbé l'avoit chargé : qui ne voit que Mayeur fut le principal auteur de tout mal, & que cet oncle ne fut pour lui qu'une arme souple qu'il remuoit à son gré ?

Non seulement ce fut Mayeur qui épia les prospérités de Castille, qui le dénonça à l'Abbaye d'Orval, qui présenta à la police des mémoires, qui provoqua & surprit des ordres, qui fit choix de l'Exempt Meunier, qui dirigea l'enlèvement, qui s'appropriâ la dépouille, qui signa le procès-verbal d'inventaire. Persécuteur déclaré du mari, c'est encore lui qui préside aux vexations exercées sur la femme. Il se transporte à Sainte-Pelagie, il prévient contr'elle la Supérieure de ce lieu ; il se vante qu'elle n'en sortira de sa vie : c'est parmi des filles de débauche qu'il précipite cette femme innocente ; & c'est à cet instant fatal qu'elle apprend l'apostasie imputée à l'époux qu'elle aime.

Quelle imagination assez forte pourroit se peindre l'excès des tourments qu'elle endure dans ce lieu funeste ! Sur quelque objet qu'elle y porte les yeux, ici l'adultère, là l'inceste, par-tout la prostitution l'environne. Et quand, dans ce séjour de crimes, elle se demande à elle-même quels sont les siens, sa recherche est vaine. Elle s'en effraie, craint d'avoir perdu le remords, & redoute jusqu'au calme de sa conscience. Oui, dit-elle, si c'est un crime à moi d'avoir aimé Castille, je suis coupable.

ble & le ferai long-temps. Mais en est-ce un d'aimer l'époux que j'ai pris aux pieds des autels? c'est à leurs pieds que je lui ai juré une fidélité éternelle : ils me puniroient de l'enfreindre. Mais que dis-je? ils m'en puniroient! Et quels plus affreux châtimens puis-je éprouver, que de gémir sous des fers dans ce lieu d'opprobre? O abyme de malheurs incompréhensibles! Le ciel rend-il les foibles hommes garants d'un désordre attaché à des vérités qu'il leur cache? On m'assure que mon mari m'a trompée : des vœux le lioient, dit-on, lorsqu'il m'accepta pour épouse. Puis-je le croire, si toute sa vie fut marquée au sceau de l'honneur, si sa tendresse pour ses enfants & moi fut toujours vive, si ses ennemis & les miens étouffent mes plaintes, & m'empêchent d'approfondir cet important mystère? Mais je veux qu'il se soit joué de ses serments; suis-je donc punissable de ses fautes? & si Clairvaux traite ainsi l'innocent, que je frémis des maux qui vont fondre sur le vrai coupable!

Aussi-tôt se retracent à sa mémoire ces rigueurs si outrées, si connues des punitions monastiques. Elle croit voir Castille tomber sous les coups de ses frères dans ces cachots où la victime n'a d'autres juges que ses bourreaux; elle redoute ces forfaits politiques, qui souvent rendent les supérieurs plus criminels mille fois que les déserteurs qu'ils punissent; son cœur se brise au seul penser des châtimens qu'ils

infligent à son époux : & tandis qu'elle partage en idée ses tourments , celui-ci , soit chagrin , soit supplice , expire en effet dans leurs bras.

Il vivoit encore , & Mayeur pressoit sa femme de se vouer elle-même au cloître. C'étoit pour ensevelir avec elle ses trahisons , que ce Moine les redoubloit. Qu'on se rappelle toute l'horreur que lui causa cette proposition. “ Eh quoi ! j'ignore si „ mon époux respire , & l'on m'invite au „ parjure dans le lieu même où l'on veut „ que j'expie le sien ! „ Cependant l'oncle qui , trompé lui-même , croit Castille vraiment Moine , sollicite sa niece de faire casser par la loi son mariage. Dom Mayeur s'alarme du conseil : il écrit à Orval. Quelle réponse va-t-il recevoir ? l'extrait mortuaire de Castille.

A la vue de cet acte , elle prie le ciel de sauver du moins ses enfants. La police avoit placé son fils dans cet hôpital , que la pieuse humanité de nos peres a surtout destiné à recueillir ces infortunés fruits que le crime produit & abandonne. Rendons hommage à la sagesse de cet établissement respectable , qu'un homme sensible ne peut voir sans attendrissement. C'est là pourtant qu'*Hypolite* Castille est mort. Et enviera-t-on à une mere le droit de croire que ces ressources maternelles , que jamais aucun soin ne supplée , eussent peut-être garanti son fils du tombeau ?

Elle est prête elle-même d'y descendre.

Une maladie mortelle la consume, mais le malheur de sa destinée la rend à la vie. Elle avoit à passer par des épreuves plus ameres. Il falloit qu'elle dévorât encore l'humiliation de la misère. Car à peine ses ravisseurs l'ont enfermée, qu'ils pillent sa maison, les scellés n'y sont mis que deux jours après l'enlèvement. On n'a garde de constater les effets trouvés sur Castille, dom Mayeur s'empare du portefeuille qui contient sa fortune; l'exempt Meunier le remet à Mayeur : des témoins qui tiennent ce fait de lui-même, sont prêts à l'attester. Son douaire, sa dot, que constatoit son contrat de mariage, tout s'évanouit. Le débiteur qui en répondoit, vend sa charge. Elle perd, faute de s'y pouvoir opposer, sa créance & son privilege. On ne lui sauve de tant de ruines que sa fille qui, en partageant ses peines, les augmente. Ainsi le même instant lui arrache sa liberté, sa santé, son honneur, son mari, son fils, sa fortune. Quel tableau d'innombrables calamités !

Si l'on demande comment les loix ont souffert que les Moines accumulassent tant de désastres sur une même tête, la réponse est qu'à tant de crimes, les coupables ont joint celui de se soustraire aux loix. Il falloit bien pour les enfreindre, éviter les juges qui en maintiennent l'empire. Aussi voyez avec quelle adresse ils éludent les tribunaux de la justice. Voyez combien leur marche est sourde & leur conduite irré-

irrégulière : & c'est ici qu'un moyen bien fort les accable.

Castille avoit quitté le cloître. Clairvaux pensoit que Castille étoit moine. Pour réprimer ses courses vagabondes , quelles voies Clairvaux devoit-il prendre ? Nous avouerons que la correction des Religieux appartient à leurs supérieurs. Le principal objet de cette police est même, nous l'avouerons encore, de les ramener au cloître lorsqu'ils s'en éloignent. De-là cette loi canonique (a), qui enjoint aux Abbés & Prieurs de rechercher soigneusement , chaque année, les fuyards. Mais est-ce par voie de correction & de contrainte que des supérieurs réguliers peuvent exercer ce droit ? non , sans doute , puisqu'ils n'ont point de tribunal , *nullum est* (b) *temporale forum monachorum* ; puisque leur autorité est une autorité purement spirituelle , & renfermée dans l'étendue de leur cloître , *coercitio domestica*. C'est par cette raison qu'ils ne peuvent pas même invoquer (c) l'aide du bras séculier, sans le secours de l'Evêque. Dubois , dans ses maximes , met celle-ci au rang de celles

(a) Greg. IX. *Cap. Ne relig. extra de regul. & transunt. Ad relig.* Statuimus ut secundum statutum concilii generalis, Patres Abbates, aut Priores fugitivos suos requirant sollicitè annuatim.

(b) Tom. 6. des mémoires du Clergé p. 1689.

(c) Hallier, sur l'art. XXXI. du reg. du Clergé de 1525. Solus Episcopus aliquem potest tradere brachio seculari puniendum. Potestas claustralis jus illud non habet, sed tantum episcopalis & hierarchica quæ cum politicâ ita societatem iniit, ut una aliam juyet.

du droit canonique de France. Ducasse l'a suivi dans sa pratique de la juridiction ecclésiastique. Ces principes sont encore consignés dans l'édit de 1606. L'article VII de cet édit est ainsi conçu : " Les Religieux, de quelque ordre que ce soit, se trouvant hors de leur Abbaye, sans avoir le congé de leurs supérieurs, pourront être emprisonnés par l'ordonnance des Archevêques, leurs grands Vicaires ou Officiaux, & mulctés de peines & amendes arbitraires, qui seront exécutées nonobstant privilege, exemption, appellation quelconques, & sans préjudice d'icelles. „ Enfin, si la vigilance des Evêques est en défaut, il ne reste aux supérieurs (a) que le recours à l'autorité des Magistrats. S'il étoit besoin d'arrêts sur un principe si connu, nous citerions celui du 15 Juillet 1542, qui, sur la requête des Religieux de l'ordre de Saint-François, " ordonna d'informer contre quelques Religieux vagabonds, de les constituer prisonniers, & de les renvoyer dans leur couvent de profession, pour y être corrigés. „

La raison concourt avec toutes ces autorités, pour faire sentir la nécessité de maintenir des formes aussi sages. Un Religieux, en effet, peut n'être sorti de son couvent qu'avec le congé de ses supérieurs. Il peut se faire qu'il ait réclamé contre ses vœux, & qu'il ait été restitué au monde.

(a) P. 2. *des Lib.* tom. 2, ch. 33, n. 13.

Il est possible que le Pape lui ait accordé dispense de ses vœux. Mais comment ferait-il valoir sa défense, si au-lieu de le citer devant le Magistrat ou l'Evêque, on déployoit contre lui une autorité arbitraire ? C'est donc à l'examen des loix que sont soumis les délits des Moines vagabonds. L'intérêt public le veut aussi. A quels désordres serions-nous sans cesse exposés, si des Moines étendoient leur tyrannique empire hors des limites du monastere. Si l'un des époux pouvoit craindre, après dix, vingt ans, & plus, que sous prétexte d'un vœu de religion, on vînt sans preuves, sans formalités & sans titres, lui arracher l'autre époux de ses bras ? Tout citoyen trembleroit au sein du repos. Il n'y a donc qu'un tribunal compétent qui puisse juger les fugitifs. Or, les seuls tribunaux compétents sont ceux de la puissance ecclésiastique & séculière. Voulût-on donc n'envisager Castille que sous le seul rapport de Moine errant, l'irrégularité de la conduite tenue à son égard n'en seroit pas moins démontrée.

Mais, sous quelles qualités vivoit-il dans le siècle, au moment où Clairvaux l'a fait prendre ? Il avoit contracté mariage publiquement en face de l'Eglise. De ce mariage, étoient nés trois enfants. Ces enfants & sa femme avoient donc acquis sur lui des droits légitimes. Il falloit donc, pour les dépouiller juridiquement de ces droits, considérer Castille sous son titre & d'époux & de pere, & détruire ce dernier

état par la preuve d'un état contraire. Il falloit donc un jugement. Mais, enlever un mari à sa femme, un pere à ses enfans, un citoyen à la patrie, sans daigner suivre aucune des voies établies pour la sûreté de l'état des hommes; mais ébranler, à la faveur de la surprise & de l'intrigue, tous les grands liens qui affermissent l'ordre & la paix dans les sociétés politiques : voilà de ces abus énormes que les loix ne sauroient trop punir.

Que si les lumieres naturelles ne suffisoient point à l'Abbé de Clairvaux pour le préserver de tant d'écarts, que ne consultoit-il les écrits de son pieux fondateur? Saint Bernard lui-même l'eût guidé. Un homme s'étoit consacré à Dieu du vivant de sa premiere femme, étoit ensuite sorti du cloître, puis s'étoit remarié. Le Supérieur du Religieux consulte saint Bernard sur la validité de ce second mariage. Je crois, répond ce saint Abbé, qu'il y a pour lui du risque à renvoyer sa femme, si elle n'y consent. Il faut qu'il intervienne un jugement qui l'y autorise. Et quel motif donne-t-il de cette décision? C'est que, dit-il, ce mariage, quel qu'il soit, a été célébré publiquement, solennellement, suivant l'usage des autres hommes : sans plainte & sans réclamation. *Quia tamen publicè ac solemniter, juxta morem cæterorum hominum, & sine quærelâ vel calumniâ, ipsum qualecumque judicium celebratum fuit; non nobis videtur tutum;*

illam non consentientem dimittere, nisi prius episcopali autoritate, vel consilio fratrum, vel imperio, aut certè ecclesiastico cononicoque judicio. Ainsi s'exprimoit saint Bernard. Pouvons-nous opposer à Clairvaux une autorité moins recusable, & plus digne de son respect? A-t-il imité la prudence de son fondateur? A-t-il voulu qu'un jugement préalable à toute voie de fait, fût prononcé sur l'état du mariage qu'avoit formé Castille.

Si celui-ci eût été traduit en justice, peut-être s'y fût-il légitimement défendu. C'est là qu'on eût examiné, si ses vœux existoient encore. Peut-être eût-il fait valoir avec avantage des protestations, des réclamations, des dispenses. Ne parlons point des nullités qu'il eût fait voir dans son acte prétendu d'émission : ce point important va former la matiere de la seconde partie de ce mémoire : mais, pour conserver l'ordre, & ne pas empiéter sur cet autre objet de la cause, nous voulons bien ne raisonner ici que dans l'hypothèse de vœux réels. Nous disons donc que, quand l'acte de profession eût été valable, Castille auroit peut-être prouvé qu'il n'étoit plus lié, soit que le Pape l'eût dispensé, soit qu'il l'eût relevé de ses vœux. Enfin on l'auroit entendu, il auroit pu se justifier, on n'eût point commis d'injustice. Car il est d'étroite équité que tout homme puisse se défendre; c'est un droit de nature. Le pire de tous les maux est d'en

ôter à un accusé les moyens. Voilà pourtant ce qui s'est fait. On a fui l'œil des Magistrats, on a marché dans des routes que méconnoissent les tribunaux.

Mais maintenant que la veuve de Castille est à leurs pieds, ne peut-elle pas dire à ses juges : J'ignore si mon mari étoit encore lié par des vœux lorsqu'il me prit pour femme. Il est possible que son engagement eût cessé, puisqu'il existe des moyens légitimes de dissoudre des nœuds monastiques. Si ces nœuds tenoient encore, il fut coupable, je l'avouerai ; mais le crime ne se présume point. Et dès qu'il est mort sans avoir eu le droit d'exposer à la loi ses raisons, le seul crime constant ici, ce n'est pas le sien, c'est celui des tyrans qui l'ont fait périr sans l'entendre. Or, dans le doute où m'a jettée cette infraction des règles, j'ai droit de prétendre qu'il étoit libre ; cette présomption légale m'est acquise. Cet argument n'admet point de réplique.

Mais, quand Castille auroit été juridiquement convaincu du violement de ses vœux, qu'avoit de commun le crime de cet homme avec la bonne-foi de sa femme, pour que celle-ci partageât les mêmes sentimens ? Si la loi eût condamné Castille à retourner au cloître, la loi n'eût-elle pas séparé de sa cause celle de sa femme ? Celle-ci auroit prouvé sa bonne-foi, & les Magistrats, protecteurs de la bonne-foi des mariages, auroient affermi son état, sa for-

tune, la légitimité de ses enfants. On n'auroit point spolié ses biens, son fils n'eût point été porté dans l'hôpital où il est mort; elle n'eût point gémi pendant trois années dans une prison infame. Que de malheurs l'observation des loix eût épargnés! Que l'Abbé de Clairvaux est coupable d'avoir chargé son frere! Que son frere l'est aussi de s'être chargé de pouvoirs qui n'ont tendu qu'à détourner le cours ordinaire de la justice! Ce sont leurs voies irrégulieres qui ont causé tant d'infortunes. Ces infortunes sont donc l'ouvrage des deux freres; de l'un, comme Abbé de Clairvaux; de l'autre, comme Procureur-Général de cet ordre; de l'un encore, comme mandant; & de l'autre, comme mandataire qui oblige (a) le mandant par son fait. Or tous les dommages, disent nos loix, qui arrivent par le fait de quelqu'un (b), doivent être réparés par celui dont la faute y a donné lieu.

Ici, les Bernardins nous arrêtent, & nous objectent le respect dû à l'autorité supérieure, d'où les ordres sont émanés. Tout s'est fait, nous disent-ils en vertu des ordres du Roi. Interrogez votre maître, si vous l'osez; demandez-lui compte de ses intentions : quant à nous, nous n'avons fait que les exécuter. C'est un devoir que nous avons rempli. Portez plus haut vos reproches & vos murmures.

(a) L. 1, ff. *De Inst. act.*

(b) *Domat.*

C'est donc ainsi que les Bernardins prétendent couvrir du voile de l'autorité leurs excès; comme si c'étoit de l'autorité qu'on se plaignît, & non de l'abus qu'ils en ont fait. Qu'il y ait des crimes auxquels le Prince, en qui tout genre d'autorité réside, applique directement & de lui-même les peines encourues; que sa bonté, compagne de sa justice, daigne employer ces remèdes extraordinaires pour éviter le scandale & l'éclat, pour épargner à des familles honorables la honte d'un châtiment public; ce n'est point à nous à porter une indiscrete curiosité sur les volontés du Prince, nous leur devons le plus profond respect. Mais quand des délateurs osent le tromper, & surprendre des ordres que son équité désavoue, c'est en son nom que les Magistrats doivent s'en plaindre, c'est leur zèle pour sa gloire qui les y force; c'est le servir, c'est le venger, que de dévoiler & punir les fallacieux ressorts de l'imposture. Gardons-nous donc de confondre ces respectables ordres qui dérivent du propre mouvement du maître, avec ces actes furtivement provoqués & surpris, soit pour vexer des innocents, soit pour protéger des coupables.

Tels sont ceux que les Moines de Clairvaux ont sollicités. Ils cachent au Ministre que Castille est marié; ils lui donnent sa légitime épouse pour la concubine d'un apostat; ils lui donnent leurs enfants pour les fruits du crime. Pourroit-on croire que

le Prince ou son Ministre, s'il eût connu le véritable état des choses, eût décerné des ordres si peu mérités, si sévères ? Si le recours au Prince étoit permis dans ces matieres, & qu'on pût apporter aux pieds du trône ces justes plaintes : “ Une femme
 „ livrée à la plus extrême indigence s'est
 „ présentée à la porte d'un monastere abon-
 „ dant en richesses ; elle avoit cru que
 „ la seule humanité souffrante étoit un ti-
 „ tre pour attendrir ces opulents Minis-
 „ tres d'une religion qui a la charité pour
 „ base, & ils ont dédaigné sa misere. Ce
 „ n'étoit point cependant une grace, mais
 „ une dette qu'elle exigeoit d'eux. Et
 „ quelle dette ? Par eux, elle a été rassa-
 „ siée d'amertumes, & reléguée dans une
 „ prison honteuse. Par eux, elle s'est vue
 „ dépouillée de son état, de sa fortune en-
 „ tiere. Par eux, elle a perdu son époux
 „ & son fils. Par eux, toutes les disgraces
 „ qui peuvent affliger l'homme ont été ras-
 „ semblées sur elle. Quels pouvoirs ont-
 „ ils donc usurpés, pour se rendre si for-
 „ midables dans leur vengeance ? C'est le
 „ nom du meilleur des Rois qu'ils ont
 „ prononcé, pour sacrifier plus sûrement
 „ l'époux, la mere & l'enfant à leur haine.
 „ C'est donc autant au Souverain lui-mê-
 „ me, qu'à la nature, qu'à la religion,
 „ qu'à la loi, qu'ils ont manqué, en se
 „ livrant, par esprit de domination, au
 „ desir d'un collegue avide qui les a com-
 „ promis par cupidité. „ Qui ose douter

que si ces plaintes frappoient l'oreille du meilleur des Rois, son cœur paternel ne s'indignât de la surprise faite au trône ? A quelle restitution sa compatissante équité condamneroit une maison riche, dont jamais l'or n'auroit coulé pour une meilleure cause.

Mais qu'avons-nous à regretter, puisque nos douleurs seront appréciées & vengées par des Magistrats dépositaires de sa justice ? Ils voient les pertes inestimables qu'a effuyé la Dame de Launay. Ils voient que la bonne-foi de cette femme étoit entière ; ils voient que c'est Mayeur qui, comme agent & préposé par l'Abbé de Clairvaux son frere, a surpris le Ministre & a conduit toute la trame. Ils connoissent donc tous les maux dont se plaint cette femme ; ils connoissent quels en sont les auteurs. Il est donc temps de fixer la mesure des indemnités dues à des blessures aussi profondes.

Que nos juges ne craignent point d'être trop sensibles. Les Magistrats, nous le savons, ne doivent admettre de sentiments que ceux qu'épure une raison toujours impartiale. Mais ici la raison & l'humanité se réunissent pour exiger une éclatante réparation.

S E C O N D E P A R T I E.

Quelle autre carrière va s'ouvrir ! un nouvel ordre de choses s'offre à nos yeux.

Cet homme qu'on a enlevé n'étoit point Religieux. Clairvaux a ravi à la société un citoyen libre. Si nous prouvons cette proposition, chacun voit quelles conséquences vont en sortir.

Balthazar Castille avoit-il fait profession ? Est-il possible que ce soit un problème ? Quoi ! ces cruautés exercées sur Castille & les siens, n'auroient pas même été l'effet d'un droit acquis sur sa personne, par l'évidence d'un acte de profession valable & régulier ? Le seul doute sur cet objet auroit déjà de quoi surprendre. Que pensera-t-on, si l'on voit clairement que l'acte étoit nul ?

Cette nullité que nous allons prouver, nous a bientôt expliqué toute la répugnance que les Moines ont eue à le produire. Où est donc, leur disoit-on dès l'exploit du 30 Décembre 1762, où est l'acte de profession de *Balthazar* Castille ? Il faut avouer qu'en le leur demandant, on ne doutoit pas qu'il n'existât, & qu'ils le produiroient. Aussi n'étoit-ce point sur l'idée que la profession de Castille fût irrégulière, mais sur les preuves de la bonne-foi de sa femme, que la cause s'étoit formée. Cependant comme il faut, quand on plaide, s'assurer de tous les titres, on leur demanda celui-ci. Huit mois s'écoulèrent sans qu'ils en justifiaient : la cause fut placée sur le rôle, & ils ne l'avoient point encore. Ils plaiderent & ils ne l'avoient pas ; l'Abbé de Clairvaux chercha des dé-

faites. Il prétendit que c'étoit à l'Abbé d'Orval qu'il falloit s'adresser, que son autorité sur cet Abbé n'alloit pas jusques-là; il allégua même le préjugé d'un arrêt du Conseil, qui n'avoit rien de commun à la chose. Cette défense ne fit illusion à personne.

On ne peut rendre la sensation que fit sur tout le monde son refus de rapporter cet acte. Quoi! disoit-on à l'Abbé de Clairvaux, l'Abbé d'Orval est étranger. Quelle excuse! N'est-ce pas parce qu'il est étranger que, pour avoir des ordres, ce n'est pas lui qui a paru, mais vous? C'est vous, Abbé de Clairvaux, c'est aussi votre Procureur-Général qui tous deux les avez provoqués. N'a-t-il pas fallu, pour les obtenir, représenter l'acte de profession au Ministre? N'est-ce pas de vous qu'on tient l'extrait mortuaire de Castille? & de qui le tenez-vous vous-même, puisqu'il est mort dans les prisons d'Orval? C'est donc à dire que l'Abbé d'Orval vous obéit, lorsqu'il s'agit de nuire, mais que vous ne pouvez plus rien sur lui lorsqu'il faut vous justifier. Non, rien ne vous dispense de montrer l'acte qu'on exige de vous, & cependant cet acte tant attendu ne paroît pas. Quel nouveau trait d'horreur vient surcharger l'affreux tableau que présentoit déjà cette cause! Castille seroit-il un citoyen libre, auquel on auroit supposé des liens chimériques, pour rompre les nœuds légitimes qu'il avoit formés? C'est ainsi

que le défenseur de la Dame de Launay pressoit , à l'audience , ses adversaires de communiquer cette piece.

Elle a paru enfin dans le cours des dernieres audiences , & avec elle ont paru les causes du mystere qu'en faisoient les Moines. Ils ont produit un acte de profession , qui , du côté de l'énonciation des vœux , paroît en regle. Il faut convenir qu'il énonce la formule d'émission prescrite par la regle de saint Benoît : mais cet acte de profession n'est point signé. Or , la regle de saint Benoît & le rituel de Cîteaux , conforme en ce point , non-seulement à toutes les loix civiles & canoniques , mais aux simples lumieres de la raison , veulent que l'acte de profession soit signé du Religieux qui fait ses vœux.

Si ce défaut de signature n'étoit pas une nullité radicale qui nous dispense de relever les autres vices de ce prétendu titre , nous observerions combien il est informe & suspect par les altérations ou gratures qui paroissent faites avec ferrements sur le parchemin. On apperçoit dans un coin de cet acte une petite croix isolée qui ne paroît placée là qu'après coup , & parce qu'au moyen des gratures l'encre se feroit trop épanchée sur sa vraie place.

Un autre objet plus digne d'attention , c'est que les Moines ont prétendu que le corps de l'acte étoit entièrement écrit de la propre main de Castille , & ils avoient intérêt de le soutenir ; car leurs statuts

prescrivent autant cette formalité que celle même de la signature. Or, la comparaison faite de cet acte avec une autre piece véritablement écrite de la main de Castille, & reconnue pour telle par les Moines eux-mêmes, fit croire au conseil de la Dame de Launay, que l'acte de profession n'étoit point de la main de son mari. Pour lever leur doute, ils ont porté les deux pieces à des vérificateurs d'écritures. Ils en ont consulté sept. Ils les ont consultés séparément; chacun d'eux a donné son avis à part, & tous les sept se sont trouvés réunis pour décider que l'acte de profession n'étoit point de la main de *Balthazar* Castille. Ce fait est constant; nous sommes chargés de l'articuler dans ce mémoire, ainsi qu'il l'a été à l'audience. Nous savons bien que cette vérification, n'ayant point été juridiquement ordonnée, ne fait pas foi : mais on sent aussi, & c'est pour cela que l'on y a subsidiairement conclu, que ce seroit le cas de l'ordonner, si d'ailleurs le défaut de signature n'opéroit pas une nullité telle, qu'elle dispense de se livrer à un rapport d'experts qui entraîneroit inutilement des frais & des longueurs.

Qu'est-ce en effet qu'un acte sans signature? Toutes les loix répondent que c'est une piece informe & demeurée dans les simples termes d'un projet. La signature est le complément de tous les actes; c'est elle qui y met le sceau; c'est par elle seule que l'on se lie; sans elle, il n'y a ni enga-

gement ni obligation civile. Ces principes sont de rigueur pour les actes du plus modique intérêt. Seroit-il possible que le plus important de tous, celui par lequel un homme s'engage à renoncer à la société, à sa famille, à sa liberté, à lui-même, fût soustrait à une forme qui est, on le répète, de l'essence de tous les actes ?

Nous ne parlons point de nos ordonnances, quoique pourtant nous serions en droit d'observer que le chef-lieu de cet ordre, étant dans le royaume, Orval doit être soumis à nos loix ; mais indépendamment d'elles, tout prescrit la signature dans les actes.

Citerons-nous les loix canoniques ? Le canon 9, caus. 2, q. 1, porte : *Legum ecclesiasticarum consuetudo & autoritas talis est ut in causis*

semper scripturam requirant, adeò ut qui ad sacrum fontem accedit suum dare nomen precipiatur.

Le canon *vidua*, caus. 20, q. 1, s'exprime ainsi : *Vidua quæ sanctæ religionis propositum obtinere voluerit, scriptis professionem faciat à se aut signo, aut subscriptione notatam ; & la glose explique ainsi ces derniers mots : Aut signo cum nescit scribere, aut scriptione cum scit scribere.*

L'édit perpétuel, art. 17, est ainsi conçu : *Statutum est ne professio religiosa fiat per litteras & non per testes, nisi allegaretur registra esse perdata.*

Mais pour abréger ces autorités, que la

vérité du principe rend superflues, & pour n'opposer à Clairvaux que ses propres règles, voici comment s'énonce la règle de saint Benoît, chapitre 58 : “ Celui qu'on
 „ voudra recevoir fera de sa promesse une
 „ obligation par écrit, & il écrira cette
 „ promesse de sa main, ou s'il ne fait pas
 „ écrire, quelqu'un écrira pour lui, & ce
 „ novice la signera & la mettra lui-même
 „ sur l'autel. *Et ille novitius manu suâ scribat, & signum faciat, & manu suâ eam super altare imponat.*

Le rituel de Cîteaux, liv. 6, ch. 4, est encore bien précis sur la nécessité de la signatute; voici les termes : “ La profes-
 „ sion doit être faite dans l'Eglise au grand
 „ autel, après l'Evangile de la Messe, en
 „ présence de l'Abbé ou Supérieur de la
 „ communauté, de deux témoins, & du
 „ peuple, laquelle profession doit être
 „ écrite sur un papier & signée de la pro-
 „ pre main de celui qui fait ses vœux,
 „ avec son nom & surnom. „

Opposons-leur encore le décret du chapitre général de 1672 dont voici les termes : *Mandat & precipit capitulum generale, ut ad calcem formulæ professionis subscriptæ à novitiis profitentibus, testentur Abbates se admisisse ad professionem talem novitium, tali die, mense & anno, in præsentia testium qui huic etiam subscribent. Statuit præterea ut in singulis monasteriis habeantur libri in quibus registrabuntur professionis quarum singulis subs-*

subscribent abbas, parentes, si qui sint, & alii testes. Comment, au mépris d'autorités si fortes & si nombreuses, a-t-on pu mettre en question si Castille étoit engagé par des vœux ?

Nos adversaires nous ont objecté trois arrêts; mais dans celui de 1701 il y avoit un acte de profession, rédigé & signé par le Religieux. La question étoit seulement de savoir si cette signature, donnée sur une feuille volante, étoit suffisante.

Dans celui de 1706, le Religieux avoit encore signé. La question rouloit uniquement sur ce qu'il avoit signé seul, & sur le défaut de registre.

Dans celui de 1707, l'arrêt n'a rien jugé : il a ordonné que les Religieuses de la Présentation de la ville d'Aire seroient tenues de remettre ès mains de Mr. le Procureur-Général les bulles, lettres patentes & autres titres qu'elles pouvoient avoir de leur établissement, & les originaux des registres d'entrées, vêtures, de profession. Ainsi de ces trois arrêts, le dernier ne juge rien, & les deux autres prononcent sur une espece directement contraire à la nôtre.

Mais veut-on un arrêt précis sur la question, c'est celui du 16 Juillet 1657. Il fut rendu sur les conclusions de Mr. Talon : en voici l'espece.

Christine de Haro demandoit à Philibert de Haro le partage de la succession de ses pere & mere : le baron de Haro soutenoit que sa sœur étoit Religieuse ; qu'elle en

avoit porté l'habit pendant trente ans dans le monastere de Saale ; qu'elle avoit pris la qualité de professe dans plusieurs actes capitulaires, & perpétuellement porté l'habit & voile noir de Religieuse ; enfin il offroit de prouver que l'acte de profession avoit été soustrait, & il avoit obtenu monitoire pour en faire la preuve. Christine avouoit ces faits, & se renfermoit dans le défaut d'acte.

Mr. Talon, qui marcha toujours dans ses décisions à la lumiere des vrais principes, dit “ qu'il y avoit abus dans l'ob-
 ,, tention du monitoire ; qu'il falloit ap-
 ,, porter l'acte de profession, & que la
 ,, preuve ne pouvoit s'en faire par té-
 ,, moins. „ Ce Magistrat ajouta qu'il y
 avoit lieu de réformer l'abus qui se pra-
 tiquoit dans le couvent de Saale ; mais il
 conclut à admettre Christine au partage.

L'arrêt suivit ses conclusions, & ordonna que les Religieuses de Saale seroient tenues d'observer les constitutions canoniques. Cet arrêt est-il assez précisément dans l'espece ?

En voici un autre qui va répondre tout aussi fortement à l'argument que les Bernardins tirent de ce que Castille est resté plusieurs années dans la maison d'Orval, & y a assisté à quelques assemblées capitulaires.

Cet arrêt, qui est du 28 Mai 1603, jugea que pour rendre un homme vrai profès, une profession tacite n'étoit pas suffi-

sante, comme d'avoir porté l'habit & fait tous actes de vrai profès par an & jour, même par l'espace de vingt-cinq, vingt-six & vingt-huit ans dans un monastere enfermé; qu'il falloit une profession par écrit, suivant l'ordonnance de Moulins, art. 55; d'où vient, ajoute l'arrêstiste, le proverbe, *habitus non facit monachum, sed professio*. Bibliot. can. tom. 2, pag. 269, col. 1.

Quelle ressource reste-t-il encore aux Bernardins? C'est d'alléguer l'usage de la maison d'Orval.

Deux réponses vont aisément leur enlever ce dernier moyen.

Premièrement nous nions le fait, & soutenons que l'usage est contraire : oui, l'usage d'Orval est que les Moines y signent leurs actes de profession : nous nous engageons à en faire la preuve ; nous les défions de prouver le contraire. Et si les Bernardins vouloient nous échapper à la faveur d'une distinction d'époques, & nous disoient qu'autrefois, & dans les anciens temps, on ne signoit point à Orval, nous les ramenerions aisément au point de la cause ; car alors, pour lever toute équivoque & leur circonscrire un temps marqué, nous nous reporterions aux temps mêmes où Castille est entré dans Orval, & nous dirions que notamment depuis environ quarante-cinq ou cinquante ans, l'usage d'Orval est de faire signer aux Religieux leurs actes ; qu'il y a quarante-neuf ans que Castille a fait ce prétendu acte,

non signé, qu'on lui prête; & qu'ainfi cet usage qui regne dans Orval, regnoit vers les années où Castille y a fait profession. Voilà notre premiere réponse. Elle consiste à dénier formellement que l'usage soit tel qu'ils l'annoncent.

La seconde, c'est que si l'usage d'Orval étoit de ne pas faire signer aux Religieux leurs professions, ce seroit un usage abusif, intolérable, qu'il faudroit abolir comme contraire aux canons, aux loix, à la jurisprudence, à la raison; ce seroit le cas, comme dans l'arrêt de 1657, de déclarer Castille non engagé, & cependant d'enjoindre aux Supérieurs d'Orval de faire observer les ordonnances.

En deux mots, il y auroit abus dans cet usage, s'il existoit. Dans le fait, il n'existe pas.

Ainsi le propre usage de l'Abbaye d'Orval, la jurisprudence des arrêts, la disposition des ordonnances, celle aussi des loix canoniques, & entr'autres autorités la regle de saint Benoît, le rituel même de Cîteaux, un décret du chapitre général de l'Ordre, enfin, l'équité, la raison & les loix, tout exige la signature dans les actes d'émission; tout s'élève contre cet acte informe, & non signé, qu'on nous oppose; tout concourt à le déclarer nul; tout démontre que Castille n'étoit lié par aucun vœu.

Nous pouvons à présent négliger un second moyen de nullité, qui résulte du dé-

faut de solemnité & de délibération capitulaire. Fagnan, Ducasse, de Lacombe, tous les Auteurs exigent que les actes de profession soient faits solennellement, en présence du chapitre assemblé. Cette circonstance essentielle manque ici : mais, encore une fois, négligeons-la, ainsi que tous ces avantages que nous pourrions tirer de ce que la date de l'année a été interposée, de ce que le bas de la piece est gratté d'une maniere à donner des soupçons, de ce que des experts consultés d'office, & en grand nombre, ont prononcé tous que le corps de l'acte n'étoit point écrit de la main de Castille; formalité essentiellement requise encore par les statuts même d'Orval. Bornons-nous au seul défaut de signature. Par les autres moyens, l'acte ne seroit dans ce moment-ci que suspect; par celui-ci, il est évidemment nul. Concluons donc, & disons : l'acte n'est point signé; donc il n'y a point d'acte; donc Castille étoit un citoyen libre.

Il étoit libre ! Combien redoublent, à ces mots, l'intérêt & la difficulté de notre ministère ? où trouver des paroles qui concilient tout le zele que nous devons aux uns, avec les égards que nous souhaiterions d'avoir pour les autres ? Mais quelque frein que l'on s'impose, le devoir le rompt, & nous oblige de parler avec force contre d'odieux scandales.

Un homme, dont il sembloit que l'apostasie avoit trompé la bonne-foi de son

épouse, a donc retrouvé, dans la main de ses ennemis même, la preuve entière qu'il étoit de bonne-foi comme elle; Castille en la prenant pour femme, n'a donc point profané les autels, son amour pour elle fut dans l'ordre. Il n'a point commis de faute à sortir d'un lieu où nul serment ne l'attachoit; & si l'on se rappelle ce qu'il faudroit oublier à toujours, il n'eût fait de crime qu'à ne pas s'unir avec elle.

Quel mélange de désespoir & de joie cette nouvelle a dû exciter dans son ame! Que cette femme a dû se féliciter d'apprendre qu'elle ne s'étoit point livrée aux ardeurs illicites d'un apostat; que ses enfants n'ont point été les fruits malheureux d'une alliance imparfaite, mais les gages légitimes d'une amitié pure; qu'elle peut dire désormais à sa fille: " Chérifiez, respectez
 „ la mémoire de votre pere. Ce n'est pas
 „ par un crime qu'il vous a donné la vie,
 „ ne craignez donc plus la lumiere. Vi-
 „ vez modeste, mais n'ayez plus de hon-
 „ te: reprenez votre place parmi les hom-
 „ mes; bénissez à jamais les tribunaux où
 „ l'Auteur de toutes destinées a voulu
 „ vous révéler la vôtre. Bénissez les Ma-
 „ gistrats qui y sont assis en son nom,
 „ pour venger vos maux & les miens. „

Mais qui pourroit en mesurer l'excès? & sont-ils faits pour être calculés? Car, quel est l'homme que les Moines ont vu périr dans les prisons d'Orval? Ce n'est plus un Moine fugitif, qu'un ordre irré-

gulier , mais fait du moins pour couvrir un scandale, leur ait rendu ; c'est un citoyen libre , à qui l'on a prêté de faux engagements pour briser ses vrais liens , c'est un époux ravi à son épouse légitime ; c'est un pere arraché cruellement à ses enfans. Il vivroit encore au milieu d'eux , il présideroit à leur éducation , il pourvoiroit à leur établissement. Mais ce citoyen , ce mari , ce pere est mort. Dans quel temps ? dans quelles circonstances ? dans quel lieu ? Ecartons des soupçons qui feroient rougir l'humanité.

N'imitons pas non plus ces esprits indiscrets , qui se persuadent que tous les Religieux n'enveloppent sous l'ombre sacrée du cloître que des vues humaines & politiques : que fatigués de devoirs trop austères pour y rester soumis , ils changent tous une religion dont l'empire est si doux , en cet esprit de corps si impitoyable & si vain ; de sorte que , faisant servir à leurs fins le Dieu dont ils sont les Ministres ; soit qu'ils usurpent , soit qu'ils calomnient , soit qu'ils se vengent , ils appellent Dieu tout ce qu'ils font. Quelle imprudence cependant à Clairvaux de n'avoir pas étouffé , par l'acquiescement de la plus juste dette , l'éclat d'une contestation préjudiciable à l'honneur de tout l'ordre ! tandis que dans le tumulte du siècle , les passions des hommes s'agitent & se combattent , des monuments de piété sont élevés au Dieu de paix : des mortels dévoués à son culte

doivent y travailler en silence, à mériter par leurs prières & leurs vertus que ses bienfaits s'épandent sur la terre, & y ramènent l'ordre & le calme : & , au mépris de destinations aussi saintes, c'est au sein même de ces pacifiques asyles, que s'est formé l'orage qui a porté le ravage & la mort parmi des citoyens.

Est-ce donc ainsi que Clairvaux respecte ses devoirs, en coupant les nœuds qui les attachoient à leurs proches, à leur fortune, à leur liberté, à l'Etat ? Ont-ils rompu ce lien sacré des sentiments de la nature qui rassemble & unit tous les hommes ? Que s'ils ont brisé tant de nœuds, ils n'auront pu du moins s'affranchir du joug des loix, prêtes à punir leurs injustices.

Les augustes défenseurs de ces loix sages sentent quelles vues de bien public se joignent ici à l'intérêt particulier de la mère & de la fille infortunées que nous défendons, puisque le repos, la fortune, la liberté, la vie des citoyens est compromise par les scandales qu'ils vont venger. Quels dommages & intérêts n'a donc pas droit d'attendre la Dame de Launay, de Magistrats qui voient & l'immensité des pertes à réparer, & la nécessité d'un grand exemple !

Après que Mre. Gerbier eut cessé de parler, Mre. Doulcet se leva & dit :

Dans cette cause, je suis pour le révérendissime dom *François Lebloix*, Abbé

régulier de Clairvaux, & les Religieux de sa filiation qui sont défendeurs.

Contre *Michelle* Peuchet, soi-disante femme en premières noces du défunt frère *Balthazar* Castille, Moine de l'Abbaye d'Orval, Ordre de Cîteaux, filiation de l'Abbaye de Clairvaux; actuellement femme du sieur *Pierre* Saget de Launay, tant en leurs noms, que comme stipulant pour *Reine-Michelle* Castille, fille de ladite *Michelle* Peuchet & dudit défunt frère Castille, demandeurs.

Mes conclusions tendent à ce qu'il plaise au Conseil décharger ceux pour qui je parle, des causes de l'assignation à eux donnée au Châtelet de Paris, le 7 Janvier 1763, par les sieur & Dame de Launay, & qui a été évoquée au Conseil par ceux que je défends, suivant l'exploit du 10 du même mois, ensemble de ladite assignation & autres demandes; & condamner les sieur & Dame de Launay aux dépens.

MESSIEURS,

Un Religieux fugitif a été conduit, en exécution des ordres du Roi, dans l'Abbaye d'Orval, à laquelle il étoit attaché par des liens indissolubles.

De ce fait naît une grande affaire. La Dame de Launay, femme en premières noces de ce Religieux apostat, demande à l'Abbé de Clairvaux, Supérieur immé-

diat de l'Abbaye d'Orval, la restitution des biens dont elle prétend avoir été dépouillée, & un dédommagement proportionné aux malheurs qu'elle a éprouvés; détenue à Sainte-Pelagie, elle a perdu dans le même instant son époux, son fils, son honneur & sa liberté.

A la faveur de cet assemblage de circonstances malheureuses, elle s'est proposée de donner une scène au public. En attaquant l'Abbé de Clairvaux, comme responsable des faits d'un Religieux, qu'elle prétend avoir agi en exécution de ses ordres, elle s'est livrée à la plus cruelle déclamation. L'Ordre entier de Cîteaux, tout le Clergé régulier a subi la critique la plus amère.

Cependant lorsque de sang froid on examine les faits, on ne trouve pas le plus léger prétexte à ses prétentions.

Balthazar Castille étoit Religieux-profès de l'Abbaye d'Orval. Il s'est rendu coupable du crime d'apostasie; ses Supérieurs l'ont jugé. La Dame de Launay peut-elle être recevable à critiquer les ordres donnés par le Roi, pour assurer l'exécution d'un jugement émané d'une autorité légitime?

Elle suppose qu'un enfant, né de son mariage, a été enlevé. Mais c'est, de son aveu, un roman qu'elle a composé. Elle étoit instruite du sort de son enfant lorsqu'elle en a demandé la représentation à l'Abbé de Clairvaux.

Est-elle mieux fondée à se plaindre de sa détention à Sainte-Pelagie, & de la privation de ses biens ? C'est à un de ses oncles qu'elle doit imputer sa captivité : ni l'Abbé d'Orval, ni l'Abbé de Clairvaux n'ont jamais rien prétendu aux effets de *Balthazar* Castille ; mais, dans la vérité, il n'avoit rien.

Telle est exactement l'idée que l'on doit se former des prétentions de la Dame de Launay ; elles sont toutes également chimeriques. La seule exposition des faits suffira, Messieurs, pour vous en convaincre.

F A I T.

Balthazar Castille, né dans la ville de Luxembourg le 14 Septembre 1692, a fait, le premier Novembre 1714, c'est-à-dire, à l'âge de vingt-deux ans, après le noviciat d'une année, profession en l'Abbaye d'Orval, située dans le duché de Luxembourg. On rapporte les extraits légalisés du registre des novices, & de celui des Religieux-profès. Il en résulte que *Balthazar* Castille, né à Luxembourg en 1692, est entré au noviciat le 16 Juillet 1713 ; qu'il a pris l'habit le 29 Octobre de la même année, & qu'il a prononcé les vœux solennels le premier Novembre 1714. On rapporte aussi le parchemin sur lequel il a écrit de sa propre main les vœux qu'il a prononcés, & qu'il a déposés sur l'autel, après y avoir apposé un signe de croix,

conformément à la regle de saint Benoît, & à l'usage de l'Abbaye d'Orval.

Il est resté dans cette Abbaye en qualité de Religieux-profès jusqu'en l'année 1725 : sa résidence & sa fuite sont constatées par quatre pieces; les deux premières sont les minutes originales de deux délibérations capitulaires, l'une du 14 Mai 1721, l'autre du 3 Août 1722, auxquelles *Balthazar* Castille a assisté en qualité de Religieux, & qu'il a signées en cette forme; *F. Balthazar Castille, clericus*. La troisième est un extrait collationné du procès-verbal d'une visite faite dans l'Abbaye d'Orval, par dom Gassot, Abbé de Clairvaux, le 31 Juillet 1722; enfin la quatrième est l'extrait collationné du jugement prononcé contre *Balthazar* Castille fugitif, par le Commissaire apostolique, dans le cours de sa visite commencée le 14 Septembre 1725.

Ainsi l'état de *Balthazar* Castille ne peut pas être douteux, il étoit Religieux-profès de l'Abbaye d'Orval. L'âge de vingt-deux années, auquel il étoit parvenu, doit faire présumer qu'il s'étoit volontairement engagé; il avoit même ratifié sa profession par sa résidence à Orval, en qualité de Religieux-profès pendant plus de dix années : s'il avoit eu des moyens solides de réclamation, il auroit dû les faire valoir dans les cinq premières années; c'est le terme fixé par la loi : il ne pouvoit donc pas se plaindre; il n'avoit aucune voie de

droit légitime lorsqu'il a pris la fuite en 1725.

Qu'est-il devenu depuis? c'est ce que personne ne peut savoir exactement. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il étoit à Paris en 1744. L'état qu'il y remplissoit ne donne pas lieu de croire qu'il eût une fortune brillante, puisqu'il étoit réduit à tenir les livres d'un commerçant.

Il eut alors des liaisons criminelles avec celle qu'il a depuis épousée. Son mariage est du 21 Décembre 1744. Il a été suivi de la naissance d'un enfant qui a été baptisé dans l'Eglise paroissiale de Saint-Paul le 22 Février 1745, & nommé *Balthazar Claude Michel, fils de Balthazar Castille, bourgeois de Paris, & de Michelle Peuchet sa femme*; en sorte que la Demoiselle Peuchet étoit, au moment de son mariage, enceinte de sept mois entiers.

La Dame de Launay prétend avoir apporté en dot de 10000 livres, & que *Balthazar* Castille avoit 36000 livres; comment concilier cette allégation avec la conduite qu'ils ont tenue? L'état de cette fortune, si elle avoit eu quelque réalité, les mettoit sans doute à portée de donner des aliments à leurs enfants; cependant ils n'en ont pris soin que depuis le 22 Février, jour de sa naissance, jusqu'au 25 Octobre de la même année, qu'il a été exposé dans la rue Saint-Antoine. Il a été porté au Commissaire de Lafosse, préposé pour la police au quartier de la cité. Le

procès-verbal qui a été rédigé, porte que l'enfant *a été trouvé exposé & abandonné rue Saint-Antoine*, & que, dans les *langes s'est trouvé l'acte baptistaire* que le Commissaire a annexé à son procès-verbal; il a en même temps ordonné que l'enfant seroit porté à l'hôpital des Enfants-trouvés, pour être nourri, allaité & élevé en la maniere ordinaire & accoutumée.

L'ordonnance du Commissaire a été exécutée, son procès-verbal a été inscrit sur les registres de l'hôpital des Enfants-trouvés, l'enfant a été nourri aux dépens de l'hôpital jusqu'au 2 Février 1747, jour de son décès.

Balthazar Castille a eu depuis deux autres enfants; *Reine-Michelle*, née à Lons-le-Saunier en Franche-Comté le 22 Avril 1746; & *Hypolite-Louis*, né à Paris le 19 Juillet 1750 (c'est ce dernier enfant que la Dame de Launay réclame aujourd'hui). Elle prétend que l'Abbé de Clairvaux doit lui en rendre compte, ou lui payer 100000 livres. Mais avant que de vous expliquer, MM., les faits relatifs à cet objet, il faut, en suivant l'ordre des dates, vous exposer en substance une piece informe, dont la Dame de Launay veut faire résulter une preuve en sa faveur, quoiqu'elle soit décisive contr'elle.

C'est une copie qu'elle prétend être écrite de la main du sieur Peuchet son oncle, notaire royal à Villette près Sedan, d'un acte qu'elle prétend avoir été passé sous

seing privé, double, le 10 Septembre 1750, entre dom Mayeur, Procureur-Général de la filiation de Clairvaux & le sieur Peuchet.

Il y est dit que dom Mayeur, chargé des pouvoirs de l'Abbé de Clairvaux, Supérieur immédiat de l'Abbaye d'Orval, & qui a été prié par l'Abbé d'Orval d'adresser ces pouvoirs, à l'effet d'obtenir les ordres du Roi, pour faire arrêter frere Balthazar Castille, Religieux de l'Abbaye d'Orval, & de le faire conduire sous bonne & sûre garde en l'Abbaye d'Orval, reconnoît avoir cédé, quitté, transporté, & abandonné à Jean Peuchet les biens meubles & immeubles qui pouvoient appartenir à frere Balthazar Castille, en tels lieux qu'ils puissent être situés & assis, à condition que le sieur Peuchet se chargeroit des frais nécessaires, tant pour obtenir les ordres du Roi que pour tous les autres frais de capture & de conduite du frere Balthazar Castille en l'Abbaye d'Orval, & d'en faire le remboursement sur le vu des quittances du sieur Meunier, inspecteur de police, chargé de l'exécution des ordres du Roi; & à la charge que Peuchet ne pourroit frustrer la nommée Peuchet sa niece, prétendue femme dudit frere Castille, des sommes excédentes celles que dom Mayeur auroit déboursées; lesquelles sommes excédentes resteroient à ladite Michelle Peuchet, pour en disposer en faveur de ses enfants, ou comme bon lui sembleroit : s'o-

bligeant , dom Mayeur , de garantir & faire agréer le présent traité.

Si cette piece contenoit quelque chose de contraire à la défense de l'Abbé de Clairvaux , on ne pourroit pas la lui opposer avec succès , puisque ce n'est qu'une copie informe dont rien n'assure la sincérité. Mais il suffit d'observer en ce moment , qu'elle énonce les ordres du Roi comme déjà donnés contre *Balthazar* Castille ; puisque l'inspecteur de police chargé de les exécuter , y est nommé ; & ce n'est que le 18 Septembre que ces ordres ont été donnés contre *Michelle* Peuchet.

Les ordres du Roi ont été exécutés ; *Balthazar* Castille a été arrêté le 5 Novembre 1750 à Celles en Brie , où il étoit caché depuis deux mois dans la maison d'un vigneron. Il a été conduit à l'Abbaye d'Orval : la dépense de la capture & de la conduite a été payée par l'Abbaye ; ce fait a été constaté par un extrait du registre du célérrier , délivré par un notaire royal , & légalisé.

Michelle Peuchet étoit logée dans la rue de la Verrerie à un troisieme étage , dans une chambre dépendante d'un appartement occupé par la nommée de Lage , maîtresse couturiere , & femme d'un domestique. Les meubles de cette chambre ne lui appartenoient point. Les scellés avoient été apposés sur une malle , dans laquelle ses effets étoient renfermés. Les papiers avoient été remis au sieur Meunier , inspecteur de police ,

police, après avoir été scellés & cachetés. Il est donc impossible qu'aucun divertissement ait été commis.

Mais *Balthazar* Castille, avoit alors un enfant, né le 19 Juillet 1750 : qu'est-il devenu ? L'inspecteur de police l'a enlevé. Qu'en a-t-il fait ? est-il mort ? est-il vivant ? quelle éducation a-t-il reçue ?

La Dame de Launay, qui dans les commencements de sa plaidoierie affectoit tant de douleurs & d'inquiétude, étoit, Messieurs, bien mieux instruite que l'Abbé de Clairvaux qu'elle attaquoit.

Hypolite-Louis, troisième enfant de *Michelle* Peuchet, est né le 19 Juillet 1750 ; il a été remis le 21 du même mois par sa mere à la femme de *Nicolas-Louis* Noël, vigneron, demeurant à Celles en Brie. Cette nourrice a été présentée par la Demoiselle Leroux recommandaresse. Elle a reçu vingt-huit livres pour trois mois & demi de nourriture, à raison de huit livres par mois.

L'enfant est resté entre les mains de sa nourrice jusqu'au 21 Janvier 1751, qu'il fut apporté à Paris par *Nicolas-Louis* Noël & sa femme. Ils s'adresserent à la femme de Lage chez qui demeueroit *Michelle* Peuchet. Elle leur dit que *Michelle* Peuchet, mere de l'enfant, étoit arrêtée & mise par ordre du Roi à Sainte Pelagie ; qu'il étoit inutile qu'ils y allassent, parce qu'ils ne pourroient pas lui parler qu'ils n'eussent un ordre du Roi. La femme de Lage les

conduisit chez un oncle, qui ne voulut pas s'en charger. Alors la nourrice & son mari porterent l'enfant chez le Commissaire Grimperel, qui dressa son procès-verbal, & ordonna que l'enfant seroit porté aux Enfants-trouvés. Il y a été reçu, il y a été mis entre les mains de *Marie-Jeanne Lépine*, femme de *Pierre Caulet*, demeurant à Vilnay. Il est décédé le 26 Octobre 1751.

Il est aisé de concevoir que *Michelle Peuchet* n'a ignoré aucun de ces faits, puisqu'elle a toujours conservé des liaisons avec la femme de Lage, chez laquelle elle demouroit avant que d'entrer à Sainte-Pelagie. Pendant son séjour dans cette maison, on a levé, le 30 Janvier 1751, en exécution d'ordres du Roi, & en présence d'un substitut, de dom Mayeur & de la femme de *Jean Peuchet*, fondée de sa procuration, les scellés que l'on avoit apposés. On a dressé procès-verbal des effets qui se sont trouvés dans une malle. Le sieur Meunier, inspecteur de police, a représenté un paquet de papiers qu'on lui avoit confié lors de l'apposition des scellés, après les avoir scellés & cachetés. On en a fait la description; ils ont été divisés en six liasses, dont le Commissaire s'est chargé, & ce dernier les a remis le 29 Mai suivant à *Mre. de Vitry*, Procureur au Châtelet, fondé de la procuration de *Michelle Peuchet*. Il paroît que les effets mobiliers ont été vendus; les deniers pro-

venants de cette vente ont été remis par la femme de Lage à Peuchet, qui a donné à sa niece, le 8 Septembre 1752, un acte, par lequel il a déclaré avoir reçu par les mains de la femme de Lage, 187 livres 15 sols; de laquelle somme il a promis de tenir compte, sur ce qu'il a prétendu lui être dû sur la pension de Sainte-Pelagie, sans préjudice au surplus de tout ce qu'elle, *Michelle* Peuchet, lui devoit.

C'est notre adversaire elle-même qui rapporte cette piece, ainsi que l'acte qui contient la remise faite des papiers par le Commissaire de Rochebrune à son fondé de procuration. Pendant tout le temps qu'elle a été à Sainte-Pelagie, elle n'a intenté aucune action contre l'Abbé de Clairvaux. Elle est sortie de cette maison au mois de Juillet 1753. Elle est restée dans le silence jusqu'en 1762, qu'elle a fait quelques démarches pour obtenir des secours de l'Abbé d'Orval : mais mécontente du peu qui lui a été offert, elle a formé sa demande.

Sa prétention se divise en deux objets.

1°. La restitution des biens qu'elle prétend avoir eus, & des effets que *Balthazar* Castille avoit en sa possession.

2°. Un dédommagement proportionné aux pertes qu'elle a éprouvées, & à l'injure qui lui a été faite.

Mais, pour discuter d'une façon satisfaisante chacun des chefs de ses demandes, il faut, avant tout, entrer dans le détail des questions relatives à l'état de *Baltha-*

zar Castille, à sa fuite de l'Abbaye d'Orval, & aux ordres du Roi en vertu desquels il a été conduit en cette Abbaye; ainsi la défense de l'Abbé de Clairvaux se divise en deux parties.

J'établirai, dans la première, *que la Dame de Launay n'est pas recevable à critiquer les ordres du Roi, & l'exécution qu'ils ont reçue.*

Je prouverai, dans la seconde, *que les demandes formées par la Dame de Launay ne sont établies sur aucun motif raisonnable.*

D'abord, Messieurs, trois réflexions se présentent.

Balthazar Castille, que la Dame de Launay prétend avoir épousé, étoit Religieux-profès de l'Abbaye d'Orval.

L'apostasie dont il s'est rendu coupable a été jugée par ses supérieurs.

L'objet des ordres du Roi a été de mettre à exécution des jugements revêtus d'une autorité légitime.

Or c'est de ces trois réflexions que résulte la preuve que la Dame de Launay n'a aucune espèce de droit de se plaindre de l'exécution des ordres du Roi.

Balthazar Castille, que cette femme prétend avoir épousé, est né en 1692 dans la ville de Luxembourg. Il est inscrit sur les registres du noviciat de l'Abbaye d'Orval; & l'identité de sa personne dans les actes qui constatent ces deux faits, est prouvée par l'identité du nom, de l'âge & de l'origine.

D'ailleurs la Dame de Launay convient expressement, Messieurs, que dans le nombre des actes qui lui ont été communiqués, il y en a un écrit & signé de la main de ce *Balthazar* Castille qu'elle dit avoir épousé. Elle ne dénie pas la signature, *F. Balthazar Castille*, apposée au bas de deux délibérations capitulaires de l'Abbaye d'Orval.

Or il est certain, en point de droit, que l'identité de l'écriture fait la preuve de l'identité de la personne. Cette question a été solennellement jugée dans l'affaire de *Jean Maillard* par arrêt du 15 Mars 1674, rapporté au journal du Palais.

Mais la Dame de Launay élève deux difficultés. L'acte de profession de *Balthazar* Castille, vous a-t-elle dit, n'est pas signé de lui; il n'est pas même écrit de sa main; *Balthazar* Castille n'étoit donc pas Religieux-profès?

Ce n'est pas la première fois que cette objection a été proposée en justice; mais jamais elle n'y a été reçue favorablement.

En 1701, un Religieux Feuillant se pourvut en l'Officialité, à l'effet d'obtenir la nullité de sa profession. Il étoit entré dans le couvent des Feuillants de la rue Saint-Honoré en 1689; il avoit commencé son noviciat en 1698. Après l'année de probation, il avoit fait sa profession le 15 Août 1699, avec un clerc, dont le noviciat étoit également fini; mais comme il

n'avoit point de lettres, on ne l'avoit reçu qu'en qualité de frere convers.

Aussi-tôt après la profession de ces deux Religieux, on avoit inscrit celle du clerc sur le registre des professions; mais, à l'égard du frere convers on s'étoit contenté de porter sur une feuille volante l'acte de l'émission de ses vœux, qu'il signa seul, & qui ne fut signé ni du Prieur ni d'aucun témoin.

L'Official le débouta de sa démarche en nullité; il enjoignit au Supérieur qui se plaignoit, d'inscrire sur ce registre & de souscrire son acte de profession. Ce dernier interjeta appel comme d'abus de cette sentence, il se fonda sur ce que les formalités prescrites par l'ordonnance de 1667 n'avoient pas été observées. Il insistoit singulièrement sur la différence que l'on avoit mise entre sa profession & celle du Religieux clerc. Son acte de profession étoit dans une forme différente de celle des autres Religieux; cependant l'arrêt n'eut aucun égard à sa réclamation.

En 1706, la question se renouvela. Un Religieux Augustin avoit fait profession le 2 Septembre 1685; on s'étoit contenté d'en faire une simple mention sur le registre du couvent, sans y faire signer le profès ni aucun Religieux de la maison. On avoit appelé un notaire & deux témoins pour dresser procès-verbal de cette profession. Le Religieux avoit signé seul avec un des deux témoins, le notaire & l'autre témoin n'avoient point signé.

Mr. Portail, alors Avocat-Général, s'expliqua en ces termes :

Le défaut de formalités dans les actes rapportés pour établir la profession de l'intimé, n'est d'aucune considération, dès que cette profession est devenue certaine par le procès-verbal du notaire, signé de l'intimé, & qu'on peut regarder comme un certificat non suspect de sa part, par ses reconnoissances qui se trouvent écrites dans sa supplique au Pape, & dans son interrogatoire devant l'Official de Rheims, & par l'aveu qu'il en a fait publiquement à l'audience.

D'ailleurs il est prouvé par un compulsoire des registres du couvent des Augustins de la ville de Rheims, que les autres actes de profession sont dans la même forme que celui de l'intimé; si l'on donnoit atteinte à sa profession sur ce fondement, ce seroit ouvrir les portes du cloître à une infinité de Religieux, qui ne sont pas engagés autrement que lui : il est seulement important de remédier à ce désordre, & de faire une loi pour l'avenir.

Enfin, par un autre arrêt du 7 Février 1707, rendu sur les conclusions de Mr. Joly de Fleury, alors Avocat-Général, & depuis Procureur-Général, la même question a été jugée contre sœur *Elisabeth Leroux*, Religieuse de la Présentation de la ville d'Aire, qui avoit quitté sa maison & apostasié. Son moyen contre son acte de profession étoit qu'il n'avoit été signé ni

par elle, ni par les Religieuses, ni par aucun témoin. Elle propofoit un autre moyen: elle difoit que les Religieufes de la Préfentation de la ville d'Aire ne rapportoient point les titres de leur établiffement. En conféquence de ce fécond moyen, il fut ordonné qu'avant faire droit, les Religieufes rapporteroient leur bulle, & les autres titres de leur établiffement; mais, à l'égard de la premiere queftion concernant l'état de la fœur Leroux, fa profeflion fut prouvée légitime par Mr. l'Avocat-Général, & elle fut confirmée par la Cour; puisqu'il lui fut enjoint de fe retirer, dans huitaine, dans une communauté Religieufe, fion permis à Mr. le Procureur-Général de l'y faire conduire.

L'Auteur du Recueil de jurisprudence canonique, qui rapporte les trois arrêts dont on vient de rendre compte, en fait réfultier cette conféquence :

Ainfi il faut tenir pour maxime que, toutes les fois que des aâes de vêtire ou de profeflion fe trouvent n'avoir pas été fignés par le Religieux qui a pris l'habit & qui a fait profeflion, lorsque son engagement a été constant & public, lorsqu'on ne peut pas répondre d'équivoque & de foupçon de fraude fur fa profeflion, comme il arrive lorsqu'elle a été fuivie d'une poffeffion qui affure l'état de Religieux, on ne doit point l'admettre à réclamer, fous ce vain prétexte, contre son état, & à fe dégager contre la foi de son engagement.

S'il en étoit autrement, les monasteres & les Religieux seroient les maîtres de porter le trouble dans les familles, quand bon leur sembleroit.

Or, Messieurs, ces principes, qui sont fondés sur le bien public, ont de plus une relation nécessaire avec l'état de *Balthazar* Castille. Il est prouvé que le titre de sa profession Religieuse est conforme à l'usage qui a subsisté dans l'Abbaye d'Orval jusqu'en 1716. Je rapporte dix-sept formules toutes semblables, dont les unes sont anciennes, & les autres sont modernes. Il y en a même une du premier Novembre 1714, c'est-à-dire du même jour que la profession de *Balthazar* Castille; ce n'est que postérieurement à 1716 que les actes de profession ont été signés.

Cet ancien usage de l'Abbaye d'Orval est conforme à la regle de saint Benoît, qui est observée dans l'Ordre de Cîteaux. Le chapitre LVIII de cette regle s'exprime en ces termes : *Suscipiendus autem, in oratorio coram omnibus, promittat de stabilitate suâ, & conversione morum suorum, & obedientiâ coram Deo & sanctis ejus, ut si aliquando aliter fecerit, ab eo se damnandum sciât quem irridet. De quâ promissione suâ faciat petitionem ad nomen sanctorum quorum reliquiæ ibi sunt, & abbatis præsentis. Quam petitionem manu suâ scribat; aut certè, si non scit litteras, aliter ab eo rogatus scribat, & ille novitius signum faciat, & manu suâ eam super al-*

zare ponat. Quam dum posuerit, incipiat ipse novitius mox hunc versum : Suscipe me, Domine, &c.

La Dame de Launay interprète le mot *signum* par le mot François *signature* : mais sa traduction ne doit pas prévaloir sur la traduction imprimée qui est entre les mains de tout le monde. Cette traduction est ainsi conçue.

Il fera sa promesse sous le nom des Saints dont on aura les reliques, & sous celui de l'Abbé qui sera présent : il l'écrira de sa main, ou il se servira de la main d'un autre qu'il priera de lui rendre cet office, s'il ne fait pas écrire ; & après y avoir fait un signe, il la mettra lui-même sur l'autel, & aussi-tôt il chantera ce verset : Suscipe me, Domine, &c.

La justesse de cette traduction est prouvée par l'usage qui s'est introduit depuis ; puisque l'usage est le meilleur interprète de la loi.

Cependant, Messieurs, la Dame de Launay prétend opposer une jurisprudence contraire ; elle argumente d'un arrêt rendu le 16 Juillet 1657, rapporté au second tome du *Journal des Audiences*, & de différentes loix civiles & canoniques.

Mais, Messieurs, cet arrêt, dont elle vous parle, a jugé une question étrangère à la nôtre. La Demoiselle de Haro avoit vécu pendant trente ans dans une maison Religieuse ; elle avoit porté l'habit de cette maison ; mais sa profession en religion n'é-

toit prouvée par aucun acte rédigé par écrit : on demandoit la permission de faire preuve par témoins de l'émission de ses vœux ; on avoit à cet effet obtenu un monitoire.

Elle soutenoit au contraire que jamais elle n'avoit fait aucun vœu. Elle rapportoit , pour le prouver , une déclaration des Religieuses du monastere ; elle en concluoit que l'on ne pouvoit tout au plus présumer qu'une profession tacite , qui n'est point admise en France.

Mr. Talon adopta les raisons alléguées par la Demoiselle de Haro. Il soutint que la preuve d'une profession ne pouvoit pas se faire par témoins ; que suivant la disposition des loix canoniques , après l'année de probation , un Religieux doit faire profession ou sortir du monastere ; que dans les premiers temps , l'Eglise admettoit des vœux tacites & intérieurs , mais qu'elle a depuis obligé à faire le vœu public & par écrit ; en conséquence , il soutint que l'obtention du monitoire devoit être déclarée abusive. L'arrêt prononça un appointement au Conseil ; & faisant droit sur la réquisition de Mr. le Procureur-Général , il ordonna que les Religieuses seroient tenues de garder les constitutions canoniques , & le vicaire de l'ordre de Clugny de faire la visite. L'affaire a été depuis jugée en faveur de la Demoiselle de Haro ; elle a été reçue au partage avec son frere.

Le motif de cet arrêt est que l'on ne

connoît point de profession tacite. Mais cette maxime n'est point incompatible avec les principes que l'on vient de détailler. Mr. d'Héricourt qui rapporte dans son traité des loix ecclésiastiques, l'arrêt du 7 Mars 1701 qui a jugé que le défaut de formalités ne rend point un acte de profession nul, établit en même temps, au nombre XXVII du titre *des vœux solennels*, cette règle : *La profession tacite n'a point lieu parmi nous ; & quand un homme auroit passé vingt ou trente années dans un monastere avec l'habit de Religieux-profès, & qu'il auroit été admis pendant ce temps aux assemblées capitulaires, comme profès ; il seroit encore en droit de sortir du monastere, & de disposer de son bien.*

La disposition des loix ecclésiastiques & civiles, en les supposant aussi précises que le dit la Dame de Launay, ne pourroit pas porter atteinte à une profession faite conformément à l'usage qui existoit alors. D'ailleurs les loix de France ne peuvent pas s'appliquer au duché de Luxembourg. L'Abbé de Cîteaux & l'Abbé de Clairvaux sont tous deux sujets du Roi ; mais on ne peut pas exiger d'eux qu'ils fassent exécuter en pays étranger les loix du royaume, puisque le Roi lui-même ne donne des loix que pour des peuples soumis à sa toute-puissance. Le canon IX, cause 2, quest. 1, est relatif au baptême. Il exige un acte, rédigé par écrit, qui contienne

l'expression du nom, mais il n'exige pas une signature. *Legum ecclesiasticarum consuetudo & autoritas talis est, ut in causis gestorum semper scripturam requirant, adeo ut qui ad sacrum fontem accedit, suum dare nomen præcipiatur.*

Le canon XVI, cause 2^o, question 1, s'applique spécialement aux professions religieuses; mais il laisse l'alternative du signe ou de la signature : *Vidua, quæ sanctæ religionis obtinere propositum voluerit, sacerdoti, vel ministro ad quem aut ipsa venerit aut quem ad se venire contigerit, scriptis professionem faciat à se, aut signo, aut subscriptione notatam.*

Cette disposition fixe d'une manière concluante le sens de la règle de saint Benoît, puisqu'elle prouve que le signe n'est pas la même chose que la souscription. Si le terme latin *signum* signifioit en François *signature*, le canon n'auroit pas donné l'alternative entre le signe & la souscription.

L'article XXI de l'édit perpétuel veut que les preuves du vœu monachal soient faites par lettres & non par témoins; mais il n'exige point la signature : ainsi aucune des loix que la Dame de Launay invoque ne lui est favorable.

Est-elle mieux fondée à révoquer en doute l'écriture de l'acte de profession ? Elle n'en a point jusqu'à présent formé une dénégation formelle & par écrit.

Au premier aspect, l'écriture confessée paroît être la même que celle qui est

avouée : mais d'ailleurs ne doit-il pas suffire que l'identité de la personne soit constante ?

Or elle est avouée, cette identité, puisqu'on ne dénie pas les signatures apposées aux délibérations de 1721 & 1722. Je rapporte, en outre, l'acte de profession de *Balthazar* Castille, dont la forme est entièrement semblable à celles du même temps & du temps antérieur.

La dénégation verbale de l'écriture n'a donc pas d'objet, soit parce que le défaut de formalités n'annule point un acte de profession, soit parce que cet acte de profession n'est point une piece isolée. Il est soutenu de l'inscription sur les registres, d'une résidence pendant l'espace de plus de dix années, dans la maison, en qualité de Religieux, & d'une identité prouvée par l'identité du nom, de l'âge & de l'origine. Toutes ces preuves rassemblées, ne laissent subsister aucune obscurité.

La Dame de Launay se plaint de ce que, dans un procès-verbal de visite, on n'a pas exprimé la qualité de *Balthazar* Castille. Mais il n'en avoit aucune autre que celle de Religieux. Elle se plaint aussi de ce qu'il y a deux extraits de l'acte de sa profession. Mais ce fait est fort indifférent, puisqu'il n'y a point de contradiction entre les deux extraits ; on a exprimé dans l'un ce que l'on avoit omis dans l'autre. L'acte dont l'écriture est avouée, est entièrement écrit & signé de la main de *Bal-*

Balthazar Castille; il est par conséquent à l'abri de tout soupçon de violence. En un mot, *Balthazar* Castille étoit Religieux-profès de l'Abbaye d'Orval; l'apostasie dont il s'est rendu coupable, a été jugée par ses Supérieurs.

Seconde réflexion.

Le droit de juridiction de l'Ordre de Cîteaux ne peut pas être contesté : il est fondé sur les monuments les plus respectables. Il est prouvé par un règlement fait en 1681, entre l'Abbé de Cîteaux, supérieur général de l'Ordre, & les Abbés de la Ferté, Pontigny, Clairvaux & Morimond, qui sont les quatre premiers Peres de l'Ordre. Cet arrêt donne à l'Abbé de Cîteaux le droit de visiter toutes les maisons, & d'exercer pendant le cours de ces visites, tous actes de juridiction, de corriger & réformer les abus, suivant les statuts de l'Ordre; le tout sans préjudice de la juridiction & de l'autorité des Peres immédiats sur les maisons de leur filiation.

L'Abbé de Cîteaux est aussi maintenu au droit & profession de juger, dans toute l'étendue de l'Ordre, les appellations des peres immédiats, conformément à la disposition des chapitres généraux tenus en 1605, 1623, 1628, & 1667, en sorte que par degrés, l'on aille premièrement du Visiteur au pere immédiat, du pere immédiat à l'Abbé de

Cîteaux, & de l'Abbé de Cîteaux au chapitre général.

Balthazar Castille a donc pu être jugé par ses Supérieurs légitimes ; en prononçant contre lui, ils n'ont point statué sur le mariage. Le Religieux fugitif, en se mariant, ne peut pas priver son monastere du droit acquis sur sa personne.

Cependant la Dame de Launay prétend que l'article VII. de l'édit de 1606 forme un obstacle à l'exercice de la juridiction régulière, en matiere d'apostasie : *Les Religieux de quelque Ordre que ce soit, se trouvant hors de leur Abbaye, sans avoir congé par écrit de leurs Supérieurs, pourront être emprisonnés par l'ordonnance des Archevêques, leurs grands Vicaires ou Officiaux, & mulctés de peines & amendes arbitraires, qui seront exécutées nonobstant privileges, exemptions, appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles.*

Cette loi donnée contre les Religieux fugitifs, ne l'est pas, Messieurs, contre les Supérieurs réguliers : le Religieux qui est en fuite ne peut pas exciper du privilege de son Ordre pour se soustraire à l'autorité légitime qui le poursuit. C'est une espece de prévention ou de dévolution accordée à l'ordinaire. L'intention de la loi est de faciliter la punition du crime d'apostasie. Le monastere peut ignorer en quel lieu le Religieux fugitif se retire. Ce Religieux peut être connu dans le lieu où il réside. La loi veut donc en ce cas, que ce-
lui

lui qui exerce une autorité dans le lieu, puisse l'appliquer à la personne; mais elle ne veut pas que le supérieur régulier, qui a une autorité, ne puisse pas en faire usage.

La lettre de saint Bernard citée par la Dame de Launay, est évidemment étrangère à l'espèce actuelle; un homme marié, pendant la vie de sa femme & de son consentement, étoit entré dans une Abbaye, il en est sorti. Saint Bernard répond à l'Abbé qui le consulte, qu'il doit s'adresser à l'Evêque. Il n'est point dit que cet homme marié eût fait une profession religieuse.

Adhuc priore uxore suâ vivente ac consentiente, fortissimè ac diutissimè continentiam tenuit. Ce pouvoit n'être qu'une profession tacite. En la supposant solennelle, elle n'étoit pas obligatoire & irrévocable. L'engagement contracté par le mariage étoit antérieur.

Au contraire, le premier engagement de *Balthazar* Castille est celui qu'il a contracté dans l'Abbaye d'Orval; ses supérieurs ont donc eu droit de le juger; les ordres du Roi ne sont donc que l'exécution d'un jugement revêtu d'une autorité légitime.

Troisième réflexion.

Mais, dit la Dame de Launay, si on s'étoit adressé aux tribunaux ordinaires, *Balthazar* Castille auroit pu se défendre.

Une affaire jugée étoit-elle donc de nature à être de nouveau mise en question?

Quel moyen de défense pouvoit présenter *Balthazar* Castille? Il n'avoit interjetté ni appel simple, ni appel comme d'abus du jugement rendu contre lui. Il n'avoit point réclamé dans les cinq ans. S'il avoit obtenu un rescrit de la Cour de Rome, il n'auroit pu en faire prononcer la fulmination qu'en appelant ses supérieurs; & s'il avoit eu des titres d'affranchissement, on les auroit trouvés dans ses papiers. Auroit-il pu dire qu'il n'étoit pas Religieux-profès, après une profession prouvée, & une profession d'état de plus de dix années? S'il s'étoit cru fondé, n'auroit-il pas intenté cette action avant que de contracter le mariage?

Peut-on regarder comme un crime, une méchanceté, une irrégularité, même une faute, une imprudence qui puisse donner lieu à une action, un ordre du Roi, en vertu duquel un Religieux fugitif jugé par ses supérieurs, est conduit dans son Abbaye? Un Religieux n'a d'existence légitime que dans son cloître; sa vie, dans le siècle, est un désordre que les loix, & notamment l'édit de 1606, ont voulu réprimer. Ces réflexions suffiroient seules pour rejeter toutes les prétentions de la Dame de Launay; mais, lorsqu'on les examine en détail, on n'y trouve pas la plus légère apparence de raison.

Je viens, Messieurs, à la seconde partie de ce discours.

La Dame de Launay, vous demande un dédommagement & une restitution.

Elle a perdu, vous a-t-on dit pour elle, son époux, son fils, son honneur & sa liberté, c'est l'objet du dédommagement. On s'est emparé de ses biens & de ceux de son mari, c'est l'objet de la restitution.

Examen du dédommagement prétendu.

La Dame de Launay a perdu son époux, mais son époux étoit un Religieux-profès de l'Abbaye d'Orval; avant que d'appartenir à la Dame de Launay, il appartenoit à son monastere. Son second engagement étoit incompatible avec le premier. Il ne pouvoit donc pas rester l'époux de la Dame de Launay; & être tout à la fois Moine de l'Abbaye d'Orval.

Elle allegue sa bonne-foi : mais sa bonne-foi étoit-elle entiere? Ne doit-elle pas s'imputer d'avoir épousé un homme inconnu, qui n'étoit réclamé par aucun parent? Pourquoi n'a-t-elle pas pris les instructions que l'on a coutume de prendre dans une occasion aussi importante? *Balthazar* Castille étoit originaire de la ville de Luxembourg, elle n'a pu l'ignorer; pourquoi n'a-t-elle pas écrit ou fait écrire? *Balthazar* Castille étoit connu dans sa patrie, il y avoit sa famille établie; à la premiere lettre, elle auroit appris que *Balthazar* Castille n'étoit pas libre, qu'il étoit engagé dans l'état religieux.

Si elle n'a pas pris ces précautions qui n'échappent à personne, c'est parce qu'elle avoit rendu, par sa conduite, son mariage nécessaire. Elle étoit enceinte de sept mois lorsqu'elle s'est mariée : elle s'est occupée du mal présent, elle a préféré l'état de femme à celui de concubine ; elle s'est par-là volontairement exposée aux inconvénients qui pouvoient résulter d'un engagement qu'elle a contracté sans avoir pris les instructions & les connoissances qu'elle auroit dû prendre, & qu'elle auroit prises infailiblement si elle avoit été libre.

Sa minorité sera-t-elle une excuse ? c'est sa faute personnelle qui l'a mise dans la nécessité de faire ce mariage. La même raison empêchoit ses parents de retarder la célébration ; il y avoit déjà sept mois de grossesse, & la Dame de Launay prétend elle-même que l'on doit s'imputer toutes les suites d'une simple faute, d'une imprudence, d'une légèreté. Elle ne peut pas justifier la conduite qu'elle a tenue avec *Balthazar* Castille ; c'est cette conduite qui l'a mise hors d'état de délibérer sur le mariage ; qu'elle s'impute donc tous les événements qui en ont été la suite.

Et qu'elle ne dise point que c'est un crime d'avoir rendu public ce fait ignoré. C'est à elle-même qu'elle doit imputer la nécessité à laquelle elle a réduit ses adversaires de défendre à l'action qu'elle intente contr'eux. Elle vantoit sa vertu & sa bonne-foi ; elle se flattoit de rendre ses adver-

faïres odieux par sa déclamation. Falloit-il convenir des faits allégués, lorsque l'on avoit la preuve du contraire? La bonne-foi est une des prétentions de la Dame de Launay. On avoit le droit de la détruire, en établissant qu'il n'y a pas de bonne-foi dans le crime.

Vous deviez savoir, dit la Dame de Launay, que *Balthazar* Castille étoit marié; c'étoit un fait public que vous ne deviez pas ignorer. Vous deviez présumer que, dans l'espace du temps, il y avoit eu des événements. Peuchet avoit eu connoissance du mariage, l'aura-t-il laissé ignorer à dom Mayeur? Lorsque *Balthazar* Castille a été arrêté, il a dit : où est ma femme, où sont mes enfans? Deux ans après, on a porté à la Dame de Launay la montre de *Balthazar* Castille, qu'il avoit laissée entre les mains de la nourrice pour le paiement de la nourriture de son enfant. Dom Mayeur a su le mariage, mais il a voulu porter la vengeance jusqu'où un Moine peut la porter.

On ose dire que la lecture seule de cette objection suffit pour en démontrer toute l'illusion. Un mariage n'est point un fait sur lequel il y ait une notoriété légale; la vie commune de deux personnes de sexe différent ne fait pas preuve de mariage. On ne devoit pas présumer que *Balthazar* Castille, engagé par des vœux solennels, eût contracté un second engagement incompatible avec le premier.

Peuchet a eu connoissance du mariage; où en est la preuve? Peuchet a donné connoissance du mariage à dom Mayeur, où en est la preuve? *Balthazar* Castille a dit, lorsqu'il a été arrêté : *où est ma femme, où sont mes enfants*; où en est la preuve? Deux ans après, on a apporté à la Dame de Launay la montre de *Balthazar* Castille, qu'il avoit laissée entre les mains de la nourrice; où en est la preuve? Ce fait, s'il étoit prouvé, établiroit-il que l'Abbé d'Orval, l'Abbé de Clairvaux & Dom Mayeur, qui étoient absents tous les trois, ont eu connoissance du mariage? Tous ces faits rassemblés porteroient-ils quelque atteinte aux vœux de *Balthazar* Castille? Sur quoi donc peut tomber cette exclamation indécente par laquelle la Dame de Launay finit son objection : *Vous avez porté la vengeance jusqu'où un Moine la peut porter.*

C'est une injure qui attaque tout le Clergé régulier. Est-il permis, à défaut de moyens, d'employer des injures qui tendent à compromettre un ordre entier admis & reconnu dans l'Etat.

La Dame de Launay a perdu son fils, il a été enlevé par l'inspecteur de la police : l'Abbé de Clairvaux doit être tenu de le représenter dans huitaine, ou de payer la somme de 100000 livres.

Cette demande doit vous paroître, Messieurs, fort extraordinaire, après les faits dont j'ai eu l'honneur de vous rendre

compte. L'enfant n'a point été enlevé par ordre de police. C'est le 5 Novembre 1750 que *Balthazar* Castille a été arrêté. Ce n'est point des mains de l'inspecteur de police que *Nicolas-Louis* Noël & sa femme tenoient l'enfant; la nourrice l'avoit reçu des mains de sa mere, le 21 Juillet 1750 deux jours après sa naissance; elle l'a gardé depuis le 5 Novembre jusqu'au 21 Janvier suivant, c'est à-dire pendant plus de deux mois; c'est librement & sans aucune contrainte qu'elle & son mari ont apporté cet enfant à Paris, par la seule raison qu'ils n'étoient pas payés. La police ignoroit que *Balthazar* Castille eût un enfant en nourrice à Celles en Brie; & la police n'avoit aucun intérêt que cet enfant restât ou ne restât pas entre les mains de sa nourrice. Le procès-verbal du Commissaire ne fait aucune mention d'ordre du Roi. Si le transport de l'enfant à Paris avoit été la suite des ordres donnés contre *Balthazar* Castille, ç'auroit été l'inspecteur de police que l'on auroit chargé d'apporter cet enfant. On auroit employé pour la rédaction du procès-verbal le Commissaire de Rochebrune, qui avoit été chargé de l'apposition & levée de scellés; l'enlèvement de l'enfant auroit été fait dans le même instant. La déclaration de la femme de Lage & du meneur peut-elle former la preuve d'un ordre dont l'existence est démentie par toutes les circonstances réunies.

Mais ce qui doit, Messieurs, vous pa-

roître révoltant, c'est que la Dame de Launay, de son propre aveu, avoit connoissance du transport de son enfant aux Enfants-trouvés, & de son décès, lorsqu'elle en a demandé la représentation à l'Abbé de Clairvaux. Elle se flattoit qu'après un espace de temps aussi considérable, l'Abbé de Clairvaux, qui ne peut avoir aucune connoissance personnelle des faits, pourroit être condamné par l'impossibilité où il seroit de se défendre : ainsi elle a fait, de son aveu, tout ce qui dépendoit d'elle pour obtenir une condamnation injuste. Si les registres de l'hôpital des Enfants-trouvés n'étoient pas tenus avec autant de soins qu'ils le sont ; si le registre de l'année 1750 avoit été égaré, la Dame de Launay n'auroit pas cessé de faire parade des sentiments de son amour maternel. Elle auroit continué d'en imposer à la justice. C'est un dol personnel qui auroit été le juste fondement d'une requête civile. En effet, le dol personnel consiste, en cette matiere, dans l'allégation contre sa propre connoissance, de faits faux, sur le fondement desquels on obtient un jugement. *Si per dolum sciens falso aliquid allegavit, & hoc modo consecutum eum sententiam prætoris liquido fuerit ad probatum; existimo debere judicem quærelam rei admittere. L. 75, ff. de judiciis.*

Quelle excuse donne-t-on à un procédé aussi contraire à la bonne-foi ? La Dame de Launay savoit que son fils avoit été ap-

porté aux Enfants-trouvés & qu'il étoit mort, mais elle ne le savoit pas d'une façon légale. C'est un piège qu'elle a tendu à son adversaire. Elle n'avoit pu avoir la preuve du décès de son fils; toutes les portes lui avoient été fermées : en effrayant son adversaire par une demande de 100000 livres, elle l'a forcé à lui apporter la pièce qu'elle n'avoit pas.

Est-il donc permis, Messieurs, de tendre des pièges, en dissimulant des faits dont on a une connoissance personnelle? Est-ce que la distinction de la connoissance légale & de celle qui ne l'est pas, autoriseroit la dissimulation? Est-il donc enfin permis d'effrayer son adversaire par une demande, dont on connoît l'injustice? La Dame de Launay desiroit avoir la preuve du décès de son fils : si elle se croyoit fondée à former cette demande, ne pouvoit-elle pas la présenter sans déguisement? Il n'est pas vraisemblable qu'on lui ait refusé le procès-verbal. Ce qu'il y a de certain, c'est que les registres des Enfants-trouvés étant destinés à assurer l'état de ceux que l'on reçoit dans cet hôpital, on n'en refuse point les expéditions aux parties intéressées.

L'action intentée à l'occasion de l'enlèvement prétendu de l'enfant né en 1750, est donc, Messieurs, une action calomnieuse.

Mais la Dame de Launay se plaint d'avoir été privée de son honneur & de sa liberté.

L'Abbé de Clairvaux répond que sa détention lui est absolument étrangère. C'est au sieur Peuchet son oncle qu'elle doit l'imputer. C'est lui qui a obtenu contre elle un ordre du Roi le 18 Septembre 1750; c'est à lui qu'a été imposée la charge du paiement de ses pensions; c'est contre lui que les administrateurs de Sainte-Pelagie ont dirigé leur action; c'est contre lui qu'ils ont obtenu la condamnation des pensions. Jamais ils n'ont rien demandé ni à l'Abbé de Clairvaux, ni à l'Abbé d'Orval, ni à dom Mayeur.

Il est vrai, Messieurs, que la Dame de Launay vous a dit que le sieur Peuchet a pu contribuer à sa détention; mais que dom Mayeur a été associé avec lui; que, seul, il n'auroit pas pu se faire entendre; que ses pere & mere existoient; qu'elle avoit d'autres parents à Paris, & qu'ils n'ont pas été consultés.

Mais, Messieurs, la Dame de Launay ne vous donne pour preuve de l'association qu'elle allègue, que la copie informe d'un acte qu'elle prétend avoir été passé le 10 Septembre 1750, entre dom Mayeur & le sieur Peuchet. Cette piece, lorsqu'on l'examine, est néanmoins décisive contr'elle. Elle énonce l'ordre du Roi comme déjà donné, puisqu'elle nomme l'inspecteur de police chargé de son exécution. Cependant l'ordre n'a été donné contre *Michelle* Peuchet, que le 18 Septembre 1750. Il résulte donc de cet énoncé même, que ni

l'Abbé de Clairvaux, ni l'Abbé d'Orval, ni dom Mayeur, n'ont eu aucune part à la détention de *Michelle* Peuchet. Comme ils n'avoient ni qualité ni intérêt, s'ils avoient agi, ils n'eussent pas été écoutés. Ce n'est pas d'ailleurs dans le même temps que ces deux ordres ont été donnés.

Est-il possible encore de croire que dom Mayeur ait voulu, sans intérêt, nuire à *Michelle* Peuchet, lorsque par la copie de l'acte que l'on prétend qu'il a passé, il renonçoit à tous ces biens, à condition qu'ils seroient remis à *Michelle* Peuchet, pour en disposer à son profit & au profit de ses enfants.

Ces deux idées ne sont donc point inconciliables & incompatibles. Stipuler que tous les biens seront remis à *Michelle* Peuchet, & néanmoins solliciter sa détention!

Au reste, Messieurs, c'est Peuchet seul qui a sollicité & obtenu des ordres contre sa niece. De deux choses l'une : ou son pere & sa mere étoient décédés, ou ils étoient encore vivants. S'ils étoient décédés, Peuchet devenoit le chef de la famille, il réunissoit toute l'autorité, il pouvoit solliciter & obtenir un ordre. Il n'étoit pas homme de qualité, mais sa niece n'étoit pas de meilleure condition que lui; c'est sa qualité d'oncle qui faisoit son titre. Si ses peres & mere étoient encore vivants, pourquoi n'ont-ils pas réclamé? N'ont-ils pas, par leur silence, approuvé la démarche du sieur Peuchet?

Le pere de *Michelle* Peuchet s'est occupé d'une chose beaucoup moins importante. Sa fille avoit reçu en dot, du sieur André, chapelain de la Sainte-Chapelle, une somme de 10000 livres, qui avoit été déposée ès mains de Robineau, notaire, jusqu'à ce qu'il en fût fait emploi. Le mariage est du 21 Décembre 1744, & cependant en 1748, l'emploi n'étoit pas encore fait. Le sieur Peuchet pere présenta au Lieutenant civil une requête, dans laquelle il exposa que *sa fille & son gendre s'étoient absentés; qu'il ne savoit pas en quel lieu ils s'étoient retirés, & que l'emploi des 10000 livres n'étoit pas encore fait.* Il demanda permission de faire assigner le notaire, le sieur André, son gendre, & sa fille à leur dernier domicile connu, même au domicile de Mr. le Procureur-Général; il obtint l'ordonnance du Magistrat, & il donna les assignations en conséquence.

Le notaire soutint que le sieur Peuchet pere n'avoit pas d'action, & le sieur André se joignit au sieur Peuchet pour demander l'emploi.

Dans le cours de la procédure, parut Mrs. de Vitry, procureur au Châtelet, fondé de la procuration de *Balthazar* Castille & de *Michelle* Peuchet qui s'étoient retirés à Geneve.

Cette procédure ne paroît pas avoir été suivie jusqu'à sa fin; mais elle établit la justesse de l'observation que l'on vient de faire. Pourquoi le pere de *Michelle* Peu-

chet, qui a veillé à l'emploi de la dot, n'a-t-il pas réclamé, lorsque sa fille a été conduite à Sainte-Pelagie? L'Abbé de Clairvaux peut-il être reisonnable de l'action de l'oncle, & du silence du pere?

Examen de la restitution prétendue.

La Dame de Launay prétend avoir été dépouillée des biens de son mari, & de ceux qui lui étoient personnels. Sa dot étoit, aux termes de son contrat de mariage, de 10000 livres, & les biens de son mari montoient à 36000 livres; mais comment concilier ces énonciations du contrat de mariage avec les faits avoués par la Dame de Launay? Elle convient que son premier enfant, né au mois de Février 1745, a été exposé dans la rue Saint-Antoine, au mois d'Octobre suivant. Si on l'en croit, elle étoit absente, ce n'est point à elle que l'on doit imputer l'exposition de cet enfant; elle avoit chargé un ami de payer sa nourrice : il s'est vraisemblablement ennuyé de faire des avances.

Mais elle élude l'objection. Son absence ou sa présence sont absolument indifférentes. On lui demande, s'il est possible de croire qu'un pere & une mere qui jouissent d'une fortune de 46000 livres, souffrent que leur enfant soit exposé au milieu d'une rue, & porté à l'hôpital des Enfants-trouvés? On lui demande s'il est

d'usage qu'une nourrice porte un enfant à l'hôpital des Enfants-trouvés sans le consentement des pere & mere? Si la nourrice, avant que de se porter à cette extrémité, ne fait pas tout ce qui dépend d'elle pour obtenir des pere & mere son paiement? On lui demande pourquoi elle s'en est rapportée à un tiers, sur le paiement de la nourrice de son fils; pourquoi elle n'a pas elle-même pris le soin d'envoyer des fonds de Franche-Comté, où elle prétend qu'elle étoit alors? On lui demande pourquoi l'acte baptismal de l'enfant s'est trouvé dans ses langes, & s'il est d'usage de donner l'acte baptismal à une nourrice? On lui demande pourquoi à son retour de Franche-Comté elle n'a pas réclamé son enfant? Si elle n'est pas revenue de Franche-Comté avant sa mort, pourquoi elle ne s'en est pas inquiétée davantage pendant son séjour en Franche-Comté? Ne pouvoit-elle pas, pendant une absence aussi longue, écrire à la nourrice, se faire rendre compte de l'état de son enfant, par celui qu'elle avoit chargé d'en prendre soin.

On ne prétend pas argumenter de ces circonstances, pour prouver que la Dame de Launay n'a point eu pour son premier enfant les sentiments que la nature inspire dans le cœur de toutes les meres; elle a donné, dans le cours des plaidoieries, tant de preuves de son amour maternel, qu'il n'est pas permis d'en douter; mais on sou-

lient que ces circonstances prouvent l'insolvabilité de *Balthazar* Castille & de *Michelle* Peuchet.

Le contrat de mariage de *Balthazar* Castille paroît établir, en faveur de *Michelle* Peuchet, une dot de 10000 livres; mais pourquoi cette dot déposée en 1744 en l'étude de Mre. Robineau, notaire, n'étoit-elle pas encore employée en 1748? Pourquoi *Balthazar* Castille & *Michelle* Peuchet, au-lieu de s'occuper de cet emploi qui méritoit de fixer leur attention, passent-ils à Geneve? Pourquoi leur fondé de procuration n'agit-il que quatre ans après le mariage? Pourquoi attend-il, pour agir, qu'il soit excité par une demande du sieur Peuchet pere? Ces faits sont-ils propres à persuader que la dot fût sincere, sur-tout si on fait attention à la singularité des clauses du contrat de mariage, par lesquelles le sieur André, en cas de décès de *Michelle* Peuchet sans enfants, préfère *Balthazar* Castille & ses parents à sa propre famille.

Michelle Peuchet, au moment qu'elle a été arrêtée, logeoit dans la maison d'un corroyeur au troisieme étage; elle occupoit une chambre dépendante de l'appartement d'une maîtresse couturiere, femme d'un domestique; les meubles de cette chambre ne lui appartenoient pas. *Balthazar* Castille étoit sans état, caché depuis deux mois à Celles en Brie, dans la maison d'un vigneron. Une résidence aussi longue dans

un lieu où il'étoit oisif, n'avoit pas pour objet de voir son fils âgé de trois mois & quelques jours.

Cette insolvabilité constante exclut toute idée de divertissement. D'ailleurs les scellés ont été apposés; ils ont été levés en présence d'un substitut de Monsieur le Procureur-Général. Les effets, ou leur valeur ont été remis à la Dame de Launay. *Balthazar* Castille n'avoit rien. La Dame de Launay allègue qu'il avoit une ceinture remplie d'or, & des effets en papiers; que l'inspecteur de police a dit à plusieurs personnes qu'il avoit remis ces effets à dom Mayeur; mais ce sont des faits allégués sans preuve, dont la preuve par témoin n'est pas recevable: ce sont de plus des faits démentis par la plaidoierie de la Dame de Launay elle-même.

Elle vous a dit, Messieurs, que trois ans après l'enlèvement de *Balthazar* Castille, on lui avoit rapporté sa montre, qu'il avoit laissée à la nourrice pour le paiement de ce qui lui seroit dû. Mais de-là même, Messieurs, résultent deux conséquences: l'une, que l'on ne s'est point emparé des effets de *Balthazar* Castille, puisqu'on lui a laissé la liberté de disposer de sa montre; l'autre, qu'il n'avoit pas de deniers comptants, puisqu'il n'en a point donné à la nourrice: s'il avoit eu de l'argent, il n'auroit pas laissé sa montre.

Tel est exactement, Messieurs, l'état de cette affaire dans laquelle la Dame de Launay

vous a allégué des faits qui ne sont pas prouvés, & d'autres faits qui sont prouvés faux ; tout le reste de son système n'a d'autre appui qu'une déclamation injurieuse, qui ne peut dans aucun cas suppléer au défaut de preuves.

Dans ces circonstances, & par ces considérations, je crois devoir persister dans mes conclusions ; & j'y persiste en effet.

Mre. Gerbier ne se tint pas pour vaincu par le plaidoyer de Monsieur Doulcet. Il lui repliqua avec force, & finit en disant :

D'après tout ce que vous avez donc entendu, Messieurs, de la part de mes adversaires, je crois que c'est le cas d'expliquer, de rectifier & même d'augmenter les conclusions que j'ai ci-devant prises.

En conséquence, il vous plaira me donner acte de l'aveu fait publiquement à l'audience, & dans le cours des plaidoieries de la cause, par Mr. l'Abbé de Clairvaux, des faits suivans, qui sont constatés d'ailleurs par les pieces ; savoir, 1°. Que le frere le Mayeur a, par les ordres de l'Abbé de Clairvaux son frere, dont il étoit le Procureur-Général, & la sollicitation de l'Abbé d'Orval, réclamé au mois de Novembre 1750, *Balthazar* Castille, mari de *Michelle* Peuchet, comme Religieux-profès de l'Abbaye d'Orval. 2°. Que lors de cette réclamation, suivie de la capture de *Baltha-*

zar Castille qui fut ensuite conduit à l'Abbaye d'Orval, où il est mort le 27 Mars 1751, quatre mois ou environ après y avoir été enfermé, il y avoit trente-six ans ou environ que Castille vivoit dans le siècle sous l'habit laïc, portant publiquement le nom de *Balthazar* Castille, sans avoir, dans tout cet intervalle, été réclamé, ni inquiété, soit par l'Abbé d'Orval, soit par l'Abbé de Clairvaux. 3°. Qu'il y avoit même, lors de cette réclamation & de cette capture, environ sept années que Castille avoit contracté mariage avec ladite Peuchet, dont il étoit issu trois enfants, dont deux étoient vivants lors de la réclamation & de la capture de leur pere. 4°. Que la veille de la capture de ce dernier, *Michelle* Peuchet a été arrêtée & conduite à Sainte-Pelagie, où elle est restée enfermée pendant trois ans. 5°. Que dans le même temps & au même moment, *Hypolite-Louis* Castille, l'un des enfants de Castille & de *Michelle* Peuchet, alors âgé de six mois ou environ, étoit en nourrice à la Celle en Brie, & a été également enlevé. En conséquence, vu tous les moyens de fait & de droit expliqués dans les plaidoeries, condamner Mr. l'Abbé de Clairvaux, comme Chef & Supérieur régulier de sa filiation & de l'Abbaye d'Orval, à rendre à ceux pour qui je parle, dans la huitaine à compter du jour de la signification à personne ou domicile de votre arrêt, *Hypolite-Louis* Castille, l'un des en-

fants de *Michelle* Peuchet & du défunt sieur Castille; sinon & à faute de ce faire dans ce temps, & icelui passé, condamner Mr. l'Abbé de Clairvaux & les Religieux de sa filiation à payer à ceux pour qui je parle la somme de 100000 livres, ou telle autre somme qu'il vous plaira arbitrer. Le condamner pareillement à rendre & restituer à ceux pour qui je parle, dans le même délai, la somme de 46000 livres pour la dot de *Michelle* Peuchet, l'une de celles que je défends, & pour celle de Castille son mari, avec les intérêts à compter du 4 Novembre 1750, jour de la capture dudit Castille, sauf néanmoins à déduire & à imputer d'abord sur les intérêts, & subsidiairement sur le capital, 76 livres de rente & 1250 livres de principal, que *Michelle* Peuchet convient avoir reçues sur ce qui composoit sa dot, & dont dans tous les temps elle a offert la déduction; & où vous voudriez, Messieurs, éclairer votre religion sur la fortune de Castille, au temps de son enlèvement, en ce cas, & subsidiairement seulement sur ce chef, qu'il vous plaise donner acte à ceux que je défends de ce qu'ils articulent & mettent en fait, 1°. que *Balthazar* Castille portoit ordinairement sur lui un portefeuille & une ceinture, dans lesquelles étoient les effets & especes en or qui composoient sa fortune. 2°. Que dans des temps voisins de sa capture, il avoit fait voir à plusieurs personnes le porte-feuille qui ren-

fermoit plus de 20000 livres d'effets & papiers royaux, & actions sur la compagnie des Indes. 3°. Que le sieur Meunier, Exempt de police, qui a arrêté Castille à la Celle en Brie, d'où il l'a conduit à Orval, a déclaré à son retour à plusieurs personnes avoir remis le porte-feuille en question au frere Mayeur : en cas de déni de ces faits, permettre à ceux pour qui je parle d'en faire la preuve, tant par titres que par témoins, par-devant tel de Messieurs qu'il plaira au Conseil commettre; & faute par Mr. l'Abbé de Clairvaux de les dénier aussi précisément qu'ils ont été articulés, les regarder comme certains & avérés, conformément à l'ordonnance; en conséquence, adjuger à ceux pour qui je parle leurs conclusions principales sur le chef de la dot. Condamner en outre Mr. l'Abbé de Clairvaux à leur payer & rembourser la somme de 852 livres que *Michelle Peuchet*, l'une d'elles, s'est vu dans la nécessité de payer pour le restant de ses pensions à Sainte-Pelagie, & recouvrer sa liberté; leur payer annuellement les arrérages du douaire de 300 liv. par an, stipulé par son contrat de mariage avec Castille, & les arrérages qui en ont couru depuis son décès; à rendre & restituer à *Michelle Peuchet* la valeur des effets mentionnés au procès-verbal du Commissaire de Rochebrune du 30 Janvier 1751; & à lui payer la somme de 100000 liv. ou telle autre somme qu'il vous plaira arbitrer, & ce pour

les torts qu'elle a effuyés par sa détention injuste, pendant trois ans, dans une prison aussi déshonorante que celle de Sainte-Pelagie. Et faute par Mr. l'Abbé de Clairvaux d'avoir justifié, par la représentation du registre des actes de profession de l'Abbaye d'Orval, & même par aucun acte probant, que Castille ait jamais fait profession en cette Abbaye, condamner pareillement cet Abbé, en telle somme qu'il vous plaira arbitrer envers *Reine-Michelle* Castille, fille mineure dudit *Balthazar* Castille, & délaissée orpheline de pere par l'enlèvement dudit Castille, à la charge de faire emploi de ladite somme au profit & pour la subsistance de ladite *Reine-Michelle* Castille. Comme aussi le condamner envers *Michelle* Peuchet, femme dudit *Balthazar* Castille, en tels dommages & intérêts qu'il vous plaira arbitrer, pour raison des torts énormes qu'elle a effuyés de la part de l'Abbé & des Religieux de Clairvaux, soit par la perte qu'elle a faite d'*Hypolite-Louis* Castille son fils, causée par l'impossibilité où elle a été de veiller à sa conservation, pendant qu'elle-même étoit injustement détenue à Sainte-Pelagie ; soit enfin par tous les autres préjudices qu'elle a éprouvés, de leur part, en son honneur, sa liberté, sa fortune. Ordonner que le nom de *Michelle* Peuchet sera rayé & biffé des registres du couvent de Sainte-Pelagie. Lui permettre de faire imprimer l'arrêt, que vous allez rendre, aux frais de Mr. l'Abbé

de Clairvaux ; & enfin le condamner en tous les dépens (1).

Ce fut ainsi que Mre. Gerbier termina sa réplique, dont on a dû d'ailleurs reconnoître différents morceaux dans le mémoire de Mr. de Mauléon.

Mr. de la Briffe, Avocat-Général, prit aussi-tôt la parole, & dit :

M E S S I E U R S ,

Si l'effrayant tableau de cette cause excite en ce jour l'intérêt public, les alarmes de la religion & de l'état, la douleur même des loix ; si l'honneur d'un ordre entier, celui d'une famille dispersée, l'humanité, la nature, réunissent en ce moment tout ce qui peut émouvoir des cœurs sensibles : ces grands objets, si propres à agir sur le nôtre, doivent perdre pour ainsi dire, leur mouvement & leur force en passant dans nos mains, & y demeurer immobiles sous la contemplation calme de la justice. Dépouillés de tout sentiment, de toute affection étrangère, nous ne devons entendre ni ces vœux éclatants qui semblent faire de la cause de la Dame de Launay, la cause publique ; ni ces pieuses inquiétudes qui veulent faire partager à la religion même la défense & les dan-

(1) A ce compte, les fleur & Dame Saget portoient leurs prétentions à 280052 livres, sans parler ni de leurs dernières demandes en dommages & intérêts, ni des arrérages, ni des dépens qu'ils réclamoient encore.

gers des Religieux de Clairvaux; & il ne doit rester de nous-mêmes qu'une voix dont la vérité seule aura formé les sons.

Esclaves de la loi, qui laisse le public maître de sa sensibilité, mais qui enchaîne la nôtre; c'est à elle à nous justifier, ou envers une mere infortunée, si nous ne pouvons la secourir dans ses malheurs, ou envers un Ordre respectable, si elle nous force de révéler l'iniquité ou l'imprudence de ses agents.

C'en étoit assez, pour nous effrayer de l'étendue & des détails importants de cette affaire extraordinaire, sans que la triste célébrité, qui poursuit les causes de cette nature, vînt encore accabler notre foiblesse : mais nous avons au moins l'avantage de marcher dans des routes que les talents des défenseurs des parties ont déjà éclairées. L'attention est maîtrisée par l'importance de la cause, qui est celle de la société, de la religion, & de l'ordre public; & le secours que notre ministère prête aux parties, est plutôt un devoir pour nous, qu'un besoin pour leurs juges.

Trois questions, Messieurs, se présentent, & doivent être rigoureusement discutées.

Premièrement, *La Dame de Launay a-t-elle épousé de bonne foi Balthazar Castille?*

Secondement, *Balthazar Castille étoit-il Religieux?*

Troisièmement, *En supposant même qu'il le fût, y a-t-il, soit dans la maniere dont Balthazar Castille a été rendu au cloître, soit dans les torts personnellement soufferts par sa femme, soit dans les faits particuliers de la cause, un juste fondement aux dommages-intérêts qu'elle demande?*

Examinons chacune de ces questions séparément.

P R E M I E R E Q U E S T I O N .

La bonne foi a-t-elle conduit la Dame de Launay aux pieds des autels pour unir son sort à celui de Castille?

Lorsque nous traitons cette premiere question, ce n'est pas que si la Dame de Launay se fût jetée volontairement dans les bras d'un apostat, la recherche des auteurs de sa détention, & de la privation de sa fortune, en fût moins nécessaire : car les Religieux ne sont pas les vengeurs publics à leur profit. Il faut pourtant l'avouer, la faveur qu'elle mériterait alors, ne se mesurerait que sur l'excès de l'injure qui lui auroit été faite; & la justice ne tendrait la main aux fruits malheureux, mais innocents, d'une pareille union, qu'en détournant les yeux de dessus leur mere.

Mais nous n'avons point ce reproche à faire à la Dame de Launay. L'ignorance où elle étoit de l'état de Castille, pre-

miere source de son infortune, est devenue cependant pour elle un bien qu'on ne peut lui enlever.

L'exposé seul des faits parle pour sa bonne-foi ; elle avoit à peine vingt-deux ans, lorsque ses parents l'ont mariée à *Balthazar* Castille qui en avoit cinquante-deux. S'il n'y a pas de preuves certaines qu'elle le connût pour être Religieux, sa minorité, sa jeunesse, & la grande différence des âges l'excuseroient déjà. Ce seroit alors une séduction que les loix ne pourroient imputer qu'à son auteur, dont ses parents seroient les premiers complices, & dont elles ne puniroient pas la victime.

Mais elle n'a pas même besoin de cette faveur : il suffit de jeter les yeux sur les circonstances certaines de son mariage. Toute sa famille atteste par un acte authentique, que depuis l'âge de dix ans elle demeurait chez un bourgeois de Paris, son-parent, où elle avoit reçu une éducation régulière. Nous voyons même que la procuration de ses pere & mere est adressée à ce parent, chez lequel elle demeurait encore lors de son mariage. Ils y donnent leur consentement, & en reglent les conventions. C'est dans la maison & en la présence d'un chapelain de la Sainte-Chapelle, allié de sa famille, que le contrat est rédigé ; cet allié lui fait une donation de 10000 livres. Eût-il ainsi doté sa parente en faveur d'un apostat connu ?

Eût-il prostitué son bienfait à cette union impossible & sacrilège ?

Ce ne sont point des amis particuliers de Castille qui y sont présents, ce sont des parents de la fille. Nulle précipitation dans la célébration du mariage; elle est du 21 Décembre 1744, & le contrat du 6 du même mois : toutes les solemnités exactement remplies, un banc publié à Saint-Gervais, à Saint-Jacques de la Boucherie, à Stenay, diocèse de Treves *diocèse de l'Abbaye d'Orval*, sans aucune opposition formée : dispenses pour les deux autres, tant à Paris qu'à Treves.

Quelles recherches voudroit-on qu'eût fait la Demoiselle Peuchet ? L'état extérieur de *Balthazar* Castille n'étoit point inconnu ; ce n'étoit plus un étranger dans Paris. Il tenoit publiquement les livres d'un marchand de la rue Saint-Denis depuis plusieurs années. Il pouvoit disposer de sa personne à l'âge de cinquante-deux ans. Quant à la fortune, objet ordinaire de ces sortes de recherches, il n'en annonçoit point dans sa patrie, il l'exposoit toute entière dans son contrat. Elle consistoit en effets de commerce & argent comptant. Il n'y avoit donc point de recherches à faire, car il ne tombe pas dans l'esprit de s'informer si un homme, qui veut se marier est Religieux ; il auroit au moins fallu des soupçons ; & qu'est-ce qui auroit pu les faire naître ? les vœux ne se lisent pas sur le front de l'apostat. Castille ne

se cachoit point, non plus que le lieu de sa naissance. Il n'avoit, point changé de nom. On ne trouve pas un seul fait, un seul déguisement certain qui pût exciter la plus légère défiance.

Mais, veut-on qu'il y eût des recherches à faire (quoiqu'on n'en puisse indiquer aucun objet raisonnable)? étoit-ce la Demoiselle Peuchet, *mineure*, qui devoit s'en occuper? Ses pere & mere résidoient, à Stenay, tout près de la ville de Luxembourg, patrie de Castille. C'est de là qu'ils lui envoient leur consentement. Une mineure ne peut-elle pas, ne doit-elle pas même se reposer sur les lumieres, sur la volonté de ses parents, sur le tendre intérêt qu'ils prennent à son sort? Si elle eût été trompée sur l'état de Castille, ne feroit-elle pas en droit de dire qu'elle l'auroit été par les loix mêmes, puisqu'on avoit satisfait à tout ce qu'elles ordonnent? Son mariage n'étoit ni clandestin, ni secret.

Dix-huit mois après, en 1746, dans un temps qui n'est point suspect, les Echevins & Hauts-Justiciers de la ville de Luxembourg, qui ont légalisé (à l'occasion d'une autre affaire) l'extrait baptistaire qui nous est représenté, attestent que *Balthazar* Castille, ainsi que ses parents, ont toujours vécu en gens d'honneur & de probité; & qu'il ne leur est jamais rien parvenu qui puisse mériter le moindre reproche. A Luxembourg, dans la patrie de

Castille, dans le pays d'Orval, on ne le connoît que comme un citoyen libre; & l'on veut qu'à Paris une mineure, qui l'épouse vingt-six ans après sa sortie d'Orval, l'ait connu pour être Religieux!

Quand on supposeroit maintenant que quelques années après son mariage, il lui fût parvenu des avis sur l'état de Castille, de tels rapports n'auroient pu alors lui ravir la bonne-foi qu'elle avoit au moment du mariage. Ils ne lui auroient pas même ôté sa bonne-foi actuelle. Car ce n'eût pu jamais être que des bruits, des soupçons, qu'un seul mot d'un mari auroient bientôt dissipés. Quand il seroit convenu d'avoir demeuré dans le monastere d'Orval, il lui suffisoit de dire ou qu'il n'y avoit jamais fait de vœux, ou qu'il s'en étoit fait relever. Une telle explication n'eût-elle pas trouvé dans la Dame de Launay cette croyance que sa bonne-foi rendoit facile, que sa situation rendoit nécessaire, que la conduite de son mari envers elle & dans la société rendoit indispensable? Exigeroit-on d'une femme, d'une mere, qu'elle fût venue, à sa honte & sans preuve, se rendre la délatrice de son époux, exciter contre lui des hommes dont le long silence déposoit en sa faveur: & par de vaines inquiétudes, travailler elle-même à lui préparer des fers? Il est donc certain qu'elle étoit dans la bonne-foi, lorsqu'elle a épousé Castille.

On a avancé deux faits pour combattre

cette bonne-foi, & l'on a voulu faire pré-fumer le crime par le vice de ses mœurs.

Le premier, qu'avec une fortune hon-nête, elle a fait exposer son premier en-fant dans la rue Saint-Antoine.

Le second, que son mariage étoit dans les circonstances une union nécessaire : né-cessité qui prouve qu'elle connoissoit l'a-postasie de Castille.

La juste indignation de notre ministere éclateroit contre une mere barbare, si nous l'appercevions ici réclamant pour elle-même des biens qu'elle auroit refusé si cruellement de partager avec le premier de ses enfants. Elle nous entendroit lui remontrer que cet asyle soutenu par les charités publiques, n'est fait que pour ne pas voir le crime à la suite du vice, & pour sauver à la nature les forfaits de la honte ou du désespoir. Et ne seroit-ce pas faire un vol aux enfants de l'indi-gence, que de laisser dévorer leur triste subsistance aux enfants nés dans une for-tune aisée !

Mais arrachons du cœur d'une mere ce trait repoussé par la nature & par la vé-rité ; & que cet affreux soupçon disparoisse pour jamais de vos esprits. Non , Mes-sieurs, elle n'a point méconnu le fruit de ses entrailles , elle n'a point rejeté son enfant de ses bras ; elle n'a point , par une exposition cruelle, rassemblé sur lui tous les hasards, tous les dangers au mo-ment où il recevoit la vie. Si cet enfant

a été porté aux Enfants-trouvés, il n'y a été mis que huit mois après sa naissance ; & ce seroit la sage-femme elle-même qui seroit chargée de ce crime , puisqu'elle atteste que c'est elle qui l'a porté pendant l'absence de ses pere & mere , non point dans la rue , mais chez le Commissaire lorsqu'il lui fut remis par un particulier. Elle certifie que sa déclaration est conforme à son registre.

S'il falloit juger par des vraisemblances (& des vraisemblances , Messieurs , sont toujours des preuves contre des soupçons sans fondement) ; si une fausse honte eût porté cette mere à une action aussi atroce , c'eût été au moment de la naissance de cet enfant , c'eût été , au moins au moment qu'elle partit avec son mari pour la Franche-Comté. Si cette exposition eût été l'ouvrage du pere ou de la mere , eussent-ils pris la précaution de lever l'extrait de baptême & de l'enfermer dans les langes de l'enfant , lorsqu'on lisoit dans cet acte les noms des pere & mere , ceux du parrain & de la marraine , avec l'indication de leur demeure ? Est-ce ainsi qu'elle eût caché sa honte & son crime , en montrant aux yeux même du Commissaire les lieux où habitoit le coupable ?

Il est certain que , depuis cinq mois , Castille & sa femme étoient partis pour la Franche-Comté. Le procès-verbal de réception de l'enfant est du 25 Octobre 1745 , & nous avons un acte , dont nous

parlerons dans la suite, du 20 Septembre de la même année, qui constate que Castille & sa femme étoient alors à Poligny en Franche-Comté ; nous avons un certificat en bonne forme & d'un temps non suspect, donné par le Lieutenant-Général du bailliage & ville de Poligny, qui nous atteste qu'ils y sont domiciliés depuis deux ans (1), c'est-à-dire, depuis le mois d'Août 1745 ; qu'ils y vivent avec l'approbation du public, & une conduite irréprochable ; & Poligny n'est pas une ville où l'on puisse si aisément cacher dans la foule des citoyens, le scandale aux yeux des Magistrats ; enfin, nous voyons leur départ annoncé dès le 5 Mai de cette année 1745, par une procuration qu'ils laissèrent à la Demoiselle Carrette, fille majeure, *étant sur le point, dit cet acte, de faire un voyage de long cours.*

Ecartons donc de cette cause un crime qui n'existe pas ; & n'insistons pas davantage sur cette imputation calomnieuse. L'intérêt de se défendre par toutes sortes de moyens, & de diminuer la réparation des outrages personnels que la Dame de Launay a soufferts, en cas qu'elle soit due, a pu seul porter ses adversaires à l'accuser d'avoir outragé la nature ; mais un tel motif aggrave l'injure, loin de l'excuser : & il eût été bien plus digne de la charité des Religieux de juger eux-mêmes les preuves qui étoient sous leurs yeux

(1) Ce certificat est du 5 Août 1747.

avant d'avancer le fait. Les tribunaux ne doivent point être le théâtre des passions & de la vengeance; & ce premier jugement étoit, de la part des adversaires de la Dame de Launay, non pas seulement comme Religieux, mais comme homme, bien moins un ménagement qu'un devoir. Après avoir chargé publiquement une mere d'un crime affreux envers son premier fils, doivent-ils se plaindre qu'elle leur ait demandé juridiquement les preuves du sort du second; qu'elle se soit crue d'abord fondée à leur en reprocher la mort, si c'est par une suite de leur fait & de son emprisonnement qu'il a été ravi à ses soins maternels?

Le second fait est vrai. C'est une faute sans doute. Les inclinations de la nature doivent attendre que la loi les avoue; & le sanctuaire de la justice n'est pas fait pour consacrer les écarts des passions. Mais la loi, toute sévère qu'elle doit être, ne confondit jamais les crimes avec les faiblesses. Elle n'a point refusé à celles-ci son indulgence; elle a cru les punir assez, en laissant à l'opinion publique le soin de distinguer si c'étoit l'effet d'un dérèglement d'habitude, ou l'erreur d'un penchant qui se permet, avant le temps, ce qui doit bientôt devenir un devoir. La religion même, plus sévère encore que les loix, n'a point dédaigné de couvrir ces faiblesses de son voile sacré. Elle a permis que le mariage en légitimât les fruits, dans

dans l'espérance que leur source seroit au moins le garant de la premiere vertu qu'elle exige, de l'affection mutuelle des époux qu'elle unit par d'éternels liens.

Quant aux deux conséquences qu'on en tire, l'une contre les mœurs de la Dame de Launay, l'autre contre la bonne-foi de son mariage; la premiere est fausse, la seconde répugne à la nature même du fait.

Ses mœurs ont été pures avant comme après son mariage. Sa famille existante à Paris, atteste par un acte authentique, qu'elle est demeurée depuis l'âge de dix ans jusqu'à son mariage chez son parent, qu'elle y a toujours mené une conduite irréprochable. À l'égard du temps postérieur à son mariage, elle prouve par les certificats des Magistrats des villes où elle a demeuré avec son mari, qu'ils y ont toujours été connus pour gens d'honneur & de bonnes mœurs; tout le temps de leur absence de Paris est muni de ces suffrages : & ces suffrages, Messieurs, n'ont point été mendiés pour la cause, ils ont été donnés à chaque fois qu'ils changeoient de séjour. Une faute unique, effacée aussitôt, à laquelle la société, la religion & les loix n'ont point attaché la perte de l'honneur, n'a donc pu conduire à accuser les mœurs de la Dame de Launay; jamais la maison de Sainte-Pelagie ne fut une demeure digne d'elle.

La seconde conséquence qu'on en tire contre sa bonne-foi (savoir que le mariage

étant une union nécessaire, elle connoissoit l'état de Castille,) est fautive en elle-même. Ce n'est pas, sans doute, pour les Religieux seuls qu'une jeune personne peut oublier ce qu'elle doit à son honneur; & si l'obligation de le réparer se joint à son penchant pour lui rendre nécessaire un mariage avec un homme, qui dans la suite se trouve être Religieux, il ne s'en suivra jamais qu'elle l'ait connu pour tel. Or, dès que le fait contraire est certain & prouvé, les inductions équivoques & les soupçons hasardés ne peuvent plus détruire cette bonne-foi; mais il y a plus, c'est que cette conséquence répugne à la chose même.

Qui, en effet, pensera jamais que la qualité de Religieux apostat soit un moyen de séduction, le gage d'une union future, une promesse de mariage? Quand Castille n'eût eu pour objet qu'une honteuse intrigue (sans parler de l'intérêt du secret qu'il se devoit à lui-même, & qu'il étoit en état de garder à l'âge de cinquante-deux ans,) une pareille confiance fût-elle entrée dans ses vues? Si la passion la plus déréglée semble s'excuser & s'honorer à ses propres yeux par sa violence & par sa continuité, quelle ressource, quel avenir eût pu faire illusion à une jeune personne bien élevée, en se livrant à un apostat? Comment son ame honnête & simple eût-elle partagé une passion, qui n'eût dû lui paroître qu'une débauche révoltante, plus

propre à repousser qu'à faire naître l'amour? L'idée du mariage, bien loin de présenter à sa foiblesse un voile séduisant, ne l'eût-elle pas remplie d'horreur, en lui montrant la honte & les malheurs auxquels une telle union pouvoit l'exposer? Une femme débauchée eût sans doute continué son premier commerce; mais elle eût craint de hasarder sa liberté, sa fortune & son sort dans une union punie tôt ou tard par des peines flétrissantes?

Les arrêts n'ont pas réputé de mauvaise foi des femmes qui avoient épousé des religieux après une sentence de l'Officialité, lors même qu'une opposition à cette sentence ou un appel rendoit leur état incertain, & la démarche de ces femmes tout au moins téméraire. Comment seroit-il donc possible d'accuser de mauvaise foi une femme que son âge, le vœu de ses parents, leur autorité, leurs bienfaits, les recherches qu'ils avoient faites ou dû faire, la publication des bans dans la patrie même de son mari, & pour ainsi dire à la porte du monastere d'Orval, l'existence publique de son mari dans la société depuis un si long temps, le soin de son propre honneur, l'innocence même de ses premières années, conduisoient comme par la main aux pieds des autels.

Mais une dernière preuve, s'il en falloit encore, est tirée du procès-verbal d'apposition de scellés, au moment de son enlèvement. Dans cet instant de trouble,

vous ne reconnoîtrez point, Messieurs, le langage du mensonge ni la prudence du crime. Il faut, dans l'hypothèse des Religieux, supposer, contre la vérité, que la Demoiselle Peuchet n'a écouté que la passion; qu'elle a connu Castille pour apostat, lorsqu'elle l'a épousé; que dépositaire de ce secret, elle n'a point été effrayée d'en courir tous les risques, & qu'elle a associé à cet égard sa discrétion & ses précautions à celles de son mari.

Quoi! Messieurs, une femme qui auroit partagé dès l'instant de son mariage, & depuis sept ans, cet important secret, d'où dépendoit tout son être: une femme pour laquelle il n'y auroit eu rien de sacré que l'objet de sa passion, à qui l'apparition seule de l'Exempt eût fait lire aussitôt le motif d'une présence toujours redoutée par le crime; cette femme eût indiqué d'elle-même, circonstancié sans détours la demeure de son mari, l'eût montré comme au doigt aux ravisseurs de sa femme, eût choisi ceux-ci pour ses confidents, au moment même où ils l'entraînoient dans une prison flétrissante, dont elle eût connu la cause, dont elle eût ignoré les suites; se fût ôtée à elle-même & à ses enfants qu'elle est forcée d'abandonner la seule ressource qui lui restoit dans la liberté d'un pere & d'un époux à qui elle auroit tout sacrifié; eût enfin dénoncé à la fois son affreuse union, l'apostasie de son mari, sa coupable compli-

cité, la honte de ses enfants : & par quel intérêt, au moment qu'elle fait & qu'elle voit qu'on commence à l'en punir ?

Nous voyons même que son oncle Peuchet, deux ans après l'enlèvement de sa niece, la pressoit de se pourvoir en cassation de mariage. Ce fait est important, mais il est lié à d'autres qui ne sont pas encore de notre objet : & si la Demoiselle Peuchet n'intenta pas cette action, vous verrez, Messieurs, que ce n'étoit pas le sentiment de sa mauvaise foi & de sa honte qui la retenoit. Il doit donc demeurer pour constant, Messieurs, dans vos esprits, que la Dame de Launay n'a point connu l'état de son mari, que sa famille ne l'a pas connu plus qu'elle, qu'ainsi elle étoit pleinement dans la bonne-foi avant & après son mariage, lors même qu'il suffiroit qu'elle y eût été à l'instant du mariage.

SECONDE QUESTION.

Est-il prouvé que Balthazar Castille fût Religieux ?

Passons maintenant à la seconde question, à cette question importante : *Est-il prouvé que Balthazar Castille fût Religieux ?* La bonne-foi de la Dame de Launay n'étant plus douteuse, son mariage ne peut être détruit que par une profession certaine & authentique. C'est aux Religieux à prouver à la Dame de Launay,

à la justice, à la société entière, que *Balthazar* Castille leur appartenoit, que les foudres secrets qui sont partis de leur cloître ne se sont pas égarés dans leur chûte, & que les supérieurs n'ont jugé & puni qu'un coupable.

Cette obligation devient encore plus forte par la différence même du mariage aux vœux de religion. L'engagement du mariage est tout à la fois de droit naturel, de droit divin, & de droit positif; mais la nullité d'un mariage contracté par un Religieux, n'est fondé ni sur le droit naturel, ni sur le droit divin. Quoique l'Eglise se soit toujours élevée contre l'inconstance de ceux qui abandonnoient leur premier dessein pour retourner au siècle, on ne peut trouver, dans les premiers temps, un exemple où l'on ait déclaré ces mariages nuls; les plus savants peres de l'Eglise n'ont pas cru qu'ils le fussent; & l'Eglise n'a point désapprouvé leur sentiment. Cependant dans les loix générales, & dans les canons qu'elle a publiés pour maintenir l'honnêteté des mœurs, elle a cru devoir s'expliquer en termes prohibitifs, & prononcer des menaces & des peines pour imprimer la terreur; mais elle laissoit encore alors à la prudence & à l'arbitrage des Evêques la liberté d'en modérer la rigueur avec connoissance de cause : *Ce qui justifie*, disoit le célèbre Mr. Talon dans une question de cette nature, *ce qui justifie que la nullité des ma-*

riages des Religieux est un établissement purement humain & de droit positif, utile pourtant, bienséant & même nécessaire, mais qui n'a pu se faire par la seule autorité de l'Eglise, & qui a eu besoin du concours des loix civiles & de la puissance séculière, à qui seule appartient véritablement de juger de l'état des personnes, de la validité des mariages, & de l'ordre des successions, quoique, lorsqu'il s'agit du fond du vœu & de sa validité, on ait laissé avec beaucoup de raison les juges ecclésiastiques en possession d'en connoître.

Or, Messieurs, cet établissement de droit positif n'a commencé que lorsque l'Eglise a jugé à propos d'ajouter à ses loix générales la peine de nullité & le décret irritant. Dès-lors, & par une suite de cet établissement, les présomptions ont été pour toujours séparées de la certitude; cette nullité n'étant que de droit positif, n'a pu être désormais prononcée que sur des preuves légales; les jugemens rendus par des hommes ont été moins déterminés par la nature de l'engagement du Religieux avec Dieu, que par la certitude de l'existence de cet engagement devant les hommes; cette nullité ayant été ajoutée comme une peine de la loi, ne doit être prononcée, que suivant la forme & les preuves de la loi; avec d'autant plus de raison, qu'un acte aussi important & aussi violent que celui par lequel un homme se dépouille des droits de sa naissance, de sa propre vo-

lonté, de sa liberté naturelle, n'a dû jamais être un acte équivoque, sans règle certaine, sans preuve légale de sa vérité; un acte abandonné à l'interprétation de l'intérêt & des occurrences du temps.

D'après ces principes, il s'agit maintenant de fixer le véritable état de la question.

Balthazar Castille a vécu vingt-six ans dans le siècle. Il s'est marié publiquement, & suivant les loix; sa femme étoit dans la bonne-foi, & est restée sept ans en possession publique de son mariage. Mais Castille est enlevé comme étant Religieux d'Orval. C'est donc la nullité de ce mariage qu'il faut justifier par la preuve authentique qu'il a fait des vœux; il ne s'agit point de leur validité, ni des irrégularités qui eussent pu se rencontrer dans sa profession & que le laps de temps eût pu couvrir, mais du fait même qu'il a fait profession.

Tant que la dangereuse incertitude des professions tacites a duré, la possession de l'état religieux devoit être d'un grand poids dans les jugemens, parce qu'on lui donnoit la force de prescrire. Un autre motif d'ordre public qui ne subsiste plus, avoit encore attaché à la durée du séjour dans les monasteres l'effet de la profession; c'étoient des asyles ouverts à l'impunité; les coupables s'y renfermoient jusqu'à ce qu'on eût perdu les traces & la mémoire de leurs crimes; ils en sortoient

quand ils n'avoient plus de recherches à craindre , en disant qu'ils n'avoient jamais fait profession. Il falloit donc , pour la sûreté publique , que ces asyles , où ils s'étoient jettés , leur servissent au moins de prison perpétuelle , au hasard d'y renfermer quelques innocents. Mais la possession seule n'est plus une preuve légale , depuis qu'on a séparé le vœu tacite d'avec le vœu solennel , la profession verbale d'avec la profession écrite ; parce que cette séparation même a été précisément faite pour décider , sur l'existence certaine du vœu , la nullité du mariage contracté par un Religieux , depuis que l'Eglise a établi cette nullité.

Passons maintenant à l'examen des pieces que les Religieux représentent pour prouver que *Balthazar* Castille a fait profession.

C'est dans l'acte de profession avec la copie qui en a été faite sur le registre , que doit se trouver la preuve de son engagement. Les autres pieces produites ne sont que des adminicules que nous examinerons séparément.

Cet acte de profession que les Religieux présentent comme écrit de la main de Castille , n'offre aucune espece de signature ni de témoins , ni de celui qui l'a reçu , ni même du profès. Le registre où l'on prétend l'avoir transcrit n'en contient pas davantage. Malgré ce défaut universel de signatures , peut-on croire avec certi-

tude, peut-on juger que Castille avoit fait profession ? écartons d'abord les préjugés dont on a voulu charger cette cause. On a cru les trouver dans trois arrêts récents du Parlement de Paris. Vous sentez d'avance, Messieurs, qu'il est impossible que des arrêts aient jugé en thèse générale, qu'aucune espèce de signature, pas même du profès, n'étoit nécessaire pour constater l'existence de l'engagement Religieux. La raison seule, sans la loi, résiste à cette idée. Venons au détail.

Le plus récent de ces arrêts est du 7 Février 1707, entre sœur Leroux & les Religieuses de la Présentation de la ville d'Aire, à qui on disputoit les titres de leur établissement. Cet arrêt n'a rien jugé. Voici les propres expressions du Magistrat qui portoit la parole, dont le plaidoyer est rapporté au long dans le Journal des Audiences, & dont les conclusions furent adoptées.

Nulle signature de la fille, disoit-il, nulle signature de la supérieure ni des témoins (il ne s'agissoit que du registre, il n'y avoit point d'acte de profession,) rien de plus contraire à nos ordonnances; on ne peut donc douter qu'il n'y ait de l'irrégularité pour le passé, & qu'il faudroit la réparer pour l'avenir. Cependant cela ne préjudicieroit point à l'état de la fille, si c'étoit l'usage, & si tous les actes du registre étoient de même; car (remarquez ceci, Messieurs,) elle ne se défend pas en

disant qu'elle n'a pas fait profession comme les autres Religieuses, mais que toutes les Religieuses ne font point véritablement profession. Or, elle se met dans la même espèce que les autres; & si toutes les autres l'ont fait de même, comme les formalités sont pour assurer la vérité, lorsque la vérité paroît par le propre aveu de la personne, la formalité est inutile : inutile de statuer pour l'avenir, cela préjudicieroit pour l'Etat : mais pendant cet interlocutoire, la fille est dans le public, il y a danger de scandale ; il faut donc lui enjoindre de se retirer dans un monastere qui lui sera indiqué par l'Evêque de Saint-Omer, jusqu'à ce qu'autrement il en ait été ordonné. Tel fut aussi l'arrêt.

Ce danger du scandale venoit, Messieurs, de ce que cette fille étoit une fille débauchée, qui avoit été conduite, par ordre de l'Evêque, dans une maison de force de la ville de Lille pour y faire pénitence le reste de ses jours. Elle y fut reconnue enceinte & y accoucha. Elle présenta une requête par laquelle elle demandoit sa liberré, attendu qu'elle n'étoit pas Religieuse, déclarant que si celui du fait duquel elle étoit enceinte, ne vouloit pas l'épouser, elle se chargeroit de l'enfant. Cet arrêt n'a pas besoin de réflexions, pour être écarté de la cause.

Le second, du 11 Janvier 1706, rapporté par Augeard, n'a pas jugé davantage que la profession pût être réputée

certaine, malgré le défaut complet de toutes signatures. La profession de frere Loyal, Religieux Augustin, étoit évidente. Le Religieux avoit signé un procès-verbal fait par le notaire, de l'acte de profession.

Voici encore, Messieurs, les propres termes de Mr. l'Avocat-Général Portail.

Le défaut des formalités dans les actes rapportés pour établir la profession de l'intimé, n'est d'aucune considération, dès que cette profession est devenue certaine par le procès-verbal du notaire signé de l'intimé, & qu'on peut regarder comme un certificat non suspect de sa part; par ses reconnoissances qui se trouvent écrites dans sa supplique au Pape, & dans son interrogatoire devant l'Official de Rheims; & par l'aveu qu'il en a fait publiquement à l'audience.

Ce n'est pas tout, Messieurs, il avoit fait un faux exposé dans sa supplique au Pape. Un des témoins de sa profession avoit signé avec lui le procès-verbal du notaire, & il avoit pris tous les ordres sacrés, sous le titre de Religieux. Or, c'est une ratification, disoit Mr. Portail, fondée sur la disposition de nos conciles, qui veulent que le Religieux qui se présente à l'ordination, *testificationem afferat præstitæ professionis & nihilominus coram Episcopo juramento affirmet, sponte se illam fecisse, aut ratam fuisse.* Ce second arrêt n'a pas plus besoin de nos réflexions que le premier.

Enfin le troisieme est du 7 Mars 1701, rendu sur les conclusions de Mr. Lenain : il est encore rapporté par Augeard avec la plaidoierie des Avocats.

C'étoit un Religieux Feuillant, & il suffiroit d'observer que son acte de profession étoit *signé de lui* (a). Il ne contesta jamais l'existence de sa profession, mais il demandoit qu'elle fût déclarée nulle, parce qu'elle n'étoit pas signée du Prieur, ni inscrite sur le registre; les religieux convinrent que l'acte n'étoit point inscrit sur le registre, & le Parlement jugea qu'il n'y avoit point abus dans la sentence de l'Officiel, qui avoit débouté le religieux de sa demande en nullité de ses vœux, avec injonction aux communautés des Feuillants d'observer les ordonnances. Vous voyez, Messieurs, combien ces arrêts sont éloignés de notre espece. Renfermons-nous donc maintenant dans la question.

L'engagement du religieux n'est réel que par sa volonté expresse de le contracter. Sa volonté ne peut être certaine que par un écrit où il l'ait manifestée. Cet écrit qui renferme son consentement, ne peut avoir aucune certitude, s'il n'est au moins signé de lui : ce n'est point la formule de l'acte de profession qui fait son

(a) C'est une erreur de Lacombe, d'avoir dit que l'acte n'étoit pas signé du Religieux. Il ne cite cet arrêt qu'en peu de mots, & d'après Augeard : or c'est dans Augeard, qui rapporte toute la plaidoierie, que nous avons vu que l'acte de profession étoit signé du Religieux,

engagement, c'est la signature qu'il appose à cette formule; c'est là l'expression de sa volonté, c'est là le lien qui l'enchaîne aux yeux des hommes; sans cette signature, cette formule ne lui appartient pas plus qu'à tout autre, ou plutôt elle ne renferme l'engagement de personne. Qu'elle soit écrite de sa main, qu'elle ne le soit pas, cette circonstance est indifférente pour l'existence de l'engagement & pour sa preuve; le Religieux a pu l'écrire comme un projet, comme un modèle, avec l'intention de la prononcer & de la signer, ou sans cette intention; il a pu l'écrire dans un moment de ferveur, & bientôt après, considérant les suites de son sacrifice, il aura refusé de le consommer. Mais, en un mot, de quelque manière qu'il l'ait écrite, cette formule n'a pu devenir sa profession qu'au moment qu'il l'a signée. Les actes les moins importants, les engagements le plus légers, sont nuls & sans aucun effet, s'ils ne sont munis de la signature des deux parties qui contractent, ou de celle des officiers publics qui signent pour elles: & l'engagement en religion peut-il être réel & jugé tel, lorsqu'on ne voit pas l'expression de la volonté du Religieux dans la formule de cet engagement? Et pourquoi, Messieurs, cette signature est-elle si fortement, si expressément exigée? c'est qu'il n'y a réellement pas d'autres moyens de certitudes dans cette matière.

Aussi les loix des Princes, celles de l'é-

glise, les loix étrangères, comme les loix nationales, les loix mêmes propres à l'ordre de Cîteaux se réunissent pour exiger cette signature, comme la seule preuve authentique d'une profession réellement consommée. Vous avez déjà entendu, Messieurs, plusieurs canons qui y sont formels. Ceux du concile de Tours tenu en 1583, du concile de Bourges tenu l'année suivante, l'exigent de même. *Per abbatem (a), ipsumque voventem..... signari mandamus*, porte le concile de Tours : & le concile de Bourges (b) plus attentif encore, veut qu'il y ait entre les mains de l'Evêque un registre, où les professions soient insinuées.

La regle de saint-Benoît (c), qui est la loi de l'Abbaye d'Orval, renferme les mêmes dispositions : *Novitus signum faciat*. Le rituel de Cîteaux, livre VI, ch. 4 (d), les renouvelle & les confirme.

(a) Cui regesto ut plenissima fides adhiberi possit, ipsum, per abbatem qui eos ad habitum & votum admiserit, ipsumque voventem, necnon duos aut tres testes qui adfuerint, signari mandamus.

(b) Litteræ monasticæ professionis in libro episcopali insinuationum describantur, ne temerè qualitas & ordo monachorum & familiarum perturbetur.

(c) De quâ promissione suâ faciat petitionem ad nomen sanctorum, quorum reliquiæ ibi sunt, & abbatis præsentis; quam petitionem manu suâ scribat (aut certè si non scit litteras, alter ab eo rogatus scribat) & ille novitius signum faciat & manus suas super altare ponat.

(d) La profession doit être faite dans l'Eglise au grand autel, & après l'évangile de la messe, en présence de l'Abbé ou supérieur de la communauté, de

Il ordonne que la profession soit écrite sur un papier (car le parchemin prête trop aux altérations) & signée de la propre main de celui qui fait ses vœux, avec son nom & surnom. Enfin, le décret solennel du chapitre général de Cîteaux, en 1672, exige expressément la signature sur la formule de profession, *ad calcem formulæ professionis subscriptæ à novitiis profitentibus*; & de plus, ordonne (a) qu'il soit tenu, dans chaque maison, un registre sur lequel soient portées toutes les professions qui seront souscrites, en outre de l'Abbé ou autre qui les reçoit, des parents & des témoins.

Et l'on voudroit que, contre des loix si précises, si multipliées, si solennelles, une formule qu'on prétend écrite par *Balthazar Castille*; & qui n'est signée ni de lui ni de personne, soit regardée comme une

deux témoins & du peuple; laquelle profession doit être écrite sur un papier, & signée de la propre main de celui qui fait ses vœux, avec son nom & surnom.

(a) Mandat & præcipit capitulum generale ut ad calcem formulæ professionis subscriptæ à novitiis profitentibus, testentur abbates se propriâ autoritate, aut delegata, admisisse ad professionem talem novitium aut novitiam, tali die, mense & anno, in præsentia testium qui huic etiam subscribent. (La profession de dom François Esnault, Religieux de l'Ordre de saint Benoît qui a passé sous nos yeux dans une cause récente, étoit dans cette forme.) Statuit prætereà ut singulis monasteriis habeantur libri in quibus registrabuntur professiones monachorum & monialium, quarum singulis subscribent abbas, aut alius, professionem recipiens, parentes, si qui sint & alii testes.

une vraie profession ? Quoi ! sachant écrire, il auroit fait une simple croix ? ayant tout l'acte, & voulant réellement faire profession, il n'auroit pas apposé à cet acte, par sa signature, le sceau, le caractère, le seul témoignage de sa volonté.

Cet acte auroit été transcrit sur le registre, & il n'aura pas été signé davantage ? C'est un Prieur qui aura reçu la profession sans pouvoir, par lui-même ; mais, dit-on, par une commission de l'Abbé, & cette commission n'est point rapportée ; rien ne constate son existence, & ni le Prieur, ni parents, ni témoins, n'ont, suivant les loix de Cîteaux, disons mieux, Messieurs, suivant celles de l'Eglise & de l'Etat, apposé leurs signatures, soit sur le registre, soit à l'acte de profession. Ce n'est point ainsi qu'on enchaîne des hommes par d'indissolubles liens. Loin de nous ces étranges hypothèses, où l'on se joue ainsi de la liberté humaine, au point de la faire dépendre du plus informe des actes, ou plutôt d'un écrit qui n'est pas même un acte. La loi, les tribunaux ne reconnoissent ni les présomptions, ni les conjectures ; il leur faut des preuves, & ici on n'en apperçoit aucunes. Encore une fois, une formule de vœu, écrite dans un moment de ferveur, si l'on veut, ou d'aliénation, ou de surprise, ou d'erreur, n'est point un engagement, tant que par défaut de signature, elle est restée simple projet ; & de cette formule à l'engagement formé &

prouvé par la signature seule, il y a la même distance que du noviciat à la profession.

Il faudroit, pour admettre une telle formule non signée (indépendamment des loix qui la proscrivent) la certitude des deux faits, le premier, que l'écriture est sincère; le second, qu'en écrivant cette formule de vœu sans la signer, le novice a eu l'intention de s'engager, & qu'elle devînt sa profession. Sur le premier fait, il faudra donc une vérification d'écritures; si l'on juge auparavant, l'on suppose une certitude qu'on n'a pas.

Mais quand il seroit constaté que cette écriture est de la main du novice, qu'en résulteroit-il? Qu'il a écrit une formule de vœux. Mais, où seroit la preuve qu'il a voulu en faire son engagement irrévocable, sa vraie profession? La signature seule pourroit le prouver, sinon sur la formule, au moins sur le registre: & ici, nulle signature de Castille, ni sur la formule, ni sur le registre; nulles signatures ni du Prieur, ni des parents, ni des témoins; défauts qui, rapprochés de toutes les loix que nous avons citées, forment une preuve précise qu'il n'a pas fait profession, loin qu'il soit besoin d'agiter la question s'il est prouvé qu'il l'ait faite.

Et quand on pourroit supposer, Messieurs, que l'Abbaye d'Orval liée à la France par les liens spirituels de sa filiation, obligée par conséquent de suivre

& le rituel de Cîteaux, & le décret du chapitre général de 1672, qui ne sont que l'expression de nos propres loix, ne doit point être régie par les loix de France, le défaut de signatures, soit sur la formule, soit sur le registre, n'en seroit pas plus excusable; les loix de la Flandre, où elle est située, proscrivent, comme les nôtres, les professions tacites, elles exigent que la profession soit prouvée par un acte authentique, & revêtu des formes légales. C'est le savant van Espen qui nous atteste cette jurisprudence d'autant plus inébranlable, qu'elle est fondée sur les premiers principes de l'ordre public. *Cùm igitur (a), nous dit-il, neque in Galliâ, neque in Belgio nostro, ulla professionis quàm per scripturam probatio admittatur, facilitè colligere est non professiones tacitas, id est, quæ ex solis quibusdam factis vel ex modo agendi colliguntur, & de quibus per nullam authenticum scriptumque instrumentum constat, sed solas professiones expressas, id est, de quibus per scripturam constare potest, in judiciis admitti posse.*

Si nous avons au moins quelqu'aveu public, quelques reconnoissances non suspectes de Castille, où il fût convenu qu'il avoit fait profession, alors pourroit-on se servir contre lui de son propre témoignage, & le condamner sur ce qu'il s'est con-

(a) Tome premier, tit. 27, ch. 1, *De professione, & ejus effectu.*

condamné lui-même : mais vous avez vu, Messieurs, tout le contraire; il ne change point de nom, il se marie, il ne fait pas la moindre démarche pour attaquer ses vœux ; toute sa conduite s'accorde avec l'existence de son engagement , avec la forme du titre nul qu'on nous représente si tard.

Dans de telles circonstances, les arrêts qui ont jugé qu'il falloit une profession signée, deviennent des jugements qui lui sont propres ; & ces arrêts sont en même temps , Messieurs , une nouvelle preuve superflue à la vérité, après celles que nous avons rassemblées , de la nécessité de la signature prescrite par tant de loix pour constater un aussi important & aussi redoutable engagement. Ces arrêts ne sont point comme ceux que l'on a opposés à la Dame de Launay, qui disparoissent au premier examen ; ceux qui exigent la signature , sont précis ; & , sur ce seul défaut, ils ont rompu les liens mal tissés avec lesquels on vouloit enchaîner des victimes involontaires.

L'auteur (a) de la bibliothèque canonique , qui rapporte l'un de ces arrêts , s'exprime ainsi : “ Pour prouver une pro-
 „ fession de Religieux, ce n'est pas assez
 „ de faire apparoir du registre de pro-
 „ fession , mais il faut faire apparoir de
 „ l'acte de profession, écrit & signé de la
 „ main du Religieux. „ Ainsi jugé par ar-

(a) Mr. Bouchel, tome 2.

rêt en la cause d'un Religieux de Saint-Denis en France.

Le 28 Mai 1603, un autre arrêt fut rendu au Parlement de Paris sur cette question, au rapport de Mr. Pidoux; il est cité dans les mémoires du Clergé & rapporté par Mr. Bouguier. Il fut jugé (c'est ce savant Magistrat qui parle) " que, pour
 „ rendre un homme *vrai profès*, & par-
 „ tant interdit de disposer de son bien,
 „ il ne suffit pas d'une profession tacite,
 „ c'est-à-dire, d'avoir porté l'habit de pro-
 „ fès, & fait tous actes de vrai profès par
 „ an & jour, *même par l'espace de 25,*
 „ *26 & 28 ans*, dans un monastere en-
 „ fermé; mais il est besoin d'une profes-
 „ sion par écrit; „ c'est-à-dire, comme
 s'exprime van Espen, *scriptum & authen-*
ticum instrumentum.

Voici, Messieurs, une espece plus frappante encore. La Demoiselle Haro avoit demeuré trente années dans le monastere de Saale, dépendant de l'Ordre de Clugny; elle avoit porté l'habit & le voile de Religieuse; elle avoit fait tous les actes de professè, & signé un grand nombre d'actes capitulaires en cette qualité: elle fut cependant déclarée libre & admise au partage avec son frere, par arrêt du Parlement de Paris du mois de Juillet 1657, sur les conclusions de Mr. Talon. Cependant, quelle différence entre cette cause & celle que nous traitons! L'acte de profession ne paroïssoit point; on pouvoit pré-

fumer que dans l'espace de trente années il avoit été perdu ou soustrait ; on soutenoit même qu'il avoit été soustrait. On avoit obtenu monitoire pour en faire preuve, on pouvoit encore présumer qu'il étoit en forme. Ici, aucune de ces présomptions n'a lieu, le titre paroît, le registre aussi, & il n'y a aucune signature ni sur l'un ni sur l'autre.

La Demoiselle de Haro avoit demeuré trente années dans le monastere ; elle avoit consacré, pour ainsi dire, l'irrévocabilité de ce long séjour par l'exercice de tous les actes religieux. Castille, au contraire, paroît n'avoir demeuré que quelques années à Orval, & s'en être enfui comme du lieu d'une injuste captivité. Il a vécu publiquement dans le monde, & toute sa vie a été une longue protestation contre les inductions de son séjour dans cette abbaye. Quand nous disons même quelques années de séjour à Orval, peut-être disons-nous beaucoup trop, Messieurs ; car vous verrez dans un moment, que rien n'est moins certain que la date de 1714, qui se lit aujourd'hui sur cette formule si justement combattue.

Enfin, la Demoiselle de Haro sembloit trouver pour garants de la vérité de sa profession, la forte opposition de son frere, le témoignage de toute la maison religieuse, & le monitoire déjà obtenu pour prouver que la profession avoit existé. Castille, au contraire, semble avoir laissé à

sa femme & à ses enfants , pour garants de l'existence de la sienne, la liberté avec laquelle il s'est montré publiquement, sous son vrai nom, dans cette capitale, dans la Bourgogne & dans la Franche-Comté; provinces si peuplées d'Abbayes de Bernardins. La confiance avec laquelle il a fait publier ses bans à Stenay, dans le diocèse de Treves, & presque sous les yeux des Religieux d'Orval, bans qui ont été suivis d'un mariage public & solennel; enfin une demeure notoire de vingt-six ans dans le siècle sans aucune poursuite contre lui, sans réclamation, sans recherches. Est-il possible, à ces traits, de ne pas présumer un homme libre, & qui n'avoit pas à redouter de terminer sa vie dans les fers.

Si *Balthazar* Castille se présente aujourd'hui devant vous, non pas pour réclamer contre la validité de ses vœux, mais pour nier qu'il eût fait profession; si, pour l'en convaincre, les Religieux lui représentoient un acte de profession qui ne fût signé de personne, un registre qui ne fût signé de personne, pourriez-vous, Messieurs, le précipiter dans le cloître? Quand il conviendrait qu'il a écrit de sa main une formule de vœux, que pourroit-on en conclure? qu'il a prononcé des vœux? qu'il est religieux? Mais l'acte qu'un particulier copie sans le signer, ne l'engage point à l'exécuter; c'est, diroit Castille, parce que j'ai écrit cette formule de ma main sans la signer, parce que ni moi,

ni personne n'avons pas plus signé sur le registre, qu'il est évident que je n'ai jamais fait profession, ni fait usage de cette formule; puisque la regle même & les loix spéciales de l'Ordre me prescrivoient, à moi qui aurois voulu l'embrasser, à vous qui m'y auriez reçu, de la signer. Mais *Balthazar* Castille se présentoit comme sorti du monastere depuis vingt-six ans, comme marié publiquement depuis sept ans: pourriez-vous, sur de tels actes déclarer son mariage nul, son union sacrilege, & ne voir en lui qu'un apostat?

Il sembleroit inutile à présent de s'arrêter à discuter les adminicules par lesquels on veut faire présumer l'engagement de Castille. Que servent, en effet, des présomptions, lorsque le contraire de ce qu'on veut faire présumer se trouve légalement démontré? Mais, dans une cause si importante, nous nous sommes fait une loi de ne rien omettre de tout ce qui peut défendre les Religieux, en même temps que nous élevons notre voix pour les condamner.

On oppose à Castille une possession d'état Religieux, & on prétend la prouver par deux actes capitulaires, de 1721 & 1722, signés de sa main. S'il les a signés, c'est peut-être moins comme Religieux-profès, que comme habitant d'Orval, & les circonstances les affoiblissent encore. Si l'on tire quelques inductions de la signature des actes capitulaires, c'est qu'ordi-

nairement il n'y a que les profès qui sont censés avoir droit d'assister, & de donner leurs suffrages dans les affaires particulières de la communauté. Mais ceux-ci ont été faits dans un cas extraordinaire qui attaquoit & intéressoit toute la communauté, depuis le premier jusqu'au dernier de ses membres. Il s'agissoit de faire proscrire un libelle public & diffamatoire contre tous ceux qui résidoient dans la maison, novices, convers, oblats, profès ou non profès; il s'agissoit d'en faire faire un désaveu, & d'en poursuivre juridiquement l'auteur. C'étoit une injure atroce qui rejaillissoit sur tous les habitants de la communauté, que tous avoient un intérêt personnel de repousser publiquement.

Voilà cependant les deux actes que les Religieux nous présentent comme devant tenir lieu de la signature de Castille, de celle du prieur qui a reçu sa profession, & de la présence de la communauté.

A l'égard de cette sentence d'un Visciteur apostolique, qui fait mention d'une autre de l'Abbé d'Orval qui n'est pas représentée, elle est dans une forme tout-à-fait inadmissible; l'inutile y est prodigué, l'essentiel ne s'y trouve point; tout y est supprimé, tronqué, caché. Tout ce que cette sentence nous apprend par ces mots indéfinis, *pœnas ab amplissimo Abbate prolatas*, c'est qu'il existe dans les monastères un ordre de peines inconnues, sévères, dérobées à l'inspection de l'autorité

temporelle, & sur l'abus desquelles l'œil du Prince ne peut trop tôt porter ses regards. D'ailleurs ces sentences sont toujours considérées comme des moyens que les supérieurs se sont ménagés, car ils ne sont pas juges de la profession de leurs Religieux; elles sont insuffisantes pour décider l'existence de cette profession : mais quand l'acte de profession est nul, ces sentences rendues par la partie intéressée ne peuvent le remplacer.

On invoque pour dernière ressource l'usage qu'on prétend s'observer dans l'Abbaye d'Orval; & l'on appuie cet usage sur dix-sept formules de vœux en parchemin qui sont sans signatures, & dans la forme de celles qu'on attribue à *Balthazar Castille*. Observez, d'abord, Messieurs, que les Religieux de Clairvaux invoquent cet usage prétendu, contre leur propre règle, contre les loix spéciales de leur Ordre, & contre celles même du pays où est située l'Abbaye d'Orval : car vous vous rappelez ce texte important de van Espen : *In nostro Belgio facile colligere est professiones tacitas, id est, quæ ex solis quibusdam factis, vel ex modo agendi colliguntur.... in judiciis admitti non posse*; mais seulement les professions de *quibus per authenticum, scriptumque instrumentum constat*. Il ne suffit donc pas en Flandre, pour juger qu'un homme est Religieux, que la formule des vœux soit écrite de la main du novice, mais il faut encore que cet écrit soit *authentique*; &

comment fera-t-il authentique, s'il n'y a aucune espèce de signature, pas même du Religieux, & si ce défaut n'est pas au moins suppléé sur le registre des professions. Cet usage abusif de l'Abbaye d'Orval quand il existeroit réellement, ne prouveroit donc autre chose, sinon que c'est l'usage dans cette Abbaye, de faire les professions d'une façon impossible à les prouver, ni dans les tribunaux du pays, ni dans ceux de la France.

Mais, Messieurs, ces dix-sept actes informes qu'on nous envoie à la veille d'un jugement, n'apportent pas même avec eux la certitude que tel soit en effet l'usage de l'Abbaye d'Orval : & plusieurs raisons détruisent, sur-tout à l'égard de Castille personnellement, l'induction qu'on veut tirer de ces pièces. D'abord, quant à la forme, elles ne sont pas recevables, c'est sans aucune ordonnance de justice, qu'un notaire de campagne se transporte dans l'Abbaye ; & que là à la réquisition de l'Abbé, sans parties présentes ou dûement appelées, devant deux Religieux de la communauté & deux témoins qui se trouvoient par occasion de visite dans l'Abbaye, il fait ouverture d'un coffre qui lui est indiqué, & en tire ces prétendus actes de profession. De plus, dans quel temps les ont-ils produits ? à la veille du jugement, lorsque, dès 1750, époque de la détention de Castille, on eût dû, au moins par humanité si ce n'eût été

par justice, rassembler toutes les preuves qu'on croyoit propres à établir la vérité de sa profession; lorsque, sur la demande de la Dame de Launay, formées il y a plus d'un an au Châtelet, on eût dû rechercher ces prétendues preuves qu'elle demandoit si expressément dans ses requêtes; lorsque, pressés si fortement par la célébrité même de cette cause, qui depuis plusieurs mois occupe vos audiences, ils avoient toutes les facilités d'observer sur un point si important les formes judiciaires, au-lieu de paroître par des retardemens si suspects vouloir se soustraire à leurs lumières.

Mais passons toutes ces irrégularités. Qu'atteste le notaire? que tous les actes de profession qu'il a vus, depuis 1716, (prenez cette époque, MM., elle est importante,) sont signés de chaque Religieux. Nous ne pouvons d'abord nous empêcher de remarquer qu'il est assez étrange que cet usage ait fini presque tout-à-coup après la profession de Castille. Est-ce donc la destinée de cette cause de rassembler toutes les singularités & de donner lieu à tous les genres de soupçons? Mais si cet usage a fini en 1716, c'est donc une reconnaissance formelle que la communauté a faite alors, que ces actes de profession étoient nuls, qu'ils étoient une preuve insuffisante & illégale. Si elle a réformé en 1716 cet usage abusif, si elle a senti si bien ce défaut essentiel, que sa règle même lui montrait sans cesse, est-il vraisemblable qu'elle

n'aura pas réformé en même temps les professions antérieures, celles au moins qui étoient toutes récentes, celle de *Balthazar* Castille qui l'avoit faite il n'y avoit pas dix-huit mois; qu'elle n'y aura pas suppléé par quelque acte général fait dans une assemblée capitulaire, par quelques ratifications, par quelques signatures sur les registres, ou autrement? Si Castille n'a pas ratifié la sienne, s'il ne l'a pas voulu faire, si l'on ne nous en montre aucune trace, c'est encore une preuve qu'il ne s'est jamais engagé. Et remarquez, Messieurs, qu'on ne nous atteste point que tous les actes de profession ne sont pas davantage signés de personne sur le registre, ou remplacés par quelques ratifications, quelque autre acte écrit & signé: ce qui cependant seroit nécessaire pour en tirer quelques inductions.

Il y a plus encore; puisque cet usage a fini en 1716, pour que la profession de Castille eût quelque ombre de certitude, il faudroit donc être sûr de sa date. Si cette formule de vœux est d'un temps postérieur à 1716, Castille ne s'est donc pas engagé; car alors on signoit tous ces actes. Or, Messieurs, la date de 1714 est en chiffres dans la formule qu'on nous rapporte; & de ces chiffres, les deux unités offrent une forme singulière, & qui semble ne se trouver dans les deux, que parce qu'elle étoit nécessaire à l'une, sans quoi on auroit lu, peut-être, en 1724, elle est pla-

cée dans un endroit où le parchemin est visiblement gratté & corrodé, & où on lit encore le nom de l'Abbé qui existoit alors..... Notre intention (a) est d'exposer à vos regards cette piece sur la vérité de laquelle notre ministere nous a porté à consulter des Experts habiles, & dont vos yeux ne pourront s'empêcher de confirmer le jugement.

La durée même du séjour de Castille dans l'Abbaye d'Orval n'est donc pas certaine, & la possession de dix années, dont les Religieux se sont fait au moyen, tout impuissant qu'il est en lui-même, leur échappe aujourd'hui par l'altération visible de cette date si importante. Sont-ce là, Messieurs, (quand nous n'aurions pas d'ailleurs sur la non profession de Castille des moyens si décisifs,) sont-ce là des preuves auxquelles nous puissions livrer notre confiance, cette confiance qui prépare la vôtre, & dont la loi ne nous laisse pas les maîtres ? Pouvons-nous déférer à de tels adminicules contre la raison, les loix de l'Eglise & de l'Etat, les loix spéciales de l'Ordre de Cîteaux, ses usages, sa regle, les arrêts, les jugements des tribunaux du pays, qui, suivant van Espen, ne reconnoissent de professions que celles de *quibus constat per instrumentum scriptum & authenticum* ; contre tous les défauts rassemblés, défauts de signature, de solem-

(a) La piece fut mise en effet sous les yeux de Messieurs après les conclusions.

nité, de publicité, défauts particuliers à l'acte. Et contre qui, Messieurs ? contre un homme marié publiquement depuis sept ans, dans le siècle depuis vingt-six ans, qui a pris son vrai nom dans tous les actes qu'il a passés ; & dans quel temps ? lorsqu'il est puni comme apostat, lorsqu'il est mort..... à la veille du jugement, lorsqu'on demande réparation des outrages faits à la famille ; enfin, Messieurs, contre un homme qui seroit peut-être encore en possession paisible de son état, & qui vivroit pour sa femme & pour ses enfants, si les supérieurs ne l'eussent cru qu'a-postat. Notre confiance est trop esclave des loix, pour se livrer ainsi à de pareilles incertitudes : il n'est donc pas prouvé que Castille fût Religieux.

TROISIEME QUESTION.

Mais, supposons maintenant qu'il le fût : pourquoi sa femme, qui étoit dans la bonne-foi, a-t-elle été conduite dans une prison déshonorante ? Est-ce par le fait des Religieux ? est-ce par une suite de la conduite qu'ils ont tenue ? Nous considérerons cette question sous trois faces différentes.

1°. Si la voie que les Religieux ont prise est irrégulière, & qu'elle ait été l'occasion des pertes de la Dame de Launay ; de la liaison de ces deux propositions, résulte l'action en dommages & intérêts.

2°. En supposant que les Religieux pussent prendre régulièrement cette voie, aussi bien que les voies ordinaires, si cependant la nature des circonstances les obligeoit d'en prendre une autre, & d'apporter la plus grande circonspection, le dédommagement est encore dû.

3°. Enfin, si à l'irrégularité de leur conduite, il se joint des faits particuliers qui établissent, entre les malheurs de la Dame de Launay & le procureur de Clairvaux, une liaison directe, le dédommagement est encore inévitable.

Nous n'insisterons pas long-temps sur les principes qui font dériver la justice du dédommagement, des trois propositions que nous avons annoncées ; ils sont trop sacrés pour être méconnus, & c'est leur application seule qu'il faut discuter.

L'action en dommages & intérêts, pour les torts qu'on souffre par le fait d'autrui, est la base & la première loi de la société. Les hommes vivant ensemble doivent faire leur bien sans faire le mal d'autrui : la pureté d'intention n'acquitte pas l'auteur occasionnel du dommage envers celui qui en a été la victime. Qu'importe, en effet, au malheureux atteint d'un trait homicide, que ce trait ait trompé dans sa route l'intention de celui qui l'a lancé ? En est-il moins blessé ou mort ? L'auteur de ses maux n'aura pas commis un crime, mais

mais il n'en sera pas moins obligé de réparer, s'il est possible, le dommage qu'il a causé; & s'il n'avoit pas droit d'user de ces armes, sa faute sera encore plus grave & la peine plus grande. Ce principe s'applique à notre première proposition. Si la conduite des Religieux de Clairvaux est irrégulière, si elle est la source des torts dont se plaint la Dame de Launay, l'ordre en est responsable.

Toutes les pertes & tous les dommages, disent les loix, qui peuvent arriver par le fait de quelque personne, soit imprudence, soit légèreté, soit même ignorance de ce qu'on doit savoir, ou autres fautes semblables, si légères qu'elles puissent être, doivent être réparés par celui dont l'imprudence ou autre faute y aura donné lieu : *nam & qui occasionem præstat, damnum fecisse videtur; & in eodem crimine est qui immisit ignem, & qui non observavit ne ignis longius procederet.* Ce second principe se rapporte à notre seconde proposition : la nature des circonstances où les Religieux ont réclamé Castille, ce qu'ils ont su, ce qu'ils ont dû savoir.

Enfin, sur la troisième, lorsque quelque dommage suit même d'un cas fortuit, duquel le fait particulier de quelqu'un qui s'y trouve mêlé a été soit la cause totale ou partielle, soit l'occasion; c'est par la qualité de ce fait & la liaison qu'il peut avoir avec ce qui est arrivé, qu'on doit juger si cette personne en doit répondre

ou non ; & l'application de ce principe regarde l'examen des faits particuliers de dom le Mayeur & de Peuchet.

Premiere partie de la troisieme question.

Des ordres du Roi obtenus par des Religieux pour faire arrêter leur fugitif, peuvent-ils être traités de voie irréguliere ? c'est le premier objet de notre premiere proposition.

A Dieu ne plaise, Messieurs, qu'abusant de notre ministere, nous allions nous établir juges des ordres du souverain qui nous l'a confié, & discuter sans mission & sans droit les bornes de sa puissance ! Nous savons que toutes les parties de l'autorité dont il est la source, ont été établies pour concourir à la même justice, sa premiere volonté. Il se repose sur les loix, de l'administration des affaires qui peuvent souffrir leur utile lenteur ; il a permis à ses Ministres l'usage de ressorts plus rapides pour les cas où cette prudence des loix deviendrait un nouveau danger : & c'est ici qu'une distinction naturelle & essentielle se montre d'elle-même entre les deux cas où ces ordres peuvent être décernés.

Lorsqu'un ordre émané du propre mouvement du Prince suspend tout-à-coup la liberté d'un citoyen, nous devons croire que l'intérêt de l'Etat, la nécessité incon nue d'un acte d'administration prompte, l'assurance d'un secret important, ou quel-

qu'autre cause supérieure & juste, font violence à sa bonté naturelle; & nous respectons en silence ces actes de son autorité suprême. Il est des cas où le soupçon même fait présumer le crime, & où il est bien plus nécessaire de prévenir que de punir le coupable. Il faut qu'un ordre rapide enchaîne alors jusqu'aux intentions; la crainte du mal futur l'emporte alors sur la forme ordinaire, & les droits de l'homme & du citoyen disparaissent pour quelques moments devant l'intérêt pressant de l'Etat. Dans ces cas extraordinaires, ces ordres ne peuvent offrir de questions aux tribunaux.

Mais lorsqu'on nous présente ces ordres provoqués par l'une des parties, c'est à elle qu'ils sont imputables. Le pouvoir qui les accorde est le même; mais la partie qui les a induement sollicités, qui a employé tout son crédit & des considérations particulières afin de faire de son intérêt une cause d'Etat, répond de leur application. C'est elle qui a représenté qu'il falloit un acte violent & rapide, lorsque la voie ordinaire des loix pouvoit suffire. C'est dans ses mains que cette arme innocente par elle-même est devenue une arme dangereuse & funeste.

Le Ministre fidele à l'intention du souverain, ne les accorde qu'à regret; mais on le fatigue, on lui dit que tout est jugé, qu'il n'y a plus qu'à exécuter. On lui présente des preuves, sans lui laisser le temps

d'en examiner la force ou la foiblesse ; & l'on en abrege même l'examen , en effrayant sa justice par des dangers présents & qui excluent tous délais, toute défense : c'est donc à la partie qu'il faut s'en prendre de les avoir surpris ; c'est elle qui a donné à son intérêt particulier, peut-être injuste, & presque toujours exagéré, toutes les couleurs d'un besoin d'Etat.

Les ordres provoqués par une des parties retombent donc sur elle-même. Si elle n'étoit pas fondée à les demander ; elle se charge en les obtenant, des dommages & intérêts qui peuvent résulter de leur application : & rien n'est plus juste, puisque c'est elle qui est la première & la véritable cause du dommage.

Aussi, Messieurs, les tribunaux, pour venger le citoyen offensé, admettent-ils alors souvent pour preuves, des traces légères, qui dans d'autres matieres, n'auroient paru que des présomptions. Et c'est encore une justice, puisque l'autorité du Prince, que cette partie s'est permis de faire agir, ne devant aucun compte de ses actions, c'est par son fait que les preuves sont ravies à celui qu'elle en a opprimé.

Ainsi, par un arrêt célèbre du Parlement de Paris, la Dame Fauconnier fut séparée de son mari, parce qu'il avoit provoqué contre elle l'autorité du Prince ; & l'on prit pour preuve la regle, *cui prodest, is fecit*. Sa qualité de mari l'en fit réputer le sollicitateur, parce que lui seul

avoit eu intérêt de le faire, & notre jurisprudence sur ce point est tellement établie, que l'impétration ou la révocation de ces lettres forme même dans les tribunaux un objet de demande réglée.

Dans l'affaire de la Dame Renaud, maîtresse des requêtes, elle fit donner à son mari une sommation de consentir dans trois jours à la révocation de l'ordre qu'il avoit obtenu contre elle.

Examinons donc maintenant si des Religieux ont droit d'*occuper* l'autorité du Prince de la réclamation de leur fugitif, & si c'est là la voie qui leur est prescrite. C'est, Messieurs, accuser les loix d'imperfections, que de penser qu'elles n'ont pas porté leur attention sur l'objet important de la réclamation des apostats. C'est les accuser d'impuissance, que de dédaigner les routes lumineuses qu'elles ont tracées, de ne donner aux Religieux de Clairvaux, sur cette matiere, d'autre juge souverain que la Cour de Rome, d'autre exécuteur de ses jugemens que le Prince.

Ce reproche, au reste, trop justifié par les faits de cette cause, ne tombe point sur un Ordre respectable, mais sur de coupables agents, dont sans doute il désavoue en secret les intrigues; & le public, qui ne doit montrer ici qu'un intérêt impartial, comme les loix qui le protègent, ne confondra point les événements avec l'intention, les faits d'un particulier avec l'honneur d'un Ordre entier, la personne

de l'Abbé actuel de Clairvaux, avec l'obligation de réparer un dommage dont il n'est pas l'auteur.

Loin que les loix, Messieurs, aient gardé le silence sur cet objet, rien n'est plus certain, rien n'est plus solennellement décidé que l'ordre qu'il faut observer pour la punition des crimes des Religieux, & pour la réclamation des fugitifs & des coupables. Les loix de l'Eglise, les loix du royaume, celles des Etats voisins, & singulièrement celles de la Flandre qui régissent l'Abbaye d'Orval, sont d'accord sur la voie qu'il faut suivre pour la poursuite & la punition des apostats.

C'est d'abord un principe constant que tout Religieux qui est hors de son monastere, *même exempt*, sans congé de ses supérieurs, rentre sous la juridiction de l'ordinaire. *Qui verò*, dit le Concile de Trente (dont nous pouvons citer ce texte conforme à nos propres usages,) *sine prædicto mandato in scriptis obtento repertus fuerit*, ab ordinariis locorum, *tanquam desertor sui instituti puniatur*.

C'est la disposition expresse des Conciles d'Aix (a), & de Bordeaux, de Bourges & de Narbonne, & du cinquieme Concile de Paris : monuments qui nous montrent dans les temps reculés la même jurisprudence.

(a) Regulares, quicumque sint sine licentiâ superiorum vagantes, ab Episcopis locorum puniantur & ad ipsos superiores immittantur.

Elle nous est encore attestée par les capitulaires de nos Rois ; & vous voyez ainsi, Messieurs, les loix de l'Etat se réunir à celles de l'Eglise sur ce point important d'administration & de discipline.

L'édit de 1606 a renouvelé & confirmé ces dispositions. *Les Religieux*, y est-il dit, *de quelque ordre que ce soit, se trouvant hors de leurs Abbayes sans avoir congé par écrit de leurs supérieurs*, pourront être emprisonnés par l'ordonnance des Archevêques, Evêques, leurs Grands-Vicaires ou Officiaux ; & mulctés de peines & amendes arbitraires, qui seront exécutées nonobstant privilege, exemption, appellation quelconques, & sans préjudice d'icelles.

Cette expression facultative *pourront*, ne doit pas faire ici d'équivoque, & laisser entendre, comme les Religieux l'ont soutenu, qu'il dépendît d'eux de reconnoître la juridiction des Evêques, ou d'user de celle qu'ils prétendent leur appartenir à eux-mêmes, elle ne tombe que sur le mot *emprisonnés* : car quoique les Evêques aient sur tous les ecclésiastiques séculiers & réguliers de leurs diocèses cette juridiction primitive, la seule véritable, cette juridiction inhérente à leur caractère, & qui n'a pas besoin de bulles pour exister ; toutefois ils n'ont point sur les ecclésiastiques, considérés comme sujets du Roi, de co-action extérieure. Ni leurs Officiaux, ni eux, ne peuvent régulièrement (a) faire

(a) L. 7 & 8. Cod. de episc.

rien exécuter, sans implorer la justice séculière ; bien moins encore des *vicaires généraux* de l'Evêque auroient-ils pu faire emprisonner. Il a donc fallu leur accorder ce droit de co-action qui leur manquoit, & c'est ce qui s'est fait par degrés. L'on a d'abord accordé aux Officiaux celui de faire arrêter prisonniers dans leurs auditoires ceux qui en troubloient l'ordre, & qui manquoient au respect dû à leur qualité de juges ; ensuite l'édit de 1606, a permis aux Evêques, à leurs Officiaux, aux Grands-Vicaires même, de faire *emprisonner* ; enfin l'édit de 1695, art. XLIV, pour empêcher l'évasion des coupables, leur a permis de faire emprisonner, sans demander la permission de la justice séculière. Boin-loin donc que cette expression, *pourront être emprisonnés*, porte quelque atteinte à la juridiction des Evêques sur les réguliers hors du cloître, juridiction fondée sur des titres si respectables ; elle la confirme au contraire, elle la rend plus puissante encore, en lui confiant (ce que les Conciles n'avoient pu lui donner) le plus redoutable exercice de la justice temporelle.

Il est constant, en second lieu, que la juridiction monastique ne s'étend point au-delà du cloître, & qu'elle est impuissante pour punir les délits commis hors du monastere. Nous ne discuterons point ici, Messieurs, l'origine, les motifs & les titres de ces exemptions devenues si fré-

quentes, dans des temps d'évasion & de schisme, de ces exemptions & juridictions auxquelles le fondateur même de Cîteaux eût le courage de renoncer; exemptions & juridictions dont saint Bernard contes-
toit le pouvoir aux Papes qui les prodiguoient, & contre lesquelles il écrivoit avec une généreuse éloquence à l'Archevêque de Sens, en se plaignant du ton impérieux des Abbés de son ordre naissant. *Tam superbe sapere*, s'écrioit-il, *ut cum ne unum quidem verbulum de suis imperiis subditos prætergredi patiantur, ipsi Abbates propriis obedire contemnunt Episcopis*. Nous ne dirons point, avec Mr. Talon, " qu'il est tout-à-fait contraire au
,, bien de l'Etat, au service du Roi & à
,, la police de l'Eglise, qu'un ordre ré-
,, gulier ne reconnoisse dans le royaume,
,, ni l'Evêque, ni le métropolitain, ni le
,, primat, & que le Pape soit son supé-
,, rieur immédiat. „ Mais en supposant
cette juridiction juste dans ses motifs, légitime dans son origine, nécessaire dans son exercice, nous vous dirons avec la loi que cette juridiction doit se renfermer dans l'enceinte des cloîtres, qu'elle doit se borner aux désordres commis dans les monasteres, & qu'alors même les Evêques ont un droit d'inspection & de dévolution, en cas de négligence de la part des supérieurs réguliers, duement avertis.

Cette loi, Messieurs, est la déclaration du mois de Mars 1696, donnée en inter-

prétation de l'édit du mois d'Avril 1695.
 „ Lorsque les Archevêques ou Evêques,
 „ porte cette loi, auront eu avis de quel-
 „ ques désordres dedans aucuns monaste-
 „ res exempts de leur juridiction, nous
 „ voulons qu'ils avertissent les supérieurs
 „ réguliers d'y pourvoir dans six mois; &
 „ qu'à faute d'y donner ordre dans ledit
 „ temps, ils y pourvoiront eux-mêmes,
 „ ainsi qu'ils estimeront nécessaire, suivant
 „ les regles & instituts de chacun desdits
 „ ordres & monasteres. „

C'est sur le fondement de cette loi, que d'Héricourt, en traitant de la juridiction des réguliers, N. 28, décide expressément, qu'elle est toujours censée renfermée dans l'étendue du cloître, & que les exempts qui commettent un délit hors de leur monastere, sont sujets à la juridiction des ordinaires. Il cite même une constitution du Pape Innocent IV (a) qui renferme la même décision.

C'est aussi de cette maniere que Mr. de la Chalotais, alors Avocat-Général du Parlement de Bretagne, présentoit à cette Cour, en 1737, la jurisprudence du royaume sur la juridiction monastique. “ La „ déclaration de 1696, disoit-il, n'a pour „ objet que les désordres arrivés *dedans* les

(a) Declaratione irrefragabili definimus, quod quantumcumque sic exempti gaudeant libertate, nihilominus tamen, ratione delicti seu contractûs aut rei litigiosæ, ritè possunt coram ordinariis conveniri, & illi quoad hoc suam in ipsos jurisdictionem prout jus exigit exercere.

„ monasteres exempts. L'expression étant
 „ limitée à ce cas , il en résulte que le
 „ privilege d'exemption doit être égale-
 „ ment limité ; ainsi l'on doit conclure
 „ que ce privilege cesse , & que les cho-
 „ ses retombent dans le droit commun de
 „ la juridiction ordinaire, *lorsque le délit*
 „ *a été commis hors l'enceinte d'un mo-*
 „ *nastere.*

Trois arrêts solennels ont consacré ce principe.

Un Prieur de Religieux de Paris (c'étoit un Carme) avoit été trouvé dans un caffè avec des femmes suspectes : l'Official instruisit contre lui. Son supérieur l'ayant réclamé , fut débouté de son opposition ; appel comme d'abus. Arrêt du Parlement de Paris du 14 Juillet 1703, qui juge qu'il n'y a abus dans la procédure criminelle de l'Official.

Frere *Jean-Joseph* (c'étoit un Bénédictin) étoit accusé d'avoir séduit hors du cloître une mineure , & d'être coupable de scandale public (telles sont les accusations formées contre Castille.) Arrêt du Parlement de Bretagne du 22 Juin 1737, qui déboute ses supérieurs réguliers de leur réclamation ; & cet arrêt aura encore son application à un troisieme principe qui nous reste à établir.

Frere *Roque* (c'étoit un Bernardin), accusé d'une conduite scandaleuse *hors le cloître*, appelloit comme d'abus de la procédure criminelle contre lui faite, & du

décret de prise de corps contre lui décerné par l'Official de Comminges : l'Abbé de Cîteaux le réclamoit ; arrêt solennel rendu par vous-même, Messieurs, le 14 Septembre 1722, qui juge qu'il n'y a abus, & qui déboute l'Abbé de Cîteaux de sa réclamation.

Ce que les loix générales de l'Eglise, les réglemens de nos Conciles, les loix du royaume, les arrêts des Cours prescrivoient aux Religieux de Clairvaux, se retrouve dans les loix de Flandre qui régissent l'Abbaye d'Orval. L'Empereur Charles-le-Quint a donné, le 17 Février 1535, un édit sur la poursuite des apostats, qui présente le tempérament le plus sage & le plus propre à conserver à la fois la pureté des regles & les droits d'une juste défense. *Ne quis, porte cet édit, apostatas religiosos recipiat vel assistat, sed denunciaret officario loci, qui apprehensos restituat monasteriorum præfectis; & si super dispensatione aut professione litigandum sit, judex in habitu eos manere, & in aliquo loco religioso interim degere jubebit.* Mais, dans l'un comme dans l'autre cas, il faut que la capture de l'accusé se fasse de l'autorité de l'Official; & l'on ne permet point aux supérieurs réguliers d'être juges & parties tout ensemble. Ainsi l'apostat n'a-t-il aucune défense de droit ou de fait à proposer ? Il est rendu sur le champ à ses supérieurs. Allègue-t-il ou la nullité de ses vœux ou la dispense qu'il en a obtenue ?

On ne le livre point sans l'entendre, à la rigueur des châtimens monastiques; on instruit sa cause, on écoute sa défense; & une demeure également sûre & décente lui est assignée pendant l'instruction. *Judex eos in aliquo loco religioso interim degere jubebit.*

Les constitutions même de Cîteaux, sans rendre hommage au droit des Evêques à cet égard, reconnoissent cependant l'impuissance où sont les Religieux de s'arroger eux-mêmes la capture de l'apostat, & la nécessité d'implorer à cet égard l'autorité des *tribunaux séculiers*. Nous disons, Messieurs, des *tribunaux*, car c'est ainsi que doit s'entendre ce texte des constitutions : *Autoritatē capituli generalis capiantur, aut capi procurentur*, IMPLORATO AD HOC, SI OPUS EST BRACHIO SÆCULARI. Et le bras séculier ne signifie jamais celui de l'autorité immédiate du Prince qui n'enchaîne & ne prévient que des criminels d'état, & qui laisse aux loix le soin de punir les autres coupables.

C'est ainsi que le savant Abbé Fleury, dans son institution au droit ecclésiastique, explique le *bras séculier*. Et son interprétation, sans doute, aura plus de droit sur vos esprits, que l'interprétation forcée & illégale que les Religieux de Clairvaux vous ont présentée. “ Les juges séculiers, „ dit-il, livre I, ch. 23, doivent prêter „ la main pour les faire rentrer dans leur „ devoir, & faire arrêter les fugitifs,

„ quand ils sont reconnus, pour les mettre
 „ entre les mains des supérieurs.

Que manquoit-il donc aux Religieux de Clairvaux, pour réclamer leur fugitif, si leur zele eût été aussi éclairé qu'il étoit ardent? eux qui avoient la triple ressource de s'adresser, soit à l'Evêque ou à ses Grands-Vicaires, rendus juges de juridiction contentieuse sur ce point par l'édit de 1606, soit à l'Official, soit aux juges séculiers. Où voyoient-ils qu'il manquât quelque chose à ces voies, pour que leur Religieux ne pût leur échapper, en cas qu'ils pussent le prouver tel? Et n'y a-t-il des prisons sûres que dans les monasteres?

Est-ce à des Religieux à dédaigner des loix, eux qui n'ont plus d'existence dans l'ordre naturel & de la société, que celle que les loix leur conservent? Pourquoi cette défiance perpétuelle de l'autorité séculière, comme s'ils avoient plus à craindre d'elles l'oppression, qu'à en espérer une juste défense? pourquoi cette affectation de se dérober à ses regards, ainsi qu'à l'autorité des Evêques, dans les cas mêmes où ils sont obligés d'y recourir? Qu'ils se souviennent toujours, en exerçant les parties de juridiction qui ont été démembrées de l'autorité épiscopale en leur faveur, que le véritable moyen de les mériter & de les conserver, c'est de ne pas imprudemment les étendre. Que l'exemple du fondateur de l'Ordre de Cîteaux, du fondateur de la maison de Clair-

vaux, si attachés à l'observation des loix & de la discipline de l'Eglise, leur serve à l'avenir de regle inviolable dans l'exercice de leurs droits, & dans l'application de leurs privileges.

Un troisieme principe, & qui tient encore plus essentiellement à l'ordre public que les deux précédents, est que la juridiction monastique ne s'étend point à des délits qui doivent être punis d'une peine afflictive ou infamante. Tout Religieux qui commet un crime contre la société, est dès-lors soumis à la peine des loix civiles, parce que l'espece de juridiction accordée à son ordre n'embrasse pas les peines qu'un tel crime mérite, & qu'il ne faut cependant pas le laisser impuni. Il n'y a plus alors ni privilege à réclamer, ni exemption à opposer.

La constitution célèbre d'Innocent IV déjà citée, accorde la compétence des délits monastiques aux Evêques; mais comme cette décision ne peut être une loi pour des Etats indépendants de toute autorité dans leur administration temporelle, les choses sont tempérées, parmi nous, de telle maniere que l'instruction contre les Religieux ou Ecclésiastiques prévenus de crimes graves se fait par l'Official & le juge royal conjointement. C'est ce qu'établit encore, à la suite de *l'édit de Melun* & de plusieurs autres loix, la déclaration de 1696 déjà citée, en restreignant la juridiction monastique aux simples *désordres*

punissables suivant les regles & instituts des monasteres. Les derniers mots de cette déclaration (disoit encore Mr. de la Chatais dans ses conclusions qui preparerent ce celebre arrêt du Parlement de Bretagne de l'année 1737) qui porte “ que les
 „ Evêques, au défaut des supérieurs, pu-
 „ niront *les désordres suivant les regles*
 „ & *instituts des monasteres*, prouvent
 „ que la loi, n'a eu pour objet que les
 „ contraventions à la regle & à la disci-
 „ pline monastique, qui, par leur nature,
 „ ne sont point susceptibles de l'instruc-
 „ tion avec les formalités de la procédure
 „ criminelle, & pour lesquelles les loix du
 „ royaume ne prononcent aucune peine.

Parlant ensuite des crimes de séduction d'une mineure & de scandale public dont le frere *Jean-Joseph* étoit accusé, cet illustre Magistrat ajoute : “ *Ces crimes doi-*
 „ *vent être poursuivis & punis suivant les*
 „ *loix du royaume.* Ce ne sont pas les re-
 „ gles du monastere que l'on consultera,
 „ pour déterminer le genre & le degré de
 „ la peine. Si nous devons donner une
 „ attention extrême à empêcher les ecclé-
 „ siastiques d'empiéter sur la juridiction
 „ séculière, nous ne devons pas moins
 „ d'attention à resserrer, dans les plus
 „ justes bornes, les privileges que les ré-
 „ guliers ont obtenus dans les temps de
 „ barbarie & d'ignorance, contre la dis-
 „ position des canons, & qui ont causé
 „ de si grands désordres dans la discipline.

L'ar-

L'arrêt célèbre rendu sur ces conclusions vient encore à l'appui de ce principe ; car on a vu, par cet arrêt, la juridiction monastique privée de la connoissance des crimes imputés à l'accusé, crimes, qui, encore une fois, étoient les mêmes que ceux qu'on suppose à *Balthazar* Castille.

Les Religieux sont-ils excusables d'avoir voulu, pour un faux honneur de l'ordre, ou peut-être pour exercer sur lui des châtimens inconnus & terribles, l'enlever à la société, envers laquelle sa punition étoit une dette & sa condamnation un devoir ? Quels sont d'ordinaire les Religieux coupables de crimes, si ce n'est les apostats que la violation de leurs vœux entraîne d'excès en excès ; & si l'on permet ainsi aux communautés de les soustraire brusquement à toutes poursuites, n'est-ce pas un moyen d'assurer leur impunité ? Quoi, Messieurs, sous le faux prétexte de prévenir le scandale, & de ne pas compromettre l'honneur de l'ordre, honneur qui ne dépend point de celui d'un apostat, on le fera enlever lorsque son crime appelle la vengeance ; on opposera l'autorité surprise à la loi prête à frapper ; on le fera transporter dans des maisons éloignées & étrangères, où il soit impossible de suivre ses traces (car c'est là encore une des constitutions de Cîteaux) ; & cette protection plus scandaleuse que le crime même, sauvera des coupables,

qui, restés dans la classe des citoyens, auroient porté la peine de leurs forfaits ?

Supposons même que son ordre lui inflige, en secret, les peines les plus cruelles (ce qui seroit un autre crime encore & un attentat à la souveraineté du Prince); une telle punition qui n'instruit point, qui n'effraie point par des exemples, satisfera-t-elle à la société & aux loix ? Rigoureusement traité, lorsqu'il aura péché contre les intérêts ou les prétentions chimériques de son ordre, pensez-vous, Messieurs, qu'il le soit de même lorsqu'il n'aura commis que des crimes contre la société, contre les loix dont on se fait une loi de ne pas dépendre ; & la communauté ne s'écriera-t-elle pas alors, *frater noster est*, comme disoit Mr. l'Avocat-Général Talon, en faisant voir les abus & les dangers des juridictions monastiques ?

Animés du même zele, pourrions-nous nous reposer de la punition des crimes des apostats sur ces juridictions obscures & suspectes, lorsque leurs jugements, aussi inconnus qu'elles mêmes, restent ensevelis dans les ténèbres des cloîtres, n'éprouvent aucune révision, & se dérobent soigneusement à la lumière ? Le pourrions-nous, lorsque nous en avons vu déjà supprimer quelques-unes à cause des abus révoltants qu'elles présentoient sur ce point ? Telle est celle du chapitre de Saint-Aignan (a)

(a) Cette juridiction a été supprimée sur les conclusions de Mr. Talon,

d'Orléans. Mr. Talon rapporte les informations concluantes de sept crimes, dont quelques-uns méritoient la mort. Quelle en avoit été la punition, Messieurs? la récitation des sept pseaumes.

La conduite des Religieux a été irrégulière, en ce qu'ils se sont soustraits à la juridiction de l'Evêque, juge des Exempts hors le cloître, & à celle des juges royaux, seuls juges, avec l'Official, des délits graves. Une autre irrégularité résulte encore de ce qu'ils n'avoient préparé, par aucun jugement régulier, cet enlèvement subit qu'ils osent appeller une simple exécution d'une condamnation déjà prononcée.

Nous ne trouvons d'abord aucun jugement de l'Abbé d'Orval, supérieur immédiat de Castille, s'il eût été Religieux : tout ce que nous en voyons, ce sont ces mots indéfinis, *pœnas ab amplissimo Abbate prolatas*, sur le sens desquels nous vous avons déjà communiqué nos soupçons.

Donnez-vous quelque confiance à une prétendue sentence d'un Visiteur apostolique, espece de juridiction inconnue parmi nous, quand vous ne voyez dans cette sentence rien autre chose, sinon qu'elle confirme vaguement & sans aucune instruction, *pœnas ab amplissimo Abbate prolatas*, sans énoncer ni la date du prétendu jugement de l'Abbé, ni la nature des peines, ni même la qualité de Religieux-profès dans *Balthazar* Castille? Si l'Ordre de Cîteaux a une juridiction, cette

jurisdiction a des Officiaux , un promoteur : où sont les conclusions de cette partie publique ? qui a pris la défense de *Balthazar* Castille , & fait valoir ses droits ? Sa profession étoit-elle si claire , si évidente , qu'on pût le juger Religieux d'un seul mot & sans autre forme ?

Cependant écoutons ce que dit d'Héricourt : *Lorsque les délits commis par des Religieux dans le cloître , ne méritent qu'une correction légère , il suffit que les supérieurs soient assurés des délits , pour condamner ceux qui en sont coupables , sans être obligés d'instruire le procès avec toutes les formalités prescrites par les ordonnances ; mais quand les délits ont mérité une peine fort grave , comme la privation d'un bénéfice , une excommunication majeure , une prison perpétuelle ; celui qui instruit le procès doit suivre toutes les règles prescrites par l'ordonnance de 1670 , qui a été faite pour les tribunaux ecclésiastiques , comme pour les séculiers.*

Diroit-on encore que l'ordonnance de 1670 n'est pas faite pour le pays d'Orval ? Mais fera-t-on taire toutes les loix par ce moyen ? Qu'on représente donc une forme qui conduise au même but , & qui mene à la certitude. Que l'humanité au moins y serve de règle : & qu'on lise les peines décernées par les constitutions de Cîteaux contre les apostats , & contre des apostats mariés , avant de les faire subir au coupable. Les apostats sont mis dans

la même classe que ceux qui sont surpris en fornication ; & ceux-ci sont condamnés à une prison perpétuelle : *in eodem sint carcere usque ad terminum vitæ suæ.*

Voilà donc cette prison perpétuelle, qui, suivant d'Héricourt, doit être précédée d'une instruction régulière, & telle qu'elle s'observe dans nos tribunaux.

La conduite des Religieux a donc été un tissu d'irrégularités & d'injustices les plus révoltantes. Mépris de la juridiction épiscopale ; abus de leur propre juridiction, injustice envers Castille, envers la société.

Que cette conduite, Messieurs, tenue par les Religieux soit la source des malheurs de la Dame de Launay ; cette conséquence n'est-elle pas évidente, puisque, s'ils eussent pris toute autre voie, ces malheurs ne seroient pas arrivés ?

Si les Religieux de Clairvaux eussent suivi l'ordonnance, si *Balthazar* Castille eût été amené par l'ordre de l'Evêque dans les prisons de l'Officialité, n'eût-il pas été au moins interrogé ? Et s'il eût seulement eu la liberté de répondre à un juge impartial, qu'il étoit dans le siècle depuis vingt-six ans, qu'il étoit marié publiquement depuis sept ans, qu'il laissoit une femme & des enfants qui n'avoient que lui pour ressource : pouvez-vous croire, Messieurs, qu'on ne se fût occupé que de le punir sans l'entendre ? Cette femme fût-elle restée dans l'inaction ? Lui-même l'eût

appelée dans sa prison , eût garanti sa bonne-foi s'il fût convenu d'être coupable ; il eût conjuré son juge de ne pas envelopper sa malheureuse famille dans son crime ; & quand même il eût pu être livré à ses supérieurs , il eût au moins eu la consolation de laisser ses enfants & leur mere entre les bras des loix.

Mais il est aisé de concevoir que toutes ces plaintes n'ont fait que le rendre plus coupable aux yeux de sa partie dont il a retrouvé par-tout la présence , & qu'elles n'ont fait que hâter sa punition. C'étoit un apostat marié , & conséquemment , suivant les constitutions de l'Ordre , punissable , *tanquam deprehensus in contagione carnis*..... S'il a nié qu'il eût fait profession , qu'il eût jamais été réellement engagé , nouveau motif d'étouffer cette voix dangereuse après une pareille démarche ; & une honte mal entendue , un faux honneur auront encore alarmé davantage les Religieux.

Mais l'Evêque ne l'eût pas ainsi renvoyé sur le champ dans la prison monastique. Non-seulement l'humanité l'eût engagé à l'examen le plus sérieux ; mais l'ordonnance même lui défendoit de le faire , & toutes les réclamations des supérieurs , tous les privileges eussent été suspendus , jusqu'à ce qu'il y eût eu une procédure réglée.

Qu'on ouvre les recueils des procédures des juges ecclésiastiques contre les apos-

tats vivants dans le siècle, & ainsi arrêtés par l'ordonnance des Evêques, sans avoir commis d'autre délit que celui de l'apostasie, & l'on y verra que ce n'est qu'après une procédure réglée qu'on les a déclarés atteints & convaincus d'apostasie; & que c'est alors qu'ils sont renvoyés à leurs supérieurs. A plus forte raison, si quelqu'autre accusation se fût jointe à celle d'apostasie, n'eût-on pas rendu d'abord, & sans instruction, l'accusé aux supérieurs monastiques?

Mais quand l'Evêque eût vu d'abord le contrat de mariage, l'extrait de célébration, la bonne-foi de la femme, une possession de l'état séculier pendant vingt-six ans; se fût-il alors reposé de l'état de Castille sur la parole des Religieux : eux qui, dans l'examen de la validité des vœux, ne peuvent pas être juges, & ne peuvent pas même déposer comme témoins? Quand ils lui eussent enfin représenté cette formule de vœux, sans aucune forme, cette formule transcrite sur les registres on ne fait pourquoi, & sans aucune espece de signature; croyez-vous qu'il eût prononcé la nullité du mariage? Nous ne pouvons nous le persuader, & nous en avons pour garants les loix même de l'Eglise qui ont établi cette nullité, & qui ne l'ont attachée qu'à l'existence légale & certaine de l'engagement Religieux.

Peuchet, s'il est le seul auteur de l'enlèvement de la femme; Peuchet eût-il

pensé pendant cette instruction à solliciter des ordres contr'elle ? S'y fût-il exposé dans le temps où il n'avoit pas encore été jugé que *Balthazar* Castille fût Religieux, & encore moins que le mariage fût nul.

Mais, Messieurs, qu'est-il au contraire arrivé ? en séparant même, si l'on veut, le frere Mayeur d'avec Peuchet, deux mémoires parviennent en même temps sous les yeux du Ministre; dans l'un, la femme est représentée par son oncle même, comme une fille de débauche, à charge au public & aux mœurs. Ce n'est pas là un motif déterminant pour obtenir un ordre du Roi, pour abaisser les yeux du Prince sur des détails soumis à l'attention d'un Magistrat aussi éclairé que vigilant. Mais, par un hasard singulier, si l'on veut, un procureur de l'Abbaye de Clairvaux représente dans un autre mémoire, un Religieux comme un apostat, dangereux pour la société, & coupable sans doute des plus grands excès; & il se trouve que cet apostat est celui à qui un commerce infame prostitue cette fille dont on se plaint dans le premier; alors cette rencontre qu'on n'a pas lieu de prévoir & de soupçonner, porte la conviction. Un Ordre entier & respectable se trouve d'accord avec un proche parent. C'est un scandale affreux qu'on n'étouffera jamais assez tôt : *flagitia abscondi, scelera ostendi necesse est*. L'on se croit forcé de faire une prompte justice; & con-

noissons-nous encore les considérations particulières qu'on a pu y joindre ?

Mais si les Religieux eussent réclamé leur fugitif, par toute autre voie, jamais Peuchet n'eût rien obtenu, parce qu'alors la revendication même du Religieux faisoit éclater la publicité du mariage, la bonne-foi de la femme; & elle eût trouvé son salut dans le malheur de son mari.

Que Castille eût été réclamé dans le pays de Luxembourg, c'étoient encore les mêmes loix. L'édit de Charles V y est formel. C'est à l'Official du lieu qu'il appartenait de le faire arrêter, & Castille n'eût point été précipité sans être entendu dans la prison du monastere. L'édit veut que le juge le fasse mettre dans quelque autre lieu Religieux pendant le jugement, *si de professione aliquid litigandum sit*. Stenay, Orval, Luxembourg patrie des trois parties intéressées, sont voisins, & la Dame de Launay ne fût point restée sans défense : elle & ses enfants pouvoient s'en reposer sur l'intérêt seul d'un époux & d'un pere. Les dommages & intérêts sous ce premier point de vue, nous paroissent donc incontestables : *Damnum non jure factum*.

Seconde partie de la troisième question.

Mais cette conduite, déjà si répréhensible en elle-même & dans la thèse générale, ne le devient-elle pas infiniment davantage lorsqu'on fait attention aux cir-

constances dans lesquelles ils l'ont employée, & qui exigeoient la dernière inspection.

Balthazar Castille, paisible possesseur de l'état séculier pendant vingt-six ans; *Balthazar* Castille marié publiquement depuis sept ans; s'il est Religieux, il est apostat; si son engagement est certain, sa possession est un abus; si la preuve en est légale, le mariage est nul. Nous sommes bien éloignés de souiller notre voix en faveur de ces parjures: & le temple des loix n'est pas fait pour leur servir d'asyle. Mais les jugemens déjà rendus & cette cause même nous apprennent que tous les Religieux qui sont sortis des monasteres, ne sont pas des apostats; que tous les mariages qu'ils peuvent avoir contractés ne sont pas déclarés nuls. Si leur apostasie est certaine, il est juste, & c'est le devoir des communautés, d'employer les voies prescrites, pour retirer au plutôt de la société ces fantômes civils qui reviennent la troubler encore après la mort volontaire qui les en a retranchés. Mais il faut au moins qu'un rayon de justice éclaire leur poursuite & leur punition, & suive l'accusé jusqu'à ce qu'il ne présente plus qu'un coupable; il faut au moins s'assurer si ce sont des cadavres ou des hommes vivants, avant de les ensevelir dans la prison monastique qui les attend; il le faut, pour la sûreté des citoyens, pour le droit de ceux qui se trouvent liés à leur sort, pour

l'intérêt sacré de la justice & des loix , pour l'honneur même des ordres réguliers , à qui il ne doit pas être permis de s'exposer à des soupçons même injustes.

Quoi , Messieurs ! un Religieux sorti dès sa jeunesse d'un monastere , aura vécu vingt , trente années , dans la société ; il aura joui publiquement & paisiblement de tous les droits des citoyens ; il aura formé mille engagements de commerce qui mettent la fortune de plusieurs d'entr'eux en ses mains ; il aura contracté mariage à la face des autels & des loix , sous son véritable nom , & sans aucune omission qui annonce ni précaution , ni défiance. Son nom aura même retenti dans le diocèse de son monastere & dans les lieux de sa naissance. Une femme trompée par l'opinion publique , par sa famille , par les loix mêmes , s'enchaînera pour jamais à son sort , & confondra sa fortune avec la sienne ; des enfants naîtront à l'ombre paisible de cette union : & au premier signal du supérieur , après vingt-six ans de calme , il ne tiendra qu'à l'ordre d'invoquer en secret la foudre sur le pere , & de faire disparaître avec lui le nuage même qui servit à la former ; d'envahir tous ses biens , sans rendre aucun compte à la société , sans daigner seulement l'avertir , ni la puissance civile , ni la puissance ecclésiastique , de pourvoir aux besoins de ceux que leur bonne-foi sépare du crime de l'apostat prétendu , & que l'enlèvement d'une

épouse & d'un pere livre en proie à la plus humiliante indigence ?

Au fond d'un monastere étranger un supérieur, partie du Religieux, aura, par un jugement secret & irrégulier, tel que celui qu'on nous représente, jugé d'un seul mot la validité des vœux & leur existence, contre les preuves mêmes de sa regle ; aura convaincu, sans l'entendre, sans que personne ait pris sa défense, un absent, d'apostasie ; aura cassé d'avance un mariage public & solennel ; décidé que les enfants qui en sont sortis n'ont point de pere ; discuté & réglé sans retour les droits que les citoyens peuvent avoir sur cette famille & sur sa fortune ; & l'exécution nocturne & provoquée d'un pareil jugement tiendra lieu du titre fondamental, de l'acte d'une profession régulière & légale, de l'existence même de cette profession !

Ce n'est pas tout encore ! Lorsque l'excès même du trouble occasionné par la violence des Religieux, aura frappé l'oreille des tribunaux ; lorsque tous les coups étant portés, la justice voudra fermer au moins les plaies que le temps n'a pas encore rendues incurables : alors il faudra les en croire par-tout presque sur leur parole, sur le défaut de toute signature tant de l'acte de profession que des registres, sur un usage allégué & démenti par la regle même suivant laquelle Castille a dû s'engager par les loix du pays, par celles de

l'Ordre , par le décret formel & antérieur du chapitre général de 1672 ; décret assez voisin du temps de cette profession pour n'être pas oublié , assez éloigné pour avoir reçu sa parfaite exécution ; sur des actes de profession apportés à la veille du jugement , dont rien ne constate ni la vérité ni la date , & qui jettent au contraire sur la formule imputée à Castille les plus justes soupçons ? Nous repoussons , Messieurs , toutes les conjectures d'intérêts ou de passions plus criminelles encore , qui ont pu faire mouvoir tant de ressorts , & nous faisons à la religion le sacrifice des idées affligeantes que nous présente cette cause.

C'est ainsi , Messieurs , que le seul aspect de cette affaire fournit , comme de lui-même , à notre ministère , les moyens les plus forts & les considérations les plus touchantes. Mais si , du défaut de preuves & de titres de la part des Religieux , nous passons à l'extrême négligence , dont , selon eux-mêmes , ils se sont rendus coupables , n'y trouverez-vous pas une nouvelle obligation , de leur part , d'apporter dans la circonstance cette circonspection dont ils n'ont pas craint de s'écarter.

Quel est , en effet , Messieurs , le véritable motif qui arme la sévérité des loix contre les apostats , & qui porte à éclairer sans cesse leur évasion & leur vie errante dans le siècle ? Si leur parjure n'intéressoit que le Dieu qu'ils outragent , elles lui en auroient laissé la vengeance ; mais l'objet

des loix , en ordonnant leur recherche , est de prévenir les troubles qu'apportent dans la société & dans les familles ces ré-apparitions , c'est la crainte des engagements monstrueux qu'ils pourroient former , c'est l'intérêt de la femme qu'ils tromperoiént , des enfans qui naîtroient sous ces auspices malheureux , qui animent leur zele. Mais lorsque , par la négligence même de leurs supérieurs , ou au moins par leur ignorance , ils sont restés des vingt , des trente années dans le siècle ; lorsque tous ces engagements sont formés , que l'épouse est trompée , qu'une famille croit avoir un pere & un chef ; s'il est permis de rompre brusquement tous ces liens , de les faire rentrer dans le monastere aussi rapidement & aussi secrètement qu'ils s'en sont enfuis , sans que la justice puisse attendre alors aucun signe de leur existence , que l'acte qui en annonce la fin ; n'est-ce pas changer un scandale particulier en un scandale public , porter le trouble dans la société par les loix même destinées à l'en garantir , & tourner contre les victimes des apostats le glaive qui devoit les protéger contr'eux ?

Ce n'est pas dans le sentiment de leur fondateur que les Religieux de Clairvaux trouveront l'exemple de la conduite qu'ils ont tenue dans de pareilles circonstances.

Dans la soixante-seizieme lettre , saint Bernard consulté sur la voie qu'il falloit suivre à l'égard d'un Religieux fugitif &

marié, a répondu d'une maniere conforme aux canons & aux loix. Il s'agissoit d'un second mariage contracté depuis les vœux : & vous y voyez la preuve de ce que nous avons dit, que la nullité de ces mariages n'est établie que depuis la séparation du vœu simple d'avec le vœu solennel, de la preuve légale de la profession d'avec les actes de profès.

*Il est dangereux & peut-être illicite, disoit ce dernier des Peres de l'Eglise, " qu'un
 „ homme, après avoir long-temps resté
 „ dans la maison & sous l'habit de la profession religieuse retourne au siecle ; &
 „ qu'après avoir si long-temps & si courageusement gardé la continence pendant la vie & du consentement de sa
 „ premiere femme, „ secundis rursus amplexibus se ineptissimè atque inhonestissimè implicuerit : quia tamen publicè ac solenniter juxtà morem cæterorum hominum, & sine quærelâ vel calumniâ, ipsum qualecumque conjugium celebratum fuit, nobis non videtur tutum illum illam non consentientem dimittere, nisi priùs autoritatis episcopalis, vel consilio fretum vel imperio, aut certè ecclesiastico, canonicoque judicio.*

Ce Pere ne pensoit donc pas qu'il fût à propos que le Religieux se séparât de sa femme sans son consentement, à moins qu'il n'y fût autorisé par un jugement de l'Evêque ; & il finit par exhorter l'Abbé qui le consultoit, ou à engager la femme à y consentir, ou à s'adresser à l'Evêque :

aut episcopum , aut ambos vocari jubeat , & (quod recto posse fieri credimus judicio) separet.

Cet exemple n'est pas le seul qui se trouve dans les écrits de saint Bernard , & ce n'est pas dans sa propre opinion (a) qu'il a puisé l'édit de cette modération.

Voilà la voie que la lecture de ses ouvrages auroit montrée à ses enfants. Si on l'eût suivie, le temple de la justice & cette capitale n'auroient point retenti des scandales de cette cause. Mais que du moins le bien naîsse du mal ; & que cet affligeant éclat puisse devenir l'occasion d'en épargner à l'avenir de semblables à l'Etat & à l'Eglise. Eh quoi , Messieurs , notre législation seroit-elle assez imparfaite, ou assez

(a) Hanc fuisse Augustini sententiam etiam ipse sanctus Bernardus agnovit ; eâque occasione dignam tanto doctore protulit resolutionem. *Libro de præcepto & dispensatione , cap. I.*

Monachi nonnulli postulaverant à S. Bernardo instrui , cur vel B. Gregorius nescio quem Venantium habitum monachalem , quem piè susceperat , impiè rejecerat , non solum resumere non coëgit , sed etiam omnem legitur indulsisse communionem apostatæ perduranti : vel S. Augustinus conjugii legi votum quodammodo subjiciat continentiae : ita ut in libro de virginitate aderere videatur ne celibis quidem vitæ propositum copulæ posse præscribere conjugali , quominus *indissolubile* maneat etiam quod à continentibus fallente diabolo , fracto sanctitatis voto , initum fuerit matrimonium.

Huic dubio respondit Bernardus : & ad hæc nihil ad præsens certius breviusque respondendum occurrit , nisi quod ita sancti antistites sapuerant ! Rectè ne ? ipsi viderint,

sez foible pour ne pas trouver, ou ne pas employer des voies sûres qui répriment les abus plus fréquents qu'on ne pense, des apostasies publiques ou cachées, & qui préviennent par la suite le danger des unions sacrilèges ?

Pourquoi les Religieux ne sont-ils pas toujours présents aux yeux des juges par un domicile certain & connu, comme les autres citoyens ? Pourquoi les voyons-nous se soustraire à l'autorité séculière par des obédiences rapides & presque clandestines, qui les font passer d'une extrémité du royaume à l'autre, lorsque les juges séculiers ou même ecclésiastiques sont dans le cas de les interroger ou de les reprendre ? Cessent-ils donc d'être citoyens & sujets, pour avoir fait vœu d'une obéissance qui seroit criminelle, si elle pouvoit détruire, ou seulement affoiblir, celle qu'ils doivent au Prince & à ses Magistrats ?

Cependant, Messieurs, & qu'au moins cet exemple vous frappe ; depuis près d'un siècle que l'ordonnance civile a établi des règles sages & faciles pour constater la mort des citoyens, ils n'ont pas daigné se soumettre à cette loi, quoique l'article 13 du titre XX les renferme expressément. N'avez-vous pas vu aussi, Messieurs, qu'il a fallu un édit en 1719, une déclaration en 1720, une autre en 1736, pour connoître sûrement le domicile des Bénédictins pourvus des bénéfices de leur ordre,

qui, entraînés eux-mêmes par une obéissance aveugle, ignoroient qu'ils fussent titulaires, & donnoient à leurs supérieurs des signatures dont ils ne connoissoient ni la destination, ni l'usage ?

Les Religieux François ignorent-ils donc que nos Rois, comme protecteurs des canons & conservateurs de la discipline, ont sur eux la même inspection immédiate qu'ils exercent avec un zèle si pur sur tout le Clergé de leurs Etats ? Ignorent-ils que Louis le débonnaire envoyant dans les provinces ses *missos dominicos*, les chargeoit principalement d'examiner si l'on observoit dans les maisons Religieuses les règles monastiques ? Ignorent-ils que nos Rois de la troisième race & leurs Cours, ont souvent donné des ordres pour la réformation des monastères ; & que le chapitre XXXIV des Libertés de l'Eglise Gallicane, renferme sur ce point les monuments les plus solennels & les plus incontestables ?

Qu'il seroit digne, Messieurs, de votre zèle pour la Religion & pour l'Etat, de solliciter auprès du Prince une loi qui pût constater à l'avenir, d'une manière certaine & régulière, l'existence des Religieux dans leur cloître, leur sortie hors du royaume, leur émigration d'une maison dans une autre ; qui détruisît ce mur de séparation qu'ont élevé une crainte mal entendue, ou des opinions faussement conçues dans des temps d'ignorance & de fa-

natisme ; qui rappellât à une juste & respectueuse confiance dans l'autorité séculière, des hommes qui doivent s'honorer d'être citoyens & François.

Qu'il seroit heureux pour nous, Messieurs, d'avoir été les promoteurs & les organes d'un règlement si utile & si sage ! Les ordres religieux y applaudiroient eux-mêmes, parce qu'il seroit tomber en même temps les calomnies dont la malignité publique se plaît à les accabler. Car, en constatant l'existence de tous les Religieux du royaume, de la maniere prescrite par l'édit de 1719 & la déclaration de 1720, & en les représentant à la premiere réquisition, soit à l'Official, soit au juge royal, ils ne s'entendroient plus reprocher des corrections secrètes & meurtrières, des châtimens inhumains, qui sont moins une pénitence qu'un supplice ; des prisons inconnues qui dérobaient à tout l'univers & à la lumiere un malheureux caché dans les entrailles de la terre, ne lui montrant dans un affreux avenir que l'horreur, le désespoir & la mort. Par l'effet d'un règlement si sage, en même temps que les obédiences monastiques continueroient d'être librement & religieusement pratiquées, l'œil du Prince suivroit son sujet d'une extrémité du royaume à l'autre ; & ce sujet seroit toujours présent aux regards de ses Cours & de ses tribunaux, pour recevoir avec respect leur inspection & l'application de leurs jugemens.

Après nous être livrés à ces vues que nous ont présenté naturellement notre zele, pour l'ordre public, & la nature même de cette cause, rentrons dans la discussion des questions qui les avoient fait naître.

Vous avez vu, Messieurs, sur la premiere partie de cette troisieme question, que les Religieux devoient de justes dommages-intérêts à la Dame de Launay & à sa fille, parce que les irrégularités & l'injustice de la voie qu'ils ont prise, ont été l'occasion des pertes & des maux qu'elles ont soufferts. Vous voyez sur celle-ci, Messieurs, à quelle circonspection extrême les obligeoient les doutes invincibles sur l'état de Castille, l'impossibilité de le prouver Religieux aux yeux de la loi & même à ceux des hommes, & toutes les suites funestes de cet enlèvement précipité.

Troisieme partie de la troisieme question.

Déjà coupables envers la loi, pour avoir méprisé la voie qu'elle leur prescrivoit, ont-ils encore continué de l'être dans la route détournée qu'il leur a plu de choisir : & trouverons-nous dans leur conduite la vérité littérale de cette maxime ? *Non potest dolo carere, qui imperio legum non paruit.* C'est la troisieme proposition que nous vous avons annoncée, & c'est en même temps la cause particuliere de la Dame de Launay, dont les malheurs implorent votre attention.

Jusqu'ici les loix ne nous ont point abandonnés. C'est à leur lumière que nous avons discuté leurs droits. Mais il s'agit maintenant des faits de l'homme, elles se retirent & nous laissent dans les ténèbres. Deux hommes ont marché dans la même route en même temps. Le double effet de leurs démarches s'est réuni dans le même ordre du Souverain, dans la dispersion de la même famille, & dans la personne du même exécuteur. Ces deux hommes se sont-ils rencontrés ? ont-ils fait une société commune, une société d'oppression & de calomnie dont l'effet soit de les rendre solidairement tenus des faits l'un de l'autre ? Voilà la question principale de cette troisième proposition.

La Dame de Launay convient que Peuchet est au moins un des auteurs de son infortune. Peuchet est mort insolvable ; pourquoi veut-elle faire retomber sur la maison de Clairvaux la réparation d'outrages, dont la cause peut n'exister que dans sa famille ? Elle accuse le F. Mayeur d'être, avec son oncle, l'auteur commun de la déprédation de sa fortune & de la perte de sa liberté : mais où en sont les preuves ?

Lorsque nous faisons réflexion, Messieurs, sur la nature de cette partie de la cause ; lorsque nous comparons le degré & la qualité des preuves qu'exige la loi dans les cas ordinaires, avec les circonstances où la Dame de Launay vient ré-

clamer votre justice, ne pourrions-nous pas penser que le même coup qui a jetté cette épouse infortunée dans cet enchaînement de malheurs, a, pour ainsi dire, emporté en même temps sa cause au-delà de la sphere ordinaire des preuves? Si elle est enlevée, c'est par une autorité dont elle n'a senti que les effets, sans qu'elle pût en prévoir ni en démêler les véritables mobiles. De la nuit de la prison où elle est jettée, il ne lui a guere été possible de percer le nuage dont les auteurs de son infortune ont dû s'envelopper. Lorsqu'elle en sort au bout de trois années, si les titres de son malheur existent encore, il n'est pas naturel qu'un dépôt si dangereux se trouve entre ses mains. La possession des pieces dont elle pourroit s'appuyer, doit être partagée entre ses adversaires & le tribunal qui a été l'instrument innocent de ses disgraces. Ce tribunal n'est point obligé de s'ouvrir à sa voix. Le dépôt de l'Etat n'est point celui des particuliers; & c'est pour leur propre sûreté qu'il leur est fermé.

Mais toutes les parties de l'autorité se secondent mutuellement, & agissent de concert pour le bien public. La justice du Souverain qui en est l'ame universelle, n'abandonne point le citoyen opprimé. Si les intérêts de l'Etat enchaînent une de ses mains, elle lui tend l'autre.

Ainsi dans la disette de preuves où se trouve un citoyen accablé par un ordre supérieur, la loi a voulu que, sans deman-

der compte au Souverain de ses ordres, ils fussent de plein droit imputables, ainsi que leurs suites, à la partie qui les a surpris, & qu'on n'exigeroit pas alors du malheureux qui en est la victime, des preuves que le fait de son adversaire lui a rendu impossibles. Les loix romaines ont établi avant les nôtres ce principe salutaire, dans cette regle de droit, qui veut que, lorsqu'il s'agit de fraude ou de surprise, les juges aient non-seulement égard aux preuves que la partie est en état de leur présenter; mais encore à celles que le fait de son adversaire lui interdit. *Generaliter, cum de fraude disputatur, non quid habeat actor, sed quid per adversarium habere non potuit, considerandum est* : regle fondée sur cette autre maxime d'équité, *factum cuique suum, non adversario nocere debet.*

Or il est certain, dans la cause, que si les Religieux eussent pris toute autre voie pour réclamer leur prétendu fugitif, tous ces objets tragiques n'eussent pas fait le tourment des juges, & tout ensemble le scandale public. On ne peut donc appliquer à la Dame de Launay, dans toute leur rigueur & dans toute leur étendue, les loix auxquelles le demandeur est soumis. Eh ! n'est-ce pas même un des premiers reproches qu'elle peut faire à ses adversaires, de l'avoir forcée à prendre cette triste qualité ? Si leur conduite ne lui eût pas interdit toute défense en 1750, elle

n'auroit rien aujourd'hui à leur demander. Son action n'est pas volontaire & n'a pas des droits futurs & douteux pour objet, mais des outrages soufferts & certains, dont il n'y a que les auteurs de cachés. Si ses démarches eussent été mieux accueillies, si les offres (a) des Religieux eussent été plus proportionnées à l'outrage, & qu'ils eussent su mieux apprécier les douleurs d'une épouse & d'une mere, elle ne se fût pas vue forcée d'offrir au public le spectacle de ses malheurs.

Voyons donc quelles présomptions, au défaut de preuves, la Dame de Launay présente à ses juges ; examinons-les avec l'attention que mérite l'importance de l'objet & la qualité de ses adversaires ; & tâchons de répandre nous-mêmes quelques clartés sur ce mystere d'iniquité.

La Dame de Launay leur reproche premièrement, la spoliation de toute sa fortune & de celle de son mari ; secondement, une association inique entr'eux & Peuchet, son oncle, pour les dépouiller.

D'abord, elle observe que l'enlèvement de sa personne a été fait le 4 Novembre 1750, & que les scellés n'ont été apposés que le 6 par le Commissaire Rochebrune, en sorte qu'il y a eu un intervalle de plus d'un jour & demi entre l'enlèvement &

(a) Somme de 200 livres offerte à la fin de la négociation, pour dernière proposition, & mise par les Religieux entre les mains du Curé de Saint-Sauveur de Paris.

les scellés, que cet intervalle si long avoit peut-être rendu moins nécessaires.

Cette première présomption, Messieurs, étoit frappante, mais elle perd quelque chose de sa force par la représentation qui nous a été faite, depuis les plaidoieries, d'une expédition du procès-verbal d'apposition des scellés qui porte date du 4 Novembre. Nous nous contentons de dire *qu'elle perd quelque chose de sa force*. En effet, le procès-verbal de levée des scellés porte deux fois la date du 6 Novembre ; & la minute du procès-verbal d'apposition de scellés, lorsque nous avons demandé à vérifier dessus la date de l'expédition, s'est trouvée, nous a-t-on dit, perdue. A laquelle des deux donnerons-nous la préférence ? cette première inexactitude nous autorise, au moins, à penser que la présomption proposée par la Dame de Launay n'est pas détruite.

Nous remarquons, Messieurs, que, dans le procès-verbal de levée des scellés, on voit encore une description d'un grand nombre de vêtements & d'effets qui annoncent même par leur qualité une situation aisée & une fortune honnête dans le sieur & Dame Castille. Si nous y joignons le contrat de mariage, portant un capital de 46000 livres, & qui a pour garant la foi publique ; l'emploi des 10000 livres, dot qui restoit encore chez le notaire ; la preuve même qu'offre la Dame de Launay du fait que Castille avoit un porte-feuille

qui renfermoit pour 20000 livres d'actions sur la compagnie des Indes : ces circonstances réunies excluent les idées d'indigence, dont les Religieux cherchent à se faire un rempart contre l'événement de la cause. Nous n'examinerons point si la preuve de ses faits est admissible : bientôt, Messieurs, cette preuve vous paroîtra superflue.

Une autre présomption, & nous pouvons, Messieurs, l'appeller une preuve, se tire de ce que les ordres du Roi ont été violés en arrêtant Castille. Il étoit alors à Celles en Brie, où il avoit mis son fils en nourrice. C'est là qu'il est enlevé, & l'on n'a fait aucune description quelconque des effets qu'il pouvoit avoir ou sur lui ou avec lui. Castille n'avoit-il absolument rien ? Cela n'est ni vraisemblable, ni possible. Mais s'il n'avoit rien, il falloit le constater, les ordres du Roi y étoient précis ; & c'étoit à un procès-verbal, & non pas au témoignage des Religieux, à nous l'apprendre. Des présomptions de spoliation, passons à celles du traité.

D'abord, il existe une copie de ce traité fait entre le frere Mayeur & Peuchet. Le titre porte : *Copie du traité fait entre Joseph Mayeur & Peuchet, touchant Castille & sa femme, du 10 Septembre 1750.* Elle finit par ces mots : *Le présent traité fait double entre nous. A Paris, ce 10 Septembre 1750. Signé Peuchet, & F. Joseph Mayeur.*

Le tout est écrit de la main de Peuchet. Cette vérité frappe à la première vue, par la comparaison de cette copie avec la quittance que Peuchet a donnée à sa nièce le 8 Septembre 1752. S'il s'agissoit des engagements contractés par ce traité, nous le rejeterions absolument, parce qu'il n'est pas dans une forme régulière ; mais le fait unique que nous cherchons à découvrir ici, est de savoir s'il y a eu un traité quelconque entre le frère Mayeur & Peuchet.

C'est Peuchet qui écrit qu'il copie un traité qu'il a fait avec frère Mayeur ! croirons-nous qu'il n'avoit pas ce traité sous les yeux ? C'est Peuchet qui écrit que ce traité est daté d'un tel jour ! croirons-nous que l'original n'ait pas existé, & que la copie qu'il fait d'un acte passé ne soit que le projet d'un acte futur ? C'est Peuchet qui écrit que cette date est *le 10 Septembre 1750* ; & c'est précisément le temps où l'on sollicitoit les ordres du Roi ! croirons-nous qu'il n'y ait eu aucune espèce d'association ? Passons aux aveux non suspects des Religieux même de Clairvaux, & voyons s'ils ne nous montreroient pas la réunion du dessein, & l'exécution.

N'avons-nous pas d'abord un témoignage des plus forts dans la bouche de dom Jobart, procureur de la filiation de Clairvaux, & successeur immédiat du frère Mayeur ? Voici ce qu'il écrit à la Dame de Launay même le 18 Août 1762.

Mr. l'Archevêque paroît bien décidé à s'intéresser pour vous : il a désiré que je lui confirmasse les faits avancés sur le placet. Je lui ai dit qu'une partie, & même la plus essentielle, étoit de ma connoissance.

Arrêtez un moment, Messieurs, vos réflexions sur cet aveu.

Les faits que Mr. l'Archevêque de Paris exige qui lui soient confirmés par le procureur de Clairvaux, afin d'être fondé à écrire à l'Abbé de Clairvaux, sont-ce, Messieurs, les faits du seul Peuchet? Si ce prélat n'eût vu dans la Dame de Launay qu'une femme malheureuse, sa compassion se seroit intéressée pour elle, mais il n'en eût pas renvoyé l'exercice à un autre. Pourquoi l'Abbé de Clairvaux? Et quel autre rapport pouvoit exister entre lui & la Dame de Launay, sinon celui que le fait du frere Mayeur avoit fait naître entre ses malheurs & la maison de Clairvaux?

Or de ces faits, dom Jobart assure à ce prélat que *la partie la plus essentielle étoit de sa connoissance*. Et quels étoient donc ces *faits essentiels* qu'il falloit confirmer pour écrire à l'Abbé de Clairvaux en faveur de la femme Castille?..... Ces faits n'étoient pas la qualité de Religieux fugitif & marié; le prélat les connoissoit d'avance. Etoit-ce même qu'une femme eût perdu sa fortune, qu'elle eût été indignement emprisonnée? Tout cela n'engage à rien l'Abbé de Clairvaux. Il n'est pas responsable des malheurs de l'humanité;

mais, ce qui étoit essentiel pour écrire à l'Abbé de Clairvaux, c'étoit sans doute que ces malheurs fussent arrivés par le fait de ses agents. Si la Dame de Launay eût accusé faussement ses adversaires, si tandis que Peuchet auroit été l'unique auteur de ses maux, l'unique ravisseur de ses biens, elle eût demandé que l'ordre lui en rendît au moins une partie; le procureur de Clairvaux se seroit-il chargé avec tant de zèle d'appuyer ces calomnies auprès de son Abbé & contre son prédécesseur, & de rendre l'Abbé de Clairvaux réparateur d'un dommage où son ordre ne fût entré pour rien?

Rappelez-vous ici, Messieurs, 1°. qu'il n'y a eu aucune description d'effets à Celles en Brie, malgré l'ordre exprès du Prince; 2°. que les Religieux ont perpétuellement avancé que ce traité (supposé qu'il eût existé) par lequel tous les effets doivent être remis à Peuchet, n'avoit eu aucune exécution.

Il m'a prié de monter au secrétariat, continue dom Jobart, *pour faire moi-même le modele de la lettre qu'il étoit à propos d'écrire à Mr. l'Abbé de Clairvaux. Je connois trop le bon cœur de cet Abbé, pour ne pas assurer qu'il fera auprès de celui d'Orval tout ce qui dépendra de lui. Pourquoi encore l'Abbé d'Orval? & où dom Jobart prend-il cette assurance du succès? est-ce dans la générosité des hommes? on ne la promet pas ainsi. C'est dans sa con-*

noissance intime des faits, dans son zele bien placé pour l'honneur de son Ordre, & dans la justice de la demande.

Il faut encore, Messieurs, vous mettre sous les yeux la fin de cette lettre, pour vous convaincre que la Dame de Launay n'est pas restée dans l'inaction qu'on ose lui reprocher; & que ses adversaires l'ont forcée de chercher des appréciateurs plus justes de ses infortunes.

Je desire bien sincèrement que ces démarches soient plus utiles que les premières. Je me féliciterois d'y avoir contribué pour quelque chose. Est-ce pour des calomniateurs qu'on montre tant de zele? & les Religieux ont-ils pu espérer qu'on repousseroit de ce tribunal, même sans l'entendre, & par une fin de non recevoir si odieuse dans leur bouche, une femme dont ils ont eux-mêmes accueilli plusieurs fois la juste importunité, & dont leur procureur s'est déclaré si hautement le négociateur & le médiateur.

Mais les traits seuls échappés à frere Mayeur suffiroient, sans la lettre même de dom Jobart; pour porter la lumiere dans cette partie de la cause. Car si le frere Mayeur n'est entré pour rien dans cette odieuse intrigue, pourquoi le retrouvons-nous par-tout? S'il ne s'est occupé que de la réclamation de son Religieux; s'il a dû être satisfait, comme on le prétend, dès qu'il a eu recouvré le sujet de l'Abbaye d'Orval; si tous les effets

de Castille & de sa femme ont passé dans les mains de Peuchet; si le zele de venger la religion est le seul motif qui l'ait animé; pourquoi, un ans après, le retrouvons-nous le censeur instruit des actions & même des intentions de Peuchet, & le sollicitateur importun de la vocation de la Dame de Launay?

Je pense, c'est le frere Mayeur lui-même qui écrit le 6 Juillet 1751, à Mre. Vitry, procureur de la Dame de Launay; je pense que l'on n'a eu aucun intérêt de me dire que frere Castille fût mort, s'il ne l'étoit réellement. Le sieur Peuchet a son intérêt à vouloir faire le mauvais; il veut dégoûter sa niece du couvent.

Et quel intérêt avoit donc F. Mayeur lui-même à l'y faire rester? Pourquoi un an après cette injuste détention, lorsqu'il étoit pleinement instruit de cette événement; lorsqu'il connoissoit les calomnies qui avoient renfermé cette femme dans cet humiliant séjour; lorsqu'il avoit lui-même, trois mois après cet enlèvement, reçu dans ses mains & paraphé son contrat de mariage; lorsqu'il s'annonce comme si bien instruit des intentions de Peuchet; pourquoi ses yeux la suivent-ils encore dans la prison où elle languit, & veut-il, au-lieu des liens passagers qui l'y retiennent, l'y enchaîner pour toujours?

S'il ajoutoit foi aux calomnies dont on l'avoit opprimée, sont-ce là les victimes

qu'il se charge d'offrir aux autels? & le réclamateur si rapide des apostats doit-il s'empresse d'inspirer des vocations? S'il ne les croyoit pas (& comment eût-il pu les croire!) c'est le frere Mayeur qui veut que cette femme ne fasse aucune démarche pour obtenir ce qu'elle se devoit à elle-même & à ses enfants; qui veut qu'elle acheve par son silence la ruine de sa réputation commencée par ses oppresseurs, & qu'elle associe dans un même lien la victime de l'infamie & celle de la religion. Et observez, Messieurs, dans quelles circonstances ! lorsqu'il sait qu'il lui reste dans le monde des enfants, une fille qui n'avoit plus d'autres biens que les soins de sa mere. Est-ce donc à des meres qu'un Religieux doit inspirer le goût du cloître? Mais quelle étoit cette mauvaise action que vouloit faire Peuchet, & dont frere Mayeur vouloit garantir au plutôt la Dame de Launay en la liant par des vœux irrévocables?

Peuchet vouloit (c'est le frere Mayeur qui nous l'apprend), il vouloit, dès le 16 Juillet 1751, que sa niece se pourvût en cassation de mariage; & c'est le frere Mayeur qui veut lui fermer la bouche, & lui faire faire, par l'émission d'un vœu solennel, le serment de ne l'ouvrir jamais ! Sentez, Messieurs, toute la force de cette suggestion insidieuse; &, par le parallele des deux hommes, jugez quel a été le coupable.

Peuchet

Peuchet, cet homme que les Religieux nous donnent comme le seul auteur de la détention de la Dame de Launay, l'unique ravisseur de son bien & de celui de son mari; c'est ce Peuchet, qui, quelques mois après l'enlèvement de sa niece, veut l'amener devant la justice, la mettre à portée de justifier sa bonne-foi, de demander l'effet de ses conventions matrimoniales; & c'est frere Mayeur, celui qui est entièrement innocent, qui n'a nullement profité de ses dépouilles, qui a plaint ses malheurs dès qu'il les a connus, qui s'est vu forcé avec douleur d'être l'instrument d'une séparation aussi cruelle; c'est le frere Mayeur qui tremble au bruit de la demande en cassation de mariage, qui écrit à Mre. Vitry & à la supérieure de Sainte-Pélagie d'en détourner la Dame de Launay, qui s'empresse d'écrire plusieurs lettres à l'Abbé d'Orval, pour donner plutôt à cette femme un mari à pleurer qu'à venger, qui se dit instruit des intentions malfaisantes de Peuchet, qui promet avec ardeur l'extrait mortuaire de *Balthazar* Castille, & qui s'indigne que la Dame de Launay n'ait pas déjà fermé pour jamais sur elle, par un vœu, les portes de sa prison.

Il faut vous mettre encore sous les yeux la seconde lettre à Mre. de Vitry, & vous y verrez ce qu'il mandoit à la supérieure de Sainte-Pélagie.

Il y a quelques jours que j'écrivis à
Tome III.

D d

la Supérieure de Sainte-Pélagie, & la pria de dire à Mademoiselle Peuchet de ne point donner sa procuration à son oncle pour se pourvoir en cassation de mariage, parce que j'espérois incessamment recevoir l'extrait mortuaire de son mari. Aussi-tôt que je l'aurai reçu, je vous en donnerai avis, & nous prendrons les mesures convenables. Ces mesures si convenables, & que le frere Mayeur promet dans ses deux lettres, quels faits avoient donc pu les lui rendre nécessaires? Un an après l'enlèvement de son Religieux, quelles mesures le frere Mayeur a-t-il à prendre avec la Dame de Launay, s'il n'a rien à lui rendre, s'il ne lui doit rien, s'il n'a enlevé que la personne de son Religieux?

Ces mesures qu'il devoit prendre étoient celles qu'exigeoient ces faits que dom Jobart son successeur a confirmés à M. l'Archevêque, & que l'Abbé de Clairvaux a trouvé assez forts & assez bien appuyés, pour répondre à ce prélat qu'il en écrivoit à l'Abbé d'Orval; ces faits, dont frere Jobart assure qu'il connoît la partie essentielle, & que frere Mayeur espéroit ensevelir pour jamais, & dans le tombeau de Castille, & dans la prison à laquelle il vouloit dévouer son épouse; l'événement a justifié que ces mesures convenables n'étoient qu'une fausse lueur qu'il faisoit durer aux yeux de la Dame de Launay, jusqu'à ce que des lumieres trop inquiétantes fussent éteintes. Peuchet veut

amener sa niece devant la justice ; & , suivant les Religieux , c'est peuchet qui a ravi tout son bien ! est-ce donc pour qu'elle l'en accuse , & qu'elle le force à lui en faire restitution ?

Sont-ce là , Messieurs , de pures présomptions ? L'original du traité d'association ne paroît pas !..... Mais , quoi ! dira la Dame de Launay , ne croira-t-on donc à ma blessure , que si je représente jusqu'au poignard dont je fus frappée ? Je suis enlevée dans la nuit , & l'on veut que je montre la route obscure qui a conduit mes ravisseurs jusqu'à moi ! Le malheureux qui sort à peine du naufrage , sera-t-il obligé de le prouver par la représentation même du vaisseau que les flots viennent d'engloutir ?

Mais , Messieurs , reléguez , si vous voulez , dans la classe des simples présomptions tout ce que vous venez d'entendre : il est temps enfin de délivrer vos esprits de leur douloureuse incertitude , & de faire luire la vérité dans cet abyme. L'éclat qu'elle y jette est lugubre ; mais les objets n'en sont pas moins distincts & visibles.

Il falloit d'aussi grands intérêts , une cause aussi extraordinaire , pour faire parvenir jusqu'à nous ces lumieres ; & nous les devons encore plus aux ténèbres absolues qui sembloient d'abord la couvrir toute entière , & au danger inquiétant de laisser l'une ou l'autre des parties & leurs juges , à la

merci des présomptions : considérations puissantes , qui ont déterminé des Magistrats aussi justes qu'éclairés , à admettre une exception. L'usage que nous ferons de ces connoissances , étant celui de la vérité , conciliera tous les intérêts & tous les devoirs que rassemble en ce moment notre ministère.

D'abord , l'association de frere Mayeur & de Peuchet n'est plus une question , mais un fait certain. Peuchet paroît le premier & seul sur la scene le 25 Juillet 1750 , mais aussi il demande deux lettres de cachet. Pourquoi deux , s'il n'y en avoit une que le frere Mayeur l'eût engagé de demander ? il en sollicite une contre sa niece , sans aucune autorisation de parents ni de sa famille ; & l'autre , contre qui , Messieurs ? Est-ce au moins contre Castille seul comme étant le mari ? Non , Messieurs , c'est pour faire conduire Castille & *Longprey* , autre Religieux , à l'Abbaye d'Orval. Qui a donc pu lui assurer que c'étoient deux Religieux de l'Abbaye d'Orval ? Et si tout le complot n'eût pas été formé dès-lors , si Peuchet n'eût pas été déjà l'associé & le vil instrument de frere Mayeur , le notaire obscur d'un village étranger eût-il eu l'imprudence de jouer sous les yeux du Prince le rôle de procureur de Clairvaux ? Quel est le motif qu'il présente ? C'est que Castille ayant caché son état (mariage & bonne-foi de la Dame de Launay , avoués dès-lors &

connus même de ses oppresseurs), épousa en 1744, au mépris des sacrements, sa niece âgée de vingt-deux ans, & son motif est d'empêcher, dit-il, la continuation d'un crime si noir.

Un mois après, le 26 Août 1750, arrive le pouvoir du Pere Mayeur, Abbé de Clairvaux, frere de dom Mayeur, qui l'avoit demandé.

Nous vous remettons de notre autorité, avec l'humble priere de Mr. l'Abbé d'Orval, pour faire arrêter & conduire Balthazar Castille dans l'Abbaye d'Orval, pour y être puni suivant la constitution de notre ordre; &, pour ce, nous prions ceux qui sont à prier, de vous favoriser de tout ce qui regarde la présente commission. Vous permettons de prendre main forte à la justice séculiere, en cas de besoin.

Il faut rendre justice à l'Abbé de Clairvaux. Au moins, aux termes de cette commission, frere Mayeur n'étoit pas obligé d'interdire toute défense à la Dame de Launay dont il connoissoit parfaitement le mariage. Que trouve-t-on au bas de cette commission? L'engagement de frere Mayeur signé de lui. Il s'engage à faire conduire Castille dans l'Abbaye d'Orval, dès l'instant qu'il aura été arrêté en vertu des ordres de Sa Majesté. Ce sont ses propres expressions.

Dès l'instant qu'il aura été arrêté, en vertu des ordres de Sa Majesté! Mais frere Mayeur n'a point demandé d'ordres, ni avant, ni après la commission.

Il n'étoit pas besoin , Messieurs , d'en solliciter d'autres. Il savoit que Peuchet avoit demandé une lettre de cachet pour Castille, il ne restoit plus qu'à l'appuyer.

Il ne faut plus qu'un trait de lumière, & le voici. De quelle date est cet engagement, & cette promesse du frere Mayeur ? du 10 Septembre 1750, jour du traité que nous avons vu & lu en entier conforme à la copie que la Dame de Launay représente. Il y avoit donc quinze jours révolus que le pouvoir de l'Abbé de Clairvaux étoit entre les mains du frere Mayeur. Cependant il n'a voulu promettre, à l'Abbé d'Orval, *Balthazar* Castille, que du jour qu'il a transigé sur les biens & sur les malheurs de sa femme. Maintenant, Messieurs, il ne doit plus rester de nuages dans vos esprits sur l'existence de cette association & de ce traité.

Nous en souhaiterions l'exécution : elle justifieroit au moins les Religieux de la spoliation qu'on leur reproche. Il portoit *que tous les effets, tant de Castille que de sa femme, seroient remis à Peuchet, pour les rendre à sa niece & à ses enfants, à condition que Peuchet feroit les frais de capture* ; condition réprouvée par les constitutions même de Cîteaux, qui ordonnent bien précisément que les captures se feront toujours aux frais des supérieurs de l'apostat. Mais les Religieux nous ont déjà alarmés, en nous prouvant que ce traité n'avoit eu aucune exécution ; & l'on peut

penfer en effet que la clause dont nous venons de parler n'avoit été qu'une précaution employée par dom Mayeur pour se mettre à couvert en cas de recherches, & faire retomber sur Peuchet, insolvable, l'accusation de la spoliation qu'il avoit pratiquée lui-même. Nous sommes forcés d'en croire leurs preuves par celles que nous allons y ajouter ; ce traité, qui portoit que les effets de Castille seroient remis à sa femme, n'a point eu d'exécution.

En effet, nous ne voyons aucune espece de description des effets que Castille avoit avec lui ou sur lui à Celles en Brie, où il étoit depuis trois semaines & peut-être pour plus long-temps : en quoi les ordres du Roi ont été violés. Est-ce dans la conduite de frere Mayeur que nous chercherons des présomptions de désintéressement ? il s'est ôté cette ressource par le fait qu'on lui a reproché, & qui est vrai. Joignez ici, Messieurs, la persuasion intime & ordinaire des communautés, que tous les biens de leurs Religieux leur appartiennent, dans toutes les circonstances. Frere Mayeur étoit homme à faire une prompte application de ce principe, que vous allez retrouver dans la procuration qui lui est envoyée par l'Abbé de Clairvaux le 17 Décembre 1750, car il a trouvé dans cette affaire toutes les autorisations qu'il a voulu ; & vous l'avez vu même si assuré du succès, qu'il agissoit d'avance.

Informés que nous avons été que nous

avons obtenu des ordres du Roi (ici, Messieurs, l'Abbé de Clairvaux adopte bien précisément la lettre de cachet demandée par Peuchet pour ses Religieux, puisqu'encore une fois Peuchet en a demandé deux, & qu'il n'y a point eu d'autres demandes), & fait arrêter Castille & Longprey, vous auriez pour la sûreté de leurs effets & meubles, imploré le secours du ministère public, & demandé l'assistance des Magistrats (ces Magistrats étoient le Commissaire & l'Exempt), pour apposer les sceaux sur les portes de leurs chambres, leurs armoires & appartements, en qualité de Supérieur immédiat de l'Abbaye d'Orval, à qui lesdits meubles sont réversibles & appartiennent de droit; nous vous constituons pour notre Procureur-Général & spécial, pour réclamer en notre nom & en celui de l'ordre, lesdits effets & meubles, &c. Donné en notre college de Saint-Bernard, à Paris, ce 17 Décembre 1750, & scellé de notre sceau.

Aussi-tôt, requête du frere Mayeur, à fin de faire lever promptement les scellés mis à Paris, & de se mettre en possession des effets.

Voilà une procuration qui a, sans doute, été la ruine du traité fait entre Peuchet & le Mayeur. Ici les deux associés se divisent à l'occasion du partage du reste des dépouilles. Peuchet averti de cette nouvelle prétention, au mépris du traité de bonne-foi qu'ils avoient fait ensemble, pré-

sente aussi sa requête où il expose (ceci mérite encore votre attention) *que les scellés ayant été mis sur deux malles appartenantes à Castille & à sa femme. Peuchet, il est nécessaire qu'il soit procédé à la levée d'iceux ; que rien ne peut empêcher la justice de sa demande, puisqu'il est oncle paternel de ladite Peuchet ; mais encore puisqu'il est au lieu & place des Abbé & Religieux d'Orval... suivant le traité dont copie est ci-jointe, par lequel il est justifié que l'Abbé d'Orval n'a aucun droit sur les biens de Castille & encore moins sur ceux de sa niece. C'est par toutes ces raisons que le suppliant se trouve bien fondé. Ce considéré, vu la requête & le traité ci-joint, ordonner la levée des scellés ; que Meunier & Vitry chargés de plusieurs papiers & contrats, seront tenus de les rapporter en se purgeant par serment, &c. Signé Peuchet. Le traité du 10 Septembre est joint au mémoire, signé, Peuchet. Et plus bas est écrit ; La copie ci-dessus certifiée conforme à l'original du traité fait double que j'ai en ma possession.*

Le 17 Avril 1751, il présente une autre requête, dans laquelle il expose qu'il a la *procuration du pere de sa niece, & qu'il va se pourvoir en cassation de mariage pour lui faire adjuger ses reprises & conventions matrimoniales portées en son contrat de mariage avec Castille. Nous nous défions à juste titre des intentions de Peuchet : mais que ce fût pour lui ou pour*

sa niece qu'il voulût faire cette demande, contre qui, Messieurs, vouloit-il intenter son action? contre ceux, sans doute, qui s'étoient emparés de ses biens.

Ne nous tourmentons donc plus à démêler dans les ténèbres de cette odieuse intrigue quel a été le sort de la fortune de Castille & de sa femme. Il est fort indifférent maintenant de décider les portions que Peuchet ou frere Mayeur se sont appropriées, & combien l'ordre en a recueilli lui-même; le lien inique dont vous avez vu le tissu, les rend inséparables, & les représente tous deux dans un seul. Voilà, Messieurs, les faits dont le frere Jobart assuroit à un prélat respectable qu'*il connoissoit parfaitement la partie essentielle*: ces faits qui ont fait écrire, par Mr. l'Archevêque lui-même, à l'Abbé de Clairvaux, & pour lesquels l'Abbé de Clairvaux promit d'écrire à l'Abbé d'Orval; démarches qui ont produit les offres dont la médiocrité vous a paru si révoltante.

Vous êtes soulevés, Messieurs, à ce récit. Un nouvel ordre de faits porte tout à la fois la lumière & l'indignation dans vos ames. Mais vous croyez du moins qu'ici l'oppression a épuisé tous ses traits. Détrompez-vous, & apprenez quels nouveaux dangers a couru la Dame de Lannay dans cette capitale même & presque sous vos yeux. Peuchet, alors concordant encore avec son complice, ose demander le 17 Janvier 1751, qu'elle soit reléguée

dans un autre monde, sans doute où le bras de la justice ne pût atteindre. Mais cette demande injuste fut rejetée par un ministre éclairé, & renvoyée à son auteur. Soit que Peuchet crut alors qu'il devoit racheter auprès de sa niece, en brisant ses fers, le pardon des maux qu'il lui avoit fait souffrir, soit que devenu inutile à dom Mayeur, il en eût été traité avec le mépris qu'éprouvent les traîtres, quand leur trahison est consommée, on le vit deux mois après changer comme de caractère, & presser la demande en cassation de mariage. Mais trois mois encore après cette désertion, frere Mayeur persiste, s'oppose vivement au conseil de Peuchet, fait entendre à la Dame de Launay que le seul parti qui lui reste est d'ensevelir dans la retraite sa honte & ses malheurs; assure la mort de castille, dont la preuve est devenue nécessaire pour empêcher la demande en cassation de mariage, & promet *de prendre des mesures*, c'est-à-dire, continue de de la tromper par de fausses espérances, qui l'assuroient de sa captive.

Terminons enfin ces cruels détails, en vous révélant encore une autre calomnie qui avoit été mise en œuvre pour que Castille, frappé par tant de coups, ne pût échapper à ses oppresseurs. Cette calomnie se trouve dans la commission émanée de l'Abbé de Clairvaux. *Convaincus*, y est-il dit, *de faits qui mériteroient la punition corporelle de la justice séculière, & étant obli-*

gés de conserver l'honneur de l'Ordre, nous vous commettons, &c.

Est-ce donc un coupable dont on a défendu la cause? & la Dame de Launay trouveroit-elle ici des raisons de souhaiter que les liens qui l'unissoient à Castille n'eussent jamais été formés?

Mais, pourquoi chargerions-nous sa mémoire de crimes dont il n'existe aucunes traces? Il n'y a ni plaintes, ni informations, ni décrets; & nous pouvons assurer que les recherches des Religieux ont été infructueuses à cet égard, ou plutôt il est assez prouvé que c'est une calomnie dont l'Abbé de Clairvanx s'étoit trop légèrement laissé persuader par les sollicitateurs de sa commission, qui avoient déjà tout concerté avant même de l'avoir reçue.

On trouve dans le rapport de l'Exempt le fait relatif à cette punition corporelle; & frere Mayeur ne l'avoit sans doute fait insérer dans cette commission trop aveuglément donnée, que pour attaquer auprès du Magistrat, par des expressions artificieuses & meurtrières, la probité du mari, comme on avoit déshonoré la conduite de l'épouse.

Ce prétendu fait est que *Balthazar* Castille avoit volé 10000 livres à un marchand de Paris, & qu'il étoit allé avec sa femme les dissiper à Poligny proche Besançon. Mais outre qu'il n'y a ni plainte, ni information, ni décret, ce fait se trouve démenti par différentes pieces que la Dame

de Launay a remises entre nos mains, sans en prévoir l'usage. Nous avons une quittance en bonne forme de l'année même de son départ, *en mil sept cent quarante-cinq* : quittance de 10000 livres d'un marchand Paris, à qui Castille fit remettre, le 20 Septembre 1745, deux billets de 5000 liv. par le sieur André, stipulant pour lui, & par acte devant notaires, & pour reliquat de compte dont il lui étoit resté redevable ; lesquels deux billets avoient été envoyés de Poligny.

Il est d'ailleurs prouvé au procès, qu'il avoit laissé entre les mains du même notaire les 10000 livres de la dot de sa femme, jusqu'à l'occasion d'un solide emploi ; & ces 10000 livres auroient, au besoin, fourni ce reliquat de compte. Castille n'étoit donc pas un fugitif qui allât dissiper le bien d'autrui ni le sien à Poligny. Les Magistrats des villes où il a demeuré avec sa femme, certifient tous qu'ils y ont vécu en gens d'honneur & de probité. Ils reviennent quatre ans après à Paris ; & vous avez vu que leur départ n'avoit pas été furtif, & qu'ils avoient laissé une procuration générale passée devant le même notaire, qui étoit comme pour diriger leurs affaires. Rien n'égale l'indignité de ce dernier trait, que le défaut de restitution, sur les biens de Castille, d'une somme qui, volée par lui, suivant la *conviction* qu'en avoient ses oppresseurs, ne pouvoit jamais tourner au profit de leur maison : mais que la Dame

de Launay & ses enfants nous pardonnent de supposer ce fait.

Si, de cette vue que vous présente naturellement l'accusation du vol de 10000 livres, vous vous élevez, Messieurs, à des considérations d'ordre public, de quel œil verre-zvous ce prétexte de *sauver l'honneur de leur filiation*, & d'empêcher les punitions de la justice séculière, employé par des Religieux pour lui dérober des coupables? C'est du moins vous reconnoître, en secret, pour les seuls & vrais juges des crimes qui méritent l'infamie ou des peines afflictives; & c'est avouer, par-là, l'irrégularité des voies qu'on a prises. Mais, qu'importe le plus à la société, ou du faux intérêt de l'honneur d'un Ordre que les écarts d'un de ses membres ne peuvent lui ravir, ou de la tranquillité publique dont le plus solide fondement est la punition des crimes?

Vous les voyez maintenant au grand jour, Messieurs, ces considérations particulières employées dans les ténèbres, ces faux exposés de prostitution & de crimes, sur lesquels on a forcé l'autorité du Prince, dont l'abus est d'autant plus coupable qu'elle est plus sacrée, & qui n'est jamais plus forte que quand elle est rarement mise en œuvre. Vous voyez dom Mayeur tromper ses supérieurs par des accusations calomnieuses; & quoique persuadés que le cœur de l'Abbé de Clairvaux ne partageoit point ces délations que son

nom sembloit autoriser, nous n'en voyons pas moins les plus funestes effets en rejaillir sur cette triste famille, le contre-coup frapper toute la société entière, un plan formé & exécuté de soustraire les Religieux coupables à la vengeance des loix, de prendre leurs biens sans acquitter leurs engagements, de les livrer à des punitions monachales aussi suspectes qu'arbitraires, & dont nous ne savons, en voyant mourir après quatre mois un homme qu'on disoit être d'un tempérament robuste, s'il faut craindre davantage le relâchement ou la rigueur.

Hâtons-nous, Messieurs, de rabaisser le voile sur ces excès. La vérité les a gravés dans vos esprits, l'indignation les a empreints dans vos cœurs, & ces semences de calomnies & de malheurs n'y produiront que des fruits de réparation & de justice. Un époux & un pere infortuné jouissant depuis vingt-six ans de tous les droits des citoyens, ravi tout-à-coup à sa femme, à ses enfans, à la société, précipité dans un cachot pour expier une apostasie dont il n'est pas justifié qu'il fût coupable ! La bonne-foi de sa femme démontrée, reconnue même de ses persécuteurs au moment qu'ils l'oppriment ! Biens, honneur, réputation, nature outragée ! Trois années d'une prison déshonorante ! dangers qu'elle a courus d'y rester à jamais, ou de n'en sortir que pour être releguée dans un monde sauvage ! Dangers

des citoyens, dans cette maniere de réclamer des Religieux & des Religieux mariés ! Calomnies affreuses qui ont été la source de leurs malheurs ! Coupable association de frere Mayeur, l'ame du complot, & de Peuchet son vil instrument ! Traité inique, qui n'a pas même eu l'exécution qu'il devoit avoir dans la seule clause juste qu'il renfermât, celles de conserver les biens à la mere & aux enfants ! Ordres du Roi violés à Celles en Brie, pour faciliter la spoliation du captif ! Persécutions de frere Mayeur, pour ensevelir dans la profession religieuse la Dame de Launay ! Horribles secrets de ses vexations envers elle ! Contrat de mariage, acte authentique, & qui doit faire foi sur-tout contre de tels excès ! Fortune aisée de Castille & de sa femme envahie par les manœuvres les plus condamnables ! Mort de leur troisieme fils, qu'elle auroit peut-être encore, si du moins sa nourrice eût pu avoir, dans la prison où gémissoit sa mere, le même accès que ses coupables oppresseurs !

Tels sont, Messieurs, les objets que nous déférons bien moins à votre sensibilité qu'à votre justice. Qu'un jugement solennel, & dont le souvenir puisse durer au moins autant que les outrages soufferts par la Dame de Launay, en réparant ses malheurs, apprenne aux Religieux que l'oppression retombe toujours sur ses auteurs, & que les loix retrouvent tôt ou tard le coupable qui les fuit. Vous devez à la
 Dame

Dame de Launay , & à tous les citoyens dans sa personne , une justice éclatante , & qui leur assure qu'ils dorment en paix à l'abri des loix , dont la lumiere veille pour eux. Vous le devez , nous osons le dire, Messieurs, aux ministres eux-mêmes, dont la justice & la bienfaisance connues ont si fortement à se plaindre de l'indigne surprise qu'on leur a faite sous le voile de la religion & de l'ordre public. Vous le devez, enfin, à cette autorité dont vous êtes les sacrés dépositaires, & qui deviendrait bientôt impuissante dans vos mains, si les méchants pouvoient se dérober à vos regards, en substituant les voies sourdes & obliques des délations à la marche réglée des loix, les calomnies ténébreuses à l'accusation publique, & l'oppression à la justice.

Ainsi parla monsieur l'Avocat-Général.

L'intérêt que le public avoit pris, dans le cours des plaidoeries de Mr. Gerbier, aux malheurs de sa cliente ; la plaidoerie de Mr. Doulcet le détourna entièrement, & le fit tomber sur la cause de Mr. l'Abbé de Clairvaux. Mais il s'affoiblit ensuite par degrés au plaidoyer de Mr. de la Briffe. Insensiblement on abandonna l'Abbé de Clairvaux à son Avocat & à sa cause, & on reporta enfin de nouveau à la Dame Saget une tendresse dont on se fit un crime de l'avoir privée.

Aussi, lorsque Mr. l'Avocat-Général eut fini son discours, chacun témoigna-t-il,

par toutes les marques extérieures de sa contenance, le desir qu'il avoit d'entendre les juges prononcer en faveur de la veuve & des enfans du frere Castille. Les vœux du public furent unanimes en leur faveur, & les magistrats lisoient dans ses yeux le jugement qu'il vouloit qu'ils rendissent.

Mais l'arrêt ne satisfit pas les desirs des clients de Mr. Gerbier.

La Dame Saget avoit conclu contre Mr. l'Abbé de Clairvaux, à ce qu'il fût condamné à lui payer 46000 livres pour sa dot & celle du défunt frere Castille avec les intérêts, à compter du 4 Novembre 1750; 6000 livres pour le capital de 300 livres de rente que Castille lui avoit constituée pour son douaire, ou à lui en payer annuellement les arrérages, à compter du 25 Mars 1751, jour de son décès; 7200 livres pour les pensions de sa fille, à raison de 600 liv. par an; 40000 livres pour les aliments de ses enfans; 852 livres qu'elle avoit été obligée de payer, pour se procurer sa sortie de Sainte-Pélagie, la représentation d'*Hypolite-Louis* Castille son fils & du feu frere Castille, ou bien 100000 liv. ou telle autre somme qu'il plairoit au conseil arbitrer; 120000 livres de dommages & intérêts pour sa détention; ce qui, sans parler des arrérages ni des dépens, lui eût composé une somme de 280052 livres.

Elle avoit demandé de plus *la radiation*, sur les registres de Sainte-Pélagie, de son

écrou, l'impression de l'arrêt, & enfin les dépens de sa cause.

Or voici ce qui fut, seulement, prononcé par l'arrêt définitif qui a pour date le 7 Septembre 1763.

Le Conseil condamne la partie de Doulcet (a) en 30000 livres de dommages-intérêts envers Catherine-Michelle Peuchet, l'une des parties de Gerbier : condamne en outre ladite partie de Doulcet en pareille somme de 30000 livres de dommages-intérêts envers les parties de Gerbier, stipulant pour Reine-Michelle Castille; de laquelle somme de 30000 livres sera fait emploi au profit de ladite Reine-Michelle Castille. Faisant droit sur les conclusions de notre Procureur-Général, ordonne que l'Abbé de Clairvaux & tous les Supérieurs de l'ordre de Cîteaux seront tenus de faire exécuter la définition du chapitre général dudit ordre de l'année 1762, au sujet des signatures sur les registres & au bas des actes d'émission des vœux, tant des novices que du Supérieur qui reçoit les vœux & des témoins; ordonne pareillement que les actes d'émission de vœux, qui seront mis sur l'autel par les novices, seront écrits sur papier, & non sur parchemin, & que les dates des jours, mois & années desdits actes seront écrites en toutes lettres & non en chiffres. Permet aux parties de Gerbier de faire imprimer le présent arrêt aux frais de la partie de Doulcet, jusqu'à

(a) C'est Mr, l'Abbé de Clairvaux.

concurrence de cent exemplaires. Condamne la partie de Doulcet en tous les dépens.

Tel fut l'événement de cette cause.

Michelle Peuchet étoit alors âgée de trente-neuf ans, sept mois & cinq jours.

Si l'arrêt prescrivit pour l'avenir l'ordre de la tenue des registres des vêtures & des professions dans l'ordre de Cîteaux, il ne déclara point que *Balthasar* Castille n'étoit pas moine de l'abbaye d'Orval. Et s'il adjugea 60000 livres à partager entre la Dame Saget & sa fille, il n'ordonna point que l'écrou de *Michelle* Peuchet seroit rayé & biffé sur les registres de Sainte-Pélagie.

L'Abbé de Clairvaux a payé les 60000 livres aux sieur & Dame Saget, & l'Abbé d'Orval lui en a remboursé 40000 livres. L'emploi des 30000 livres adjudgées à *Reine-Michelle* Castille a été fait à son profit, en exécution de l'arrêt. Elle-même a depuis été épousée sur la paroisse de Saint-Eustache, à Paris, le 29 Avril 1765, par *Jean-François-Joseph* Varnier, bourgeois de Paris. Ce qu'il y eut de remarquable, lors de ce mariage, c'est que la future ne présenta pas d'autre acte mortuaire de son pere, que celui dont on a parlé à la page 197. Elle étoit alors âgée de dix-neuf ans & sept jours.

Fin du troisième Volume.

T A B L E

D E S

C A U S E S

Contenues en ce troisieme Volume.

I. D'ENTRE 1°. *Claude Chevalier, veuve de Christophe d'Aubriot, écuyer, Seigneur de Courfrault.*

2°. { *Hilaire, de Aubriot, enfants de*
 { *Lancelot, Christophe & de Claude*
 { *Anne, Chevalier.*

ET *Françoise de Aubriot, veuve d'Antoine de Bonneval, écuyer, Seigneur de Jouy & de Châtel-Maison,* page 1

II. D'ENTRE 1°. *Michelle Peuchet, femme de Pierre Saget, (dit de Launay) & avant, se disant la veuve du frere Balthasar Castille, acolyte du diocese de Treves, & Religieux profès de l'étroite Observance de Cîteaux, en l'Abbaye d'Orval, pays de Luxembourg, diocese de Treves.*

2°. *Reine-Michelle Castille, fille mineure dudit feu frere Castille & de Michelle Peuchet, d'une part ;*

T A B L E.

ET le révérend dom François le Bloy, Abbé
de Clairvaux, au Diocese de Langres,
l'un des quatre premiers peres de l'ordre
de Cîteaux, & supérieur immédiat de
l'Abbaye d'Orval, au pays de Luxem-
bourg, Diocese de Treves, d'autre part.
page 151

Fin de la Table.









